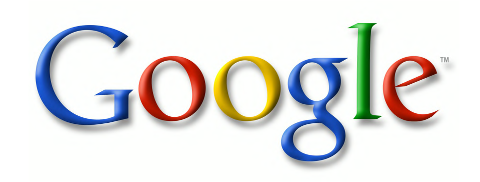

Google



# MÉMOIRES

DU

# ROI JÉROME

PARIS
IMPRIMERIE BALITOUT, QUESTROY ET C^e,
Rue Neuve-des-Bons-Enfants, 3.

# MÉMOIRES

ET CORRESPONDANCE

DU

# ROI JÉROME

ET DE

## LA REINE CATHERINE

TOME SIXIÈME



PARIS
E. DENTU, ÉDITEUR
LIBRAIRE DE LA SOCIÉTÉ DES GENS DE LETTRES
PALAIS-ROYAL, 17 ET 19, GALERIE D'ORLÉANS

1865

# MÉMOIRES

# DU ROI JÉROME

## LIVRE XVIII

### DU 16 JUILLET AU 31 DÉCEMBRE 1812

**I. — L'armée westphalienne pendant la campagne de Russie. — Le duc d'Abrantès, commandant le 8ᵉ corps. — Bataille de la Moskowa. — Séjour à Mojaïsk. — Désastres de la retraite. — Rapport du baron de Bodenhausen. — La Westphalie pendant la campagne de 1812. — Finances. — Retraite de M. Pichon. — Le Roi apprend, le 16 décembre, le passage de l'Empereur à Dresde. — Sa lettre à l'Empereur. — Réponse de l'Empereur.**

**II. — Journal de la reine Catherine, du 7 avril jusqu'à la fin de 1812.**

Ce serait laisser une lacune importante dans l'histoire de la Westphalie et dans celle de son Roi, que de passer sous silence la tragique et glorieuse destinée de cette jeune armée westphalienne, formée par Jérôme avec tant de soin et d'amour, animée de l'esprit français, et qu'il avait conduite lui-même des rives du Weser à celles de la Berésina. C'est à la solidité du corps westphalien pendant la campagne

de Russie, qu'on peut mesurer les efforts qu'avait dû faire ce prince pour créer une nationalité nouvelle au sein de l'Allemagne du Nord, l'armée d'un peuple étant en général celui de ses éléments qui représente le plus fidèlement son esprit d'unité et de patriotisme.

La douleur des soldats westphaliens fut très-vive à la nouvelle du départ du Roi. Nous en trouvons l'expression simple et touchante dans la lettre suivante, écrite au comte de Fürtenstein par le général d'Ochs, commandant la 2e division du 8e corps :

« Monseigneur, le départ de Sa Majesté nous a sen-
« siblement frappés. Jamais une marche n'a été plus
« silencieuse que celle du 16 juillet. Personne n'osait
« se demander si le bruit du départ du Roi était réel
« ou controuvé. Lorsqu'il se fut confirmé à la fin de
« la journée, il régna une espèce de consternation
« dans toute la troupe, consternation dont il n'est
« pas difficile de se former une idée quand on
« connaît l'amour et l'attachement que porte l'ar-
« mée à son souverain bien-aimé. Nous sommes,
« depuis, un peu revenus de cet état de tristesse, et
« nous nous efforçons d'en prévenir les suites, par
« la pensée que Sa Majesté daignera toujours, quoi-
« que absente, nous honorer de sa protection et de
« ses bontés. »

Le mouvement des 5e et 8e corps pour rallier le maréchal Davout avait commencé le 16 juillet. Il se prolongea par Ouzda Dukora, Borisow, jus-

qu'au 27, jour où l'armée westphalienne occupa Orscha, sur le Dnieper. Elle y resta jusqu'au 12 août, prenant un repos dont elle avait grand besoin; car les corps de l'aile droite étaient les seuls qui eussent marché en combattant et sans temps d'arrêt, depuis la Vistule jusqu'au Dnieper. Le reste de l'armée s'était, comme on le sait, arrêté près de quinze jours dans les cantonnements autour de Wilna, ceux d'Avanta, Maliatouy, Swenziany, Gloubokoé, etc. Heureusement on trouva sur le Dnieper, à Orscha et Rassasna, où s'établirent les cinquante mille hommes de Davout, des ressources considérables en avoine et en blé. La sévérité inflexible du maréchal et son activité administrative, réparèrent, dans cette armée épuisée, les désordres de tout genre produits par les marches excessives et lointaines. Les traînards rallièrent en partie; les pillards furent impitoyablement punis; les écloppés, les malades recueillis et rétablis. Après quinze jours de repos dans les cantonnemens d'Orscha, le corps westphalien comptait dix mille hommes présents sous les armes, indépendamment de trois bataillons (1er du 3e régiment, 2e du 6e et 3e bataillon d'infanterie légère), laissés à Borizow sur la Bérésina, et de la brigade de cuirassiers faisant partie du corps de Latour-Maubourg.

Ce fut à Orscha que le général Junot, duc d'Abrantès, attaché jusque-là à la personne de l'Empereur, mais sans commandement, vint prendre celui du corps westphalien, qu'il garda jusqu'à la fin de la campagne.

Le 11 août, la gauche et le centre de l'armée française, campés autour de Witepsk, s'ébranlèrent pour se porter sur le Dnieper, passer ce fleuve à Rassasna et à Lyady, et marcher sur Smolensk par la rive gauche. L'aile droite, sous Davout, qui occupait la ligne du fleuve d'Orscha à Lyady, couvrit le passage et en prépara les moyens. Le 14 août, la Grande-Armée tout entière se trouva réunie sur la rive gauche du Dnieper et commença son mouvement sur Smolensk. A partir de ce moment, l'organisation de l'aile droite sous le maréchal Davout fut disloquée. Le maréchal rendit à la garde la division Claparède, au roi Murat le corps de Latour-Maubourg, et reprit ses anciennes divisions Morand, Friant et Gudin. Le corps de Poniatowski, réduit à neuf mille hommes, et celui du duc d'Abrantès, passèrent sous les ordres directs du grand quartier-général.

Pendant la marche sur Smolensk, le 8e corps, qui flanquait la droite de l'armée, s'égara et ne put arririver à temps le 17 août pour entrer en ligne contre les Russes retranchés dans les faubourgs de la place. Dans la nuit qui suivit cette sanglante journée, les Russes évacuèrent Smolensk et se retirèrent sur Moscou par la rive droite du Dnieper. Le 18, le duc d'Abrantès fut dirigé sur Prouditchewo, avec ordre d'y passer le fleuve et d'inquiéter le flanc de l'armée russe, qui annonçait l'intention de tenir à Valoutina. Cette manœuvre ne réussit qu'imparfaitement et n'eut pas sur l'issue du combat de Valoutina l'influence qu'on en espérait. Les Westphaliens traversèrent bien le fleuve à Prouditchewo; mais le duc

d'Abrantès eut beaucoup de peine à se dégager des marais qui couvraient la rive droite. Il ne put qu'échanger quelques coups de canon avec les Russes.

L'Empereur montra en cette circonstance, contre Junot, une irritation extrême. Lorsque, visitant le champ de bataille, il parvint sur un plateau découvert situé en arrière de la position des Russes, et sur lequel il supposait que le 8e corps aurait pu déboucher, peu s'en fallut qu'il ne rendît le malheureux duc d'Abrantès responsable de tous les hasards malheureux qui, depuis le commencement de la campagne, nous avaient empêchés non pas de battre les Russes, mais de les entamer. Il voulut donner à Rapp le commandement de Junot. Rapp le refusa avec autant de fermeté que de noblesse, ne voulant pas s'associer à ce qu'il regardait comme une injustice, ou du moins à une sévérité excessive envers le plus ancien, le plus dévoué, et l'un des plus braves serviteurs de l'Empereur. Junot resta à la tête du 8e corps ; mais le reproche que l'Empereur lui adressa dans le vingt-neuvième bulletin, fut la véritable blessure sous laquelle succomba, quelques mois plus tard, cette organisation exaltée et nerveuse, déjà troublée par un coup de feu reçu à la tête dans la campagne de Portugal.

A la bataille de la Moskowa, les Westphaliens prirent une revanche éclatante du mécompte de Valoutina. Placé sous les ordres du maréchal Ney, ainsi que les divisions Dessaix et Compans du maréchal Davout, le 8e corps forma la droite de la ligne française, la

liant aux Polonais de Poniatowski, lancés, en enfants perdus, dans les bois d'Outitza pour tourner l'armée russe. Ce fut contre le corps de Touczkoff que l'infanterie westphalienne eut à combattre dans la plaine qui s'étend à la droite du village de Séménoffskoïé au delà du ravin de ce nom, et qui fut le théâtre de la plus sanglante mêlée dont l'histoire fasse mention. Au commencement de la bataille, les cuirassiers westphaliens réunis aux cuirassiers saxons, sous les ordres de Latour-Maubourg, avaient exécuté à la gauche de ce village une charge brillante, ayant plus d'une analogie avec celle de la cavalerie française à Waterloo sur le centre de l'armée anglaise. On sait que les trois flèches du grand mamelon en avant de Séménoffskoïé étant tombées au pouvoir des Français, le roi Murat se trouva en face des corps de Raeffskoï occupant d'une manière formidable, de l'autre côté des ravins, l'intervalle entre la grande route et le village de Séménoffskoïé. Le roi de Naples lança la division Lorge sur cette infanterie. Les cuirassiers westphaliens et saxons qui la composaient, franchirent le ravin sous un feu épouvantable, fondirent sur les lignes russes et enfoncèrent deux carrés. Mais après avoir forcé le centre de l'ennemi à reculer, la division fut obligée de revenir et de repasser le ravin, pour ne pas rester exposée, seule et en avant de toute l'armée, aux coups des batteries formidables de la grande redoute et du village.

L'armée westphalienne éprouva de grandes pertes dans cette terrible journée. Le général Damas, commandant la 1<sup>re</sup> brigade de la 1<sup>re</sup> division, modèle

de bravoure et d'honneur (1), fut tué à la tête de ses troupes. Le général Lepel, commandant la brigade de cuirassiers, eut le bras fracassé par un boulet et ne survécut que peu de jours. Le colonel Gilsa, du 1er cuirassiers, qui lui succéda, tomba à son tour mortellement frappé. Six officiers supérieurs et trente officiers de tout grade trouvèrent à côté de leurs braves et malheureux chefs une mort glorieuse. Le général Tharreau, commandant la 1re division, le général Hammerstein, commandant la brigade de cavalerie légère, furent grièvement blessés. Le brave général Allix dirigea sur le champ de bataille les batteries westphaliennes, avec l'habileté et l'ardeur guerrière

(1) Sa loyauté et sa valeur lui avaient fait donner le surnom du *Bayard* westphalien. Nommé sous-lieutenant en 1792, il avait fait, aux armées du Nord, les campagnes du commencement de la révolution. Aide de camp de son frère, le général Damas, il fut plus tard attaché à Kléber, et fit avec lui l'expédition d'Égypte. A vingt-huit ans, ses brillantes qualités et sa bravoure lui avaient mérité le grade de colonel. En 1806, il servit à l'état-major de Bernadotte. En 1809, étant commandant à Hambourg, il passa au service du roi Jérôme, qui, appréciant son mérite, le nomma général de brigade.

C'est avec ce grade que le général Damas, encore fort jeune, commença la campagne de Russie, à la tête d'une des brigades du 8e corps. Il était tellement aimé des troupes sous ses ordres, que sur ce champ de bataille même de la Moskowa, où plus de soixante mille hommes des deux armées française et russe avaient trouvé la mort, les soldats westphaliens lui élevèrent un petit monument en bois.

En apprenant, à Cassel, la mort du brave Damas, le Roi de Westphalie s'empressa de faire écrire à sa veuve, qu'indépendamment d'une pension de 2,000 francs pour elle et ses enfants, il se chargeait de toutes les dépenses relatives à l'éducation de ces mêmes enfants. L'aîné, âgé de dix ans, fut nommé l'un de ses pages.

Ce fils, devenu officier dans l'armée française et général de brigade, a été premier aide de camp du prince Jérôme depuis le rétablissement de l'Empire.

qui ont illustré son nom dans le corps de l'artillerie française.

Comme récompense suprême, les Westphaliens apprirent que l'Empereur avait dit d'eux qu'ils avaient surpassé son attente, et le lendemain de la bataille ils eurent l'honneur de fournir la garde du quartier impérial.

Le lendemain de la bataille, pendant que la Grande-Armée se disposait à suivre les Russes en retraite sur Moscou, le 8e corps prit position autour de l'abbaye de Kolotskoï, où l'on établit provisoirement l'hôpital principal de l'armée, bien insuffisant, hélas! pour l'effroyable quantité de blessés dont était jonché le champ de bataille. Le surlendemain 10 septembre, la ville de Mojaïsk, sur la route de Moscou, étant tombée en notre pouvoir avant d'avoir été incendiée par l'ennemi, l'Empereur résolut d'y établir un grand dépôt de malades, d'écloppés, d'y réunir des vivres, et d'en faire un des postes intermédiaires de sa ligne d'opération, comme l'étaient déjà Wilna, Borisow et Smolensk. Le duc d'Abrantès y établit son quartier-général, occupant, en outre, avec le 1er bataillon d'infanterie légère, Kubinskoé, sur la route de Moscou ; avec le 7e régiment de ligne, l'abbaye de Kolotskoï ; avec le 1er bataillon du 6e régiment, la ville de Vereja, à cinq heures au sud de Mojaïsk, sur la route de Malo-Jaroslawetz et de Kalouga ; avec les chasseurs de la garde, Rouza, à six lieues au nord.

A cette époque, les troupes westphaliennes réunies à Mojaïsk ou aux environs, sous les ordres de Junot, étaient considérablement réduites et ne comptaient

pas plus de quatre mille hommes; car, outre les réductions d'effectif produites par le feu de l'ennemi, par les maladies, par l'abandon du drapeau, le 8e corps avait dû laisser sur sa route des détachements considérables, trois bataillons à Borisow, et un bataillon à Smolensk.

Dès les premiers jours de l'occupation de ces cantonnements, un bataillon entier, le 1er du 6e, fut enlevé à Vereja. Ce détachement fut la première victime de la manœuvre fameuse exécutée par Kutusoff à sa sortie de Moscou, et qui est pour sa mémoire militaire son plus beau titre de gloire. Au lieu de se porter soit vers l'est de la Russie, soit vers le nord du côté de Saint-Pétersbourg, le général russe se dirigea vers le sud sur l'Oka, se plaçant ainsi sur la droite de la ligne d'opération de l'armée française. Le poste de Vereja, placé un peu en dehors de cette ligne du côté des nouvelles positions russes, se trouvait le plus exposé. Il fut surpris et enlevé par le général Doctoroff. Le bataillon tout entier fut pris ou tué.

Après l'enlèvement de ce bataillon, les troupes de Junot s'attendaient chaque nuit à être attaquées à Mojaïsk, et la supériorité des forces de l'ennemi rendait en effet cet événement possible. Si les Westphaliens échappèrent à ce danger, il est probable qu'ils le durent à ce que cette ville étant un lieu de passage, les Russes ne purent jamais être exactement instruits du petit nombre de ses défenseurs. On y comptait quelquefois plusieurs milliers d'hommes, qui allaient à Moscou ou qui en venaient, et souvent

il ne s'y trouvait pas huit cents soldats en état de combattre.

Le 8e corps conserva ces cantonnements pendant tout le temps que la Grande-Armée occupa Moscou, et jusqu'au commencement de la retraite. Le 30 octobre, six jours après la bataille de Malo-Jaroslawetz, l'Empereur ayant abandonné son projet de marche sur Kalouga et ayant décidé de se retirer par la route de Smolensk, le rejoignit à Mojaïsk. Il y rallia le 8e corps, et dès lors la destinée de l'armée westphalienne se perdit dans les vicissitudes de cette retraite de Russie commencée à Mojaïsk le 31 octobre, terminée à Kowno le 12 décembre, et semée des plus terribles et des plus héroïques catastrophes. Nous n'avons pas à y suivre les soldats westphaliens; nous mentionnerons toutefois une anecdote que le petit nombre de ceux qui survécurent ont rapportée dans leur patrie. Elle est encore aujourd'hui racontée dans les montagnes du Hartz, mais sous la forme légendaire, dont l'imagination du peuple a partout revêtu l'histoire du grand Empereur.

Pendant les premiers jours de la marche, les Westphaliens, étant au centre de la colonne, virent souvent l'Empereur traverser leurs rangs; le général Legras eut un jour avec lui une conversation fort longue. Napoléon lui fit beaucoup de questions sur le 8e corps, sur les généraux qui le commandaient, et sur la manière dont les troupes avaient vécu à Mojaïsk. « Avez-vous eu lieu, lui demanda-t-il, d'être satisfait de la conduite de vos soldats ? — Sire, répondit le général, je pense que les rapports qui en

auront été faits à Votre Majesté ne leur ont jamais été défavorables? — Au contraire, répliqua l'Empereur, ce sont de fort braves gens, et je suis très-content d'eux. » Il demanda encore s'il y avait beaucoup de Français dans l'armée westphalienne. « Il y en a peu dans les grades subalternes, dit le général Legras; mais le Roi, voulant que ses soldats soient les frères de ceux de Votre Majesté, et s'étant proposé de leur donner les mêmes règlements et les mêmes habitudes, a cru qu'il lui convenait d'avoir plusieurs officiers français dans les rangs élevés. — C'est bien vu, dit l'Empereur ; il a très-bien fait. »

Nous rapporterons enfin un passage intéressant de la correspondance du baron de Bodenhausen, chambellan du Roi de Westphalie. Ce personnage, envoyé par Jérôme à la Grande-Armée pour y porter les récompenses méritées par le 8e corps à la bataille de la Moskowa, la rejoignit dès le commencement de la retraite, et en fit une partie avec les débris du 8e corps :

« Je partis de Cassel le 28 septembre ; je pris la route de Berlin. Je passai par Kœnigsberg, Wilna, Minsk, Orscha, et j'arrivai le 14 octobre à Smolensk, me dirigeant sur Moscou. Depuis Smolensk, la route n'était plus sûre ; des paysans, des corps de partisans et les Cosaques rendaient les communications très-dangereuses. Des brigades de postillons étaient bien organisées de relais en relais ; les maisons de poste étaient même retranchées, et chacune d'elles avait

une garnison de cent hommes d'infanterie et de vingt-cinq cavaliers; mais néanmoins on risquait beaucoup d'être attaqué et enlevé. Le général Jomini, gouverneur de Smolensk, m'ayant prévenu de cet état de choses, je profitai du départ d'un convoi de six mille hommes escortant un trésor impérial, pour me joindre à lui. Ce corps, commandé par le général Evers, ne pouvait malheureusement marcher bien vite; je le quittai le surlendemain pour rejoindre un autre convoi transportant des vivres, sous la protection d'un escadron de dragons. J'atteignis ainsi, le 23, Mojaïsk, après avoir été attaqué cinq fois par les Cosaques. Dans cette ville se trouvait le quartier-général du 8e corps, toujours sous les ordres du duc d'Abrantès. Je me rendis chez cet officier-général, et lui remis les décorations et les brevets dont j'étais porteur. Tandis que j'étais chez lui, le hasard y amena également un officier de l'état-major du prince de Neuchâtel, prêt à retourner au quartier impérial. Désireux de profiter de cette occasion pour me rendre auprès de l'Empereur, je laissai mes bagages à Mojaïsk, et je quittai cette ville le soir même, à huit heures.

« L'Empereur venait de se porter de Moscou sur la route de Kalouga ; je pris celle de Vereja, de Borowsk, et je le trouvai, le 24, à dix heures du matin, sur le champ de bataille de Malo-Jaroslawetz. Il me reçut et me demanda tout de suite, avec beaucoup d'intérêt, des nouvelles de son frère le Roi de Westphalie. Il désira savoir si le roi Jérôme formait de nouvelles troupes, si ses dépôts étaient bien considé-

rables, s'il avait encore beaucoup de ressources en hommes, si le 8e corps s'était bien trouvé à Mojaïsk, s'il avait des malades; enfin, il me fit une foule de questions à la suite desquelles il me congédia en m'ordonnant de suivre le quartier impérial.

« La veille, 23 octobre, une affaire assez sérieuse s'était engagée avec l'ennemi au village de Gorodnia près de Borowsk; l'ennemi avait été repoussé à trois lieues du champ de bataille, près du couvent de Malo-Jaroslawetz. Le 24, du grand matin, l'Empereur se rendit de Borowsk à la hauteur de Gorodnia pour reconnaître la position des Russes. Il faisait un brouillard des plus épais. L'armée était en avant, et lui se trouvait à une lieue de ses troupes avec quelques officiers et une faible escorte. Ayant à expédier des ordres au prince de Neuchâtel resté à Borowsk, il lui envoya un de ses aides de camp. Cet officier n'avait pas fait une demi-lieue, qu'il tomba au beau milieu d'une colonne de cavalerie russe, formée par trois régiments de dragons, suivant précisément la même route que l'Empereur. L'aide de camp prit ces cavaliers pour des Français, continua son chemin, mais il fut reconnu et reçut plusieurs coups de pistolet. Il parvint cependant à s'échapper et revint bride abattue prévenir Napoléon. Il était temps, car les trois régiments russes étaient peu éloignés, et Napoléon, si son officier d'ordonnance eût été tué, pouvait être enlevé. L'Empereur s'empressa de rejoindre ses troupes; une colonne fut envoyée au devant des dragons russes qui, égarés pen-

dant le brouillard, avaient fait fausse route : ils furent culbutés.

« Le même jour, l'Empereur retourna au bivouac qu'il avait occupé le matin. Vers midi, le brouillard s'étant dissipé, il alla reconnaître en personne le champ de bataille de Malo-Jaroslawetz, où les trois corps du Vice-Roi, du prince d'Eckmühl et du maréchal Ney, luttaient depuis l'aurore contre toute l'armée de Kutusoff. Le combat dura jusqu'à quatre heures. Les Russes se retirèrent alors à deux lieues, ayant éprouvé des pertes considérables. Après la bataille, Napoléon passa la revue des troupes, qui comptaient encore soixante-cinq mille hommes sous les armes. Le 25, à six heures du matin, il monta à cheval et se rendit sur les hauteurs près du couvent de Malo-Jaroslawetz, d'où il découvrit l'armée russe dans une belle position. Étant resté trois heures à observer l'ennemi, il ordonna, vers midi, un mouvement rétrograde, laissant au maréchal Davout le soin de former l'arrière-garde. Il coucha le soir à Borowsk et le lendemain à Vereja, où le colonel westphalien, Ruelle, avait été pris avec un bataillon. On lui amena le général Wintzingerode, fait prisonnier à Moscou. A sa vue, Napoléon entra dans une violente colère et lui dit : « Vous êtes un traître, vous servez contre votre patrie, la Confédération du Rhin. Vous changez de patrie comme on change d'habit. Vous n'avez qu'un but, c'est de me combattre, vous le faites par haine ; vous vous placez dans les rangs de toutes les puissances en guerre contre moi ; je vous ferai juger par un conseil de guerre, et si vous êtes coupable,

vous serez fusillé dans trois jours. L'incendie de Moscou est une infamie, je m'en vengerai. J'irai brûler Saint-Pétersbourg. Allez! » Puis s'adressant à l'aide de camp du comte de Wintzingerode : « Vous avez servi votre patrie en homme d'honneur, lui dit-il, c'est bien, mais vous avez tort de vous attacher à un traître. Je vous ferai bien traiter, vous resterez dans la maison du prince de Neufchâtel. »

« Quelque temps après, Wintzingerode et son aide de camp parvinrent à s'échapper.

« Le 25, j'ai pu enfin rencontrer les deux régiments de cuirassiers westphaliens. Cette brigade, qui avait déjà souffert beaucoup à la bataille de la Moskowa, fut réduite à rien dans les affaires du 4 et du 18 octobre; il n'en restait guère que soixante chevaux ; la brigade saxonne du général Thielmann, qui faisait division avec elle, n'en présentait plus en ligne que quarante, et tout le corps de Latour-Maubourg n'avait pas cinq cents cavaliers en état de combattre. Cet officier-général et le général de Lorge ne pouvaient se lasser de faire l'éloge de la cavalerie westphalienne.

« Le 28 octobre, l'armée française arriva à Mojaïsk, Le 8e corps avait quitté cette ville le matin. Le 2 novembre, l'Empereur, laissant Viasma, se porta sur Smolensk. Les Russes, en apprenant notre retraite, s'étaient mis à notre poursuite à marches forcées, de Kalouga sur Viasma. Ils parvinrent couper l'arrière-garde que commandait le prince d'Eckmühl. Ce dernier faillit être pris et fut sauvé par un mouvement rétrograde de Napoléon. L'Em-

pereur confia la mission périlleuse de couvrir l'armée au Vice-Roi; quatre jours après, le prince Eugène étant tombé malade, Ney le remplaça.

« A Viasma, craignant de ne pouvoir être expédié encore, je sollicitai l'autorisation, qui me fut accordée, de me rendre au 8e corps, pour exécuter les ordres du Roi de Westphalie. Je passai cinq jours avec les troupes du duc d'Abrantès, et j'acquis la certitude que ce dernier était loin d'y être aimé. On se plaignait aussi du peu de soins dont les blessés et les malades étaient l'objet.

« L'armée commençait à souffrir beaucoup; chaque jour elle faisait des pertes effrayantes. On accusait Junot de contribuer aux maux du 8e corps; mais le fait est que les autres corps étaient tout aussi à plaindre.

« Le 7 novembre, je revins au quartier impérial, et j'arrivai le 9, avec lui, à Smolensk. Je quittai cette ville le 13. L'Empereur en partit le lendemain, 14, en traîneau. Le 15, il était à Krasnoë. Le 8e corps prit part, ce jour-là, à une action vigoureuse contre les Cosaques. Le général westphalien Hammerstein faillit être fait prisonnier, et le général Allix, n'ayant plus que quatre bouches à feu et pas assez de canonniers, servit lui-même cette artillerie avec les officiers encore debout.

« Le 8e corps, qui avait quitté Mojaïsk, fort de 5,700 fantassins, 720 cavaliers (brigade de cavalerie légère), et ayant un matériel de 30 bouches à feu, n'avait plus à Smolensk que 16 canons, 2,300 fantassins et 450 chevaux. Pendant les trois jours que

dura la marche de Smolensk à Krasnoë, il perdit 12 pièces, 400 fantassins et 30 chevaux. Dans les trois jours suivants, le froid étant devenu excessif, le général Allix fut obligé d'abandonner ses quatre dernières pièces, en sorte que, le 18 novembre, le matériel de l'artillerie westphalienne n'existait plus. Il restait encore quelques officiers et quelques canonniers.

« Le 15 novembre, la Grande-Armée perdit beaucoup de bagages ; le 8e corps, son trésor, où il y avait une trentaine de mille francs. A Krasnoë, l'Empereur forma, de toute la cavalerie, une division de six régiments à mille chevaux, dont le général Latour-Maubourg prit le commandement, ayant sous ses ordres le général Bruyères.

« L'armée, continuant sa désastreuse retraite, arriva le 22 novembre à Bobr, à moitié chemin d'Orscha à Borizow. Le 8e corps n'existait pour ainsi dire plus. Le général d'Ochs proposa au duc d'Abrantès de former un bataillon de ce qui restait des troupes westphaliennes, de couper les drapeaux et d'en distribuer la soie aux chefs de corps après avoir brûlé les hampes. Junot approuva ces dispositions, en sorte que l'on organisa les *trois cent vingt soldats* qui vivaient encore, en un bataillon dont le commandement fut confié au major Rauschenplatt. Cinq jours après, ce bataillon était en partie détruit. »

Nous n'avons rien à signaler de remarquable dans les affaires intérieures du royaume de Westphalie,

pendant les derniers mois de l'année 1812, depuis le retour du Roi à Cassel (16 août). Il y eut seulement, à cette époque, une sorte de répit dans les embarras financiers. Par une singulière coïncidence, les exigences auxquelles le trésor avait à faire face, au jour le jour et argent comptant, depuis deux ans, diminuèrent d'une manière sensible, précisément pendant le temps que l'armée westphalienne était anéantie en Russie, et, avec elle, l'avenir de la monarchie nouvelle; et l'on put croire que l'État allait se relever de son état de détresse, au moment même où la fortune préparait sa chute. Cette détente dans la situation financière provenait, d'une part, de l'éloignement des troupes françaises, dont l'entretien et le passage écrasaient le pays; de l'autre, de l'entrée en campagne de l'armée westphalienne; l'habitude, à cette époque, dans les armées françaises et alliées, étant de ne donner sur la solde que des à-comptes insignifiants pendant tout le temps que les troupes vivaient sur le territoire ennemi. Ce n'était guère qu'après la campagne que l'on payait les arriérés. L'armée westphalienne ayant péri à peu près tout entière pendant la guerre de Russie, non-seulement le trésor westphalien n'eut pas à la solder et à la nourrir pendant les six derniers mois de 1812, mais le budget des dépenses de cette année se trouva complétement dégrevé d'une dizaine de millions, qui représentait l'entretien de ces troupes pendant ce semestre. Triste économie réalisée sur la mort, et qu'aucun financier n'eût su faire entrer dans ses calculs!

Les premiers jours de la rentrée du Roi, furent marqués par la retraite de M. Pichon.

Ce personnage qui, comme consul-général aux États-Unis, avait joué, en 1803, un rôle si important dans les affaires intimes de Jérôme, était devenu, par une de ces vicissitudes fréquentes à cette époque prodigieusement agitée, l'un des ministres du Prince dont il avait, à son insu, sauvé la jeunesse d'un grand péril.

Sous le titre d'intendant-général du Trésor public, M. Pichon avait la direction du Trésor public, de la Caisse d'amortissement, avec la liquidation et l'inscription de la dette publique. Il travaillait directement avec le Roi. Ces attributions, dans l'organisation française de notre temps, font partie de celles du ministre des Finances. Soustraites au contrôle du ministre des Finances westphalien, M. de Malchus, elles étaient une source de conflits administratifs, et, indirectement, de jalousies et d'intrigues de cour. M. Pichon mêlait, à beaucoup de susceptibilité au sujet de ses droits d'intendant-général, un certain dédain pour la capacité de ses collègues allemands et un grand amour-propre personnel. En outre, il avait la prétention de signaler au Roi les abus cachés, inséparables d'une administration naissante, et d'un choix d'hommes fait à la hâte et sans l'expérience du passé. Ces prétentions souvent exagérées, ce rôle de censeur exercé sans ménagement, avaient indisposé contre M. Pichon un grand nombre de personnes dans le ministère et à la cour. Il alla au devant de l'orage qui le menaçait en mettant au Roi,

pour ainsi dire, le marché à la main, au sujet d'attributions nouvelles et de distinctions de cour. Le Roi hésita longtemps avant d'accepter la démission qui lui était offerte, à cause des qualités réelles qu'il reconnaissait à M. Pichon, peut-être aussi à cause des souvenirs de sa jeunesse. Enfin, M. Pichon eut la permission de quitter le service de la Westphalie; mais il ne le fit que comblé des marques de regrets du Roi et des recommandations les plus vives et les plus flatteuses adressées pour lui à l'Empereur.

Quant à l'intérieur de Jérôme et de Catherine, et à leur disposition d'esprit pendant la fin de 1812, tout indique que la situation qui leur était faite par la retraite de Neswij, pesait lourdement sur ces deux âmes nobles et sensibles et que, sur ce sujet délicat, elles n'avaient d'épanchement que l'une avec l'autre. Le cœur de Jérôme n'était plus à Cassel; il était avec son armée westphalienne, avec son frère, avec tant de compagnons d'armes dont une douloureuse fatalité l'avait séparé. Leurs revers le navraient, et leurs triomphes, il ne pouvait les savourer sans ressentir le regret amer de ne pas les partager. Ce trouble intérieur est fidèlement dépeint par la lettre suivante, écrite le 28 septembre au duc de Bassano, par M. Reinhard, ministre de France :

« Vendredi dernier, le Roi me fit encore appeler dans son cabinet. Il n'est pas besoin de dire que la victoire de Mojaïsk, la part qu'y ont eue les troupes westphaliennes, le problème de l'entrée ou paisible

ou sanglante dans Moscou, furent le thème principal de cet entretien, qui ensuite est devenu aussi vague que la conversation précédente dont j'ai rendu compte à Votre Excellence. Cependant un des ministres du Roi m'a fait la confidence que le Roi avait voulu me sonder sur certaines dispositions ou intentions de Sa Majesté Impériale, qu'assurément je ne m'étais jamais vanté de connaître. Quoi qu'il en soit, cette fois encore, je suis resté fidèle à la maxime de ne point prendre l'initiative sur les choses délicates qui concernent la campagne que Sa Majesté a faite en Pologne, et comme le Roi, de son côté, n'a pas pris l'initiative, j'ignore s'il a inféré de notre conversation que j'étais instruit de quelque chose ou que je ne savais rien. Du reste, quelque effort que fasse le Roi pour cacher la situation intérieure de son âme, il me paraît certain que plus les événements de la campagne sont glorieux, et plus l'idée d'en être éloigné le tourmente. Aussi croit-on s'apercevoir que Sa Majesté souffre et maigrit, et je vous avoue, Monseigneur, qu'attaché comme je le suis à ce prince doué de tant d'heureuses qualités, et reconnaissant de la bienveillance qu'il m'a souvent témoignée, je ne puis que me sentir attristé et de sa situation qui à la fois lui impose la gêne de voiler ses torts et lui ôte les moyens de les réparer, et de la mienne qui me défend de lui donner des conseils qu'on ne me demande pas, ou de lui témoigner un intérêt dont on ne veut pas être censé avoir besoin. Aussi, Monseigneur, serait-il bien heureux pour moi le jour où, interprète de la bonté généreuse de Sa Majesté Impériale, je pourrais

lui porter la seule consolation capable de guérir sa blessure. »

On en était encore aux dernières nouvelles de la Grande-Armée, datées du 31 octobre, annonçant le commencement de la retraite, mais d'une retraite imposante, victorieuse, quand le 16 décembre, le Roi reçut à Cassel la foudroyante nouvelle que, le 12, l'Empereur, voyageant avec une seule voiture et une rapidité extraordinaire, venait de traverser Dresde. Il n'y avait pas à douter que ce retour inattendu n'annonçât des événements d'une haute gravité. Ne pouvant rencontrer son frère sur un point de la route qu'il parcourait avec une si fiévreuse célérité, Jérôme écrivit immédiatement à Paris pour demander l'autorisation d'y rejoindre son frère, dont il devinait le malheur :

« Sire, j'apprends à l'instant le passage de Votre Majesté par Dresde ; je m'empresse de lui exprimer mon désir, bien naturel sans doute, d'aller en personne lui présenter les expressions de mon tendre et véritable attachement. Je serais heureux si Votre Majesté voulait me permettre d'aller passer quelques jours auprès d'Elle. »

Arrivé le 18 au soir à Paris, l'Empereur reçut la lettre du Roi le 23, et lui fit le jour même la réponse suivante, dans laquelle se trouve cette phrase terrible de laconisme : *Il n'existe plus rien de l'armée westphalienne à la Grande-Armée :*

« Mon frère, je reçois votre lettre ; je crois votre présence plus utile dans votre royaume qu'à Paris. Il n'existe plus rien de l'armée westphalienne à la Grande-Armée, et tout paraît annoncer une crise pour le printemps prochain. Faites-moi connaître ce que vous avez envoyé pour reformer vos cadres ; ce que vous pouvez faire pour compléter votre artillerie et votre cavalerie ; et enfin, ce que vous êtes en état de faire pour approvisionner et bien armer la position de Magdebourg, contre tout événement.

« La lecture des bulletins et les nouvelles que vous pouvez avoir reçues directement de la Grande-Armée, vous auront fait connaître qu'elle a dû prendre ses quartiers d'hiver sur la Vistule, après avoir fait des pertes très-sensibles. »

Le 27 décembre, le roi Jérôme répondit à son frère :

« Sire, je reçois la lettre que Votre Majesté a bien voulu m'écrire en date du 23. C'est surtout dans cette circonstance, que je ferai tout ce qu'*il est humainement possible de faire*, et je tiendrai tous mes sacrifices à bonheur ; heureux s'ils peuvent convaincre Votre Majesté que personne ne vous est plus tendrement attaché que moi.

« Jusqu'à ce que je sache quels sont les cadres qui me restent, je ne pourrai répondre positivement à Votre Majesté ce que je pourrai faire ; ce ne sont pas les hommes qui me manquent, puisque la conscription de 1812 est loin d'être épuisée ; mais c'est l'argent,

le matériel et les officiers qui me manquent ; c'est pour cela que je désirerais que Votre Majesté donnât l'ordre que l'on me renvoyât les officiers et sous-officiers inutiles à l'armée, d'autant plus que dans ce moment, je me trouve avec plus de dix mille hommes et mille chevaux sans presque aucun officier.

« Tous mes ordres sont donnés de manière que, si Votre Majesté veut me le permettre, je pourrai passer auprès d'Elle une semaine sans que mon absence dérange en rien la marche des affaires chez moi. Je désire beaucoup passer quelques instants auprès de Votre Majesté, persuadé que cela ne pourrait que me faire du bien de toutes les manières. »

Nous complétons ce livre par un fragment du Journal de la reine Catherine, commençant au 7 avril et se terminant avec l'année 1812.

## JOURNAL DE LA REINE

7 *Avril* 1812. — Rien de nouveau, si ce n'est que l'Empereur des Français doit partir définitivement de Saint-Cloud, où il est depuis le 30 avec l'Impératrice, le 15 de ce mois, et être rendu à Francfort le 23.

8 *Avril.* — J'ai reçu des nouvelles du Roi, d'Erfurth. Nous avons quelque pénurie de grains dans le département de la Werra. J'écris longuement à ce sujet au Roi; une disette pourrait nous entraîner dans

les plus grands malheurs, mais j'espère que nous n'en viendrons pas là.

11 *Avril.* — L'absence du Roi me paraît tous les jours plus douloureuse à supporter; jamais je ne pourrai m'accoutumer à être éloignée d'un être aussi chéri. Le titre que le Roi m'a donné est absolument illusoire, et tout le monde pourrait l'avoir, car les ministres ne me disent et ne font que ce qu'ils veulent. Je suis autant au fait des affaires qu'autrefois, et peut-être encore un peu moins. J'ai délibéré pendant un certain temps pour savoir si je m'en plaindrais au Roi ou non; mais, toute réflexion faite, j'aime mieux me taire là-dessus ou du moins attendre le moment où je serai à Dresde pour le lui dire de vive voix, car on pourrait croire que je veux dominer ou m'ingérer dans les affaires, et véritablement je n'ai d'autre but que celui d'être utile à mon mari.

13 *Avril.* — Je viens d'apprendre, mais indirectement par le ministre de France, que l'Empereur ne vient pas à Dresde, mais que son entrevue avec l'Empereur d'Autriche doit avoir lieu à Wurtzbourg et qu'il doit y arriver le 24 de ce mois. J'avais eu le pressentiment que je ne reverrais plus le Roi avant la campagne; cependant, d'après toutes les assurances qu'il m'avait données, j'avais pris courage, et croyant fermement le revoir à Dresde, les premiers jours de son absence m'ont paru plus faciles à passer, d'autant que je conservais l'espérance que là, toutes les affaires pourraient s'arranger. Je n'envisa-

geai donc plus qu'une séparation de deux semaines au plus. Maintenant j'ai perdu à la fois toutes ces illusions, et ma douleur en a été si vive, qu'en apprenant ce changement je me suis trouvée mal.

Je me trouve encore dans un extrême embarras parce que je ne veux rien faire que mon mari ne le permette, et qu'il n'approuverait pas, je crois, que je demande à l'Empereur de m'inviter à Wurtzbourg; or, lui ayant demandé la permission, dans une lettre du 6, d'aller le voir, j'ai bien reçu les ordres du Roi pour me rendre à Dresde, mais je ne les ai pas pour Wurtzbourg. J'ai donc écrit de suite au Roi, et j'ai calculé que ma lettre pourrait être arrivée le 19; s'il m'envoie un courrier de cabinet avec sa réponse, je puis la recevoir le 23 ou le 24, ce qui me tirera de cette fâcheuse incertitude, car en agissant autrement, je risque ou de manquer à l'Empereur ou de déplaire au Roi, et ces deux positions sont également éloignées de ma pensée.

14 *Avril.* — J'ai reçu des nouvelles du Roi; il me mande avoir vu un aide de camp du comte de Löwenstein se rendant à Paris, et qui lui a dit que les Russes ne voulaient pas la guerre avec nous, et que si l'Empereur leur garantissait des dédommagements, tout pourrait encore s'arranger de leur côté.

18 *Avril.* — J'ai reçu ce soir des nouvelles du Roi; il est à Kalish; il me fait une pitoyable description de la Pologne; du reste il se porte bien.

23 *Avril.* — J'ai reçu deux lettres du Roi; il continue à me mander qu'il croit encore à la possibilité d'un accommodement.

25 *Avril.* — J'ai eu un courrier du Roi; il me mande qu'il va faire une tournée de simple agrément et d'instruction, sous le plus grand incognito, à Cracovie et aux mines de Wiéliczka. Ce voyage est autorisé par l'Empereur. Je crois cependant qu'il doit avoir encore un autre but. M. Siméon a assemblé aujourd'hui le conseil des ministres par extraordinaire, sans m'en donner avis; c'est contre le décret du Roi, aussi le lui ai-je écrit.

26 *Avril.* — M. Reinhard, ministre de France, m'a fait demander à me voir, ayant une lettre de l'Empereur à me remettre; je l'ai reçu à midi; la lettre de l'Empereur est extrêmement amicale; il me mande de plus que, s'il va à Dresde, il sera charmé de m'y voir; ceci est donc encore fort douteux, ce qui me désespère. J'aurais tant de choses à dire à mon mari que je ne puis confier au papier!

27 *Avril.* — Je ne sais rien de nouveau du tout; j'ai appris, de troisième main, que mon père me boudait, parce que je ne lui avais pas mandé le voyage du Roi à Paris. Si c'est vrai, comme je ne puis en douter, parce que depuis plus de quatre semaines il n'a pas répondu à cinq ou six de mes lettres, je trouve sa conduite un peu extraordinaire. Comment un père, qui doit aimer une fille qui ne lui a jamais

causé un moment de peine, peut-il exiger de connaître des secrets que cette fille n'est pas maîtresse de divulguer et qui ne sont pas les siens? Comment, dans un moment de peine pareil au mien, peut-on avoir quelque ressentiment contre moi? Quoique sa conduite soit injuste, je ne puis me dissimuler qu'elle me peine vivement. Malgré cela, je n'oublierai jamais le respect que je lui dois.

28 *Avril.* — Mon état est véritablement très-triste; j'ai toujours le pressentiment que je ne reverrai plus le Roi, idée déchirante et qui m'obsède nuit et jour; j'ai beau me raisonner, m'efforcer d'éloigner une pensée aussi cruelle, je n'y puis réussir. Encore cette nuit, je me suis réveillée en sanglotant; elle me poursuivait, cette malheureuse idée. Dieu! comment supporterai-je l'excès de mes maux?

29 *Avril.* — L'état cruel de mon âme augmente; en jetant mes regards sur le présent comme sur l'avenir, je ne vois que peines. Que de douleurs accablantes, si j'ai le malheur inouï de perdre le Roi dans cette funeste guerre, comme j'en ai le pressentiment! Ma vie ne sera plus qu'un tissu d'amertumes; toutes les jouissances me seront ravies; jamais situation n'aura été plus déplorable que la mienne. Si, d'un autre côté, j'ai le bonheur de conserver un époux chéri, n'ayant pas d'enfants, ne serais-je peut-être pas obligée, dans quelques années d'ici, de m'en séparer d'une autre façon? Quoique cette idée soit très-éloignée de l'âme généreuse et

noble du meilleur des époux, cependant les circonstances, la politique, peuvent l'y forcer. Que deviendrai-je, alors!! Aussi, partout où je porte mes regards, je ne vois que des malheurs infinis. Je ne trouve de consolation qu'en adressant mes ferventes prières à Dieu. Qu'il me donne les forces nécessaires pour supporter en chrétienne la situation dans laquelle je me trouve journellement!

7 *Mai.* — Le comte de Wintzingerode écrit qu'on croit généralement que le départ de l'Empereur est différé. L'ambassadeur de Russie a eu, le 27, une longue audience de l'Empereur, et l'on prétend qu'un secrétaire de l'ambassade, nouvellement revenu de Saint-Pétersbourg, en courrier, a été admis à cette audience. Ce dernier a apporté, dit-on, des pleins pouvoirs qui autorisent l'ambassadeur à une négociation. Ce sera sans doute un éclaircissement bien nouveau, puisque le public ne connaît aujourd'hui que le grief des armements commencés par la cour de Russie, et dont la cour de France se plaint depuis longtemps. Le 28, il y a eu séance du Sénat et conseil d'État extraordinaire à Saint-Cloud.

10 *Mai.* — On dit que l'Empereur est parti le 7 de Paris et qu'il doit être rendu le 14 à Dresde. — J'ai dîné aujourd'hui à Catherinenthal. — J'ai reçu des nouvelles du Roi par courrier. Il espère toujours me voir à Dresde. Il paraît content de son séjour de Varsovie. Il m'a envoyé un très-beau cheval. Il est

impossible de pousser plus loin les attentions délicates que mon bien-aimé Jérôme.

11 *Mai.* — La nouvelle se confirme que l'Empereur a quitté Paris le 7.

15 *Mai.* — Je reçois à l'instant, neuf heures du matin, une lettre de l'Impératrice des Français, qui m'invite à aller à Dresde. Je partirai cette nuit, à onze heures.

10 *Juin.* — On verra, d'après cette date, que mon pauvre journal a été bien négligé pendant tout mon séjour à Dresde; cependant, je donnerai succinctement quelques détails. Je suis arrivée à Dresde le 17 mai, à onze heures du soir, juste quarante-huit heures après mon départ de Cassel, très-fatiguée, ayant passé deux nuits blanches. A mon arrivée, je trouvai, au bas de l'escalier d'honneur, un service d'honneur complet, quoique j'eusse fait prier de ne point prendre note de mon arrivée jusqu'au lendemain matin; mais toutes les prières de mes officiers avaient été vaines. — Cela ne s'est jamais vu, ne s'est jamais fait à Dresde, — voilà les seules réponses qu'ils purent obtenir; et moi, toute fatiguée, je fus obligée de faire encore l'aimable et de causer avec chacun. A peine étais-je entrée dans ma chambre, lorsqu'on m'annonça le roi, la reine et la princesse Auguste de Saxe. Qu'on juge de mon embarras, étant à moitié déshabillée. Enfin, il n'y avait pas deux partis

à prendre; il fallut, tant bien que mal, remettre quelques vêtements et recevoir ainsi Leurs Majestés, qui étaient déjà dans le salon, au lieu de les recevoir, en allant au devant d'Elles, à l'antichambre. Après les compliments d'usage de part et d'autre, nous nous quittâmes, charmés de retrouver chacun nos lits, car il était bien une heure du matin.

Le lendemain, je me fis conduire chez l'Empereur et chez l'Impératrice. Cette dernière me fit dire qu'elle me recevrait à midi. Je m'y rendis à l'heure indiquée. Je la trouvai à sa toilette; elle me reçut avec infiniment d'amitié et de cordialité. Un moment après, l'Empereur vint chez elle. En me voyant, il me reçut avec bonté. Ma première pensée comme ma première demande fut de dire à l'Empereur : — « Sire, ne faites-vous pas venir Jérôme ici, pour que je puisse le voir! — Oh! oh! me dit-il, vous allez voir que je ferai déranger un de mes généraux d'armée pour une femme. » Je ne pus cacher quelques larmes qui m'échappèrent à cette réponse, car c'était la seule espérance que je conservais de le revoir avant le commencement des hostilités. Cette espérance fut vaine, comme tant d'autres l'ont été dans ma vie.

Le 18 mai, on attendait l'empereur et l'impératrice d'Autriche. J'étais à peine depuis un quart d'heure chez l'Impératrice, que nous entendîmes le canon annonçant leur arrivée. Toute cette journée se passa en visites et en représentation. — Je ne parlerai pas des banquets, concerts, opéras donnés pendant notre séjour à Dresde; ils se sont passés comme

partout ailleurs : l'ennui, l'étiquette, sont toujours leurs compagnons inséparables.

Un mot, avant toute chose maintenant, de l'empereur et de l'impératrice d'Autriche. L'empereur a un air de bonhomie qui enchante ; il m'a traitée on ne peut pas mieux ; l'impératrice a une jolie tête et ses yeux sont surtout d'une grande beauté ; elle a le regard d'une sainte.

On prétend que l'Empereur fera élire un roi de Pologne avant le commencement des hostilités ; qu'il fera insurger les provinces polonaises russes, et que c'est pour cet effet qu'il a envoyé l'archevêque de Malines, comme ambassadeur à Varsovie. Au reste, je crois que personne ne sait le secret de l'Empereur, qui est impénétrable ; que même il n'a dit à son très-cher beau-père que ce qu'il a bien voulu.

L'Empereur est parti de Dresde dans la nuit du 28 au 29 ; il m'a traitée encore très-amicalement en prenant congé de moi, et me recommandant d'avoir bien soin de l'Impératrice, dans ces premiers moments de séparation et de douleur. Il a pris congé de toutes les cours individuellement, a parlé à chaque roi, prince, reine et princesse ; tout le monde, homme et femme, roi ou particulier, fondait en larmes. L'Empereur lui-même était attendri. Aussi ce départ était une vraie calamité, et je n'oublierai jamais l'impression que cet événement m'a faite. Dieu le protége ! et nous le ramène bientôt triomphant. Il devait aller de Dresde à Thorn, Dantzig, Elbingen et Friedland. De Friedland, un secret impénétrable guide ses pas. Il a dit cependant encore, à l'impératrice et à l'empereur

d'Autriche, peu de moments avant son départ, que si la guerre n'était pas commencée le 27 ou le 28 juin, il n'y aurait plus de guerre.

Après le départ de l'Empereur, pour distraire l'Impératrice, nous avons fait plusieurs courses dans les environs de Dresde, qui sont magnifiques. Nous avons été à Königstein, à Pilnitz, etc., etc. J'ai visité deux fois la galerie des tableaux. C'est une des belles choses que j'ai vues. Il y a, entre autres tableaux, une Sainte-Famille, de Raphaël; une tête de Notre-Seigneur; la Nuit, du Corrège, qui sont des chefs-d'œuvre. Le roi de Prusse a été mieux accueilli de l'Empereur qu'on n'aurait dû le croire; je l'ai trouvé moins rustre qu'on ne le disait. Le prince royal paraît avoir de l'esprit; il est petit pour son âge, mais comme ses pieds sont très-longs, il est à supposer qu'il deviendra grand. Toute la famille royale est composée de gens respectables, mais extrêmement ennuyeux et fous d'étiquette. Le prince de Saxe a fait ma conquête; il a une famille charmante. La reine a une tournure et un ton abominables, c'est son frère habillé en femme. La princesse Auguste est une bonne personne, mais peu distinguée; j'avoue que je l'ai regardée plus qu'une autre, parce qu'elle a dû épouser mon mari, et que je me suis bien convaincue qu'elle n'aurait jamais été une femme pour le Roi. Le 4, je suis partie de Dresde en même temps que l'Impératrice, elle pour Prague, moi pour Napoléonshöhe, où je suis arrivée le 7, à six heures du matin, très-fatiguée, ayant passé trois nuits blanches. J'ai retrouvé tout ici tel que je l'avais quitté. Tout le

monde est inquiet, malheureux; c'est une position que je comprends et que je partage. Il y a des moments où je voudrais me fuir moi-même. J'ai repris mon train de vie ordinaire, et vais de nouveau continuer mon journal comme de coutume.

11 *Juin.* — On tâche de désunir l'Empereur et l'Impératrice. J'ai été à même de le remarquer, en plusieurs occasions, pendant mon séjour à Dresde. Pour cet effet, on donne des soupçons jaloux à l'Empereur, qui a fait déjà plusieurs scènes, à ce sujet, à cette pauvre Impératrice. On est allé jusqu'à lui nommer même les personnes qu'on prétendait qu'elle préférait. C'est l'Impératrice qui m'a confié cela. Lecamus l'a écrit, et cela m'a été confirmé par la duchesse de Montebello, qui était présente à cette confidence. Que je la trouve malheureuse; car, véritablement, elle ne donne lieu à aucun soupçon de ce genre!

12 *Juin.* — J'ai oublié de remarquer, dans mon journal, qu'en passant à Weimar (où je suis arrivée dans la soirée sans m'en douter), j'ai eu le plaisir de faire la connaissance de ma cousine, la grande-duchesse Marie. Le prince héréditaire vint à ma portière, me complimenta et me dit que la grande-duchesse régnante et la princesse héréditaire voulaient toutes deux venir me faire la cour, ne serait-ce que pour un moment. J'avoue que je fus un peu embarrassée, mais je ne pus balancer, et j'allai au château. La duchesse, qui est une des femmes les

plus accomplies, les plus respectables, les plus aimables que je connaisse, me reçut avec une amitié charmante. Ma cousine, une des plus intéressantes créatures qu'on puisse voir, me reçut avec une cordialité sans égale. J'en fus touchée, et ne me rappelle pas avoir eu autant de plaisir de faire la connaissance de quelqu'un que d'elle. Sans être extrêmement jolie, elle est, je le répète, infiniment intéressante; de grands yeux bleus et de beaux cheveux blonds, une extrême blancheur, de belles dents, en font un ensemble qui plaît et charme en même temps. C'est une de ces femmes à qui, je crois, que je pourrais m'attacher, pour laquelle je pourrais avoir une amitié sans égale. La douceur, la bonté sont peintes sur sa physionomie. Elle s'énonce bien en français, parle avec esprit, avec justesse. Une teinte de mélancolie, répandue sur tout son être, lui donne encore quelque chose de plus attrayant. Sa position est cruelle; mais quel est l'être qui, dans ce moment, en jouisse d'une meilleure, d'une plus fortunée? J'avoue que, quoique notre connaissance ne date pas de loin et que je ne l'aie vue que pendant une heure, cependant elle m'a inspiré tant d'intérêt, que mes vœux la suivront partout, quel que soit mon sort ou le sien.

14 *Juin.* — Nous vivons continuellement dans une incertitude accablante, dans un vague d'idées qui tue. Tout le monde croit que les hostilités ont commencé; cependant, on n'en a point de nouvelles, rien ne transpire.

15 *Juin.* — Les hostilités ont bien sûrement commencé; car hier, 14, était l'anniversaire de la bataille de Marengo et de Friedland, et l'Empereur aura certainement voulu faire quelque grand coup. Je n'ai toujours point de nouvelles du Roi, ce qui commence à m'inquiéter sérieusement.

17 *Juin.* — J'ai oublié de dire que j'ai vu mon oncle Eugène, pendant trois heures, à Dresde. J'ai été charmée de le revoir; il m'a donné beaucoup de nouvelles concernant notre famille. Mon père doit m'avoir su mauvais gré de lui avoir caché le départ du Roi pour Paris, et c'est pour cela qu'il a été huit semaines sans m'écrire, tandis que l'Empereur avait recommandé à son frère le plus grand secret! Ce qu'il y a de certain, c'est qu'il a fini par dire à mon oncle que j'étais aveugle pour ignorer moi-même le but de ce voyage, qui n'était autre que le plaisir et une amourette de femme, et que c'était la raison qui avait engagé le Roi à me recommander le secret, en me faisant croire que c'était la volonté de l'Empereur. Cette dernière inculpation m'est très-sensible. Mon père attribue des torts bien plus graves encore à mon mari; je ne puis rendre combien cela m'afflige. Enfin, le mécontentement de mon père a été si loin, que deux mois après, à Wurtzbourg, il n'a pu s'empêcher de le laisser percer aux yeux de l'Empereur. C'est ce que m'a dit l'Empereur. Au bout de ce temps-là, j'ai reçu à Dresde une lettre aussi froide que courte. Ce procédé de sa part, dans le moment présent et dans les circonstances actuelles, me peine

et m'afflige vivement. En général, dans cette occasion comme dans bien d'autres, ma famille me témoigne peu d'amitié.

18 *Juin.* — J'ai reçu des nouvelles du Roi ; il se trouve toujours à Varsovie. Il craint même de ne pas quitter cette ville, et que son armée ne soit plutôt une armée d'observation qu'une armée agissante. Il a été mécontent des propos qu'on tient au sujet de la Pologne ; il prétend qu'il n'en sera pas le souverain. Moi, je le répète, je crois que l'Empereur ne lui a pas dit son secret. Au reste, qu'on lise, à ce sujet, ma lettre du 19 juin 1812 ; elle prouve assez ce que j'ai pensé. Les hostilités n'avaient pas encore commencé, mais il est à présumer que maintenant la guerre est déclarée.

22 *Juin.* — M. de Schlotheim, notre ministre à Vienne, vient de nous informer que la paix entre les Russes et les Turcs paraît décidée. Je suis curieuse de voir si elle n'apportera pas de changements politiques, en rapprochant davantage les esprits.

23 *Juin.* — Rien de nouveau ; ma vie se passe d'une manière triste et monotone, et je retrancherais volontiers de mon existence les moments où je suis séparée du Roi.

24 *Juin.* — J'ai reçu une lettre du Roi ; il doit quitter incessamment Varsovie pour se rendre à Pultusk ; les Autrichiens doivent porter leur quar-

tier-général à Varsovie. Encore deux jours, et l'époque à laquelle l'Empereur a dit que la guerre serait déclarée ou non, sera écoulée; qu'il me tarde d'en connaître le résultat. Le Roi m'a envoyé une petite cassette remplie d'essence de roses; ce présent m'a fait grand plaisir.

25 *Juin.* — Le Roi est à Pultusk, il doit y rester dix jours, de là il ira à Ostrolenka. On parle d'une entrevue, entre les deux empereurs, sur les confins de la Courlande.

28 *Juin.* — Un moment avant d'aller au spectacle, M. Siméon m'a fait part d'une lettre que M. Lefebvre, secrétaire de la légation française à Berlin, lui a envoyée par estafette, et dans laquelle il lui mande que la déclaration de guerre a eu lieu le 22 de ce mois. Il y avait ajouté la dépêche de M. de Bussche, du 14, qui parle de l'équipement d'une flotte destinée à une expédition soit sur nos côtes, soit sur celles de l'île de Rugen; on parle aussi des côtes d'Espagne, mais ce dernier point me paraît un vrai *château en Espagne.* Au surplus, voilà la guerre allumée du nord au midi de l'Europe. Quelle position pour de malheureuses femmes qui ont à l'armée tout ce qu'elles ont de plus cher au monde!! Quoiqu'on s'attendît à cette affreuse guerre, cependant, sans se l'avouer à soi-même, on concevait quelque espoir d'accommodement.

29 *Juin.* — J'ai reçu ce matin une lettre du Roi,

datée d'Ostrolenka. Il ne me parle pas encore de la déclaration de guerre, cependant il comptait partir pour Nowogrodek. Il n'y aura plus, entre lui et les Russes, que huit lieues de distance.

30 *Juin.* — Une estafette de M. Siméon, que nous avons reçue ce soir, confirme la nouvelle que nous avons reçue de M. Lefebvre. Toujours point de nouvelles du Roi depuis la déclaration de guerre. Les nouvelles de Paris annoncent l'arrivée du Saint-Père à Fontainebleau le 21. Tous les ministres et plusieurs chambellans sont allés à sa rencontre. On prépare le palais archiépiscopal. Cette arrivée, dont personne ne se doutait, a produit un effet tout particulier.

2 *Juillet.* — Le silence du Roi me désole. La proclamation de l'Empereur, ou pour mieux dire, la déclaration de guerre du 22 juin, m'est parvenue par le comte de Schall, ministre d'Autriche, accrédité à notre cour; elle est moins violente que les précédentes ; je la joins à ce journal. Il n'est pas fort réjouissant pour moi de recevoir toutes ces nouvelles par des étrangers. Je me dis dans la journée : — Maintenant ils se battent, maintenant ils se sont battus; et alors j'éprouve des angoisses inexprimables. J'aurais assez de courage pour les supporter, si j'avais la persuasion que la présence du Roi à l'armée peut améliorer son sort futur; mais, hélas! j'en doute. Je me rapporte, sur cet article, à la lettre que j'ai écrite à ce sujet, au Roi, le 1er juillet 1812, la vingt-cinquième de celles que j'ai copiées.

*4 Juillet.* — Je reçois à l'instant une lettre du Roi, d'Augustowo, du 27 juin; il se porte bien; cette lettre m'a occasionné autant de plaisir que son silence m'avait causé de peine. Le Roi n'est plus qu'à huit lieues de Grodno; il devait y être, de gré ou de force, le 29, et devait passer le Niémen à cet endroit; l'Empereur a passé le Niémen, le 24 au matin, à Kowno, d'où il marchait en diligence sur Wilna. Je joins ici la copie, mot pour mot, des détails qu'il me donne. Le vice-roi passera le Niémen dans deux ou trois jours. D'après les manœuvres de l'Empereur, les Russes sont en mauvaise position, et tout ce qui est au dessous de Wilna et devant nous jusqu'à la Gallicie, aura de la peine à arriver au secours de ceux que l'Empereur va écraser. Les Autrichiens marchent aussi à grands pas, et déjà ils sont liés à notre droite.

Les lettres de Varsovie portent que la Diète s'est ouverte, le 28, sous le nom de Confédération polonaise. Je joins à ce journal les deux discours imprimés qui ont été prononcés. Les dames, qui se trouvaient en grand nombre à cette séance mémorable, ont pris sur-le-champ la cocarde bleu et rouge, et, le soir, ont paru en habit à la polonaise avec ces deux couleurs. Toute la ville était illuminée, et le peuple était au comble de l'enthousiasme. Dans les rues, on apercevait de nombreux transparents aux armes réunies du Grand-Duché et de la Lithuanie.

*7 Juillet.* — Le bruit court que des lettres de Königsberg mandent que l'empereur Napoléon est

entré à Wilna sans y trouver un chat. On prétend que les Russes se retirent derrière la Dwina.

8 *Juillet.* — Je rèçois à l'instant une lettre du Roi, datée de Grodno. Il y est entré le 30, à midi, sans beaucoup de résistance ; il a fait quelques centaines de Cosaques prisonniers ; les habitants ont reçu le Roi avec enthousiasme. Le Roi se porte à merveille. Il n'avait avec lui que sa cavalerie légère et une division polonaise ; le reste devait arriver le lendemain, 1er juillet, ainsi que notre armée ; il a trouvé à Grodno des vivres, de l'avoine, etc., etc., ce qui leur a fait grand bien ; il espère toujours que nous serons bientôt réunis.

J'ai reçu aussi le bulletin de la Diète, séance du 26 juin 1812 ; je le joins à ce journal.

Le ministre de Russie a écrit avant-hier, à M. Siméon, une lettre pour le prévenir que, les relations entre les deux cours étant interrompues, il lui demanderait, dans quelques jours, ses passe-ports pour lui, sa légation et quelques Russes. Sa lettre est on ne peut plus polie ; il paraît regretter de nous quitter ; mais comment justifiera-t-il cette démarche près de sa cour, puisque, d'après sa lettre même, il paraît n'avoir pas reçu d'ordre à cet égard. Nous n'avons d'ailleurs reçu aucune nouvelle officielle de la déclaration de guerre. J'oubliais de dire que le Roi m'a envoyé des objets pris au gouverneur russe, en entrant à Grodno. Ces objets consistent en une vieille bourse de soie verte, un couteau plus vieux encore, car il est de 1711, il a la forme d'un sabre

plusieurs petites agates, montées en argent, et plusieurs amulettes; voilà en quoi consiste ce petit trésor.

10 *Juillet.* — On parle enfin d'un arrangement entre la France et l'Angleterre, pour rétablir quelques rapports de commerce, nommément la libre importation des denrées coloniales, à l'exception du produit des manufactures anglaises. On dit que ce projet est à la veille de recevoir l'assentiment de l'Empereur des Français ; cette nouvelle paraît venir de Göttingen, où l'on dit avoir reçu des nouvelles de Londres qui mandent à peu près la même chose. Le régent aurait retiré du conseil la déclaration de guerre avec l'Amérique. Si cette nouvelle est vraie, ce seraient les vaisseaux américains qui feraient le commerce; ce serait un petit acheminement vers la paix continentale.

11 *Juillet.* — Rien de nouveau, si ce n'est que le ministre de Russie a demandé hier ses passe-ports et part demain pour Copenhague. M. Reinhard ne reçoit aucune nouvelle officielle sur rien de ce qui se passe, il est tout à fait ébahi que le monde aille son train sans cela.

15 *Juillet.* — Depuis le 30 juin, nous n'avons pas de nouvelles du Roi directement. On peut s'imaginer les inquiétudes que j'éprouve. J'avoue que, parfois, j'ai des moments de désespoir. Grand Dieu ! quelle cruelle existence que la mienne ! j'ai beau porter mes

regards sur le présent, sur l'avenir, sur le passé, je ne vois que peines et soucis. Par quoi ai-je mérité un sort aussi affreux ?

Le ministre de Prusse a reçu la nouvelle officielle du refus de la Porte de ratifier le traité de paix. Toutes les provinces polonaises russes ont envoyé un député à la Diète. Des nouvelles du 5 juillet, à midi, portent : que l'Empereur était depuis le 26 à Wilna, capitale de la Lithuanie. Depuis plusieurs mois, l'empereur Alexandre y avait son quartier-général. L'occupation de cette place par l'armée française est le premier fruit de la victoire. Le 23 juin, à deux heures du matin, l'Empereur arriva aux avant-postes près de Kowno, prit la capote et le bonnet d'un lancier polonais, et visita les rives du Niémen, accompagné seulement du général du génie Haxo. Qu'on juge, d'après ce courage réellement téméraire de l'Empereur, si je ne dois pas craindre journellement pour les jours du Roi, qui, en fait de choses pareilles, est encore plus hardi que l'Empereur. Cela me fait frémir.

16 *Juillet.* — J'ai enfin reçu ce soir, à Catherinenthal (où j'avais été passer la soirée), deux lettres du Roi, du 5 et du 6, datées de Grodno. Grâce à Dieu, il se porte bien. Il devait partir ce même jour pour aller à Minsk, à soixante-quinze lieues de Grodno. Nos avant-postes sont à trente lieues de la Dwina. Il n'y a pas eu d'affaire générale, mais seulement d'avant-postes. Les Russes se retirent constamment. Le 29, M. de Balachoff avait été envoyé, par l'em-

pereur de Russie, au quartier-général de l'empereur Napoléon. On prétend que c'est afin de conclure un traité d'échange pour les prisonniers. L'Empereur des Français a eu une très-longue conversation avec lui; elle a duré plus de deux heures. Après cette conversation, il l'a fait dîner en tête-à-tête avec lui. On croit assez généralement que les Russes évitent toute espèce d'affaires jusqu'à ce qu'ils soient derrière la Dwina. Une fois l'armée française arrivée sur cette ligne, la Russie fera des propositions de paix. Reste à savoir si l'Empereur des Français voudra les accepter. Je crois plutôt qu'il poussera jusqu'à Saint-Pétersbourg, ne fût-ce que pour avoir la gloire de dire : — J'ai été dans toutes les capitales de l'Europe. Au reste, il organise déjà la Pologne en départements; il a fait venir, à cet effet, M. Bignon.

21 *Juillet.* — Ma position est toujours bien triste. Plus le Roi s'éloigne, et moins fréquemment je reçois de ses nouvelles; aussi mon âme s'abreuve-t-elle de douleurs. On ne peut se figurer ce que je souffre par les craintes présentes et futures que j'éprouve. Quelle sera mon existence dans la suite, n'ayant point d'enfant, pensée affreuse, et qui m'accable! Serai-je donc séparée de l'être que j'adore le plus au monde, sans lequel je ne puis vivre, auquel je suis unie par les liens les plus sacrés, les plus chers? Cette pensée me poursuit; je sais que le cœur noble, généreux de mon époux n'a pas un pareil projet; mais celui qui régit toute l'Europe, ne le forcera-t-il pas, d'une manière ou d'une autre, à rompre nos liens! Que

deviendrai-je alors? Grand Dieu! par quoi ai-je mérité tant de malheur! un sort si cruel!

22 *Juillet.* — Toujours point de nouvelles; je ne sais comment je puis exister dans le trouble d'esprit et de cœur qui naît naturellement de ma position.

23 *Juillet.* — Nous n'avons point de nouvelles directes du Roi; M. Marainville me mande, de Varsovie, que le Roi se porte bien et qu'il supporte à merveille la fatigue. Ces nouvelles sont du 13. Je joins à ce journal plusieurs notes qu'il m'envoie sur l'armée.

24 *Juillet.* — L'empereur de Russie a fait des propositions de paix à l'empereur Napoléon, par une lettre autographe. Il n'a fait de conditions que celle de retirer les troupes françaises du territoire russe. Il paraît qu'elles n'ont point été acceptées, mais qu'on a fait un cartel en faveur des prisonniers et des hôpitaux, avec la facilité de correspondre directement, d'empereur à empereur. — Les affaires d'Espagne vont mal, à ce que l'on dit.

25 *Juillet.* — J'ai reçu, cet après-dîner, des nouvelles du Roi, du 14, de Neswij; il se porte bien; le corps du prince Bagration est entièrement coupé et ne pourra rejoindre le corps d'armée russe de la campagne; ce sont soixante mille combattants de moins.

28 *Juillet.* — On m'a remis la proclamation de

l'empereur de Russie à son armée; je la joins ici. La Russie, la Suède et l'Angleterre paraissent avoir fait un traité d'alliance offensive et défensive. L'Angleterre paie cent mille livres sterling à la Suède pour ses subsides. La Porte a été obligée de ratifier la paix avec la Russie; le peuple s'est ameuté, et le sultan, malgré sa fermeté, a été obligé de céder.

29 *Juillet.* — Un moment avant d'aller au spectacle, j'ai reçu une lettre du Roi, du 15, de Neswij, où il me mande ce qui suit : « Après avoir poursuivi, « chassé Bagration devant moi, je le rejette sur le « prince d'Eckmühl, après l'avoir attaqué tous les « jours avec mon avant-garde; enfin, hier, je reçus « du prince d'Eckmühl une lettre dans laquelle il « m'annonce, qu'en cas de réunion, *je suis sous ses* « *ordres.* Il m'envoie en même temps l'ordre formel « de l'Empereur. Tu sens bien que je n'ai vu et pu « voir dans tout ceci qu'un ordre de l'Empereur ou « au moins un désir de sa part pour que je quitte le « commandement de l'aile droite; ce que j'ai fait, « retournant avec mes gardes-du-corps chez moi, où « j'espère être dans quarante-cinq jours. » On peut juger de l'effroi que j'ai éprouvé en recevant cette nouvelle; j'en suis plus morte que vive. Quels résultats! Quelles seront les suites de cette démarche? quelque injuste que soit l'Empereur vis-à-vis du Roi, il aurait dû plier sous les circonstances; on ne gagne rien à tenir tête à l'Empereur.

30 *Juillet.* — L'Empereur vient d'ordonner au

général Michaud de garder à Magdebourg toutes les troupes de renfort qui viendraient de France et de la Confédération.

Je viens de recevoir à l'instant deux mots du Roi; il a déjà rétrogradé, car sa lettre est datée du 21, de Nowogrodek. Il ne me mande rien, si ce n'est qu'il a envoyé le baron de Sorsum à l'Empereur; qu'il ne sait pas encore s'il retournera à Cassel pour prendre le commandement des armées de réserve, ou s'il prendra un autre commandement à la Grande-Armée. Il me promet de m'envoyer un courrier aussitôt que quelque chose sera décidé. J'avoue que je ne comprends rien à tout cela; mes perplexités continuent; jamais situation n'a été plus critique, plus malheureuse que la mienne.

1er *Août*. — J'ai reçu, cet après-dîner, une lettre de M. de Marainville, qui me mande que, le 25 juillet, le Roi était à Grodno, et qu'il devait arriver le 27 ou le 28 à Varsovie. M. de Sorsum n'était pas encore revenu du quartier-général de l'Empereur. Je calcule donc que, si le Roi accélère ainsi son voyage, il pourra être ici entre le 6 ou le 7. Ma situation est-elle assez pénible de ne pouvoir me réjouir, avec toute plénitude, du bonheur de revoir le Roi? Je crains que les suites de cette retraite ne soient funestes, et pour lui personnellement, et pour cette pauvre Westphalie; car jamais l'Empereur ne lui pardonnera cette démarche. Le Roi a laissé ses gardes à l'armée, et il revient ici tout seul; c'est sans doute pour prouver à l'Empereur qu'il se trouve personnel-

lement blessé, mais que rien ne pourra le faire changer de système. Cette conduite est noble, généreuse. J'ai prévu ce qui vient d'arriver, depuis mon voyage de Dresde. Le Roi a des ennemis trop puissants auprès de l'Empereur, et ces gens bas, rampants, savent qu'ils ne feront jamais du Roi une de leurs créatures. Voilà ce qui les pousse à faire tort à mon mari dans l'esprit de l'Empereur.

8 *Août.* — Hier, à peine j'étais au lit, que le comte d'Oberg est arrivé avec des lettres du Roi, qui m'annonce son retour ici pour le 18. On allègue dans le monde, pour raisons de son retour, des raisons de santé. Les gens sensés, et qui sont réellement attachés au Roi, en sont fâchés, tout en étant charmés de le revoir; moi je suis de ce petit nombre. Toutes les espérances qu'on aurait pu concevoir pour ce pays, sont déchues. La conduite de l'Empereur est bien dure et bien injuste. M. de Sorsum n'était pas encore revenu du quartier-général de l'Empereur, quand le comte d'Oberg est parti de Varsovie.

12 *Août.* — Hier, dans la nuit, à peine étais-je couchée, que le Roi est arrivé; mon bonheur a été au comble en le revoyant, et ce moment m'a fait oublier bien des moments douloureux que j'ai passés pendant son absence. Il m'a confirmé tout ce qu'il m'avait déjà écrit, et la manière dont l'Empereur l'a traité. Cependant, il paraît qu'ils sont mieux ensemble qu'on aurait pu le croire dans les premiers moments. L'Empereur désire surtout beaucoup que le public ne

soit pas informé de la véritable raison qui a engagé le Roi à quitter l'armée; car il sait bien, intérieurement, les torts qu'il a vis-à-vis du Roi.

13 *Août.* — L'Empereur a donné une partie du commandement que le Roi avait à l'armée, au duc d'Abrantès; les Westphaliens y sont compris, ce dont je suis charmée.

18 *Août.* — Les Russes ne tiennent nulle part, ils se retirent partout. L'empereur Alexandre a fait des propositions de paix; l'empereur Napoléon a répondu : — « C'est trop tôt ou trop tard. » Il paraît que l'empereur Alexandre a quitté l'armée.

20 *Août.* — Nous avons vu les salines d'Alendorf, qui sont considérables. En général, le pays de ces côtés-là est bien plus cultivé et plus riche.

21 *Août.* — Nous avons couché au Meisner, c'est le *Mont-Blanc* de notre Westphalie. Je ne sais pas précisément son élévation, mais j'y ai trouvé une vue superbe et du plaisir, ce qui vaut mieux que des calculs géométriques.

23 *Août.* — Le Roi m'a donné, à l'occasion de l'anniversaire de notre mariage, la plus jolie fête, à Schönfeld. Quoique cette propriété soit bien petite, elle a été tellement embellie en cette occasion, qu'on aurait pu se croire dans le palais d'une fée assez puissante pour créer de rien quelque chose.

24 *Août.* — En causant avec le Roi, à différentes

reprises, sur son retour de l'armée, je me suis bien convaincue que les circonstances étaient telles, qu'il ne pouvait agir autrement, et que l'Empereur avait le projet de l'éloigner.

28 *Août.* — Ce n'est véritablement que depuis le retour du Roi que je jouis de quelques moments de loisir. On a bien raison de dire qu'en présence de celui qu'on aime, on est plus disposé à oublier ce qui peut faire du chagrin; car je puis bien assurer que, depuis que je suis réunie au Roi, je n'en éprouve aucun, et que je n'ai plus d'autre désir que celui de le voir aussi heureux qu'il le mérite.

29 *Août.* — Le Roi vient de découvrir que la liaison de mon frère avec Madame *** continue...

1er *Septembre.* — Le Roi a reçu des nouvelles de l'armée; les troupes françaises se sont couvertes de gloire le 19; plusieurs officiers ont été tués et blessés, mais personne de connaissance.

14 *Septembre.* — J'ai bien négligé mon pauvre journal depuis onze jours; ne croyant faire qu'une absence de trois ou quatre jours, je ne l'avais point emporté; nous avons été entraînés par les belles contrées que nous avons parcourues; les rives du Weser sont véritablement enchanteresses. Le château de Corvey est une des belles choses qu'on puisse voir, et par sa situation et par son architecture. Le prince-évêque de Corvey est un homme aimable. Nous avons descendu le Weser depuis Carlshaven

jusqu'à Hameln. Le château de Brunswick est très-beau; les peintures et les statues sont de la plus grande beauté. Le Roi a fait un bien infini pendant tout le cours de son voyage, et partout où il a passé, on a béni sa présence.

17 *Septembre.* — Le grand-maréchal comte de Wellingerode est mort à Paris. C'est son caractère bouillant qui l'a tué.

18 *Septembre.* — Le peintre Wegands, que j'avais envoyé en Wurtemberg pour faire les portraits de ma famille, est revenu. Mon frère Paul s'y est refusé. Ce sont des coups d'épingles que je reçois journellement de la part de mes parents.

23 *Septembre.* — Nous avons reçu la nouvelle d'une grande bataille livrée le 7; la victoire nous est restée. Nous avons perdu cinq généraux; le général Caulincourt, frère du grand-écuyer, et le général Montbrun ont été tués. Les Westphaliens se sont bien battus; l'Empereur lui-même a mis en post-scriptum au duc de Bassano : — « Faites dire au Roi de Westphalie que ses troupes se sont conduites parfaitement hier. » Ce mot-là nous vaut une bataille; nous avons à regretter deux généraux, de Lepel et Damas, beaucoup d'officiers blessés; les Russes ont perdu beaucoup de monde, ainsi que nous. Il y avait mille pièces de canon des deux parts! L'Empereur lui-même a dit qu'il n'avait jamais vu de bataille plus sanglante.

24 *Septembre.* — Les plus mauvaises nouvelles nous viennent d'Espagne; les insurgés sont rentrés à Madrid. On prétend que l'Empereur a fait proposer plusieurs fois la paix aux Russes, et qu'ils l'ont toujours refusée, malgré leurs pertes. On va même jusqu'à dire qu'ils ont formellement déclaré qu'ils ne la feraient pas, qu'on aurait beau leur prendre et Moscou et Saint-Pétersbourg. Que de funestes résultats cette malheureuse guerre ne peut-elle pas entraîner après elle! Cette guerre finira par devenir une guerre de fanatisme.

27 *Septembre.* — Nous venons d'apprendre que l'Empereur est entré le 14, à midi, à Moscou, sans aucune espèce de résistance. C'est certainement là un grand succès.

1er *Octobre.* — Nous avons eu des détails sur Moscou. Toute la ville a été brûlée; le gouverneur Rostopchin avait fait mettre en liberté six mille malfaiteurs et leur avait ordonné de mettre le feu à cinq cents endroits différents à la fois. Il a fait détruire toutes les pompes à feu pour rendre tout secours impossible. Mille palais et seize cents églises ont été la proie des flammes. L'hôpital, où il y avait trente mille blessés, a été brûlé! Jamais l'on n'a eu un exemple plus affreux de barbarie.

4 *Octobre.* — Nous sommes entrés en ville hier soir pour nous y établir.

10 *Octobre.* — M. Girard, notre ministre en Wurtemberg, qui vient de passer quelques semaines

ici, et à qui j'avais donné plusieurs lettres pour ma famille, entre autres une pour ma tante Louis, en lui enjoignant de la lui remettre en main propre, n'a pas osé aller la trouver, mon père ne l'ayant pas permis. J'avoue que j'ai été très-sensible à ce procédé.

15 *Octobre.* — Le prince royal de Wurtemberg est arrivé de l'armée, le 10 de ce mois, à Stuttgard. Mon père le trouve mieux portant qu'il ne s'y attendait. Je le crois... l'on parle déjà de voyages.

17 *Octobre.* — On prétend que l'Empereur a envoyé le maréchal Ney à Saint-Pétersbourg, pour négocier. Cette nouvelle n'est pas officielle.

28 *Octobre.* — Le Roi vient de recevoir, par un courrier de l'archichancelier, la nouvelle qu'il y a eu une révolution à Paris, le 23 de ce mois. Un nommé Malet, général, et un nommé Lahorie, qui avait été longtemps, avec Moreau, détenu à la Force, ont pu entraîner des légions qui se trouvent à Paris, en montrant un sénatus-consulte qui les autorisait à prendre le commandement de ces légions. Le gouverneur de Paris, Hulin, ayant voulu se défendre, a été grièvement blessé; le ministre de la police, le duc de Rovigo, et le préfet de police, ont été tous les deux menés à la Force, où ils ont été détenus pendant cinq heures. L'archichancelier, ayant appris par un sénateur ce qui venait de se passer, a aussitôt fait rassembler le peu de garde qu'il y avait encore à Paris, et a fait arrêter les séditieux. Au reste, cela n'a pas troublé un moment le repos public, et la

moitié de Paris n'a pas su ce dont il était question. L'Impératrice, le Roi de Rome, tous deux à Saint-Cloud, n'ont appris cet événement que quand tout était terminé. Madame mère était absente.

31 *Octobre*. — Il est bien prouvé que Malet et Lahorie n'ont pas de complices.

Laurette part demain; elle n'a plus voulu me voir, disant que cette séparation lui coûterait trop. J'en ai été vivement affligée!

5 *Novembre*. — J'ai vu mademoiselle Carondelet. Elle n'est ni laide ni jolie. Elle s'exprime bien. Elle paraît heureuse d'avoir été nommée près de moi. M. de Gemmingen, ministre de Wurtemberg, a fait une relation exacte de toute l'histoire de Madame *** et du prince royal à mon père. Elle est très-fidèle et très-véridique.

Depuis le mois de novembre, je n'ai pas continué mon journal; des désagréments sans nombre m'ont ôté la force et le goût de m'en occuper pendant un certain temps, et les désastres de nos armées ont mis le comble à mes chagrins! Jamais année ne s'est terminée ainsi, et jamais nouvelle n'a commencé sous de plus malheureux auspices! Dieu veuille qu'elle change de face.

# CORRESPONDANCE

## RELATIVE AU LIVRE XVIII.

---

La Reine Catherine à l'Impératrice Marie-Louise. Cassel, 26 mars 1812.

« J'ai reçu, ma chère sœur, avant-hier seulement, le beau portrait de Madame, que je dois à vos bontés et à votre souvenir ; il m'est, sous tous les rapports, infiniment précieux, et je ne puis vous exprimer que bien faiblement combien je suis sensible à cette aimable attention de votre part. Vous sentez bien, ma chère sœur, qu'il m'en a infiniment coûté de n'avoir pu accompagner le Roi, et de n'avoir pas eu le plaisir de vous revoir. Je désire, depuis longtemps, avoir cette douce satisfaction, et ne puis me consoler de l'avoir manquée cette fois-ci, que par l'espoir de m'en dédommager un jour et dans une autre occasion.

« Tout ce que le Roi m'a dit du Roi de Rome, de sa beauté, de sa force, de sa santé, m'a charmée ;

donnez-lui, je vous prie, un baiser de la part d'une tante qui déjà le chérit sans le connaître, et veuillez parler de moi à l'Empereur et me servir d'interprète pour le remercier du souvenir et des bontés qu'il me conserve, et dont le Roi m'a fait part.

« Croyez, ma chère sœur, qu'un des moments les plus doux de ma vie sera celui où je pourrai vous renouveler, de vive voix, les expressions de la tendre et sincère amitié que je vous conserve. »

L'Impératrice d'Autriche à la Reine Catherine. Prague, 8 juin 1812.

« Madame ma sœur! l'aimable lettre que Votre Majesté a bien voulu m'écrire me causa un sensible plaisir, et je m'empresse de lui témoigner à quel point je fus touchée de votre charmant souvenir. Si j'ai tardé quelques jours à répondre à vos obligeantes lignes, ce fut afin de vous tranquilliser sur la santé de ma bonne Louise, qui, quoique munie d'un gros rhume en arrivant à Prague, se porte beaucoup mieux, et jouit de se retrouver avec ses sœurs qui en sont au comble du bonheur. Je fus enchantée que le séjour de Dresde me procurât l'avantage de vous y voir, de causer avec vous, et j'en conserverai toujours le souvenir, ainsi que mon cher mari, qui vous offre hommages et amitiés, et partage tous mes sentiments.

« Je vous désire le calme de l'âme et la possibilité de l'éprouver; croyez que ce qui vous intéresse aura toujours du prix pour celle qui sera à jamais, Madame ma sœur, de Votre Majesté, la très-affectionnée sœur. »

« Madame ma sœur! J'ai été bien agréablement surprise en recevant la lettre que Votre Majesté m'a adressée, et je la prie d'être persuadée que je prendrai toujours le plus vif intérêt à ce qui la concerne. Quoique j'aie eu l'avantage de posséder ma bien-aimée Louise, pendant quelques semaines, à Prague, je ne vous cache point que le moment de notre séparation ne m'ait été extrêmement pénible; il me rappelait notre premier douloureux congé, et, si même cette fois-ci j'ai eu la douce certitude de son parfait bonheur, je n'ai pu surmonter le sentiment bien vif que mon cœur ressentit en l'embrassant. L'idée qu'elle se trouvera seule, livrée à de cruelles inquiétudes, ne pouvait être adoucie que par celle de la joie qu'elle éprouverait en revoyant son fils dont j'ai vu le portrait; c'est le plus bel enfant du monde. Je vous en souhaite un tout pareil pour vous consoler, lors de la paix, des agitations que la guerre et l'absence du Roi doivent vous causer. J'imagine l'anxiété dans laquelle vous vivez, lorsque les nouvelles retardent d'un jour. Puissiez-vous en recevoir toujours de consolantes; je les partagerai certainement, car jamais je n'oublierai l'amitié que vous m'avez témoignée, à Dresde, pendant le peu d'instants que j'ai profité de votre aimable compagnie. Il faut un cœur content et tranquille pour jouir des avantages de la campagne, et, lorsque le temps est pluvieux, il paraît que cela contribue à accroître les peines de l'âme. Votre amitié m'autorise à vous marquer que je suis ici depuis près d'un mois, parfaitement contente de l'usage des bains et de

L'Impératrice d'Autriche à la Reine Catherine. Tœplitz, 30 juillet 1812.

l'état de ma santé, qui se remet à vue d'œil. Mon cher Empereur étant à Baaden, ce sera par écrit que je m'acquitterai de mes commissions pour lui. Le grand-duc de Würzbourg est aussi ici; il prend les bains.

« Vous désireriez recevoir plus souvent des nouvelles de notre chère Impératrice; consolez-vous, j'en manque depuis son départ de Prague; mais convaincue de sa tendresse, dont j'ai eu maintes preuves et de très-touchantes, durant mon séjour à Prague, je lui pardonne son silence, sachant que sa correspondonce avec l'Empereur, son époux, l'occupe bien agréablement et absorbe ses loisirs.

« Veuillez me conserver votre chère amitié, et ne pas oublier celle qui sera à jamais, Madame ma sœur, de Votre Majesté, la très-affectionnée sœur. »

La Reine Catherine au Roi de Wurtemberg. Napoleonshöhe, 14 août 1812.

« Vous savez peut-être déjà, mon très-cher père, le retour du Roi, qui est arrivé ici dans la nuit du 12. Je n'ai pu vous l'écrire dès le lendemain, car vous jugez bien que j'ai été depuis très-occupée, non-seulement du plaisir de me retrouver avec lui, mais aussi du soin de lui rendre compte de toutes les affaires dont il m'avait chargée en son absence. Sa santé avait beaucoup souffert, aussi je l'ai trouvé maigri; cependant, comme cet état n'est qu'une suite de fatigues, j'espère que quelques jours de repos le remettront entièrement. Il n'a pu me donner des nouvelles de mon frère, car il en était trop éloigné. Je vous prie donc, mon cher père, d'avoir

cette bonté, car je suis réellement inquiète de son silence.

« Veuillez aussi avoir la bonté de m'excuser auprès de maman ; si je ne lui écris pas aujourd'hui, je le ferai certainement au premier jour.

« Le Roi me charge de le rappeler à votre souvenir, veuillez me conserver le vôtre; si le plus tendre attachement peut m'en rendre digne, je dois alors avoir la certitude de le posséder. »

Le baron Reinhard au duc de Bassano, ministre des affaires étrangères. Cassel, 19 août 1812.

« J'ai à annoncer à Votre Excellence la retraite de M. Pichon.

« Il y a déjà quelque temps que M. Pichon avait envoyé au Roi, à l'armée, un rapport où, en rappelant la promesse que Sa Majesté lui avait faite qu'il serait entièrement indépendant du ministre des finances, il insistait sur la nécessité que cette indépendance fût solennellement reconnue et proclamée. Le Roi, ne jugeant pas à propos de s'en expliquer, fit rendre ce rapport à M. Pichon par M. de Fürstenstein.

« Au Conseil des ministres, qui fut tenu après le retour du Roi, M. Pichon ne fut pas appelé, quoique, selon lui, on y traitât d'affaires qui concernaient son administration.

« Hier, M. Pichon pria le Roi de lire le rapport dont je viens de parler. Sa Majesté dit alors qu'Elle l'avait déjà lu, et l'engagea à lui en dire le contenu verbalement. M. Pichon, après avoir développé ce qui pouvait être regardé comme essentiel au succès de son administration, y ajouta des demandes personnelles d'intérêt et d'amour-propre. Il voulut que

le ministre des finances cessât d'avoir le titre de ministre du Trésor; que lui reçût le titre d'Excellence avec les appointements de ministre, et que sa femme, qui avait déjà les grandes entrées, obtînt un rang à la Cour.

« Le Roi refusa.

« La conversation, dit M. Pichon, dura deux heures. Le Roi témoignait son embarras de trouver un homme capable d'achever l'organisation du trésor que M. Pichon avait commencée; celui-ci offrit de rester jusqu'à la consommation de son ouvrage, qu'il espérait terminer dans l'espace de deux ou trois mois. Mais, hier au soir, il reçut une lettre du Roi, où Sa Majesté déclarait qu'Elle avait lu attentivement son rapport; qu'Elle ne pouvait lui accorder ses demandes; qu'Elle rendait justice à son zèle et à son travail, et qu'Elle le recommanderait, à ces titres, à Sa Majesté l'Empereur; qu'au reste, si l'offre de rester à Cassel jusqu'à l'achèvement de son travail devait causer à M. Pichon quelque dérangement, il serait libre de partir dès que cela lui conviendrait, et après avoir rendu ses comptes. M. Pichon répondit qu'il partirait, qu'il préparerait encore l'état de distribution du mois de septembre, qu'il donnerait tous les renseignements nécessaires à son successeur, qu'au reste, comme intendant du Trésor, il n'avait pas de comptes à rendre.

« D'après la lettre du Roi, et d'après le récit de M. Siméon, M. Pichon aurait inséré, dans son rapport même, ses demandes personnelles. M. Pichon proteste néanmoins qu'il ne les a faites que verbalement.

« J'ai un regret extrême, Monseigneur, d'être obligé de dire que si M. Pichon peut avoir eu raison de vouloir être déclaré, en ce qui concerne l'organisation du Trésor, indépendant du ministre des finances, par lequel il prétend que ses opérations ont été souvent entravées, ses autres demandes ne me paraissent, surtout dans les circonstances actuelles, admettre aucune justification, ni quant au fond, ni quant à la forme.

« Ce qui prouve jusqu'à quel point M. Pichon avait perdu la tête, c'est qu'hier même il adressa, aux ministres d'État et aux autres autorités, une note où il déclarait qu'il renverrait toutes les lettres qui lui donneraient un autre titre que celui d'intendant-général du Trésor, et où ce titre ne serait pas mis en vedette.

« M. Pichon compte partir dans une quinzaine de jours ; M. Siméon, qui ne l'a jamais aimé et qui, je crois, ne l'a guère servi dans cette circonstance, pense qu'il est possible que l'affaire s'arrange encore. M. Pichon sera regretté, même parmi les Allemands, parce que sa retraite laisse M. de Malchus sans contrôle et sans contre-poids. Cette victoire, si c'en est une, entraînera la perte de M. de Malchus.

« Il est certain, Monseigneur, qu'en M. Pichon, le Roi perd un serviteur zélé et un travailleur infatigable ; mais, conduit lui-même par un amour-propre aveugle et par une ambition démesurée, il aurait été impossible de prévoir où il aurait pu conduire le Roi et le royaume. Il convenait à la place qu'il s'était créée : il était et il pouvait être assez fort pour se

débarrasser des entraves de M. de Malchus, et même pour l'enlacer dans les siennes. Il s'est trop pressé et s'est cru trop nécessaire, et peut-être est-ce un bonheur pour lui de n'avoir point réussi. Il ne s'en est pas moins placé dans une situation très-fâcheuse : son organisation du Trésor sera défaite, et son travail principal ne laissera point de traces ; sa responsabilité sera compromise, et il est à désirer que, dans sa retraite, il ne trouve que des regrets, et point de repentir.

« Le Roi fera demain une excursion au Meisner, une des plus hautes montagnes de la Westphalie, à cinq ou six lieues de Cassel. Elle est fameuse par les formations basaltiques qu'on y trouve.

« Je viens de recevoir à l'instant un billet du maréchal de la Cour, qui m'annonce que Sa Majesté m'a fait l'honneur de me nommer du voyage.

« M. Pichon vient de m'écrire un billet, pour m'informer que le Roi l'a fait appeler, et a accepté son offre d'achever le travail de l'organisation du Trésor. »

La Reine Catherine au Roi de Wurtemberg. Cassel, 6 octobre 1812.

« Mon très-cher père, nous sommes de retour en ville depuis dimanche ; la saison, quoique belle encore, est trop froide pour nous permettre de rester plus longtemps à Napoleonshöhe. Je présume que vous rentrerez aussi bientôt à Stuttgard.

« Vous aurez eu, je pense, tous les détails possibles sur la grande affaire de Mojaïsk et la prise de Moscou ; s'il est vrai que cette malheureuse ville soit réduite en cendres, la ruine et la désolation d'un si

grand nombre de familles forcent de gémir sur nos propres victoires. Encore, si l'on pouvait espérer que tant d'événements, si destructeurs en même temps qu'ils sont brillants, ramèneront la paix, on y trouverait une sécurité pour l'avenir, et nous devons, sous tous les rapports, désirer ardemment le retour de l'Empereur. Il a été, mon très-cher père, très-content de votre armée, et vous savez sans doute aussi qu'il a rendu une pleine justice à la valeur et à la bonne conduite de la nôtre. Il a même désigné un jour, pour la garde de sa personne, les grenadiers et le 7e de ligne westphaliens.

« Je présume que, lorsque ma lettre vous parviendra, vous aurez revu mon frère ; j'attends de ses nouvelles de Stuttgard avec bien de l'impatience, et surtout l'assurance qu'il se trouve remis de sa longue et douloureuse maladie.

« Le Roi me charge, mon père, de le rappeler à votre souvenir ; veuillez penser quelquefois à toute la tendresse que je n'ai cessé d'avoir pour un père chéri, et agréez avec bonté mon très-profond respect. »

Rapport du comte de Hône, ministre de la guerre, au Roi Jérôme. Cassel, 10 octobre 1812.

« Sire, j'ai l'honneur de rendre compte à Votre Majesté que ses troupes, formant le 8e corps de la Grande-Armée, ont pris une part active et glorieuse à la bataille livrée le 7 septembre, sur les bords de la Moskowa.

« Sa Majesté l'Empereur avait placé momentanément le duc d'Abrantès, commandant le 8e corps, sous les ordres de M. le maréchal duc d'Elchingen.

« Le 7, au matin, l'armée westphalienne se forma en bataille en avant de son camp. La première brigade, commandée par le général Damas, reçut l'ordre, à sept heures, d'aller occuper un bois situé à la droite de l'attaque, et elle prit position auprès d'une redoute dont le 3e corps venait de s'emparer.

« Cette brigade était suivie de neuf bouches à feu, qui, ne pouvant pénétrer dans le bois, se placèrent au milieu des batteries françaises. La cavalerie ennemie, tentant de reprendre cette position, dirigea une charge au travers de nos pièces ; mais bientôt elle fut obligée de se retirer, en passant deux fois, avec une perte immense, sous le feu meurtrier de l'infanterie, formée en carrés. Les 2e et 6e régiments westphaliens montrèrent, en cette circonstance, le sang-froid qu'on peut attendre des troupes les plus aguerries.

« Les Russes se retiraient, lorsque le duc d'Abrantès arriva avec la 2e brigade : bientôt il se sépara du 3e corps, et, à la tête du 8e, il se porta sur la droite, vers un bois occupé par l'ennemi, qui en fut promptement délogé. Nos troupes s'y maintinrent malgré le feu d'une artillerie formidable et d'une nuée de tirailleurs.

« Le 3e corps s'étant mis alors en mouvement pour tourner ce bois, l'armée westphalienne parvint à en déboucher. Le 1er bataillon d'infanterie légère, commandé par le chef de bataillon Rauschenplatt, parut le premier dans la plaine ; il fut aussitôt assailli par les charges de la cavalerie russe ; mais son feu, bien dirigé, renversa à bout portant les ennemis, et

le front du bataillon fut couvert de leurs cadavres. Le reste de la division arrivant assura ce succès, s'empara de la plaine, et les Russes se jetèrent dans un autre bois où ils furent vivement poursuivis.

« Cependant les Russes, menacés par les progrès du corps westphalien, rassemblèrent encore une cavalerie nombreuse, et, avec ce courage enflammé qu'inspire le désespoir, tentèrent de nouvelles charges, mais ils furent culbutés sur tous les points et obligés de chercher leur salut dans la retraite.

« Nos troupes campèrent sur le champ de bataille. L'artillerie westphalienne a rendu, dans cette journée, les services les plus signalés. Le général Alix en a dirigé tous les mouvements avec sa précision et sa bravoure accoutumées, et il a été parfaitement secondé par M. le major de Pfuhl. Une batterie de sept pièces, qui a pris successivement plusieurs positions, en tournant la gauche des bois où le 8e corps avait combattu, s'est établie, avant la fin de la journée, au delà des hauteurs qu'avait occupées l'ennemi. Huit obusiers, commandés par le capitaine Maître, ont servi à l'attaque d'une redoute, et ont protégé les opérations de notre cavalerie; ils ont lancé environ quatorze cents obus.

« Nous avons à regretter la perte de plusieurs officiers distingués. Parmi les généraux, le brave général Damas, commandant la 1re brigade, est mort avec gloire sur cet illustre champ de bataille. Le général baron Thareau, commandant la 1re division, a été dangereusement blessé de deux balles; le général comte de Lepel, commandant la brigade de

cuirassiers, a eu le bras gauche fracassé par un boulet, il a été amputé près de l'épaule et on n'a que peu d'espoir de lui conserver la vie; les généraux comte de Hammerstein et le baron de Borstell, ont été touchés de plusieurs balles; mais ils n'ont pas quitté le commandement de leurs troupes, et leurs blessures n'auront pas de suites fâcheuses.

« Le duc d'Abrantès mande que tous les corps ont rivalisé d'ardeur et de courage; les généraux et les officiers supérieurs de toutes les armes se sont montrés dignes de commander des soldats aussi intrépides.

« Les régiments westphaliens de ligne, qui se trouvaient ce jour-là à leur première affaire, ont, ainsi que l'infanterie légère, déployé tant de sang-froid et de ténacité, que Sa Majesté l'Empereur, juge suprême et rémunérateur des belles actions, a daigné dire qu'ils avaient surpassé son attente, et leur a fait l'extrême honneur de demander, le lendemain, les grenadiers westphaliens pour la garde de son quartier-général.

« Je joins au présent rapport l'état des officiers tués ou blessés, ainsi que de ceux qui, s'étant le plus fait remarquer dans la foule des braves, méritent d'être plus particulièrement recommandés à Votre Majesté.

« Notre perte a été d'environ trois cents hommes tués et mille blessés. »

Le baron Reinhard au duc de Bassano. Cassel, 13 octobre 1812.

« Ce matin, le Roi m'a fait appeler, pour me dire que son ministre à Stuttgard lui avait envoyé un courrier, pour rendre compte d'un entretien que

M. de Zeppelin avait eu avec lui, par ordre du Roi de Wurtemberg. M. de Zeppelin a dit au général Girard que le Roi, son maître, était très-positivement informé que des troubles étaient prêts à éclater en Westphalie, et que tout était préparé à cet effet. Lorsque le général Girard insista pour obtenir quelques données ultérieures, M. de Zeppelin déclara que Sa Majesté wurtembergeoise ne pouvait s'expliquer davantage sans trahir un secret qui lui était confié. Le Roi pense que le roi, son beau-père, aura reçu ces notions par la reine son épouse, et, par conséquent, d'Angleterre.

« J'ai dit à Sa Majesté que, dans cette supposition, l'avertissement que le roi, son beau-père, lui faisait donner, était sûrement lié aux projets concertés dans la conférence d'Abo, et à l'expédition dont le prince royal de Suède devait y être chargé ; que les forfanteries de ce prince auront trouvé des croyants et dans le public et dans le cabinet d'Angleterre, et que, par ricochet, on en aura été informé à la cour de Wurtemberg. J'ai ajouté que, ce matin même, le chargé d'affaires du Danemarck était venu me lire un nouveau bulletin de M. de Rosencrang (que j'ai l'honneur de joindre ici), dont il résultait que l'embarquement suédois devait être ajourné jusqu'au printemps prochain. Enfin, j'ai fait considérer à Sa Majesté que, quelque malveillance qu'on veuille supposer à certaines classes des habitants du royaume, il serait encore bien douteux si, lors même qu'un noyau de forces ennemies se trouverait déjà dans le pays, on voudrait ou oserait s'y joindre ; qu'en même

temps, des intelligences assez étendues pour préparer une insurrection prête à éclater ne pouvaient se former sans que la police fût prévenue au moins de quelques conciliabules ou de quelques correspondances ; que rien d'ailleurs n'autorisait à penser que les troubles pourraient prendre leur origine dans le pays même. J'ai conclu de tout cela que Sa Majesté pouvait être tranquille, sauf à ne pas négliger les mesures de précaution et de prévoyance. Aussi, le Roi a-t-il déjà envoyé un courrier à M. le général Bourcier, à Hanovre, qui, de son côté, va se trouver renforcé de six ou sept cents cavaliers de remonte, dont la marche, en trois détachements, m'a été annoncée successivement de Mayence depuis quelques jours.

« Je n'ai rien à ajouter à ce que j'ai dit à Sa Majesté, au sujet des troubles qu'on suppose prêts à éclater en Westphalie ; mais me sera-t-il permis, Monseigneur, de faire, dans cette occasion, mention d'un fait qui est si souvent cité, et répété ici par des voyageurs et par des témoins de toute espèce ? Je veux parler de l'excessive inégalité avec laquelle, provisoirement sans doute, l'impôt foncier est réparti dans les départements allemands nouvellement réunis à la France, impôt qui dépasse quelquefois tout le montant du bail que le propriétaire tire de son fermier, et de l'abus cruel que la plupart des employés subalternes des douanes et des droits réunis font de l'ignorance des lois et de la langue française où se trouvent ces nouveaux sujets de la France, pour leur extorquer de l'argent, ou pour leur

faire encourir des amendes et des confiscations. C'est par les nombreux exemples de vexations de cette espèce, que les Westphaliens, qui d'abord avaient envié le sort de leurs anciens compatriotes, ont été conduits à se trouver heureux de rester Westphaliens. »

Le prince Cambacérès au Roi Jérôme. Paris, 24 octobre 1812.

« Je m'empresse de rassurer Votre Majesté sur les inquiétudes que pourrait lui causer la nouvelle des événements qui se sont passés hier ici ; la crise a été courte, mais vive. En voici les principaux traits :

« Un ex-général nommé Mallet, détenu dans une maison de santé, s'en est évadé, et s'est présenté chez le commandant de la 10e cohorte du premier ban, muni d'un faux sénatus-consulte et d'une proclamation qui annonçait la mort de l'Empereur et l'établissement d'un gouvernement provisoire. Soit perversité, soit imbécillité, le commandant a mis sa cohorte à sa disposition.

« Mallet s'est transporté à la Force, en a retiré les généraux Lahorie et Guidal et quelques autres individus. Cette troupe s'est divisée en détachements, qui se sont portés au Ministère de la police, à la Préfecture de police et chez le général Hulin. Le ministre de la police et le préfet ont été arrêtés et conduits à la Force. Mallet, qui s'était chargé d'arrêter le général Hulin, sur la résistance de ce dernier, lui a tiré dans la tête un coup de pistolet, qui l'a blessé très-dangereusement. Il a voulu ensuite arrêter le général Doucet, chef de l'état-major; mais

celui-ci, aidé de l'adjudant Laborde, a fait revenir les troupes et a lui-même arrêté Mallet.

« Pendant que tout cela se passait, j'ai été heureusement averti par le conseiller d'État Réal, et, avant que les scélérats fussent arrivés chez moi, j'ai eu le temps de faire appeler le ministre de la guerre, le maréchal duc de Conégliano, et le général Dériot, commandant la garde impériale. Cette brave troupe a pris les armes à l'instant et nous a tirés d'affaire.

« Le ministre et le préfet de police ont été dégagés; on a arrêté Lahorie, et tout est rentré dans l'ordre.

« Toutes les précautions nécessaires ont été prises pour assurer la tranquillité de la ville, dont les habitants ont témoigné le plus grand attachement pour la personne de l'Empereur, et la plus grande joie en voyant démentir les nouvelles qui y avaient répandu l'alarme. Les coupables sont arrêtés.

« Il faut rendre grâces à la Providence, de ce que nous n'avons pas été arrêtés, le ministre de la guerre et moi. Votre Majesté reconnaîtra que, si ces deux arrestations avaient eu lieu, la confusion eût été parfaite et le succès des insurgés presque assuré. »

Le baron Reinhard au duc de Bassano. Cassel, 26 octobre 1812.

« Il paraît que les changements que le Roi avait résolu de faire dans son ministère, ont, pour le moment, été ajournés. M. le baron de Malchus est, en ce moment, le ministre le plus en crédit. Le public, où le bruit de ces changements a déjà pénétré, prétend qu'il sera chargé, par intérim, du portefeuille de tous les ministères, hors celui des

relations extérieures ; que M. de Höne sera grand-écuyer ; le général Chabert, ministre de la guerre ; que M. Dupleix, intendant du Trésor, sera chargé du matériel de la guerre, et remplacé par M. Brugnières, frère du secrétaire du cabinet, actuellement payeur-général du corps d'armée westphalien. A la suite de ces changements, on prononce les noms de Wintzingerode, ministre du Roi à Paris, comme destiné au ministère de l'Intérieur, et de Bercagny, comme allant être nommé conseiller d'État.

« Enfin, Monseigneur, depuis son retour, le Roi est inquiet, flottant entre le désir de faire et la convenance d'attendre, et je dois dire que cette inquiétude n'a encore rien produit de bon. »

Le Roi Jérôme au maréclal Berthier, major-général. Cassel, 26 octobre 1812.

« Mon cousin, je reçois la lettre que vous m'avez écrite, en date du 12 octobre.

« Je viens de faire partir le général Wolff, pour prendre le commandement de ma brigade de cuirassiers.

« J'ai nommé le général Fulgraff, commandant de la brigade vacante par la mort du général Damas.

« J'ai également nommé le général Danloup-Verdun, l'un de mes aides de camp, au commandement de la 2e division d'infanterie, en remplacement du général de division d'Ochs, qui a passé à celui de la 1re, vacante par la mort du général Thareau.

« J'envoie toutes ces nominations au duc d'Abrantès, pour qu'il ait à faire reconnaître ces différents généraux.

« Un régiment de marche, fort d'environ dix-huit

cents hommes, tant infanterie que cavalerie et artillerie, avec plusieurs chevaux du train, conduisant des voitures d'habillement, part demain.

« J'ai formé un régiment d'infanterie de la Reine, un régiment de cavalerie et un bataillon d'infanterie légère.

« Je fais fondre douze pièces de canon, et, avant le 1er janvier, j'aurai une petite division de six mille hommes (en y comprenant les dépôts de ma garde, que j'ai doublés), prête à agir avec moi en cas de besoin, sans préjudice de tous les renforts que j'envoie, et que j'enverrai encore, si cela est nécessaire.

« Je désire que Sa Majesté l'Empereur voie, dans ces mesures actives, et les efforts que je fais, et mon désir de contribuer, autant qu'il m'est possible, à la continuation du succès de ses armes. »

Le duc de Bassano au baron Reinhard. Wilna, 6 novembre 1812.

« Sa Majesté m'ordonne de vous prescrire de faire sentir au Roi combien il est peu convenable, peu opportun dans les circonstances, de transformer l'église principale des protestants de Cassel en église catholique. De telles mesures ne doivent pas même être prises dans les temps ordinaires, sans avoir été longtemps et mûrement réfléchies, et il est toujours du plus grand danger de toucher aux matières de religion. Ces tentatives aigrissent le peuple, et l'on ne sait jamais jusqu'à quel point les choses peuvent aller. Cassel étant protestante, il faut y laisser les protestants tranquilles.

« Si les observations que vous êtes chargé de faire

étaient insuffisantes, et que le gouvernement du Roi persistât dans le projet qui a été formé, Sa Majesté juge convenable que vous remettiez alors une note, pour témoigner son mécontentement d'une mesure aussi intempestive et aussi contraire à la politique. »

Le baron Reinhard au duc de Bassano. Cassel, 9 novembre 1812.

« La Cour est revenue de Hoff-Geismar mercredi dernier. Le lendemain, madame la comtesse de Fürstenstein a été nommée dame du Palais. Sa contenance semble indiquer que c'est malgré elle qu'elle a été engagée à demander cet honneur à Leurs Majestés. Quoi qu'il en soit, on peut remarquer une grande adresse dans la conduite de M. de Fürstenstein. C'est sans se hâter, c'est en ne heurtant ni les personnes ni les choses, qu'il se maintient et qu'il s'avance. Tous les hasards semblent le servir; il en est peut-être qu'il a fait naître, il est certain qu'il en a profité. Le départ de madame d'Otterstedt laissait vacante la place de confidente de la Reine; on ne doute point que madame de Fürstenstein ne parvienne peu à peu à l'occuper. Une demoiselle de Carondelet, dame de compagnie de madame la princesse de Salins, a été nommée, le même jour, seconde lectrice de la Reine et gardienne de ses diamants, place qui l'attache habituellement à la personne de Sa Majesté. Cette seconde nomination écarte un peu de l'intimité une madame Mallet, première lectrice, femme d'esprit, mais dont le dévouement à la famille Fürstenstein était moins assuré.

« Monseigneur l'évêque de Corvey, grand-aumô-

nier, est revenu, après avoir arrangé ses affaires dans son ancienne résidence.

« Le décret d'institution des maîtres des Requêtes a été publié. Il ne pourra en être nommé plus de six en service ordinaire. On cite, comme ayant déjà été nommés, MM. Dupleix, intendant du Trésor, Moulard, intendant de la Liste civile, Lecamus, trésorier de la Couronne, Duparcq, maître des Comptes.

« Il n'y a point eu deux envois de chevaux faits par le Roi au prince royal de Suède. Il n'y a eu que le premier, qui eut lieu peu de temps après que ce prince eut passé par Cassel, et dont le Roi est convenu. Il est très-vrai que le Roi a fait un prêt à ce prince au mois de juillet 1811, et que le remboursement a dû s'en faire par une fourniture de cuivres. M. Fournier prétend que la somme prêtée n'a pas excédé 200,000 francs. Comme le remboursement en cuivres n'a point été accepté, il ignore si, et comment, le prince royal se sera libéré. »

Le baron Reinhard au duc de Bassano. Cassel, 13 novembre 1812.

« L'inauguration de la statue de Sa Majesté l'Empereur a eu lieu en exécution d'un décret du Roi, rendu le 25 février 1810. A cause de la difficulté de trouver des artistes versés dans l'art de couler le métal, le marbre a été, provisoirement, substitué au bronze. La statue a été faite par Chaudet, sur le modèle de celle qui se trouve à Paris, dans le palais du Corps Législatif. Elle est de neuf pieds. On craignait que cette proportion ne fût trop petite pour l'étendue de la place; mais on s'est trompé : elle produit un très-bel effet. La place Royale est cir-

culaire. Au milieu, est une fontaine qui sert de piédestal à la statue; elle est en face de la rue Royale et du château de Napoléonshöhe.

« La journée était superbe : un beau soleil éclairait la statue et la place, que bordait, en cercle, la garde nationale de Cassel, qui est nombreuse et d'une assez belle tenue. Le ministre de l'Intérieur, entouré de toutes les autorités qui dépendent de son département, ainsi que de l'état-major de la ville, prononça un discours, dont le Roi l'a chargé de me communiquer une copie, au pied du monument, devant lequel défila ensuite la garde nationale. Le temps, le mouvement, les acclamations du peuple, tout contribua à embellir cette cérémonie imposante. Le ministre de l'Intérieur donna ensuite un dîner, où furent portées les santés de Sa Majesté l'Empereur et du Roi.

« Le Roi partira aujourd'hui pour Catherinenthal, où une grande chasse aura lieu demain. Après-demain, après le *Te Deum* qui sera chanté ici, les premières autorités se rendront à Catherinenthal, où le Roi passera en revue les troupes qui sont ici. Sa Majesté m'a fait l'honneur de me faire inviter, seul du corps diplomatique, pour y assister et pour déjeuner avec Elle.

« Les ministres du Roi à Paris, Dresde et Berlin, sont arrivés, ainsi que M. de Bercagny. Ce dernier est venu me voir et m'a fait, des difficultés et des succès de son administration, un tableau où, sans doute, il ne s'est pas placé dans l'ombre, mais où j'ai pu voir en lui l'homme d'esprit et zélé et qui convient parfaitement à cette situation. »

Le baron Reinhard au duc de Bassano. Cassel, 16 novembre 1812.

« J'ai déjà eu l'honneur d'informer Votre Excellence qu'heureusement je ne me trouverai point dans la nécessité de faire les représentations que Sa Majesté Impériale m'a prescrites au sujet de l'intention où était le Roi de convertir en église catholique la principale église des protestants de Cassel. Dans cette circonstance, M. de Malchus seul avait été de l'avis du Roi, et le Ministre de la police de son côté ayant appuyé les observations des autres ministres sur l'effet que cet acte produirait, le Roi paraît y avoir renoncé définitivement. Je me bornerai en conséquence à informer M. Siméon, pour son instruction personnelle, de la manière dont Sa Majesté Impériale a envisagé cette question. »

La reine Catherine au Roi de Wurtemberg. Cassel, 24 décembre 1812.

« Mon très-cher père, c'est en m'acquittant d'un devoir aussi doux que cher à mon cœur, que je bénis la Providence qui me conserve un père que je chéris plus que moi-même. Le premier de mes vœux est de pouvoir m'en acquitter pendant de longues années. Je n'ai pas le bonheur jusqu'à présent de connaître l'amour maternel, mais je sais que je serais bien heureuse de retrouver dans d'autres êtres les sentiments de tendresse que mon cœur vous a voués; j'ose espérer, mon cher père, que vous y trouverez aussi quelques douceurs ; je puis me rendre ce témoignage, que j'ai toujours tâché de mériter vos bontés, et j'ose espérer n'avoir jamais rien fait, du moins volontairement, qui puisse vous déplaire. C'est donc avec confiance que je puis vous demander la continuation de ces mêmes bontés et de votre bénédiction paternelle, per-

suadée qu'elle me portera bonheur ou me conservera celui dont je jouis; car si je conserve tous ceux que j'aime, il me restera peu de chose à souhaiter.

« Vous savez, mon cher père, le retour de l'Empereur, je vous avoue que je suis bien enchantée de le savoir à Paris et, pour le moment du moins, loin des dangers de cette terrible guerre. Je forme les vœux les plus ardents pour le rétablissement de la paix; d'elle seule dépend non-seulement notre bonheur, mais aussi notre repos et notre tranquillité.

« Le Roi me charge de vous offrir ses félicitations.

« Permettez-moi, mon très-cher père, de vous réitérer tous les vœux que je ne cesserai de former pour vous et qui égalent au moins mon très-profond respect. »

Le Roi Jérôme au major général. Cassel, 28 décembre 1812.

« Mon cousin, j'envoie le chambellan comte d'Oberg, l'un de mes officiers d'ordonnance, pour prendre des renseignements sur mon armée, dont je n'ai pas entendu parler depuis son départ de Mojaïsk, ainsi que pour donner des secours à ceux de mes officiers, sous-officiers et soldats qui en auraient besoin, et me rapporter les détails des pertes que j'ai sans doute éprouvées.

« Je désire, mon cousin, que vous donniez l'ordre à tous les officiers supérieurs dont les corps sont en Westphalie, tels que MM. Hessberg, Müller, le baron de Busch-Munck, le comte de Höne, etc., de se rendre à leurs corps où leur présence est nécessaire; et comme je suppose que la plus grande partie de

mon artillerie est perdue, je vous prie également de donner l'ordre au général Alix de revenir à Cassel pour créer un nouveau matériel et former un nouveau personnel, ce général étant directeur-général de l'artillerie, du génie et des ponts et chaussées, et ne m'ayant suivi à l'armée que parce que l'Empereur lui avait donné le commandement de l'artillerie de l'aile droite. Sans cela je me trouverais, la campagne prochaine, hors d'état de fournir de nouveaux renforts.

« Je désire, mon cousin, que vous soyez convaincu du tendre attachement que je vous porte.

« Cette lettre n'étant à d'autre fin, je prie Dieu qu'il vous ait, mon cousin, en sa sainte et digne garde. »

# LIVRE XIX

## ANNÉE 1813

Grands efforts faits par la Westphalie pour concourir à la guerre de 1813. — Approvisionnement de Magdebourg. — Formation d'une nouvelle armée. — Détails financiers. — Charges accablantes résultant du passage et du stationnement des troupes dans le royaume. — Détresse générale. — Lettre du baron Reinhard (17 février). — Évacuation de Berlin par le prince Eugène (4 mars). — Départ de la Reine pour la France (10 mars). — Entrevue de la Reine et de l'Empereur à Trianon. — La Reine à Meudon. — Armée du prince Eugène sur l'Elbe; armée de l'Empereur sur le Mein. — Lettres de l'Empereur au Roi Jérôme. — Événements du Bas-Elbe. — Czernichew, Tettenborn, Dörnberg. — Saint-Cyr évacue Hambourg (12 mars). — L'armée russo-prussienne franchit l'Elbe. — Pointe sur Cassel. — Situation critique. — Le général Hammerstein à Heiligenstadt. — Évacuation momentanée de Hanovre et de Celle. — Le général Teste arrive à Cassel avec deux bataillons français (22 avril). — Le péril conjuré par la victoire de Lutzen (2 mai). — La division Hammerstein est dispersée dans la Grande-Armée. — Ravages faits par la désertion. — Occupation d'Halberstadt par Czernichew (30 mai). — Appel de la division Dombrowski. — Armistice de Liegnitz (4 juin). — Le royaume de Westphalie et la conférence de Prague. — Le Roi Jérôme à Dresde. — Commandement offert. — Renforts envoyés au contingent westphalien. — Formation d'un régiment de hussards français au service de la Westphalie. — Reprise des hostilités (17 août). — Désertion de la brigade de hussards westphaliens, près de Zittau (22 août). — Arrestation du général Hammerstein. — Bernadotte, maître du passage de l'Elbe après la bataille de Dennewitz. — Bernadotte fait envahir la Westphalie par

**deux colonnes. — Celle de Czernichew paraît à Mulhausen (24 septembre). — Dispositions de défense du Roi. — Lettre au duc de Valmy. — Czernichew attaque Cassel (28 septembre). — Il est repoussé. — Refus du duc de Valmy d'envoyer du secours, disparition du corps du général Bastineller. — Le Roi se retire sur Marbourg (28 septembre). — Désastre du général Bastineller, défection de ses troupes (28 et 29 septembre). — Le général Alix dans Cassel. — L'attaque contre Cassel renouvelée (30 septembre). — Capitulation. — Les Cosaques à Cassel (1er, 2, 3 et 4 octobre). — Le duc de Valmy fait enfin marcher les renforts. — Une avant-garde, conduite par le général Alix, rentre à Cassel (6 octobre). — Deux colonnes, commandées par le général Rigau, convergent sur Cassel. — Rentrée du Roi à Cassel (16 octobre). — Bataille de Leipsig (18 et 19 octobre). — Évacuation de Cassel par le Roi (26 et 27 octobre). — Arrivée du Roi à Aix-la-Chapelle (5 novembre). — Le Roi Jérôme et la reine Catherine se réunissent à Compiègne (15 novembre).**

L'année 1813 devait être la dernière de l'existence du royaume de Westphalie. Elle s'ouvrit pour ce pays déjà épuisé, par une demande de nouveaux sacrifices correspondant à ceux que la France s'imposa à cette époque.

En présence du danger qui menaçait sa patrie et son frère, le Roi Jérôme prit l'initiative d'un nouveau principe à adopter pour les relations entre la Westphalie et la France. C'était que l'on regarderait comme non avenues les obligations réciproques imposées aux deux pays par les conventions particulières, et par le droit constitutif de la Confédération du Rhin ; que la Westphalie, mettant toutes ses ressources au service de l'Empereur ne reconnaîtrait d'autre limite à ses sacrifices que l'impossibilité matérielle de les accomplir. Dès lors on ne discuta plus pour savoir si les exigences de l'un et les refus de l'autre s'appuyaient sur le texte des traités, mais

pour affirmer ou pour nier l'impossibilité absolue de déférer à telle ou telle demande. Au fond, conformément à son système général, l'Empereur demanda toujours à son frère beaucoup plus que ce qu'il savait pouvoir obtenir; et, quant au gouvernement du Roi, malgré quelques résistances de forme, on peut dire qu'il mit au service de la cause commune la Westphalie tout entière.

Avant de faire connaître ce que l'Empereur demanda à la Westphalie et ce qu'elle put lui donner, il faut indiquer les ressources du pays à cette époque.

Au mois de décembre 1812, le Ministre des finances, M. de Malchus, établit le budget de 1813.

Les recettes ordinaires *prévues*, portées à leur maximum, étaient évaluées à 44 millions; les recettes extraordinaires, provenant uniquement de la vente des domaines (les emprunts étant absolument impossibles), à 4 millions; total 48 millions.

Quant aux dépenses, en y comprenant le service de la dette publique, 11 millions, une somme de 3 millions, due au gouvernement français, par suite de la liquidation générale de la contribution de guerre, et enfin 7 millions pour l'entretien des douze mille cinq cents français, conformément aux anciens traités, les dépenses, disons-nous, présentaient un total de 58 millions de francs.

Déficit, environ 10 millions.

Dans ce budget des dépenses, celui de la guerre, d'à peu près 20 millions, figurait, sur le pied de l'effectif de l'armée telle qu'on l'avait formée au commencement de 1812, c'est-à-dire de trente mille

hommes, dont vingt-cinq mille en Russie. Il est à remarquer que le calcul était fait dans l'hypothèse que ces vingt-cinq mille hommes resteraient hors du royaume pendant toute l'année 1813. Car si on avait admis que pendant cet exercice on aurait eu à les entretenir à l'intérieur du royaume, il aurait fallu augmenter la dépense d'environ 5 millions.

Disons tout de suite que, par suite des événements, ce calcul présumé des recettes se trouva au-dessous de la réalité dans une proportion telle qu'il ne peut même servir de base à une appréciation quelconque des désastres financiers de cette année.

D'abord les domaines ne furent pas vendus, parce qu'il n'y avait plus de capitaux libres dans le pays, et que le pays n'avait plus confiance dans la stabilité de l'état de choses existant.

Quant aux recettes ordinaires, il n'y eut guère que pendant les mois de janvier et février qu'elles rentrèrent à peu près intégralement. En effet, le mouvement en avant des corps que l'Empereur porta sur le bas Elbe, ne commença qu'au mois de mars; d'autre part, les partisans prussiens et les Cosaques ne parurent sur la rive gauche de l'Elbe, dans le royaume de Westphalie, qu'au mois d'avril. Il y eut donc pendant quelque temps une espèce de vide entre l'Elbe et le Rhin, les quarante mille hommes du prince Eugène n'ayant passé sur la rive gauche qu'au mois de mars. Ce fut une période de répit pour la Westphalie. Car elle a souffert pendant la campagne de 1813, presque autant de la présence de ses amis que de celle de ses ennemis.

Pendant les six derniers mois de son existence, de la fin de mars au 30 septembre, le royaume fut écrasé par le passage et le séjour des troupes françaises et ravagé par les Cosaques, qui inaugurèrent aux dépens de ce malheureux pays le système de pointes hardies et de pillages odieux qui les caractérise. Ces hordes sauvages volaient tout, enlevaient les conscrits, les chevaux, les troupeaux, les voitures, tout ce qui pouvait suivre leur marche rapide; sans compter qu'ils dépouillaient de tout prestige un gouvernement dont le territoire était ainsi livré à l'ennemi. Les charges imposées au pays par les troupes françaises étaient de deux espèces. Dans les cantonnements le soldat et le cheval ne recevaient pas seulement de l'habitant le logement, mais encore la nourriture, fardeau très-lourd pour le paysan ruiné et même pour le bourgeois des villes. Quant aux prestations administratives, à celles destinées à alimenter les distributions régulières dans les cas de rassemblement, d'établissements fixes, etc., il y était pourvu au moyen de réquisitions. Farine, avoine, bestiaux, spiritueux, draps, cuirs et même chevaux, etc., toutes les denrées qui sont nécessaires à une armée, étaient l'objet de demandes adressées par les généraux aux autorités communales. La répartition en était faite entre les habitants auxquels on délivrait des bons que le gouvernement était bien obligé de recevoir plus tard en paiement des contributions. Ce système désastreux, que le prince d'Eckmühl avait toujours eu tendance à établir dans les provinces du nord de la Westphalie,

et contre lequel le Roi avait lutté avec énergie et succès jusqu'en 1813, préférant faire les derniers sacrifices pour payer régulièrement ce qui était fourni par les habitants, ce système, disons-nous, finit par prévaloir, pendant la campagne de Saxe. Au mois de mars, le Roi, par respect pour sa propre dignité, pour qu'il ne fût pas dit que son royaume était traité comme un pays conquis, régularisa ce mode de contributions de guerre au moyen d'une convention passée avec le prince Eugène, dont l'armée était réunie sur la rive gauche de l'Elbe autour de Magdebourg. Au commencement de février, il y avait déjà dans le royaume, à Hanovre et dans les alentours, des dépôts de cavalerie, d'un effectif de trois mille chevaux et de plusieurs milliers d'hommes. A cette époque, où les mouvements de troupes commençaient à peine, on comptait par jour plus de cinq ou six mille voitures mises en réquisition. Au mois d'avril, les dépôts du Hanovre étaient de dix à douze mille chevaux, et l'armée du prince Eugène, autour de Magdebourg, s'élevait à quarante ou cinquante mille hommes. Aussi la rentrée des contributions fut-elle complétement arrêtée dans les départements de l'Elbe, de l'Ocker, de la Saale et en grande partie dans les autres. Au 1er avril, les rentrées du Trésor qui devaient être de 4 millions de francs, ne furent que de 300,000 francs, et jusqu'au 30 septembre la situation ne fit qu'empirer.

Ce fut donc avec les quatre ou cinq millions qui se trouvèrent dans la caisse du Trésor, à la fin de décembre 1812, et qui n'étaient autres qu'une partie

de la réserve destinée à l'armée de Russie, avec les rentrées de décembre 1812, janvier et février 1813, en tout peut-être 10 ou 12 millions, que le gouvernement westphalien fit face à toutes les dépenses des neuf premiers mois de 1813, et aux charges extraordinaires qui lui furent imposées.

Ces charges peuvent être groupées sous trois titres principaux :

1° Entretien des troupes françaises stationnées ou de passage ;

2° Approvisionnement de Magdebourg;

3° Création d'une armée de vingt mille fantassins, de deux mille cinq cents cavaliers, d'une artillerie attelée de cinquante pièces.

Quant aux dépenses nécessitées par le passage et le stationnement des troupes françaises, nous n'avons rien à ajouter à ce que nous avons dit précédemment. Il est impossible d'apprécier ce qu'elles représentèrent d'argent liquide enlevé au Trésor, mais on peut affirmer qu'elles absorbèrent en totalité les contributions des trois plus riches départements de la monarchie. Nous devons dire toutefois que dans cette charge extraordinaire se confondit et disparut la charge régulière des douze mille cinq cents soldats français nourris, logés et habillés par le Trésor westphalien, charge qui figurait encore dans le budget présumé de 1813 pour la somme de 7 millions.

La question de l'approvisionnement de Magdebourg commença dans les premiers jours de janvier 1813. L'Empereur s'en occupa dès son retour à

Paris, et tout spécialement, au milieu des prodigieuses créations que son génie dut enfanter à cette époque pour résister à l'Europe conjurée contre lui. Comprenant qu'il n'y avait qu'un bien faible espoir d'arrêter les Russes sur l'Oder; que tôt ou tard la Prusse se lèverait contre nous, et que la véritable base d'opérations de la campagne serait l'Elbe, il résolut de faire pivoter tout son système stratégique autour de Magdebourg. Dès lors la place dut être munie d'une puissante garnison, et non-seulement approvisionnée pour cette garnison, mais pourvue d'immenses magasins d'où les subsistances destinées à des armées entières pourraient remonter et descendre le fleuve. Magdebourg appartenait nominalement au royaume de Westphalie, et le gouvernement du Roi y avait un préfet dont la mission principale et à coup sûr fort pénible, semblait être d'amortir, en les recevant le premier, les coups humiliants que l'autorité militaire française, toute-puissante dans cette place de guerre, portait souvent à la dignité et à l'indépendance de la Westphalie, aux lois du pays et aux intérêts des particuliers.

L'Empereur décida que l'approvisionnement de Magdebourg serait fait par la Westphalie. D'abord on ne s'expliqua pas catégoriquement sur la quotité de l'approvisionnement. L'Empereur, demandant toujours plus qu'il ne voulait, parlait d'un approvisionnement d'un an pour vingt mille hommes, et, en outre, d'une réserve indéterminée pour une armée, le tout à la charge du Roi. Le Roi faisait

des contre-propositions, que l'Empereur déclarait inadmissibles. D'une part on affirmait que le Trésor westphalien était incapable de supporter une pareille charge, qu'il était dur pour la Westphalie de recommencer un nouvel approvisionnement de Magdebourg, quand on se souvenait que le dernier fait par elle en 1808, et qui lui avait coûté quatre millions, avait été vendu à vil prix en 1809, lors de la paix, par les agents français et pour le compte de la France; de l'autre on répondait que c'était là pour la Westphalie une question de vie ou de mort; que Magdebourg était bien un des grands centres de résistance de l'Empire français, mais avant tout, dans les circonstances actuelles, l'unique boulevard de la Westphalie, sa seule défense contre l'ennemi commun. Après un mois de négociations confuses et assez vives, un décret de l'Empereur parut le 24 janvier qui tranchait souverainement la question. L'approvisionnement de Magdebourg dut être fait pour une garnison de quinze mille hommes, deux mille chevaux et un hôpital extraordinaire de deux mille malades, pendant un an. La moitié de l'approvisionnement était au compte du gouvernement westphalien et l'autre moitié au compte de la France. On devait emmagasiner, en outre, comme réserve, dans la place, deux millions de boisseaux d'avoine, cinquante mille quintaux de farine, et deux mille quintaux de blé.

A l'envoi de son décret, l'Empereur ajouta la lettre suivante, adressée au Roi le 24 janvier :

« Mon frère, il est nécessaire que la place de « Magdebourg soit approvisionnée pour une garnison « de quinze mille hommes et deux mille chevaux « pendant un an. Donnez des ordres pour que cet « approvisionnement soit fait sans le moindre délai, « en sorte qu'il soit complet au 1er mars prochain. Cet « approvisionnement sera divisé en deux parties ; « l'une, pour six mois, sera à votre compte et entre « les mains de vos agents et garde-magasins ; l'autre, « également pour six mois, sera au compte de la « France et entre les mains des agents et garde-ma- « gasins français. J'ai préféré que vous vous char- « geassiez de faire faire tout l'approvisionnement, « parce que, comme il n'y aura point de concurrence, « il pourra être fait à meilleur marché, et parce que « vous pourrez employer la voie des réquisitions, ce « qui vous donnera un grand avantage. Envoyez-moi « un état de cet approvisionnement, où une colonne « contiendra ce qui est au compte de la Westphalie « et une autre ce qui est au compte de la France. Je « donne ordre que des fonds soient faits sur-le-champ « pour payer tout ce que vous aurez fourni. Vous re- « cevrez un décret que j'ai pris sur ces bases.

« Il faudra que les commissaires des guerres « veillent à ce qu'il ne soit reçu que des denrées de « bonne qualité. L'approvisionnement doit être en « farine et non en blé, à cause des difficultés qu'il « peut y avoir pour moudre. Faites-moi connaître si « vous préférez être payé avec les obligations que j'ai « de vous ou bien en argent comptant. Il faut que « les denrées soient bonnes et à bon marché ; elles

« seront régulièrement payées à mesure des verse-
« ments. Indépendamment de l'avoine nécessaire pour
« les deux mille chevaux pendant un an, je désire
« avoir à Magdebourg une réserve d'avoine. Faites
« passer, en conséquence, des marchés pour qu'il m'y
« soit fourni deux millions de boisseaux d'avoine. Il
« devra y avoir, au 1er mars, soixante mille quintaux
« de farine, trente mille pour votre compte et trente
« mille au mien. Quant à la viande, il devra y avoir,
« sur chaque approvisionnement de six mois, une
« quantité de viande salée suffisante pour deux mois,
« et pour les quatre autres mois, un approvisionne-
« ment de viande sur pied. »

Le Roi étant intervenu personnellement pour représenter à l'Empereur qu'il n'avait plus pour achever l'approvisionnement que le moyen des réquisitions, moyen qui répugnait à ses sentiments d'honnêteté politique et administrative, et à son cœur navré de la ruine de ses sujets et de la misère générale, l'Empereur lui écrivit de Trianon, le 12 mars, en ces termes :

« Mon frère, je vois avec peine que vous perdez
« un temps précieux en discussions. Il est fâcheux
« qu'avec l'esprit que vous avez, vous ne veuillez pas
« voir qu'on ne peut approvisionner Magdebourg que
« par des réquisitions ; que ce sont des moyens que
« l'état de guerre autorise ; qu'on en a constamment
« usé ainsi, depuis que le monde est monde ; qu'en
« Italie, dans la campagne de 1809, que même pour

« Wesel, Strasbourg et Mayence, on use du même « expédient. Les mouvements ont été si rapides qu'on « ne peut pas avoir pourvu à ces approvisionne« ments par des marchés; il faut avoir bien peu d'ex« périence en administration pour ne pas savoir que, « du moment que les fournisseurs voient une con« currence aussi considérable, il ne peut plus y avoir « de limites à leurs prix. Bien plus, ces fournisseurs « ne pourraient pas même, avec les seuls moyens de « commerce, satisfaire à l'urgence des besoins ; alors « il faut bien avoir recours aux réquisitions; mais « c'est par l'intermédiaire de l'administration, qui « les répartit le plus légalement possible et contre « des *bons* qui sont liquidés en temps et lieu. Or, ce « que je fais à Mayence même, comment voulez-vous « que je ne le fasse pas à Magdebourg? Au lieu de « prendre des mesures énergiques, vous ne faites que « contrarier tout ce qui se fait. Vous croyez d'ailleurs « qu'il y a des milliards disponibles, tandis que si « vous preniez seulement la plume en ce moment, « vous verriez combien trois cent mille hommes que « j'ai en Espagne, combien toutes les troupes que je « lève cette année et les cent mille chevaux que « j'équipe en ce moment, me coûtent d'argent! Si « les magasins eussent été formés il y a trois mois, « on aurait pu faire faire alors cette fourniture par « des marchés. Aujourd'hui, il faut la faire par des « réquisitions; mais il faut que ces réquisitions aient « lieu par les ordres de vos ministres, par les préfets « et par les administrations locales ; qu'on réunisse « ainsi une grande quantité d'avoine, de blé, de

« fourrages, de bestiaux à Magdebourg. Tout cela « sera payé par des bons qu'on liquidera le plus tôt « qu'on pourra. — Voici la différence de la Saxe et « de la Westphalie : c'est qu'à peine le Vice-Roi « a-t-il demandé qu'on formât des magasins à Wit- « temberg, à Torgau, etc., qu'aussitôt les ordres « sont partis et les magasins ont été formés. Vous, « vous discutez toujours. Quel sera le résultat de « cette fausse conduite? C'est que les militaires fe- « ront eux-mêmes les réquisitions dans le pays et « que ce sera partout des sujets d'indiscipline et de « désordre. Croyez-vous que si les Russes viennent « dans la Westphalie, ils payeront vos sujets argent « comptant? Même les plus petites dépenses, telles « que celles des postes, ils les payent partout avec « des bons. Votre pays a l'expérience de la guerre « et sait ce que cet état exige; vous seul ne le savez « pas et faites miracle des choses les plus simples! Il « est honteux qu'une place comme Magdebourg, qui « est la clef de votre royaume, ne soit pas encore « approvisionnée. Tous vos raisonnements sont des « vétilles et vous ne savez pas vous mettre à la hau- « teur des circonstances. J'ai actuellement cent mille « hommes à Hanau; j'en aurai bientôt deux cent « mille dans ce pays; on y fait des magasins et l'on « ne discute point. Les Bavarois font aussi des ma- « gasins nombreux pour le passage du corps d'ob- « servation d'Italie. Il n'y a que vous qui vous plai- « gniez et qui ne preniez aucune mesure, parce que « vous vous faites des idées fausses. C'est dans le « courant de janvier que je vous ai écrit pour l'ap-

« provisionnement de Magdebourg : un mois bien « précieux a été perdu. Le Vice-Roi groupe une ar- « mée de cent mille hommes autour de Magdebourg ; « faites faire les réquisitions nécessaires et qu'il y « ait une grande affluence de vivres à Magdebourg. « Tout cela sera momentané ; mais si vous ne prenez « pas de mesures, ou le soldat aura recours aux ré- « quisitions militaires, ou l'on évacuera le pays, qui « deviendra la proie des Russes. Ainsi donc, on ne « peut pas faire des marchés, car il n'est pas dans « la nature des choses de pouvoir faire des marchés, « quand cent mille hommes ont des besoins pres- « sants ; mais il faut faire des réquisitions avec le « plus d'ordre possible et les payer avec des bons « qu'on liquidera plus ou moins vite. Il n'y a pas « d'autre parti à prendre dans des circonstances « aussi urgentes que celles où nous nous trouvons. « Ces réquisitions bien réparties ne feront tort à au- « cune partie des localités, n'écraseront aucune pro- « vince et feront face à tout. Croyez qu'il n'y a « pas un Westphalien qui ne sache que, depuis que « le monde est monde, cela ne peut pas se faire au- « trement. Je suis obligé de faire fortifier Magde- « bourg à mes dépens, de l'armer à mes dépens, et « de lutter constamment contre les autorités west- « phaliennes pour toutes les mesures qui n'ont pour « objet que d'assurer la défense de la ville et du « pays. A quoi donc sert votre esprit, puisque vous « voyez si mal ? Et pourquoi mettre votre vanité à « contrarier ceux qui vous défendent, lorsque c'est

« surtout à votre royaume que l'ennemi en veut le « plus ! »

Nous ne relèverons qu'un passage dans cette lettre, c'est celui où l'Empereur compare les facilités que trouvent ses demandes en Saxe et en Bavière, aux résistances qu'elles rencontrent en Westphalie.

Ce n'était là qu'un de ces moyens qu'employait souvent l'Empereur pour stimuler le zèle de ses alliés, de ses frères, de ses serviteurs, en les piquant d'émulation et en louant toujours celui auquel il ne s'adressait pas dans le moment. En effet, dans le temps où cette lettre était écrite, le roi de Saxe réunissait l'infanterie de son armée, celle que Reynier avait ramenée sur l'Elbe, dans la place de Torgau, fermait les portes de cette ville aussi bien aux Français qu'aux Russes, et se plaçait dans une sorte de neutralité expectative. Quant à sa cavalerie, composée de deux mille quatre cents cuirassiers et chasseurs excellents, non-seulement il refusait nettement de l'adjoindre au 1er corps du Rhin, celui de Ney, auquel elle était destinée; mais il l'emmenait comme escorte de sa personne, de sa famille, de son trésor, à Ratisbonne, après l'abandon de sa capitale.

Si, au mois de mars, l'Empereur a encore la Bavière dans la main, il n'en est pas moins bizarre de l'entendre faire l'éloge de la docilité de cette puissance, quelques mois seulement avant la grande défection de Hanau. Enfin, si l'Empereur, en se félicitant de l'empressement qu'il trouve chez ces deux alliés à

satisfaire à ses demandes, veut parler seulement de leur concours matériel, de celui qui se traduit par des sacrifices d'argent, il ne devrait pas oublier en même temps l'immense avantage de la Saxe, de la Bavière, de Bade, du Wurtemberg, sur la Westphalie, quant au crédit, véritable et seul moyen de sortir d'embarras dans ces moments de crise. Non-seulement ces pays avaient à cette époque des administrations financières établies de longue date avec des assiettes d'impôt et de perception traditionnelles, mais les antiques maisons qui les gouvernaient jouissaient d'une popularité et d'un crédit personnels considérables. Personne ne craignait au delà du Rhin, quelles que fussent les chances de la guerre, que les familles de Saxe, de Bavière, de Wurtemberg, croulassent de fond en comble, soit comme puissances politiques, soit comme fortunes particulières. Aussi trouvait-on toujours de l'argent à Dresde, à Munich, à Stuttgard, pour obtempérer à une invitation de l'Empereur, à des taux plus ou moins élevés. A Cassel, au contraire, comme le disait M. de Malchus, *on n'avait plus confiance dans l'ordre de choses existant.* Une bataille perdue par l'Empereur, que restait-il de sa famille? Jérôme n'avait pas de patrimoine, il n'avait que sa liste civile. Voilà pourquoi on n'eût pas trouvé un écu à emprunter dans Cassel, eût-on engagé tout l'avenir des finances westphaliennes. Les fournisseurs eux-mêmes ne livraient plus rien qu'argent comptant. Pas d'emprunts, pas de marchés à terme, pas de rentrées de contributions, telles étaient les trois négations entre lesquelles se trou-

vait emprisonné le gouvernement du roi Jérôme. Dans une situation pareille, c'est M. Reinhard qui le dit dans une de ses lettres, ce que ce gouvernement sut faire tient du prodige.

Quoi qu'il en fût, il fallut bien pour Magdebourg, en passer par les volontés de l'Empereur et par *les moyens irréguliers et violents auxquels le Roi répugnait avec raison* (lettre de M. de Reinhard au duc de Bassano). Magdebourg fut donc approvisionné partie avec quelques millions en argent tirés du trésor du Roi, partie aux dépens des magasins westphaliens, beaucoup par les réquisitions effectuées soit par l'administration du royaume, soit par le gouverneur de la place, le général Lemarrois.

La formation d'un nouveau contingent pour la campagne de 1813, fut le plus grand effort accompli par la Westphalie dans l'intérêt de la cause commune. La correspondance des agents de l'Empereur est remplie d'expressions d'étonnement et d'admiration, à la vue des créations militaires si promptes et si complètes improvisées par le roi Jérôme; quand nous disons qu'elles furent complètes, nous entendons parler du nombre d'hommes réunis sous les drapeaux, de l'excellent état de leur habillement et de leur armement, de leur instruction même, eu égard au peu de temps employé à les former. C'est là tout ce que le Roi put faire pour son armée. Quant à l'esprit de ces belles troupes, il fut tel que le firent les circonstances extraordinaires de cette époque et la position particulière de la Westphalie. Braves sur le champ de bataille quand on pouvait les y amener,

et ne voyant plus alors devant eux que des ennemis, les soldats westphaliens ne savaient pas résister dans le désœuvrement des bivouacs, dans l'isolement des cantonnements, dans les longues gardes des ouvrages avancés, aux incitations du patriotisme allemand qui pénétraient jusqu'à eux sous toutes les formes, proclamations, récits des embaucheurs, lettres des parents.

Le système de la conscription en Westphalie comportait un appel annuel de huit mille hommes, dont deux mille appartenant à la réserve étaient laissés provisoirement dans leurs foyers.

En 1808, première année où la conscription avait fonctionné, on avait appelé, pour former le noyau de l'armée nationale, douze mille hommes, dont six mille sur la classe de 1808 et six mille sur les classes des années antérieures. Sur chacune des années 1809, 1810, 1811 et 1812, on avait appelé six mille hommes, en tout trente-six mille hommes levés depuis l'établissement du royaume.

Sur ces trente-six mille hommes, six mille formant la division d'Espagne, disparurent dans les terribles guerres de la Péninsule. Au commencement de 1813, l'Empereur renvoya au Roi quelques cadres, seul reste de ces vaillantes troupes qui s'étaient acquis un beau renom, même à côté des vieilles et héroïques légions françaises composant l'armée d'Espagne.

Vingt-cinq mille hommes étaient sortis du royaume pour la guerre de Russie. On peut évaluer à vingt-deux mille le nombre de ceux qui y périrent. S'il rentra quelques soldats, ce furent des déserteurs

isolés, perdus pour le drapeau. Régulièrement, on ne renvoya de la Grande-Armée en Westphalie que deux cent quatre-vingts officiers. Le reste, moins de deux mille hommes, fut enfermé dans les places de Dantzig et de Custrin. Voici comment ces débris furent dispersés dans ces deux places.

Dans le courant de la campagne de 1812, le Roi avait formé une colonne de marche de quinze cents hommes pour porter des renforts aux différents corps westphaliens en Russie. Cette colonne trouva sur les bords du Niémen les restes de ce qui avait été la Grande-Armée. Elle fut alors comprise dans la répartition que l'on fit des corps qui n'avaient pas passé le Niémen, comme les divisions Heudelet, Loison, Grandjean, etc., pour garder les places de la Vistule et de l'Oder. Les Westphaliens furent envoyés à Dantzig, et comme ils retrouvèrent dans cette place les petits dépôts de l'ancienne brigade Verdun, qui y avaient tenu garnison, on reforma nominalement le 1er régiment de ligne westphalien à deux bataillons.

Quant au détachement enfermé dans Custrin, ce fut le reste du 8e corps, tel qu'il arrivait de Russie, commandé par le duc d'Abrantès, et réduit à quelques centaines d'officiers et de soldats. On garda un cadre de compagnie par cent hommes, et l'on renvoya le reste en Westphalie, par suite d'une mesure générale adoptée pour toute la Grande-Armée. C'est ainsi que le Roi reçut deux cent quatre-vingts officiers du 8e corps, éléments précieux mais bien insuffisants pour former une nouvelle armée. Ainsi replacés dans des cadres à peu près réguliers et re-

joints par quelques traînards, les soldats westphaliens survivants de la retraite de Russie, ne présentaient pas un effectif de plus de mille hommes, répartis, pour la forme, en quatre bataillons. Le 22 janvier, le duc d'Abrantès en remit, à Posen, le commandement au général westphalien de Fulgraff, qui s'était très-honorablement comporté pendant la campagne. Après avoir suivi les mouvements successifs de retraite du prince Eugène, le général de Fulgraff fut dirigé sur Custrin et reçut l'ordre de s'enfermer dans cette place le 20 février. Il y trouva le général Fornier, gouverneur de la ville, et une garnison de trois mille trois cents Français, Italiens, Suisses, Illyriens, qu'il porta, par son adjonction, à quatre mille trois cents hommes. Le général de Fulgraff, investi du commandement spécial de toutes les troupes alliées, prit part à cette belle défense de Custrin, qui se prolongea, au milieu de souffrances inouïes, jusqu'au 20 mars 1814. Ce jour-là, le général westphalien, compris dans la capitulation, sortit de la ville à la tête de trente officiers et de soixante-dix-neuf soldats westphaliens, laissant dix-sept officiers et cent soixante et un soldats à l'hôpital. Ce fut cette poignée de braves qui brûla les derniers drapeaux westphaliens, cinq mois après la chute de la monarchie du roi Jérôme et dix jours seulement avant la capitulation de Paris.

Ainsi, au commencement de 1813 il aurait dû rester au roi Jérôme, en Westphalie même, sur les trente-six mille hommes levés par lui depuis le commencement de son règne, quatre mille hommes, en

supposant que pendant ces cinq années, il n'eût perdu personne en dehors de la Russie et de l'Espagne, par les maladies, les désertions, les réformes, etc. Par le fait, en rentrant de Russie avec sa compagnie des gardes-du-corps, le roi Jérôme ne trouva pas un millier de soldats dans son royaume. Encore étaient-ce des non-valeurs laissées dans les dépôts.

L'armée de 1813 fut donc à reconstituer de toutes pièces, sans autres éléments antérieurs que quelques cadres d'Espagne, et deux cent quatre-vingts officiers de l'armée de Russie.

Le chiffre auquel devait être fixé l'effectif de ce nouveau contingent donna lieu à d'assez longues négociations entre Cassel et Paris. Ce n'est pas que le roi Jérôme marchandât sur le nombre de ses soldats, au contraire; mais comme il avait une grande répugnance pour cet approvisionnement de Magdebourg, qui ne rapportait ni profit ni honneur à la Westphalie, il cherchait légitimement à faire valoir les sacrifices qu'il s'imposait pour son armée, afin d'obtenir quelque adoucissement aux exigences de l'Empereur à l'endroit de Magdebourg. Dans son idée, il y avait, vu l'état de ruine désespéré de la Westphalie, une balance à établir entre les dépenses de Magdebourg et celles du contingent. Telle concession faite sur le nombre des mois, ou la force de la garnison, dans la question de l'approvisionnement, représentait tant de mille hommes ajoutés à la force du contingent. L'Empereur, soit qu'il voulût aller au plus pressé, c'est-à-dire fermer avant tout l'Elbe par une grande place forte bien pourvue, soit qu'il commençât à se

méfier, pour faire la guerre aux Allemands, de toutes ces armées allemandes, que la défection d'York, celle de Thielman, la neutralité de Schwartzemberg, celle des Saxons à Torgau, etc., lui rendaient suspectes, l'Empereur, disons- nous, inclinait visiblement pour Magdebourg, ne mettant qu'en seconde ligne l'affaire du contingent. Enfin cette question se termina par une décision formelle de l'Empereur. La Westphalie dut mettre sur pied vingt mille hommes d'infanterie, deux mille cinq cents cavaliers, et une artillerie de cinquante pièces de canon.

Ce n'étaient pas les hommes qui manquaient. Les détails que nous avons donnés sur les ressources de la conscription montrent qu'il n'était pas impossible de trouver une vingtaine de mille hommes en Westphalie. La constitution des hommes, comme les rapports de tous les généraux français le témoignent, était fort remarquable.

L'argent d'abord, le temps ensuite, furent pour le Roi les deux grandes difficultés, et il est vraiment fort extraordinaire qu'il ait pu triompher de la première.

Dès la fin de 1812, le Roi se trouvant sans soldats à son retour et ne pensant pas à refaire les corps de Russie, parce qu'il ne pouvait prévoir leur destruction complète, avait commencé la formation de deux nouveaux régiments.

L'un fut celui des fusiliers de la Reine, à deux bataillons, et compta dans la garde, l'autre fut un neuvième régiment de ligne. Ces deux corps, formés les premiers et ayant un peu plus d'instruction et de

consistance que les autres, furent les meilleurs de la nouvelle armée.

Lorsque au mois de janvier 1813 on eut perdu tout espoir de voir revenir de Russie autre chose que quelques cadres, on se décida à recruter et à reconstituer de nouveaux corps auxquels on donna les numéros des anciens.

Ce furent d'abord :

Le bataillon des grenadiers-gardes ;

Le bataillon des chasseurs-gardes.

Puis, dans l'ordre des numéros :

Les 2e, 3e, 6e, 7e, 8e d'infanterie : (le 1er régiment étant à Dantzig, les 4e et 5e comptant nominalement à Custrin).

Enfin les 1er, 3e et 4e bataillons d'infanterie légère. En tout, pour l'infanterie disponible dans le royaume, dix-neuf bataillons de sept à huit cents hommes, et vingt-cinq bataillons, en comptant ce qui était assiégé dans Custrin et dans Dantzig.

Quant à la cavalerie, on refit un régiment de chevau-légers de la garde à quatre escadrons de guerre, deux régiments de hussards à quatre escadrons chacun, et sur la fin de la campagne, deux régiments de cuirassiers.

Au mois de juin, l'artillerie westphalienne attelait une quarantaine de pièces.

Nous verrons, en suivant les événements pas à pas, comment furent employés et ce que devinrent ces différents corps jusqu'au jour où les uns ayant disparu par le feu, par la désertion, les autres ayant été dispersés et fondus dans la Grande-Armée, il ne resta

plus au Roi pour rentrer dans sa capitale, au mois d'octobre 1813, que quatre escadrons de hussards français, montés, équipés, payés par le Roi, dernière formation militaire de la Westphalie.

Il est une affaire qui, pendant les premiers mois de 1813, revient sans cesse dans la correspondance échangée entre Paris et Cassel; c'est celle d'une somme due par la France à la Westphalie. En voici l'origine.

Le traité constitutif du royaume imposait à la Westphalie l'entretien d'un contingent de vingt-cinq mille hommes, dont, jusqu'à la paix générale, douze mille cinq cents Westphaliens et douze mille cinq cents hommes de troupes françaises. Les choses s'étaient ainsi passées jusqu'en 1811. A cette époque, sur les invitations réitérées de l'Empereur, qui se préparait déjà contre la Russie, le roi Jérôme porta l'armée nationale à trente mille hommes. Ayant, malgré cela, continué à entretenir les douze mille cinq cents soldats français imposés par le traité primitif, il se crut en droit de demander qu'une balance de comptes fût établie et à être remboursé des avances faites pour les troupes françaises, pendant tout le temps qu'il avait maintenu son contingent de vingt-cinq mille hommes au complet en soldats westphaliens. Le chiffre de la réclamation a beaucoup varié. Dans l'origine, il fut de 1,846,000 francs. L'Empereur admit d'abord le principe de la réclamation. À la date du 23 janvier, il écrit :

« Mon frère, je reçois votre lettre du 15 janvier.

« Je me fais faire un rapport sur la balance que vous
« m'avez envoyée et d'après laquelle la France doit à
« la Westphalie 9,062,000 francs, et la Westphalie
« 7,216,000 francs à la France. Aussitôt que j'aurai
« le rapport du ministre de l'administration de la
« guerre, je vous ferai solder la différence. »

Le rapport ne paraît pas avoir été fait. Plus tard, ce n'est plus de 1,846,000 francs dont il s'agit, mais de 3,700,000 francs; diverses réclamations du gouvernement westphalien, une entre autres, relative à des denrées coloniales saisies et vendues à Magdebourg, étant venues grossir le chiffre de la réclamation principale. Rien de tout cela n'aboutit à une liquidation véritable. Au mois de février, M. Reinhard, sollicité par le duc de Bassano de travailler à cette liquidation, ne peut s'empêcher d'insinuer qu'on lui demande là un travail presque futile; il se permet de conseiller de faire fixer par M. de Cessac, directeur de l'administration de la guerre, une somme ronde, n'importe laquelle, qui sera versée dans le Trésor vide de la Westphalie. Au mois de mars, le roi Jérôme abandonne ces discussions diplomatiques un peu puériles, et déclare que c'est une avance, un secours qu'il demande à l'Empereur. L'Empereur paraît accueillir la demande du Roi. Sa lettre du 11 avril commence par ces mots :

« Mon frère, je donne ordre qu'on vous envoie
« 500,000 francs en or. »

On pourrait croire que l'affaire ainsi réduite aux proportions d'un subside accordé par la France à la

Westphalie fut terminée par cette décision de l'Empereur. Nullement ; l'ordre de l'Empereur, par suite de formalités de trésorerie inexpliquées, ne reçut pas son exécution. Pendant deux mois le Roi réclama ses 500,000 francs. Enfin, au mois de juin, un à-compte de 250,000 francs fut envoyé à M. Reinhard, et versé par lui au Trésor westphalien. C'est à cela qu'aboutirent les derniers rapports financiers entre la France et la Westphalie. Ajoutons, néanmoins, que les obligations souscrites au profit du Trésor impérial par le gouvernement westphalien, représentant l'ancienne contribution de guerre et s'élevant pour 1813 à un peu plus de trois millions, ne furent ni payées, ni même présentées, et cela par un accord entre les deux parties, remontant au commencement de cette année désastreuse.

Nous extrayons de la correspondance générale quelques lettres qui, mieux que nous n'avons pu le faire, donneront une idée des inextricables embarras au milieu desquels se débattait la Westphalie, des rapports des agents westphaliens et français, enfin, de la cruelle position de ce jeune prince, assistant, sans pouvoir seulement la retarder, à la ruine de son pays d'adoption et de sa famille, et payant, par dix mois d'anxiété et d'efforts sans espoir, l'honneur de s'être assis sur un trône pendant cinq ans. Grand enseignement !

C'est d'abord une lettre du Roi à l'Empereur, à la date du 16 janvier. Elle ouvre, avec franchise et dignité, la longue série des plaintes de la Westphalie et de ses aveux d'impuissance.

« Sire, d'une belle armée de trente mille hommes, « il ne me reste plus que deux cent quatre-vingts « officiers et deux mille soldats; tout son matériel a « été également perdu, et il n'en reste ni un fusil, ni « un canon. Je fais des efforts inouïs, afin de pouvoir, « dans quelques mois, présenter à Votre Majesté une « nouvelle armée de dix-huit mille hommes et deux « mille chevaux. Je vends le reste de mes domaines. « Je rassemble tout ce que je trouve de denrées et « fais un nouvel emprunt pour pouvoir approvision- « ner Magdebourg pendant trois mois pour une « garnison de quinze mille hommes; enfin, Sire, je « porte à l'exécution de toutes ces mesures un zèle « et un dévouement dont un frère et un prince « français seul peut être capable.

« Tandis que mon seul bonheur et ma seule ré- « compense consistaient dans l'idée que Votre Ma- « jesté, en apprenant tout ce que je fais, serait sa- « tisfaite et reconnaîtrait mon attachement à sa « personne et à la France, je reçois de M. le baron « Reinhard une note qui me demande l'approvision- « nement de Magdebourg *pour six mois et pour* « *vingt mille hommes*, et qui dit que je trahirais la « cause commune si je ne le faisais sur-le-champ; « mais, Sire, nul n'est tenu à l'impossible, et je ne « puis que rendre compte à Votre Majesté que je n'ai « aucun moyen de satisfaire à sa demande. On peut, « en traitant la Westphalie comme un pays ennemi « et en frappant des réquisitions, rassembler des « vivres, mais alors les contributions ne rentreront « plus, l'armée ne pourra être réorganisée et l'esprit

« public, qui me donne tant de peine à maintenir,
« se perdra entièrement. Votre Majesté pourra croire
« retirer momentanément quelques avantages de ces
« mesures de rigueur, mais le résultat en deviendra
« fâcheux et tout à fait contraire à tout ce qu'elle
« aura voulu obtenir.

« Je ne parle pas de moi, Sire, et je ne songe
« nullement à ma personne lorsqu'il s'agit de vous et
« de la France. Ma place et ma retraite, dans les cir-
« constances difficiles, sont toujours auprès de Votre
« Majesté. Tout ce que je viens d'avoir l'honneur de
« vous dire n'est donc que dans l'intime conviction
« qu'il m'est impossible de tenter l'exécution de ce
« que demande Votre Majesté, sans détruire mon
« propre gouvernement et voir arriver des événe-
« ments que je ne pourrais plus changer. Je supplie
« Votre Majesté de ne pas réduire au désespoir un
« frère et un allié qui lui est aussi tendrement atta-
« ché et dévoué que moi. Tout ce que je puis pour
« votre service et pour lui être utile et agréable, je
« le fais avec joie, de premier mouvement et avant
« que Votre Majesté ne me le demande. Avec 4 mil-
« lions de francs, Votre Majesté peut approvisionner
« Magdebourg pour vingt mille hommes, pendant
« six mois, et si Votre Majesté veut mettre des
« fonds à ma disposition pour cet objet, je m'en
« chargerai avec plaisir.

« *P. S.* Votre Majesté verra par l'état ci-joint que
« la France doit à la Westphalie, après balance de
« comptes, la somme de 1,846,604 francs. Je prie

« Votre Majesté de nommer un commissaire pour
« arrêter et terminer cette liquidation. »

Puis nous recommandons au lecteur une lettre écrite un mois plus tard, le 17 février, au duc de Bassano, par M. Reinhard : c'est celle d'un témoin pour qui la Westphalie n'avait pas de mystère et qui savait comprendre à demi-mot ce que pensait et ce que voulait l'Empereur à l'endroit de la Westphalie. Son appréciation sur la situation de ce pays est d'autant plus remarquable, que, malgré quelques accès de sincérité, il avait une tendance naturelle à donner raison aux exigences de son maître, qui était en même temps celui de la moitié de l'Europe.

« Lorsque je témoignai aux ministres, comme je
« l'avais témoigné au Roi lui-même, la peine ex-
« trême que me causerait la nécessité de déclarer à
« Sa Majesté Impériale que le Roi refuse d'achever
« dès à présent son approvisionnement de six mois,
« M. de Malchus me dit que je connaissais le Roi,
« qu'on ne pouvait pas aller directement contre ses
« déterminations : qu'en ce moment, en outre, il
« était un peu exalté et se sentait réellement mal-
« heureux ; que malgré cela il me répondait que
« toutes les opérations seraient continuées, que son
« appel de denrées comprenait les neuf mois res-
« tants ; qu'on ferait tout, qu'on le ferait comme le
« voulait Sa Majesté Impériale ; mais qu'en même
« temps je sentirais très-certainement moi-même

« que le Trésor, avec ses rentrées déjà si fortement « diminuées par les réquisitions pour Magdebourg, « par l'arrivée d'une nombreuse cavalerie dans les « départements de l'Ocker et de l'Aller, sans parler « de toutes les troupes qu'on annonçait, était dans « l'impossibilité absolue de suffire à toutes ces dé- « penses simultanées et excessives. J'ai su gré à « M. de Malchus de cette assurance, et je lui ai dit « que j'en prenais acte.

« De mon côté, Monseigneur, j'irais contre l'évi- « dence en ne confirmant pas ce que M. de Malchus « dit de l'insuffisance des moyens westphaliens pour « faire face à la fois à l'approvisionnement de Magde- « bourg; aux dépenses d'un contingent de vingt « mille hommes avec le train pour cinquante-deux « pièces de canon et aux troupes qui arrivent.

« Il me reste, Monseigneur, à m'acquitter de la « commission expresse ou de l'ordre que le Roi m'a « donné de demander qu'il lui fût permis de se « rendre à Paris avec un seul aide de camp, et seu- « lement pour vingt-quatre heures, afin d'exposer « de vive voix à Sa Majesté l'Empereur sa situation « et celle de son pays. « Je prendrais, a dit Sa Ma- « jesté, si bien mes mesures, qu'ici on ne s'aperce- « vrait même pas de mon absence. » Le Roi a ré- « pété jusqu'à trois fois cette demande. Elle prouve, « en toute hypothèse, combien la conscience qu'il a « de son dévouement est entière, et combien il est « convaincu de la justesse des aperçus et de la force « des raisons qu'il se propose de faire valoir auprès « de Sa Majesté Impériale.

« Votre Excellence m'invite à étudier la question « des avances faites par la Westphalie en 1811, dont « l'examen passera par mes mains. Votre Excellence « n'ignore pas combien j'ai dû m'en occuper, lorsque « M. le maréchal prince d'Eckmühl se trouva chargé « de la liquidation de ces mêmes avances. J'ai, soit « dans ma mémoire, soit dans mes archives, toutes « les données qui s'y rapportent, à l'exception du « compte exact des dépenses des trois derniers mois « que le ministre de la guerre ne m'avait fournies « que par aperçu. Mais sur quelles bases, Monsei- « gneur, serai-je chargé de faire un nouveau tra- « vail? Ici, on prétend que la liquidation est faite, « que les quantités et les prix sont constatés par les « commissaires des guerres. S'il fallait reprendre ce « travail sur les bases d'alors, évaluer les fournitures « au-dessous de ce qu'elles ont coûté réellement, « discuter contradictoirement, traîner en longueur, « les difficultés que j'éprouve ici pour faire marcher « et l'approvisionnement de Magdebourg et le con- « tingent au gré de Sa Majesté Impériale, s'accroî- « traient dans l'intervalle, et précisément à cause « de cette opération même, jusqu'à l'infini ; et le but « que nous nous proposons serait infailliblement con- « trarié. Oserais-je dire, Monseigneur, que le seul « moyen d'avancer et de terminer serait de proposer « une somme ronde dont M. le comte de Cessac dé- « terminerait le maximum, et qui serait mise immé- « diatement à la disposition du Roi.

« Toute ma correspondance n'a pu que convain- « cre Sa Majesté Impériale que jamais une arrière-

« pensée n'est entrée dans mes rapports, et que je « lui ai rendu un compte religieusement fidèle de « tout ce qui parvient à ma connaissance. En ne « dissimulant aucune des irrégularités petites ou « grandes qui pourraient se trouver dans la marche « du Roi ou de ses serviteurs, en découvrant les res- « sources qu'on voudrait cacher, les idées favorites « qu'on voudrait pouvoir réaliser de préférence, je « n'en dois pas moins au Roi et à ses ministres le « témoignage que leur dévouément à Sa Majesté « Impériale est sincère et entier, que toutes les res- « sources du royaume sont et seront consacrées à « son service, enfin que, dans les circonstances ac- « tuelles, qui deviennent de plus en plus graves, à « l'impossibilité de faire davantage se joint le dan- « ger qu'il y aurait à l'exiger d'un peuple près de « fermenter, et qu'on ne pourrait comprimer qu'en « paralysant une grande partie des moyens dont on « a besoin et qu'il doit fournir. »

Seconde lettre de M. Reinhard, à M. de Bassano, en date du 1er mars, et relative aux mêmes sujets.

« Oui, a dit le Roi, il y va de votre propre intérêt, « et je vous en avertis. Lorsque la Westphalie suc- « combera de misère et que les habitants aimeront « mieux se faire tirer des coups de fusil que de don- « ner leur dernier morceau de pain, c'est à vous « qu'on reprochera de n'avoir pas fait connaître la « véritable situation. Votre devoir est de dire la vé- « rité, même au risque de déplaire, d'être rappelé,

« d'être disgracié. Après trois mois, on vous rendra « justice.

« A ce discours, qui a été très-long, j'ai répondu « que Sa Majesté Impériale connaissait par moi et « sans moi la situation de la Westphalie ; que lors- « qu'il s'agissait de remplir mon devoir, je ne man- « quais ni de franchise, ni de fermeté; qu'assuré- « ment, je n'avais rien dissimulé et de ce que le Roi « m'avait dit et de ce que je pensais moi-même sur « l'insuffisance des moyens de la Westphalie ; qu'a- « vant tout, il importait de bien convaincre S. M. « l'Empereur que toutes les ressources quelconques « de ce pays étaient consacrées... Ici le Roi m'a « coupé la parole. — Eh ! vous voyez bien, avec « plus de trois mois d'approvisionnement pour Mag- « debourg, avec mon contingent entier à réorga- « niser, avec quarante mille hommes de troupes « françaises dans le royaume.

« Je n'ai peut-être pas tort, Monseigneur, en con- « sidérant cette attaque personnelle que le Roi m'a « faite, comme une espèce de riposte à la lettre que « j'avais écrite avant-hier à M. de Fürstenstein. Aussi, « c'est avec calme que j'invoque le témoignage de « toute ma correspondance avec Votre Excellence. « Mais je me permettrai une seule observation. Quant « au passé, je dirai avec vous, Monseigneur, qu'il est « sans remède ; mais quant au présent, il serait pos- « sible que Sa Majesté Impériale, frappée de quel- « ques notions de détail que j'ai cru de mon devoir « de donner, par exemple, d'une réserve du Trésor « qui existait à la fin de l'année, de la prédilection

« du Roi pour sa garde, des profits des fournisseurs.
« en conclût que le Roi ne veut pas faire en ce
« moment tout ce qu'il peut, ou que ses ministres
« sacrifient la célérité et l'ensemble du service à
« leur intérêt personnel. Je dois répéter ici, et je
« crois fermement que les circonstances sont de-
« venues trop graves pour ne point les absoudre de
« toute accusation, et que ce qui peut rester à leur
« charge est d'une faible importance en comparaison
« des dépenses immenses et simultanées qu'exige le
« moment actuel. Je dois particulièrement rendre au
« ministre de la guerre la justice d'assurer que si
« c'est lui qui semble ralentir les opérations et qui
« passe des marchés onéreux, c'est un très-honnête
« homme, très-laborieux, très-dévoué à l'Empereur
« et au Roi, mais que c'est un homme faible, sus-
« ceptible de recevoir toutes les impressions qu'on
« lui donne, et seulement au niveau de sa place, lors-
« que les événements le sont aussi. Enfin, les four-
« nisseurs refusent et voudraient être au dehors de
« leurs marchés, quelque avantageux qu'ils puissent
« être, et ce n'est pas là une grimace! Je crois que
« c'est tout dire. »

Enfin, deux lettres du Roi à l'Empereur, l'une du 16 mars, l'autre du 24 mars.

Voici la première.

« Sire, je reçois la lettre de Votre Majesté, en
« date du 12. Je suis affligé qu'Elle ne reconnaisse
« pas les sacrifices que la Westphalie a faits et

« qu'elle ne cesse de faire, surtout depuis trois
« mois.

« J'ai senti, comme Votre Majesté, que la voie
« des réquisitions était la seule que l'on pût em-
« ployer dans les circonstances. Je l'ai prise pour
« former l'approvisionnement de Magdebourg. Sans
« cela, il est évident que Votre Majesté et moi au-
« rions payé trente pour cent et plus les denrées déjà
« réunies.

« Mais je ne puis me dissimuler qu'en prenant en
« nature les denrées de mes sujets par la voie des
« réquisitions, ils ne pourront payer leurs contri-
« butions, et Votre Majesté, qui connaît les res-
« sources de la Westphalie, peut juger si elle est en
« état de créer à la fois une nouvelle armée, de sou-
« tenir le gouvernement et de nourrir une armée
« étrangère de cent mille hommes.

« Je suis loin de vouloir contrarier les desseins de
« Votre Majesté; je les seconde et les seconderai
« toujours avec dévouement et avec zèle. Je ne sol-
« licite ses secours que parce que mes moyens sont
« insuffisants et que je ne puis faire l'impossible. Que
« Votre Majesté m'accorde seulement quatre mil-
« lions et je ferai, avec le système de réquisition
« générale que je vais établir, face aux dépenses les
« plus pressées, comme l'entretien des troupes fran-
« çaises et la solde de mon armée. Je me repose, du
« reste, sur la promesse qu'Elle me renouvelle à la
« fin de sa lettre. »

Voici la seconde :

« Sire, je reçois la lettre de Votre Majesté en date « du 14 courant, et je m'empresse de lui envoyer ci-« jointe la copie du décret que j'ai signé et fait expé-« dier depuis le 20. Elle y verra que tout ce qu'Elle « désire *est fait*. Mais, Sire, je vous supplie de ne « point laisser succomber, par le manque de quel-« ques millions, un pays tel que le mien, qui vous « est d'une si grande utilité.

« Le déficit sur les revenus du mois passé pour les « départements de l'Elbe, de la Saale et de l'Ocker, « est de trois millions; ce mois-ci, il sera double. « Nous sommes au 24, et 500,000 francs ne sont « pas encore rentrés; cependant, Sire, confiant dans « la parole de Votre Majesté, mon armée s'organise, « tout se fait et se livre, mais le mois prochain, rien « ne pourra être payé, si Votre Majesté ne vient à « mon secours.

« A la fin de la semaine prochaine, dix bataillons « d'infanterie, plus de deux mille cavaliers bien « montés et équipés et vingt-quatre pièces de canon, « pourront partir avec moi pour Brunswick et se « porter jusque sur l'Elbe, si Votre Majesté le dé-« sire. »

Quelque pénibles qu'eussent été à passer pour la Westphalie et son Roi, les deux premiers mois de 1813, encore n'avaient-ils été signalés que par des crises intérieures, et, pour ainsi dire, par des malheurs domestiques. A partir du mois de mars, la

présence de l'ennemi, sur les frontières d'abord, sur une partie du territoire ensuite, enfin jusqu'aux portes de la capitale, ajouta les maux de l'invasion étrangère à tous ceux qui accablaient le pays.

Le prince Eugène, chargé du commandement de la Grande-Armée, après le départ de Murat, avait mis un mois et demi à rassembler un noyau d'une dizaine de mille hommes tenant la campagne, à constituer à peu près, au moyen des corps qui n'avaient pas passé le Niémen, et d'autres débris, les garnisons de la Vistule et de l'Oder (funeste décision de l'Empereur, qui fit perdre à la France soixante mille défenseurs), enfin à rétrograder pas à pas, de Thorn à Posen, de Posen à Francfort, de Francfort à Berlin. Il rallia, dans la capitale de la Prusse, le corps de Grenier. Mais les trente mille hommes qu'il eut dès lors sous la main, n'étaient pas suffisants pour tenir dans une ville ouverte, au cœur de l'Allemagne, au centre même des passions les plus violentes, en présence d'un ennemi dont une victoire inespérée avait doublé et le courage et l'audace. Le 4 mars, le Vice-Roi sortit de Berlin pour occuper la ligne de l'Elbe. Quelques jours plus tard, il arrêta difinitivement sa retraite derrière ce fleuve, sous la protection des canons de Magdebourg et de Wittemberg.

Dès lors de Dessau à Lauenbourg, sur une frontière de soixante lieues, la Westphalie ne fut plus séparée que par le cours de l'Elbe des armées de la coalition et de la propagande allemande, presque aussi redoutable pour la nouvelle monarchie que les armées régulières. Nous verrons que jusqu'à

la fin la campagne de 1813, non-seulement pendant les périodes de revers, mais au milieu même de nos plus éclatantes victoires, cette barrière de l'Elbe fut toujours impuissante à protéger la Westphalie, que l'invasion étrangère fut en permanence dans le royaume, tantôt sous la forme de brigandages par des bandes de Cosaques ou de partisans prussiens, tantôt sous la forme d'opérations stratégiques régulières, jusqu'au jour où le sol westphalien, se rétrécissant de plus en plus, finit par manquer tout à fait sous les pas de Jérôme, représentant et défenseur de cette nationalité expirante.

L'évacuation de Berlin eut un immense retentissement. Dès le 23 février, le roi de Saxe avait quitté sa capitale. Le danger parut assez menaçant en Westphalie pour que le Roi fît partir la Reine pour la France, afin de rendre plus libres ses mouvements personnels et ceux de sa petite armée. La présence de la Reine au milieu d'une cour toujours en campagne et toujours menacée eût été un grand embarras et un amoindrissement évident de l'action militaire. — Le 21 février, M. Reinhard, consulté en secret sur cette affaire, avait écrit au duc de Bassano la dépêche suivante :

« J'arrête l'estafette qui arrive à l'instant pour « dire à la hâte à Votre Excellence que le Roi, après « les nouvelles du 17 et du 18 qu'il a reçues de Ber- « lin et de Dresde, m'a engagé de nouveau à faire « connaître à Sa Majesté Impériale son désir de faire « partir la Reine et d'obtenir pour elle l'autorisa-

« tion de Sa Majesté, qu'il paraît être résolu d'at-
« tendre, avant de prendre sa dernière détermina-
« tion. Le Roi croit avoir assez de forces pour ré-
« pondre de son pays : il se portera partout où be-
« soin sera, mais la présence de la Reine le gêne.

« Je pense, Monseigneur, que si les Russes arri-
« vent à Berlin, si la cour saxonne quitte Dresde,
« l'impression que pourrait faire ici le départ de la
« Reine ajouterait peu de chose à celle que feraient
« naître les autres événements. Daignez en consé-
« quence me faire connaître les ordres de Sa Ma-
« jesté Impériale, et si, la Reine devant partir, il
« convient qu'elle aille à Stuttgard ou à Paris. C'est
« aujourd'hui l'anniversaire de sa naissance ; il n'y
« a pas eu de cour, le Roi fait en ce moment la revue
« de quelques troupes. Je dois me rendre à son ca-
« binet à deux heures.

« Je crois pouvoir prendre sur moi d'assurer
« Votre Excellence que dans des circonstances comme
« celles qui nous pressent, les questions secondaires
« ne nuiront pas à l'approvisionnement de Magde-
« bourg, et que, sans s'y arrêter davantage, on fait
« et fera tout pour les accélérer.

« M. le général Lauriston est arrivé à Magdebourg
« le 18 au soir. Je sais déjà qu'il a reçu les lettres
« de Sa Majesté. »

Cette demande du Roi se liait à une offre qu'il faisait dans le même temps à l'Empereur, c'était, la Reine étant partie, d'abandonner Cassel et de s'enfermer à Magdebourg pour y défendre ce dernier

boulevard de la Westphalie, qui allait devenir le premier boulevard de la France. A la date du 2 mars, l'Empereur répondit qu'il approuvait le départ de la Reine, si l'Empereur Alexandre ou le général Kutusoff entraient, soit à Berlin, soit à Dresde. Quant à l'idée du Roi de s'enfermer à Magdebourg, il la repoussa comme n'étant pas en rapport avec la nature du danger, *l'ennemi devant*, disait-il, *disparaître dans un mois comme la fumée.*

Malgré ces restrictions de l'Empereur, le Roi, impressionné par les dépêches du prince Eugène, qui se représentait (ce qui était vrai) comme débordé sur le haut et bas Elbe, le Roi, disons-nous, prit son parti dans la journée du 9 mars, sans en parler à d'autres qu'à la Reine et aux personnes qui devaient l'accompagner. Il fit partir le jour même le baron de Boucheporn, maréchal de la cour. Le lendemain, à deux heures de l'après-midi, la Reine, accompagnée de la grande-maîtresse, comtesse de Bocholtz, de trois dames du palais, du chevalier d'honneur comte de Busche et du premier écuyer comte d'Oberg, quitta Cassel, qu'elle ne devait plus revoir, et prit la route de France par Coblentz et Bruxelles.

Quittons un moment la Westphalie pour suivre la reine Catherine dans ce voyage, qui fut la première étape de cette longue route de l'exil qu'elle parcourut sans trêve ni repos pendant le reste de sa noble et pure existence.

L'Empereur, en apprenant l'arrivée de sa belle-sœur, éprouva quelque mécontentement d'un voyage qui était comme le symptôme officiel de la gravité

des événements entre l'Elbe et le Rhin. Il voulut que cet événement eut le moins de retentissement possible. A cet effet, il décida que la Reine ne viendrait pas à Paris, où on aurait été obligé de lui faire une réception conforme à son rang, et qu'une résidence isolée abriterait cette infortune royale, première épave du grand naufrage qui se préparait. Un messager de l'Empereur trouva la Reine à Péronne et lui fit connaître verbalement que tout était prêt à Compiègne pour la recevoir. Elle y arriva le 16 mars, et écrivit le lendemain à l'Empereur la lettre suivante :

« Sire, j'ai chargé le comte de Busche, mon chevalier d'honneur, d'annoncer à Votre Majesté mon « arrivée à Compiègne. C'est à Péronne que M. de « Canouville m'a annoncé verbalement l'intention de « Votre Majesté que je m'y rendisse directement. Je « ne parlerai pas de mes vifs regrets de n'avoir pu « sur-le-champ exprimer à Votre Majesté les senti- « ments d'attachement et de dévouement dont le Roi « et moi ne cessons d'être pénétrés pour elle. Les sa- « crifices de tous genres que mon mari ne cesse de « faire en sont une garantie suffisante; mais j'éprouve « un bien vif chagrin de ne pouvoir confier de vive « voix à Votre Majesté tout ce que le Roi m'avait « chargé de lui dire et les motifs qui ont nécessité « mon voyage. D'après une de vos lettres, Sire, je « devais quitter Cassel au moment où les Russes se- « raient entrés à Dresde ou à Berlin. Ils sont dans « cette dernière ville depuis le 4 de ce mois, et ce « n'est que le 10 que j'ai pu me déterminer (moins

« pour ma sûreté personnelle que pour laisser au Roi
« la disposition de toutes ses troupes dont il eût fallu
« laisser une partie à Cassel pour ma garde), à le
« quitter dans un moment aussi pénible. Je ne puis
« cacher à Votre Majesté que quoique le royaume
« soit tranquille, on y a répandu des libelles pro-
« pres à soulever les esprits dans un moment où ils se
« croiront appuyés par l'approche des Russes. J'ai
« donc cru devoir sacrifier mon désir de vivre et
« mourir près du Roi, à sa tranquillité personnelle,
« aux intentions de Votre Majesté qui avaient déter-
« miné d'une manière précise le moment où je
« devais quitter Cassel. Accablée d'inquiétudes pour
« un être qui m'est aussi cher que le Roi, c'est dans
« les bras de sa famille, de Votre Majesté elle-même
« que j'honore comme un père, que je suis venue me
« jeter avec une pleine confiance, espérant y trouver
« une ample consolation. J'ai tâché de rendre ce
« voyage en quelque sorte utile au Roi en amenant
« avec moi des personnes des plus illustres familles de
« la Westphalie et du Hanovre, qui sont autant de
« garanties de la bonne volonté qui les anime encore.
« Et maintenant, Sire, il ne me reste plus d'appui,
« plus de ressource, de consolation contre la chance
« des événements, que la tendresse de la famille
« du Roi, que l'attachement que j'ose attendre de
« Votre Majesté elle-même, à laquelle je suis tellement
« dévouée, que je l'ai préferée et préférerai toujours
« dans les moments les plus difficiles à ceux qui me
« tiennent par les liens du sang. Je ne puis attendre
« de consolation que de la certitude de pouvoir

« bientôt lui offrir de vive voix les expressions de
« mon sincère et respectueux attachement. »

L'Empereur lui répondit le même jour de Trianon où il avait fixé son séjour :

« Ma sœur, j'apprends avec plaisir votre arrivée
« à Compiègne. J'avais pensé que le Roi ne vous fe-
« rait partir que dans le cas où le gros de l'armée
« ennemie serait arrivé à Berlin ou à Dresde. Je lui
« avais exprimé mon opinion de la manière la plus
« positive en lui disant que ce n'était que dans le cas
« où l'Empereur Alexandre ou le général en chef
« Koutousoff serait arrivé à Berlin; mais il vous a fait
« partir lorsque la cavalerie seulement y était arrivée;
« quelques jours de retard auraient été utiles, parce
« que cela a été un objet d'inquiétude pour la 32e di-
« vision militaire, et même ici à Paris. J'ai pensé que,
« dans les circonstances, il était préférable que Votre
« Majesté restât à Compiègne; n'ayant pas encore an-
« noncé son arrivée à Paris, elle ne doit pas s'y ren-
« dre. Je comptais moi-même aller à Compiègne sous
« peu de jours, mais ce voyage étant un peu retardé,
« je ne vois pas d'inconvénient que vous laissiez votre
« maison à Compiègne et que vous veniez ici avec
« une partie de votre service d'honneur; que Votre
« Majesté ne doute pas de tout le plaisir que j'aurai à
« la voir et de tous les sentiments que je lui porte. »

La Reine se rendit le 18 à Trianon. L'Empereur la reçut avec beaucoup d'affection, ne parla plus

de la condition de l'entrée d'Alexandre ou de Koutousoff à Berlin (en ce moment-là le quartier-général russe prenait pour passer l'Elbe une toute autre route que celle de Berlin, et marchait sur Dresde), puis, sur l'observation de la Reine que Compiègne était bien loin de Paris et bien isolé, il lui offrit la résidence de Meudon, qu'elle accepta sans la connaître.

Deux jours après cette entrevue, la Reine s'établit à Meudon, dans ce château où un demi-siècle plus tard une princesse de Savoie femme du prince Napoléon devait fixer son austère et paisible résidence, et retrouver dans les souvenirs laissés par la Reine de Westphalie ceux d'une belle-mère vénérée. A cette époque, la famille de Savoie était dans l'exil; celle des Bonaparte allait l'y remplacer, alternant ainsi toutes deux dans la faveur de la fortune, jusqu'au jour où il lui plairait de les unir l'une à l'autre au faîte des grandeurs. Qui eût pu soupçonner, en 1813, par quels fils mystérieux, courant à travers le dédale de cinquante années de vicissitudes inouies, la destinée ramènerait à Meudon la postérité du roi Jérôme, devenue la descendance commune des races les plus illustres et les plus dissemblables?

Le château de Meudon, situé à quatre lieues de Paris, sur un sommet qui domine le cours de la Seine, jouit d'une des plus belles vues qui soient au monde. Mais ce séjour tire de son élévation même un caractère d'isolement très-prononcé. Les bois qui l'environnent lui donnent un aspect parfois sévère, en dehors des beaux jours de la belle saison. En 1813, la résidence de Meudon n'était pas telle que nous

la voyons de nos jours, avec son intérieur complétement réparé dans le goût moderne, meublé et disposé suivant les plus minutieuses exigences de l'élégance et du confortable, avec son parc percé à l'anglaise de perspectives verdoyantes, avec son innombrable population bruyante et colorée d'oiseaux et de quadrupèdes, paons, flammants, pintades, singes, daims, buffles, kanguroos, sans compter les troupeaux de mérinos et de vaches hollandaises couchés sous les arbres séculaires. Tout cela ne date et n'est l'œuvre que du Prince Napoléon. Lorsque sa mère, fuyant la guerre, et quelle guerre! vint y chercher un asile, Meudon avait toutes les tristesses que lui avaient imprimées l'art et le goût du dix-septième siècle, les habitudes sombres et monotones de son dernier occupant, le grand Dauphin, et les délabrements accumulés par un siècle et une révolution. C'est à peine si, le château ayant été destiné à l'apanage du Roi de Rome, on y avait fait quelques réparations indispensables! La route qui menait à Paris était, à cette époque, mal entretenue, encombrée et d'une extrême raideur de pentes. C'était un voyage que d'aller à Meudon; la faveur seule d'un maître tout-puissant aurait pu décider la foule des courtisans à faire de cette montagne escarpée le but d'un pèlerinage intéressé; il n'en était pas ainsi pour la reine Catherine. Il n'y avait que quelques anciens amis de la famille Bonaparte qui rompissent par moment la monotonie de cette petite cour, transplantée dans ce séjour solitaire. Madame-mère, qui avait toujours eu pour la reine

Catherine une affection que celle-ci payait d'un dévouement filial, vivait à Pont-sur-Seine. Celle des princesses de la famille avec laquelle elle était le plus liée, la reine d'Espagne, habitait Morfontaine. Les plus heureux moments étaient, pour la Reine, ceux qu'elle allait passer à Pont ou à Morfontaine; elle y fit à plusieurs reprises des voyages de huit et quinze jours. De rares visites à l'Impératrice, dont l'affabilité banale n'était d'aucune ressource pour un cœur souffrant, de plus fréquentes au cardinal Fesch, dans son habitation somptueuse et artistique de la rue du Montblanc, étaient les principales distractions de cette existence retirée. Le reste du temps, la pauvre Reine, dévorée de soucis, ne recevant que de mauvaises nouvelles de son mari et de son père, se consumait de tristesse dans cette solitude, dont les seuls souvenirs étaient ceux des sombres grandeurs du passé et des révolutions triomphantes; elle ne tarda pas à y dépérir par le froid et l'humidité. Aussitôt que l'automne arrive sur ce plateau élevé, les vents y acquièrent une violence extrême, et, dès la fin de septembre, le château est presque toujours enveloppé d'un brouillard humide enlevé par la bise aux bas-fonds de la vallée. Un autre genre de souffrance plus pénible que les autres, parce qu'il faisait saigner chez une femme et chez une reine les sentiments les plus fiers et les plus délicats, vint assombrir encore cette situation. L'argent ne manquait pas tout à fait, parce que la Reine vivait avec un ordre et une économie extrêmes, mais on vivait dans la gêne, au jour le jour, au moyen de petites sommes

que le Roi envoyait avec la plus grande peine, et que l'on sentait bien qu'il arrachait aux plus impérieuses nécessités de son existence à Cassel, quoique cette existence fût à proprement parler celle d'un camp. Une fois, au mois de septembre, alors que la catastrophe était imminente, la Reine reçut de son mari, par le baron de Sorsum, une somme de quatre cent mille francs, destinée à acheter près de Paris une petite propriété, leur abri et leur asile. Ce fut là, comme nous le verrons, tout ce que le roi Jérôme sauva de cette fortune royale accumulée, suivant les diffamateurs de l'Empire, pendant les six années de son règne. Cette somme, bien au-dessous de ce qui reste aux banquiers faillis de nos jours, et qui représentait pour Jérôme et sa femme le pain de l'exil, elle eut ordre de n'y pas toucher, et nous reparlerons de la manière dont elle fut employée.

Cette position précaire de la cour de Meudon, qui dépendait chaque jour de l'arrivée d'un courrier, d'une pointe des Cosaques, était fort triste. Dès la fin de mars, la Reine enhardie, après réflexions, par des paroles de l'Empereur, et conformément à des instructions antérieures de son mari, écrivit à son beau-frère pour lui faire connaître l'état de ses affaires domestiques, et l'espoir qu'elle avait apporté de Westphalie, sur les indications du Roi. L'apanage des princes français, tant qu'ils restaient uniquement princes français, était d'un million. Mais la Reine d'Espagne, restée en France, avait continué à toucher le million, retiré au Roi Joseph, comme monarque

étranger. La Reine Hortense en touchait deux. Le roi Jérôme, dans un moment où son royaume et lui même périssaient de misère, parce que tout avait été donné à la cause commune, crut que ce ne serait pas trop demander à l'Empereur, que de le prier d'allouer à la Reine Catherine, pendant son séjour forcé en France, la rente apanagère destinée aux princes français.

L'Empereur ne répondit pas à cette ouverture. Il est facile de comprendre que pour toutes ces questions d'argent, quelque minimes qu'elles fussent, il avait une manière de voir inspirée par les circonstances actuelles, dont seul il possédait le secret et connaissait la gravité. Il comptait dans un mois trancher avec son épée le nœud d'une situation en ce moment pleine de périls, mais qu'une victoire comme celle d'Iéna pouvait rendre plus brillante et plus solide que jamais. Vainqueur, on n'aurait plus rien à lui demander, puisque tout serait rétabli; vaincu, il y aurait à compter pour lui et les siens avec bien d'autres détresses que celles dont on se plaignait. Aussi le vit-on, pendant toute cette campagne de 1813, refuser, ajourner toutes les dépenses qui n'étaient pas exclusivement les dépenses de l'armée, afin de concentrer tout l'argent liquide dans la caisse militaire, persuadé que ce placement sur la victoire rapporterait à tous au centuple, si elle était fidèle.

Nous avons vu que le prince Eugène, parti le 4 mars de Berlin, s'était assis le 6 sur l'Elbe, entre Magdebourg et Wittemberg. Son armée, chargée

de garder cette ligne et tout à fait distincte de celle que l'Empereur formait sur le Rhin, avait pour noyau principal l'ancien corps de Grenier, qui allait prendre la dénomination de 11e corps, sous le duc de Tarente. Ce corps de vingt mille hommes s'établit en avant et en arrière de Wittemberg. Celui de Reynier, qui avait figuré si longtemps sous les ordres du roi Jérôme, à l'aile droite de l'armée de Russie, n'avait pas marché sur Moscou. Séparé dans sa retraite des Polonais de Poniatowski et des Autrichiens de Schwartzemberg par des événements que nous n'avons pas à raconter ici, ce corps arriva le 7 mars à Dresde, accru d'une petite division française, la division Durutte, et d'une division bavaroise. La division Durutte fut laissée à Dresde; les Saxons, éléments primitif et principal du corps, s'enfermèrent dans Torgau. La division bavaroise garda Meissen.

Outre ces troupes, qui, le 6 mars, étaient toutes formées et en ligne, l'armée du Vice-Roi comptait des corps d'armée en formation placés momentanément sous son commandement, parce qu'ils étaient sur l'Elbe, et qui s'organisaient et s'accroissaient tous les jours par les arrivées successives des détachements partis du Rhin aussitôt qu'ils étaient prêts. C'étaient :

1° Le corps de Lauriston (5e corps), quartier-général, Magdebourg, qui devait compter quarante-huit bataillons de cohortes, mais qui en avait à peine quelques-uns au commencement de mars;

2° Le corps du duc de Bellune (2e corps), quar-

tier-général, Magdebourg, destiné à reconstituer, au moyen de recrues venues de France, douze des trente-six régiments de l'armée de Russie, dont il avait gardé une partie des cadres ;

3° Le corps du prince d'Eckmühl (1er corps), formé d'une manière analogue à celle du 2e corps, des vingt-quatre autres anciens régiments de l'armée de Russie, quartier-général à Dresde, puis à Leipzig, vers le 6 mars; à cette époque, il n'y avait pas encore trois mille hommes avec le maréchal ;

4° Un corps de cavalerie se formant sous Sébastiani entre Hanovre et Brunswick, avec ce que montait, armait, équipait le grand dépôt de cavalerie du général Bourcier, à Hanovre.

Toutes ces troupes montant, dans les premiers jours de mars, à une quarantaine de mille hommes, présentaient, on le voit, avec une force numérique bien faible, fort peu de consistance comme organisation. Mais chaque jour, en amenant de France, soit des conscrits, soit des corps entiers, augmentait les effectifs et donnait plus de réalité aux formations.

Enfin, en dehors du commandement du Vice-Roi, et tout à fait sur le Bas-Elbe, le général Carra Saint-Cyr occupait Hambourg avec environ trois mille hommes, et le général Morand (non pas le célèbre, de l'ancien corps de Davout), compromis en Poméranie au milieu des coureurs russes, effectuait heureusement et habilement sa retraite sur la rive gauche de l'Elbe.

Ce rideau laissé sur l'Elbe et qui allait se con-

vertir peu à peu en une masse de résistance sérieuse, était destiné à arrêter la marche de l'ennemi jusqu'au moment où la nouvelle Grande-Armée, conduite par l'Empereur en personne, serait en état de marcher à l'ennemi et de le repousser loin de cette ligne de l'Elbe, qui, de Lauenbourg à l'extrême embouchure, était la frontière même de la France; funeste fiction qui devait avoir sur les destinées de la France les conséquences les plus terribles!

Cette armée, que l'Empereur recrutait et organisait avec la puissance administrative dont il avait seul le secret, devait compter deux cent mille hommes, et en compta, par le fait, cent cinquante mille. Elle se composait :

1° Du 1er corps d'observation du Rhin, bientôt 3e corps, sous le maréchal Ney, en formation à Francfort et Wurtzbourg;

2° Du 2e corps d'observation du Rhin, bientôt 6e corps, sous Marmont, en formation, un peu en arrière, entre Mayence et Hanau;

3° Du 12e corps, duc de Reggio, centre de formation, Mayence;

4° De l'armée d'Italie, 4e corps, amené par le général Bertrand de l'Italie et de la Bavière, et destiné à faire sa jonction avec le gros de l'armée dans la Haute-Franconie, au moment de la marche en avant;

5° De la garde impériale;

6° De la cavalerie de la garde impériale et des deux divisions de cavalerie de Latour-Maubourg; le tout de quatre mille chevaux, sous le maréchal Bessières.

Le duc de Valmy reçut le commandement de toutes les places et dépôts du Rhin, depuis Mayence jusqu'à Wesel. Ce fut lui qui, pendant toute la campagne, organisa tout ce qui fut envoyé de renforts à l'armée, soit comme corps constitués, soit comme colonnes de marche composées de détachements divers. Ces deux points de Mayence et de Wesel devinrent les extrémités des deux lignes d'opérations principales dont l'Empereur se servit pendant la campagne de 1813, et qui toutes deux s'appuyaient sur le Rhin, notre base d'opérations naturelles. L'une de ces lignes était celle de la Franconie et de la Saxe. Elle partait de Mayence et aboutissait à Dresde, en passant par Francfort, Fulde, Eisenach, Gotha, Erfurth, Weimar, Naumbourg, Leipsig. L'autre était celle de la Westphalie ; elle allait de Wesel à Magdebourg, par Munster, Minden, Hanovre et Brunswick. La masse du royaume de Westphalie se trouvait comprise entre ces deux lignes.

Nous regrettons d'avoir été obligés d'entrer dans ces détails militaires qui semblent étrangers à notre sujet. Mais la correspondance que nous publions et le récit des événements que nous allons présenter seraient complétement inintelligibles pour le lecteur qui n'aurait pas présents à l'esprit ces éléments principaux de l'histoire de la guerre de 1813.

Au commencement de mars, la correspondance de l'Empereur avec le Roi devint très-active. Les lettres de Napoléon portent en général sur des sujets militaires, sur la position du Vice-Roi, sur les éven-

tualités d'une retraite au delà de l'Elbe, sur les mesures que lui, l'Empereur, ordonne pour défendre le Weser et Cassel. Dans cette phase de sa correspondance, l'Empereur s'adresse à Jérôme avec un abandon et un ton affectueux dont il avait perdu l'habitude, non-seulement avec lui, mais avec ses autres frères et les hommes les plus avancés autrefois dans sa confiance. Il tient lui-même le Roi au courant, presque jour par jour, des mouvements des troupes, de ceux qu'il prépare, et c'est dans ces lettres, écrites depuis le commencement de mars jusqu'à la fin d'avril, que l'on peut le mieux étudier ces admirables débuts de la campagne de 1813 jusqu'à la bataille de Lutzen.

Au moment où le prince Eugène évacuait Berlin et où il s'agissait de constituer d'une manière quelconque la défense de l'Elbe, l'Empereur demanda au roi Jérôme s'il n'avait pas sous la main une force organisée suffisante, ne fût-ce que six mille hommes, pour la porter sur l'Elbe, à la gauche du prince Eugène, entre Magdebourg et Hambourg, vers Havelsbourg. Le Roi, à la date du 9 mars, répondit à l'Empereur qu'il n'était pas en état de faire marcher seulement quatre bataillons régulièrement formés, bien qu'il eût près de douze mille conscrits, que mener à l'ennemi des troupes, à peine habillées et armées, nullement instruites, ce serait les livrer à l'ennemi.

Voici la lettre du Roi :

« Sire, j'ai reçu les dépêches de Votre Majesté en

« date du 2 mars, et je m'empresse d'y répondre.
« Depuis le mois de décembre, je m'occupe à former « une nouvelle armée, je n'ai pas perdu un seul ins- « tant pour lever des hommes, j'en ai même en ce « moment, sans compter les huit bataillons qui sont « à Dantzig, Custrin et Magdebourg, près de douze « mille présents et deux mille chevaux. Mais ces nou- « velles troupes ne sont ni habillées, ni organisées, « ni armées, les chevaux ne sont point harnachés, je « n'ai donc encore ni un seul bataillon, ni un seul es- « cadron que je puisse faire marcher sans crainte qu'il « ne fît plus de mal que de bien. Cependant tout s'or- « ganise avec activité, et à la fin de ce mois je pour- « rai donner à Votre Majesté quatre bataillons et « douze pièces de canon au grand complet et parfai- « tement en état. Dans le milieu du mois prochain, je « pourrai mettre encore à la disposition de Votre Ma- « jesté quatre autres bataillons, ma brigade de hus- « sards et six pièces de canon. Je ne comprends point « dans tout cela ma garde, tant infanterie que cava- « lerie.

« Les vingt-quatre fours que Votre Majesté a or- « donnés seront établis dans dix jours, et je vais « prendre des mesures pour tâcher d'avoir quatre à « cinq cent mille rations de biscuit en réserve.

« Quant aux communications entre Cassel et le « Rhin, j'observerai à Votre Majesté que mes États ne « s'étendant pas au-delà de six à huit lieues dans la « direction de Cologne, je ne puis donner aucun ren- « seignement positif sur l'état des routes des pays in- « termédiaires entre la France et la Westphalie, et

« c'est dans les grands-duchés de Berg et de Darms-
« tadt qu'il faut les chercher.

« Dans les circonstances présentes, Sire, la West-
« phalie est tellement écrasée par les passages et en-
« combrée de troupes, que dans le mois prochain il
« me sera impossible de faire seulement face à la
« dépense courante; que Votre Majesté juge d'après
« cela dans quel état je me trouve pour ce qui est
« étranger au service courant; mais, Sire, j'ai la con-
« viction que Votre Majesté, pouvant facilement se
« persuader de la situation critique de ce malheureux
« pays, viendra à son secours en lui faisant payer une
« partie de ce que la France lui doit, et qui se monte
« à présent à environ dix millions.

« Le Vice-Roi m'ayant écrit, en date du 3 au soir,
« qu'il se retirait sur l'Elbe et évacuait Berlin, vu que
« le comte de Witgenstein était devant lui avec vingt-
« cinq mille hommes d'infanterie et quatre-vingts
« pièces de canon, et qu'il avait déjà fait passer sur
« la rive gauche de l'Oder huit mille chevaux, j'ai
« fait mes préparatifs pour le départ de la Reine.
« Ayant ensuite appris avant-hier que l'ennemi était
« entré en force à Berlin le 4 au soir, je me suis
« décidé à la faire partir demain, non dans la crainte
« de l'ennemi, parce que je ne pense pas qu'il
« s'aventure de ce côté-ci de l'Elbe, mais par l'em-
« barras que la Reine me cause, étant obligé de
« laisser auprès d'elle, si je faisais un mouvement,
« un corps de troupes égal à celui qu'il me faut à
« moi-même.

« J'ai envoyé un de mes officiers, le colonel Hum-

« bert, au quartier-général du Vice-Roi pour être
« instruit de ses mouvements. »

L'Empereur, à qui l'expérience funeste des revers avait appris à ne plus exiger des hommes que ce qu'ils étaient en état de faire, se rendit immédiatement aux raisons de son frère, et par une lettre en date du 14 mars, l'instruisit en détail de tout ce qu'il ordonnait pour la défense de l'Elbe et de ses projets ultérieurs. Quoique, à propos de l'approvisionnement de Magdebourg, sa lettre contienne encore une allusion aux scrupules et aux susceptibilités du Roi, on peut y voir quel chemin la mauvaise fortune avait fait faire à cet esprit, naguère exalté par une grandeur sans bornes, dans la voie de la modération et surtout dans celle d'une juste appréciation des cœurs restés fidèles et dévoués au jour des revers.

« Mon frère, je reçois votre lettre du 10 mars.
« Puisque vous ne pouvez pas vous porter vis-à-vis
« de Wittemberg, le prince d'Eckmühl va s'y porter
« avec seize bataillons et trois batteries d'artillerie.
« Seize autres bataillons lui arrivent par Wesel, ce
« qui lui fera deux belles divisions. — Le général
« Lauriston va placer ses quatre divisions en avant
« de Magdebourg ; le Vice-Roi viendra y joindre ses
« trois divisions et la garde. Les 1er et 2e corps de
« cavalerie vont s'y réunir. Le duc de Bellune, avec
« douze bataillons du 2e corps, gardera la droite en-
« tre Magdebourg et Wittemberg. Les Saxons garde-
« ront Torgau, et aussitôt que le général Reynier sera

« obligé d'évacuer Dresde, il se repliera sur la Mulda,
« et ensuite, s'il le fallait, sur les montagnes du Hartz
« pour couvrir Cassel. Aussitôt que ces dispositions
« seront commencées, je désire que vous puissiez ar-
« river avec votre garde, les quatre bataillons que
« vous m'annoncez avoir de disponibles, seize à vingt-
« quatre pièces de canon et autant de cavalerie que
« vous placerez, à trois journées en arrière de l'Elbe,
« de manière à pouvoir, en deux grandes marches,
« arriver sur Magdebourg et assister à la bataille, si
« le Vice-Roi devait être attaqué en avant de cette
« place. Dans cette position, vous formerez une ré-
« serve prête à se porter sur la gauche si l'ennemi
« débordait de ce côté, ou sur la droite, si l'ennemi
« passait à Dessau et serrait de trop près le général
« Reynier, enfin sur tous les points de votre royaume
« dont la tranquillité serait troublée. J'ai lieu de pen-
« ser que le duc d'Œls est déjà dans vos États.

« Vingt-huit bataillons des seize régiments du
« 1er corps et des douze du second (les quatrièmes)
« se réunissent à Wesel et vont se placer à Minden,
« Osnabruck et Brême. Ils occuperont aussi Ham-
« bourg, rétabliront la tranquillité dans cette division,
« et seront prêts à se porter partout où il sera néces-
« saire, et surtout contre un débarquement.

« Mon ministre vous parlera de votre situation.
« Je ne me refuse pas à vous donner quelques mil-
« lions qui peuvent vous être nécessaires ; mais avant
« tout, il faut être dans une position simple et claire.
« Aussitôt que je saurai que vous avez assis les réqui-
« sitions nécessaires pour approvisionner Magdebourg

« et nourrir l'armée du Vice-Roi, et que je n'aurai « plus d'inquiétude de ce côté, je ne me refuserai « pas à remplacer la perte que vous ferez sur votre « contribution foncière, et à vous donner de forts « à-compte. Mais votre fausse manière d'envisager « toutes ces questions a empêché, jusqu'à présent, « de prendre aucun parti. Le comte Daru m'a dit « qu'il allait écrire longuement là-dessus à votre mi- « nistre. Le duc de Bassano doit aussi lui avoir écrit. « Du reste, le corps du prince de la Moskowa cou- « ronne les montagnes de la Thuringe; tout est en « mouvement ; le 2e corps d'observation du Rhin « arrive à Mayence, et probablement j'y serai bien- « tôt moi-même. C'est encore un mauvais mois à « passer ; mais ensuite l'ennemi disparaîtra comme « la fumée. »

Il fut heureux que les éléments qui devaient constituer l'armée westphalienne restassent encore en formation à Cassel, car si dès le mois de mars ils avaient été dispersés et envoyés à l'armée du Vice-Roi, il ne se serait rien trouvé dans le royaume, vers le milieu d'avril, pour résister à la pointe que les Russes firent alors sur Cassel, ainsi que nous allons le raconter, et la capitale de Westphalie eût été prise avant la bataille de Lutzen, ce qui eût été pour l'Empereur un grave échec militaire et politique. Toutefois le Roi envoya sur l'Elbe celui de ses régiments de ligne dont la formation avait été commencée la première, c'est-à-dire le 9e de ligne, fort de quinze cents hommes et deux bataillons. Un peu

plus tard, et dès que le 3e de ligne présenta quelque consistance et un effectif suffisant, il rejoignit le 9e avec lequel il devait faire brigade. Ces deux régiments furent placés à Magdebourg. On pensa que derrière les murailles d'une place forte, en contact avec des troupes françaises, le moral et la fidélité de ces jeunes soldats, fort ébranlés par les dispositions des populations allemandes, pourraient se raffermir, et que dans les loisirs d'une garnison sédentaire leur instruction se complèterait. Cette attente fut trompée comme nous le verrons. En attendant, le général Lemarrois, gouverneur de Magdebourg, ne put s'empêcher de rendre compte à l'Empereur que tout ce qui constitue l'élément matériel chez le soldat, habillement, armement, taille, constitution ne laissait rien à désirer chez ces jeunes soldats westphaliens.

Tandis que le prince Eugène, aidé du prince d'Eckmühl, manœuvrait sur l'Elbe pour y arrêter les Russes le plus longtemps possible, couvrant ainsi, à l'Est, la Saxe et la Westphalie, un orage inattendu vint fondre sur le Nord de ce dernier royaume et y apporter la dévastation et la guerre. Les départements de l'Elbe et de l'Ocker se transformèrent en un théâtre d'opérations secondaires, tandis que les départements du centre, ceux de la Saale et du Hartz, étaient envahis par les masses principales.

L'aide droite des Russes était formée, au mois de mars, par le général Wittgenstein. L'armée de ce général, ancienne armée de la Dwina, se montait à trente mille hommes, par l'adjonction du corps prussien du général d'York, qui était entré dans ses

rangs depuis sa défection, et qui avait combattu avec elle avant et sans attendre la déclaration de guerre de la Prusse à la France. C'est Wittgenstein qui était entré à Berlin, et qui faisait face au prince Eugène devant Magdebourg, tandis que le centre et la gauche de l'armée russe, renforcés de quatre-vingt mille Prussiens, s'avançaient du côté de Dresde, sous Wintzingerode et Blücher.

Il y avait à l'armée de Wittgenstein, trois hommes animés d'une haine implacable et personnelle contre la France, et doués de toutes les qualités qui font les chefs de partisans et d'aventuriers. C'étaient le comte de Czernichew, le colonel Tettenborn et le général Dörnberg. Czernichew, en 1811, avait été choisi par le Czar, comme un homme d'intrigue et sans scrupules, pour remplir auprès de Napoléon une mission diplomatique. Cette mission, sous les apparences d'un désir sincère de conciliation, avait abouti à un espionnage politique et militaire impudemment exercé. L'affaire d'un employé du Ministère de la guerre, condamné pour avoir vendu à Czernichew les états de situation de l'armée française, avait eu un immense retentissement et jeté beaucoup de déconsidération sur la diplomatie russe. Czernichew, presque chassé, malgré le caractère dont il était revêtu, avait failli être arrêté à Kehl. Il avait porté dans l'armée russe l'amer ressentiment de sa déconvenue et des talents militaires qui auraient pu, mieux que ses goûts de ténébreuses intrigues, légitimer et occuper son ambition. Il commandait, sous les ordres de Wittgenstein, un corps de huit mille

Cosaques. Le colonel Tettenborn était son lieutenant ; partisan hardi, aventureux, personnification véritable du type cosaque. Ils avaient avec eux, chargé, comme on dirait de nos jours, des affaires politiques, et tout simplement du service général de l'espionnage, cet ancien colonel westphalien, Dörnberg, qui avait, en 1809, conspiré contre le roi Jérôme, et qui, réfugié en Russie, avait reçu de l'empereur Alexandre les épaulettes de général. Dörnberg représentait, à l'armée de Wittgenstein, la haine des Allemands contre la France. La Westphalie, dont il connaissait les hommes, les ressources et le territoire, était le pays sur lequel il comptait exercer principalement sa propagande et son goût pour les aventures et les coups de main.

Czernichew, manœuvrant depuis le Niémen à l'extrémité de l'aile droite des Russes, et débordant sans cesse la gauche du prince Eugène, avait beaucoup inquiété ce Prince dans sa retraite. Il avait passé l'Oder à Wintzen, pendant que le Vice-Roi était encore à Francfort, enlevé, sur ses derrières, un régiment italien, et paru en vue de Berlin, encore occupé par le général Grenier. C'étaient ces manœuvres tournantes sur sa gauche, qui avaient décidé le prince Eugène à se retirer de l'Oder sur Berlin, et de Berlin sur Magdebourg. Czernichew les continua sur le Bas-Elbe aussitôt que Berlin fut évacué. Ses coureurs parcourant la Poméranie, jetèrent l'alarme dans les petites garnisons françaises qui occupaient cette province. Le général Morand les rassembla en un petit corps d'un millier de fantassins, de quelques

centaines de chevaux, et se retira sur l'Elbe. Les Cosaques ne tardèrent pas à l'y suivre et à paraître aux portes de Hambourg. Hambourg était alors occupé par le général Saint-Cyr, disposant de trois mille hommes d'infanterie, bataillons de ligne, de marine et de douaniers. Ce général, ému par les dispositions hostiles de la population, et mal renseigné sur la force des Cosaques qui couraient sur l'Elbe, évacua la ville le 12 mars, se retirant sur Brême, où il opéra sa jonction avec Morand. Six jours après, Tettenborn entra, à la tête de mille Cosaques seulement, dans la ville de Hambourg, enlevée sans coup férir à un corps de trois mille hommes, rétablit l'ancien Sénat, leva une légion anséatique, enfin organisa contre nous, dans cette ville qu'on avait faite française malgré elle, les éléments d'une résistance qu'il fallut deux mois à un corps d'armée et à Davout pour réduire.

Saint-Cyr et Morand, cantonnés à Brême, firent une tentative pour reprendre Lauenbourg. Morand, avec quinze cents hommes de toutes armes, se porta sur cette ville. Le 2 avril, les Cosaques de Czernichew, conduits par Dörnberg, l'y surprirent; tout son corps fut taillé en pièces, pris ou tué, lui-même mortellement blessé. Dès-lors, le feu fut à toute la partie Nord-Est de la Westphalie. Il fallut abandonner la ligne du Bas-Elbe pour occuper celle du Bas-Weser. L'Empereur envoya le général Vandamme à Brême, avec ceux des bataillons du 1er corps qui étaient prêts. Avec ceux qu'il avait sous la main sur le Haut-Elbe, et qui étaient le noyau de la divison

Lagrange, le prince d'Eckmühl se dirigea sur le Weser. On s'établit, en attendant des renforts, sur le Bas-Weser et l'Aller; Vandamme à Brême, avec une partie du 1er corps, le général Maurin à Celle, avec quelques bataillons et cinq cents chevaux, le prince d'Eckmühl à Gifhorn, avec une autre portion de son corps et le corps de cavalerie de Sébastiani en formation. Jusqu'au 20 avril, ces corps restèrent dans l'inaction, s'enfermant dans les villes, faute de cavalerie pour résister aux Cosaques, les laissant pénétrer, comme nous le verrons, jusqu'à Hanovre et Brunswick, et leur abandonnant à ravager les districts westphaliens d'Ulzen, de Danneberg, de Salzwedel, de Stendal, de Werben.

Pendant que nous abandonnions la ligne du Bas-Elbe à Czernichew, nous étions obligés de nous retirer de celle du Haut-Elbe devant les masses principales russes et prussiennes conduites par Wintzingerode et Blücher, sous le commandement d'Alexandre. Le 26 mars, la division Durutte, du corps de Reynier, évacua Dresde, allant rejoindre le prince Eugène sur la Saale. Alors, l'armée française ne toucha plus l'Elbe que sur un point, à Magdebourg. L'armée du Vice-Roi formait une ligne dont la gauche s'appuyait à cette forteresse et la droite au Hartz, se couvrant sur son front par la Saale. Ainsi cette ligne formait, avec celle du Weser et de l'Aller occupée par Davout, un angle droit dont le sommet était à Magdebourg, le prince Eugène et le maréchal se tournant à peu près le dos, pour faire face à l'ennemi qui les avait débordés à droite

et à gauche, sur le Haut et sur le Bas-Elbe, à Hambourg et à Dresde.

Dans cette position, le prince Eugène manœuvra avec habileté, et livra le combat de Möckern, en avant de Magdebourg, afin de ralentir la marche des alliés et de gagner du temps. Huit jours, à ce moment, étaient d'un prix inestimable pour l'Empereur, qui débouchait de la Franconie et des montagnes de Thuringe, en instruisant, pendant la marche, ses bataillons de conscrits. Retardés par leurs propres hésitations et par l'attitude du prince Eugène, les Prussiens et les Russes ne débouchèrent que très-lentement sur la Saale. Le 11 avril, Wittgenstein, après avoir passé l'Elbe à Dessau, s'étendait entre cette ville et Köthen; le général Wintzingerode entrait à Halle sur le territoire westphalien, et Blücher occupait Rochlitz, sur la Mulda. Le centre de l'armée alliée était ainsi à Leipsig.

Leur but, assez mal défini, était de s'avancer à la rencontre de l'Empereur, qui lui-même se disposait à descendre de la Thuringe, et marchait à leur rencontre sur cette route illustrée par nos victoires, la route de Fulde, Eisenach, Gotha, Erfurth, Weimar, Iéna, Naumbourg, Leipsig. Ils défilaient devant l'armée du Vice-Roi, cantonné sur la Basse-Saale, ayant à leur gauche les montagnes de la Bohême, devant eux, la Grande-Armée amenée par l'Empereur. Cette manœuvre ne pouvait se justifier que par la prétention d'empêcher la jonction de l'Empereur et du Vice-Roi.

Si l'on jette les yeux sur une carte du théâtre de

la guerre, on reconnaîtra que, de Leipsig, trois routes ou faisceaux de routes se dirigent à l'Ouest et au Nord-Ouest; la première, est celle qui descend la Saale par Halle, Könnern, Bernburg; la seconde, celle de la Franconie et dont nous venons de parler, par Naumbourg, Erfurth, Gotha, Eisenach, Fulde, etc.; enfin la troisième, entre les deux autres, se dirigeant sur Cassel par Mersebourg, Querfurth, Artern, Sondershausen, Nordhausen, Heiligenstadt. L'armée russo-prussienne, occupant un vaste demi-cercle en avant de Leipsig, avait à sa droite la route de Halle qui la conduisait contre les positions du prince Eugène; un peu sur sa gauche, la route de Naumbourg et d'Erfurth qui la conduisait à la rencontre de l'Empereur; et, tout à fait devant elle, la route de Cassel qui était libre ou à peu près. Il était évident que, s'il y avait pour les alliés une chance quelconque d'empêcher ou de retarder la jonction des deux armées françaises, c'était en manœuvrant sur la route intermédiaire. Heureusement, ils le firent sans décision et en tâtonnant, en gens dont l'approche de l'Empereur troublait fort l'esprit. Le général russe Lanskoï, commandant l'avant-garde de Wintzingerode, échelonna sa cavalerie dans la direction de Sondershausen. Ne trouvant personne devant lui, et concevant alors l'espoir d'enlever Cassel, il parut en forces, vers le 12 avril, à Nordhausen, Mulhausen, Duderstadt, à l'entrée du pays montueux et boisé par lequel le massif du Hartz se lie au massif de la Thuringe. En ce moment la Grande-Armée, formée sur le Mein, montrait seulement ses

têtes de colonnes au débouché des montagnes qui dominent les vallées de la Werra et de la Saale; la 1re division du corps de Ney (3e corps), la division Souhaim, occupait Erfurth, mais n'avait pas encore commencé son mouvement en avant; à quelques lieues d'elle, la cavalerie russe occupait Weimar.

Dès que le danger fut signalé, le Roi prit avec décision les mesures les plus convenables pour arrêter un coup de main sur sa capitale. Les corps présents à Cassel, dont l'organisation offrait le moins d'imperfection, étaient le régiment de fusiliers de la Reine, le 8e de ligne, les 2e et 4e bataillons d'infanterie légère, les quatre escadrons de chevau-légers de la garde, les huit escadrons des deux régiments de hussards. Le Roi forma de ces troupes une petite division sous le commandement direct du comte de Hammerstein. Ce général avait fait, comme nous l'avons vu, la guerre de Russie avec beaucoup de distinction à la tête de la brigade de cavalerie légère du 8e corps. Rentré en Westphalie, il avait reçu du Roi le grade de général de division et le titre de premier aide de camp. C'était le personnage militaire le plus considérable de la Westphalie, et en somme, la confiance que le Roi lui accorda en cette circonstance grave était bien placée et fut approuvée de tout le monde.

Le général de Hammerstein reçut ordre de quitter immédiatement, avec sa division, le camp de Cassel, où s'organisait et s'instruisait la plus grande partie de l'armée, et de se porter au delà de la Werra pour garder les défilés du Hartz, à l'intersection des routes

de Duderstadt, de Nordhausen et de Mulhausen. Le général de Zandt, avec le 8e de ligne, fut laissé à Münden, au confluent de la Fulde et de la Werra, avec une avant-garde d'observation à Gœttingen, le 2e bataillon léger, à Eschwège, sur la Werra, avec une compagnie à Wanfried, du côté de Mulhausen. De sa personne, Hammerstein s'établit à Heiligenstadt avec les fusiliers, le 4e bataillon léger, les quinze cents chevaux, hussards et chevau-légers, commandés par le général Wolf, et dix pièces de canon.

Il ne resta à Cassel que le ramassis des recrues, parmi lesquels les hommes destinés aux grenadiers de la garde présentaient seuls quelque figure.

Le 15 avril, le jour même où l'Empereur quittait Paris pour se rendre à Mayence, le Roi lui rendit compte de l'état des affaires par la lettre suivante :

« Sire, je reçois, aujourd'hui 15, la lettre que « Votre Majesté a bien voulu m'écrire, en date du « 11 à midi, par laquelle elle m'annonce l'envoi de « 500,000 francs. Cela me servira à payer la solde, « mais c'est bien loin de me tirer de l'embarras où « je me trouve, puisque toutes les ordonnances mi- « nistérielles ne sont plus payées depuis le 11, ce « qui fait que les fournisseurs ont entièrement sus- « pendu toutes les fournitures.

« Je reçois journellement, et à toute heure, des « nouvelles du Haut et Bas-Elbe ; en voici le résumé :

« Le général Morand ayant été attaqué par un « corps de trois mille Russes ou Prussiens, après « avoir pris Lunebourg et lorsqu'il s'attendait à être

« joint par la cavalerie du prince d'Eckmühl, fut « culbuté, tout son corps fut pris, et lui-même, ayant « été blessé, est mort à la suite de ses blessures. « C'est le traître Dörnberg qui, informé de l'ap- « proche du prince d'Eckmühl, le fit enlever quoique « mourant. L'ennemi cependant se retira sur la « droite de l'Elbe; mais en apprenant que le prince « d'Eckmühl n'était pas en force, il repassa à Dömitz « avec douze mille hommes, et, à l'heure où j'écris « à Votre Majesté, il se trouve à quatre lieues en « avant de Celle.

« Le prince d'Eckmühl est à Gifhorn; le général « Maurin à Celle, avec cinq cents chevaux, quatre « bataillons et six pièces d'artillerie. Le prince Vice- « Roi, après avoir fait en personne une reconnais- « sance sur Halle, avec dix-huit cents chevaux et « douze pièces d'artillerie légère, a porté son quar- « tier-général à Ascherleben, où il se trouve aujour- « d'hui.

« Je suppose que le but de l'ennemi doit être « d'empêcher la réunion du Vice-Roi et du prince « de la Moskowa, et, d'après ses mouvements, il me « paraît manœuvrer pour gagner Sondershausen et « les montagnes du Hartz avant le Vice-Roi. Si ce « dernier, ne marchant pas assez promptement par « sa droite, n'arrêtait pas le mouvement de l'en- « nemi, il s'ensuivrait naturellement qu'il se trou- « verait séparé du prince de la Moskowa, et qu'il ne « pourrait ensuite effectuer sa jonction avec lui « qu'en tournant les montagnes du Hartz, ce qui lui « ferait perdre huit marches et laisserait à l'ennemi

« le temps d'arriver sur Cassel avant lui, car il faut « renoncer à traverser le Hartz avec de l'artillerie.

« Le général de division de Hammerstein, mon « premier aide de camp, est à Heiligenstadt, gar- « dant tous les débouchés du Hartz avec quinze cents « chevaux, six bataillons d'infanterie et douze pièces « de canon. Il a pour instruction de garder lesdits « débouchés, de se lier par sa droite, vers Eise- « nach, avec la division Bonnet qui y arrive aujour- « d'hui, et, par sa gauche, avec le Vice-Roi, vers « Sondershausen, si, comme je le suppose, le Vice- « Roi ne se laisse pas prévenir par l'ennemi sur ce « point.

« Le 25, il me restera à Cassel cinq bataillons « d'infanterie, sept cents chevaux et dix-huit pièces « de canon; Votre Majesté sait que j'ai quatre ba- « taillons à Magdebourg, quatre à Custrin et deux « à Dantzig. J'apprends en ce moment que sept mille « Suédois sont entrés à Lunebourg, et qu'ils doivent « être suivis d'un pareil nombre. »

Ce même jour, 15 avril, le général Hammerstein ayant envoyé le général Wolf en reconnaissance sur Nordhausen avec deux escadrons de chevau-légers, la cavalerie westphalienne se trouva en présence de plusieurs régiments de Cosaques, fut entourée, et ne se dégagea qu'en laissant un escadron presque entier sur le carreau ou entre les mains de l'ennemi. En ce moment, les nouvelles les plus alarmantes, arrivant de tous côtés, se succédaient sans interruption à Cassel. Czernichew et Dörnberg, maîtres de

toute la rive gauche du Bas-Elbe jusqu'à l'Aller et au Weser, firent un mouvement en avant, correspondant à celui de Landskoï sur Cassel. Profitant de l'inaction momentanée de Vandamme, de Maurin et de Davout, qui se tenaient renfermés dans Breime, Celle et Gifhorn, de nombreuses bandes de Cosaques passèrent l'Aller et vinrent attaquer les faubourgs de Hanovre. On sait que cette ville westphalienne était, depuis plusieurs années, le siége d'un des dépôts de cavalerie les plus importants de l'empire; que c'était à Hanovre, sous les ordres de l'habile général Bourcier, que s'achetaient et se dressaient tous les chevaux de race hanovrienne que consommaient les armées impériales ; qu'une grande partie de la cavalerie française destinée à la guerre de Russie, s'y était formée en 1811 ; et qu'enfin, depuis le mois de mars 1811, les corps de Sébastiani et de Latour-Maubourg, les seuls de cavalerie de ligne de l'armée, avaient tiré et tiraient de ce grand établissement militaire leurs hommes, leurs chevaux, leurs harnachements. Le général Bourcier, se croyant couvert par Breime, Celle et Gifhorn, fut stupéfait de voir les Cosaques aux portes de Hanovre. N'osant pas compromettre, par une résistance imprudente, les précieuses ressources dont il avait la garde, il commença, le 16 avril, l'évacuation de ses chevaux, de ses conscrits et de son matériel sur Osnabrück et Minden. Le même jour, le général Maurin, se voyant inondé de Cosaques autour de Celle, évacua la ville avec ses trois mille hommes dans la direction de Gœttingen. La Westphalie était donc envahie par le Nord

aussi bien que par l'Est, et tout semblait reculer devant les Cosaques, eux-mêmes convergeant vers Cassel.

Dans la journée du 17, le Roi maintint la position avec beaucoup de sang-froid, assailli qu'il était par les terreurs du corps diplomatique, qui se voyait déjà prisonnier des Russes, et par les sollicitations intéressées de toute la colonie des fonctionnaires français, conseillant le départ du Roi qui autoriserait le leur. Ce ne serait, disaient-ils, qu'une retraite momentanée, qu'un simple mouvement militaire ne devant durer que quelques jours, juste le temps nécessaire pour que la marche du prince de la Moskowa sur Leipsig fît reculer tout ce qui était sur sa gauche et en arrière de lui à Mulhausen, Sondershausen, etc. Cela valait mieux que de risquer de laisser emmener par les Russes, dans un coup de main, le Roi, les ministres, tous les Français résidant à Cassel. Le baron Reinhard, le plus effrayé de tous, n'osait pas conseiller la retraite, mais était fortement d'avis d'une demande directe de secours, adressée au duc de Valmy. Le Roi, par amour-propre, répugnait à ce dernier moyen, jugeant avec beaucoup de justesse que ce ne pouvait être qu'une affaire de deux ou trois jours au plus ; que, si l'on gagnait seulement vingt-quatre heures, il était impossible que six mille cavaliers Russes pussent se maintenir à Mulhausen, Sondershausen, ou même dans le Hartz, quand le Vice-Roi et la tête de colonne de la Grande-Armée, formée par le prince de la Moskowa, allaient se donner la main derrière eux, sur la Saale. A deux heures

de l'après-midi, le Roi écrivait à l'Empereur, qui arrivait en ce moment à Mayence :

« Sire, depuis ma lettre d'hier, 16, j'en ai reçu « une du général Vandamme en réponse ; Votre Ma- « jesté la trouvera ci-jointe sous le n° 1.

« Sous le n° 2, est un rapport du chef d'escadron « de la gendarmerie à Hanovre, daté du 15.

« Sous le n° 3, est un autre rapport. Je les envoie « à Votre Majesté tels qu'ils me parviennent, parce « que je sais qu'Elle aime à les parcourir et à les « comparer.

« Le Vice-Roi a son aile droite appuyée à Blanken- « burg et Elbingerode, où se trouve le général Du- « rutte, et sa gauche à Stassfurt.

« Je reçois, à l'instant, un rapport du général « comte de Hammerstein, mon premier aide de « camp, qui m'annonce que l'ennemi s'est porté en « force, le 15, sur Nordhausen. Un escadron de « chevau-légers de ma garde, qui y avait été en re- « connaissance, a été accablé par le nombre et pres- « que entièrement détruit. Je ne puis, cependant, « penser que l'ennemi veuille se hasarder dans les « montagnes du Hartz, le général Souham étant ar- « rivé à Gotha, et le général Bonnet à Eisenach.

« J'attends des nouvelles positives sur le corps en- « nemi entré à Nordhausen, et je m'empresserai d'en « rendre compte à Votre Majesté.

« D'après ce que me rapporte un aide de camp du « prince de la Moskowa, qui a quitté avant-hier soir « le Vice-Roi, il paraît qu'il ne croit pas pouvoir tenir

« plus de quatre à cinq jours : 1° A cause des vivres, « le pays étant absolument épuisé ; 2° par le man- « que de cavalerie, qui l'empêche de pouvoir s'éten- « dre pour se procurer des ressources et d'avoir « connaissance de l'ennemi. Je pense cependant que « l'arrivée des corps qui viennent sur sa droite « changera ses dispositions, et qu'il pourra tenir jus- « qu'à l'arrivée de Votre Majesté, qui est d'autant « plus essentielle que tous ces corps n'étant pas « dirigés par la même tête, il s'ensuit que chacun est « exposé à part.

« Si la force du corps ennemi n'est point trop « considérable, je donnerai l'ordre au général Ham- « merstein de se porter, du 20 au 21, sur Nordhau- « sen, Sondershausen et Langensalza, pour y servir « toujours de lien entre les corps du Rhin et l'armée « du Vice-Roi.

« Ce qui m'inquiète le plus, dans ce moment-ci, « c'est le manque de vivres et de moyens de trans- « port, tous les chevaux du département de l'Elbe et « de la Saale ayant été enlevés ; l'arrivée de Votre « Majesté remettra sans doute tout en ordre et cal- « mera l'effervescence qui existe dans toute l'Allema- « gne, sans distinction de pays.

« *P. S.* Je joins, sous le n° 4, un rapport que je « reçois à l'instant et qui me paraît de la plus haute « importance. »

Dans la soirée du 17, les dépêches du général Hammerstein présentèrent le péril comme imminent. Ce général annonçait que la compagnie postée à

Wanfried, venait d'être enlevée, que l'ennemi, en force du côté d'Eschwège, allait y effectuer le passage de la Werra pour marcher sur Cassel, que lui-même débordé sur sa droite, venait d'abandonner avec le gros de ses forces Heiligenstadt pour camper en arrière, au défilé d'Udra, et que, le lendemain, il comptait rétrograder sur la Werra à Witzehausen.

A dix heures, le Roi, après s'être concerté avec le baron Reinhard, écrivit au duc de Valmy pour lui demander de faire marcher immédiatement, sur Cassel, six des bataillons cantonnés à Giesen. Giesen est en Franconie, à quinze lieues de Francfort, et à vingt-cinq de Cassel. A cette époque, la 4ᵉ division du 6ᵉ corps (duc de Raguse) y était en formation. Elle était commandée par le général Teste, et devait comprendre, lorsqu'elle serait complète, quatre bataillons français et quatre bataillons polonais, ces derniers sous les ordres du général Dombrowski. Cette division, tant qu'elle restait en Franconie et qu'elle n'entrait pas en ligne en rejoignant son corps d'armée, appartenait au commandement territorial du duc de Valmy, dont le quartier-général était à Mayence. Elle était loin d'ailleurs d'être complète ; non-seulement elle n'avait pas ses bataillons polonais, dont les hommes et les cadres arrivaient peu à peu et isolément, mais elle ne présentait encore de disponible que deux bataillons français sur quatre.

Le 18, au matin, les mauvaises nouvelles d'Heiligenstadt se confirmant, le Roi écrivit directement au général commandant à Giesen, au prince Berthier et à l'Empereur. Voici la lettre à l'Empereur :

« Sire, je reçois à l'instant, par le prince de Neuf-
« châtel, l'annonce de l'arrivée de Votre Majesté à
« Mayence.

« Tout ce que j'ai appris de nouveau depuis ma
« lettre d'hier, c'est que l'ennemi occupe Nordhau-
« sen et Mulhausen en force, et que le général de
« Hammerstein n'est point assez fort pour l'en dé-
« loger.

« L'ennemi a enlevé, dans la journée d'hier, à
« Wanfried, près d'Eisenach, une compagnie de mon
« second bataillon léger; mes troupes sont si jeunes
« qu'il est presque impossible de rien entreprendre
« isolément avec elles. Les soldats n'ont pas deux
« mois de formation, et les sous-officiers ne sont
« guère plus vieux, ce qui fait que je désirerais que
« Votre Majesté m'envoyât six bataillons de troupes
« françaises, et je mettrai aussitôt à sa disposition
« six de nos bataillons; sans cette précaution indis-
« pensable, je ne puis prévoir ce qui arrivera en cas
« d'apparition d'un petit corps de l'ennemi.

« Un corps de cavalerie ennemie a traversé, avant-
« hier, les montagnes du Hartz pour se porter sur les
« derrières du Vice-Roi, ou bien pour intercepter les
« communications entre Cassel et Brunswick. Ce
« corps s'est dirigé de Nordhausen sur Elbingerode,
« et je suppose de là sur Goslar.

« Je reçois, à l'instant, la nouvelle, que j'envoie en
« original à Votre Majesté, que l'ennemi se porte en
« force sur le général de Hammerstein; dans cette
« extrémité je prends sur moi d'inviter le général
« français qui commande à Giesen à m'envoyer pro-

« visoirement six bataillons, et je prie instamment « Votre Majesté de lui en faire donner l'ordre.

« Votre Majesté sentira que la conservation de « Cassel est de la plus haute importance pour assurer « les communications entre les armées du Rhin et « du Vice-Roi et entre ces mêmes armées et toute la « 32e division militaire.

« L'ennemi a le plus grand intérêt à faire une « pointe sur ma capitale, pour détruire momentané- « ment toute l'action de mon gouvernement, et insur- « ger et livrer à l'anarchie les derrières des armées « françaises. D'après ces considérations extrêmement « importantes, Votre Majesté jugera sans doute que « je ne dois pas entièrement me confier dans ce mo- « ment pressant à des troupes neuves que, malgré « tous mes soins, on entoure de toutes les séductions « possibles ; quant à moi, je déclare à Votre Majesté « que je ne bougerai pas d'ici, car le moindre pas « rétrograde mettrait tout en feu.

« Il serait aussi nécessaire, je pense, que Votre « Majesté ordonnât à la division qui occupe Eisenach, « de se porter sur Mulhausen et Nordhausen. »

Seconde dépêche, écrite le même jour, 18 avril, par le Roi à l'Empereur, à midi.

« Sire, après avoir fini ma dernière dépêche, un « de mes officiers d'état-major est arrivé de Hanovre, « d'où il est parti hier à midi, et me donne les nou- « velles suivantes :

« 1° Que le général Bourcier, avec tous les dépôts

« de cavalerie, avait évacué ladite ville, en très-grand « désordre, hier à onze heures du soir, pour se reti- « rer sur Minden et Osnabrück;

« 2° Que le général Maurin, qui s'était enfermé « dans Celle avec quatre bataillons, quatre pièces « de canon et cinq cents chevaux, se retirait sur « Hanovre, où il était attendu hier;

« 3° Qu'un corps de huit mille Russes ou Prussiens, « suivi d'un grand nombre de paysans, se portait sur « Breime avec l'intention d'attaquer le général Van- « damme, qui doit être enfermé dans cette ville. »

Voici, d'un autre côté, les rapports adressés directement à l'Empereur par le baron Reinhard :

« Je sors de chez le Roi. Sa Majesté me dit que la « position du général Hammerstein a été tournée, « qu'il est en retraite sur Witzehausen, qu'il écrit « que l'ennemi qui est devant lui est fort de dix mille « hommes, et que son intention paraît être de couper « la communication avec Francfort. Il n'y a que les « chevau-légers de la garde qui tiennent : les autres « troupes restent en arrière ou se débandent. Le Roi « a encore ici la plupart des cuirassiers, mais pourra-t- « on s'y fier ?

« Le Roi conserve toujours l'honorable résolution « de rester à Cassel; en effet, sa dignité, celle de Sa « Majesté Impériale, le salut de la Westphalie le « commandent. L'ennemi ne peut avoir en vue d'au- « tre succès que celui de faire partir le Roi. Sa Ma- « jesté m'a proposé d'envoyer M. de Malartic, mon

« secrétaire de légation, pour rendre compte à Votre « Majesté de tout ce que le temps ne me permet pas « d'écrire, et surtout pour déterminer d'autant plus « sûrement le général français qui doit commander « à Giesen, à faire approcher de Cassel des troupes « françaises. Le Roi pense que l'évacuation, même « momentanée, de Cassel produirait un plus grand « mal qu'il n'y aurait d'avantage à couper les ennemis « qui se sont enfoncés entre deux armées.

« Je remets à M. de Malartic une lettre ouverte « pour les généraux qu'il rencontrera. J'expose la « situation actuelle de la ville de Cassel. J'atteste que « la demande de troupes françaises a été faite par le « Roi et par moi à Votre Majesté, et que pour tirer « d'un danger imminent la résidence et la personne « du frère de Votre Majesté, il n'y a pas un instant à « perdre. Le Roi et le Vice-Roi sont mal instruits de « ce qui se passe derrière le rideau de cavalerie dont « se couvre l'ennemi. Depuis le 12, l'ennemi était en « présence devant Celle, le Roi ne répond pas aux « questions que je lui fais sur Hanovre, même incer- « titude du côté de Brunswick. La disette empêchera « le Vice-Roi de garder longtemps la position du « Hartz. Sa droite est appuyée sur Blankenburg, mais « tant que le prince de la Moskowa ne dépasse point « Eisenach et Gotha, il reste une forte lacune à rem- « plir.

« Déjà, le 15, Son Altesse Impériale semblait sup- « poser que ce prince était à Erfurth.

« Je m'attacherai, Sire, à la personne du Roi. Sa « Majesté sait qu'après Elle, c'est moi que le danger

« menace. Elle m'a promis de me permettre de l'ac-
« compagner. Je pense au reste qu'aucune détermi-
« nation ne sera prise avant que Sa Majesté n'ait vu
« le général Hammerstein.

« *P. S.* Le Roi me fait dire à l'instant qu'une pe-
« tite partie des dépôts de cavalerie, partis de Hano-
« vre, a été prise par les Russes sur la route de Min-
« den. En Westphalie, pour peindre en un seul mot
« la disposition des habitants, il n'y a point d'inquié-
« tude, mais un calme menaçant. »

Seconde dépêche, même date :

« Il y a eu cour ce soir. Le Roi s'y est moqué de
« ceux qui ont peur, mais il ne les a pas guéris. Au-
« jourd'hui à midi, nous étions encore à Heiligens-
« tadt ; jeudi dernier le prince d'Eckmühl, qu'on di-
« sait coupé et replié sur Brunswick, était encore à
« Gifhorn.

« La désertion continue.

« Les femmes partent : l'alarme est partout.

« Le comte de Bulow a été amené aujourd'hui à
« Cassel de sa terre d'Essenrode, près de Brunswick,
« par une forte escorte de gendarmes westphaliens et
« de cuirassiers français. Sa femme et ses enfants
« l'accompagnaient. Ses papiers ont été saisis. Il a
« été conduit immédiatement devant le général Bon-
« gars, inspecteur-général de la gendarmerie. L'é-
« missaire Ernst, qui l'avait nommé au prince d'Eck-
« mühl comme un de ceux sur lesquels l'ennemi
« comptait, est un négociant de Brunswick connu

« par son exaltation. J'apprends que le projet du « Roi était de lui assigner pour logement provisoire « Löwembourg, petit château près de Napoléonshöhe « et de le faire conduire ensuite en France.

« La nuit s'est passée tranquillement. L'estafette « du quartier-général arrive à l'instant. »

Le 19 avril arriva la réponse de Giesen. Le général Teste, prenant sur lui une initiative qui n'était pas sans courage de la part d'un général de division placé sous les ordres du duc de Valmy, qui lui-même ne remuait pas un bataillon sans l'ordre de l'Empereur, le général Teste, disons-nous, annonçait au Roi qu'il n'avait que deux bataillons, mais qu'il les conduisait immédiatement à Cassel.

Le Roi en rendit compte à l'Empereur par la depêche suivante :

« Sire, je m'empresse d'annoncer à Votre Majesté « que le général Teste, qui commande les troupes de « Votre Majesté à Giesen, me mande qu'il n'a que « deux bataillons à sa disposition, et qu'il les a fait « partir sur-le-champ pour Cassel, où ils ne pourront « probablement arriver qu'après-demain au plus tôt.

« J'envoie ci-joint à Votre Majesté deux lettres, « l'une du général de Hammerstein qui a dû évacuer « la nuit passée Heiligenstadt, mais je lui ai envoyé « l'ordre de tenir le plus possible pour me donner le « temps de recevoir les troupes que j'ai demandées.

« Votre Majesté peut à peine se figurer l'agitation « et la fermentation qui règnent dans toutes les têtes,

« c'est ce qui m'a surtout décidé, quelque chose qui « arrive, à tenir dans Cassel, bien convaincu que « Votre Majesté ne m'abandonnera pas dans cette « position.

« Je me trouve dans un embarras terrible par rap- « port aux finances; rien ne rentre plus absolument « dans les caisses; les 500,000 francs que m'a an- « noncés Votre Majesté n'étant point arrivés, mes « 3e et 9e régiments, qui sont à Magdebourg, n'ont « point de solde depuis le 1er de ce mois.

« La seconde lettre, que je reçois à l'instant, est « du prince d'Eckmühl, et je la fais également passer « en original à Votre Majesté. »

L'Empereur, ordinairement si jaloux de son autorité, approuva la réquisition adressée au général Teste et la manière dont ce général y avait répondu. Bien plus, il ordonna que cette division, dont deux bataillons seulement allaient arriver à Cassel, y resterait pour attendre et recevoir son complément d'effectif, et former avec les troupes westphaliennes qui n'entreraient pas de suite en ligne un noyau de corps sous les ordres du Roi.

Voici la lettre de l'Empereur, datée de Mayence, le 20 avril 1813 :

« Mon frère, je reçois votre lettre du 19, à midi. « Le général Teste n'a que deux bataillons. Je vois « avec plaisir qu'il les a fait avancer. Je lui donne « l'ordre de se porter à Cassel de sa personne. C'est « un bon officier. Vous pourrez lui compléter une

« division avec vos troupes jusqu'à ce que le reste « de ses troupes arrive, ce qui ne sera qu'en mai. « Je viens de recevoir des lettres d'Eisenach, du 18 « au soir. La division Bonnet était déjà à Gotha; la « division Compans était à Eisenach. L'opinion de « ces officiers généraux était qu'il ne se trouvait que « des partisans sur leur gauche. Je crains que le « général Hammerstein ne voie des fantômes, et ne « s'en laisse imposer par ses espions. Toutefois, « j'espère qu'actuellement il aura établi ses commu- « nications avec les ducs de Raguse et d'Istrie, qui « ont dû être le 19 à Eisenach. Je compte moi-même « partir bientôt. Envoyez-moi donc vos dépêches « importantes, par duplicata, sur Mayence, jusqu'à « ce que vous appreniez mon départ de Mayence. »

Le 19, l'ennemi s'était arrêté à la hauteur de Duderstadt, lançant des partis sur sa droite, dans le Hartz, du côté d'Elrich et d'Osterode, comme pour chercher une issue vers Brunswick, et y donner la main à Dörnberg et Czernichew, qui battaient le pays entre l'Aller et le Weser. Le 20, Landskoï replia simplement sa cavalerie dans la direction de Leipsig. Ce jour-là, la division Souham, formant la tête de colonne du 3e corps, qui marchait lui-même en tête de l'armée, se trouvait au-delà de Weimar et s'avançait sur Naumbourg. Elle avait ainsi dépassé de beaucoup ce corps de sept à huit mille Cosaques engagés dans leur pointe sur Cassel. Si l'Empereur avait eu à sa disposition, en 1813, pour éclairer ses colonnes d'infanterie, une cavalerie nombreuse, comme celle

qui, sous Murat ou Lasalle, avait préparé et complété les victoires des campagnes précédentes, nul doute que, par un simple mouvement à gauche, il n'eût coupé et mis en grand péril tout ce qui avait dépassé Artern, et n'eût détruit cette avant-garde en la jetant dans le Hartz ou sur l'armée du Vice-Roi. Mais le malheur de cette campagne fut le manque de cavalerie. Il n'y en avait pas d'autre que celle de la garde, sous Lefèvre Desnouettes, deux petites divisions sous Latour-Maubourg, en tout quatre mille hommes, et enfin le corps de Sébastiani, sur l'Aller, de quinze cents cavaliers.

Aussitôt que le général Hammerstein se sentit appuyé sur sa droite, du côté d'Eisenach, et que les Russes, en hésitant à l'attaquer, eurent montré qu'ils étaient inquiets sur leur propre position, il les poussa vigoureusement, déboucha d'Heiligenstadt, le 21, et s'avança dans la direction d'Artern.

La marche en avant de l'armée de Franconie, en délivrant Cassel, eut aussi pour effet de dégager les pays compris entre le Bas-Elbe et le Weser, et de faire prendre l'offensive sur toute la ligne de l'Aller.

Le 28 avril, le général Maurin se reporta sur Celle, dont Dörnberg avait pris possession pendant quelques heures au nom du roi d'Angleterre. Le maréchal Davout, nommé au commandement de la 32e division militaire, laissa Sébastiani à Gifhorn, se rendit avec les bataillons de son corps à Breime, et, se portant en avant, déboucha par Rothenbourg sur Haarbourg, pour commencer le siége de Hambourg, qui devait durer plus d'un mois. Le général Sébastiani,

quittant lui-même Gifhorn, balaya tout ce qui tenait la campagne sur la rive gauche de l'Elbe, dans le département de ce nom, battit Dörnberg à Sprachenzel et le rejeta sur Wentzel.

L'invasion, qui avait failli couvrir la Westphalie tout entière, se trouva refoulée pour le moment.

Nous mettons sous les yeux du lecteur un long rapport du baron Reinhard au duc de Bassano, en date du 22 avril, et qui présente un tableau intéressant de la cour et de Cassel pendant cette crise d'une semaine :

« L'arrivée de Sa Majesté l'Empereur à Mayence, « le devoir que j'avais de lui rendre compte de tout « ce qui se passait, les inquiétudes qui, dans ces « derniers jours, ont agité la ville de Cassel, m'ont « forcé à laisser une lacune de quelques jours dans « ma correspondance avec Votre Excellence.

« Samedi, le 17, le Roi me fit venir pour me dire « que cela commençait à devenir sérieux, et qu'on ne « pouvait plus dormir que d'un œil ; et en effet, Sire, « répondis-je, votre capitale commence à être un « peu cernée. — Non, dit le Roi, le général Ham« merstein va marcher en avant : il va se mettre en « ligne avec le Vice-Roi et le maréchal Ney, et il me « montra sur la carte où le général Hammerstein se « placerait. Je vis que je m'étais fourvoyé, et je ra« menai Sa Majesté à me parler de ses craintes. « Le 17, les autorités des villes de Hanovre et de « Brunswick étaient sur le point d'évacuer, l'ennemi « serrait le général Hammerstein à Heiligenstadt, le

« Roi avait reçu la nouvelle d'un nouveau passage de « l'Elbe à Tangermünde et de l'arrivée de sept mille « Suédois à Lunebourg.

« Dès la veille, quoique encore éloigné de penser « que le danger de l'approche de l'ennemi pourrait « devenir imminent pour la ville de Cassel, j'avais, « surtout dans la vue d'arrêter parmi les troupes « westphaliennes la désertion qui continuait ses ra- « vages, pris sur moi de demander à M. le duc de « Valmy deux bons bataillons de troupes françaises « des anciens départements. Le lendemain, je sondai « le Roi à ce sujet : il me répondit qu'il n'avait « point d'ordres à donner, et qu'il ne pouvait pas « avouer qu'il se défiait de ses troupes. Je lui dis « alors ce que j'avais fait, et Sa Majesté voulut bien « m'approuver. Le lendemain, le Roi envoya un « courrier au général Teste, commandant quatorze « bataillons qui, disait on, étaient à Giesen, pour « lui donner l'ordre, dont Sa Majesté prenait toute « la responsabilité sur elle, d'en faire marcher six « immédiatement sur Cassel.

« Le dimanche, à deux heures du matin, je reçus, « par Monseigneur le Prince de Neufchâtel, la nou- « velle de l'arrivée de Sa Majesté Impériale à « Mayence. J'en acceptai l'heureux augure et je m'en « sentis entièrement rassuré. Mais dès dix heures, « le Roi me fit appeler, et j'appris que le général « Hammerstein craignait d'être attaqué à Heiligens- « tadt, et d'être obligé de se retirer à Witzehausen « sur la Werra, à huit lieues de Cassel. Un escadron « westphalien avait été enlevé à Nordhausen, une

« compagnie de chasseurs à Wanfried, à quatre lieues « d'Eisenach, où se trouvait déjà une division fran- « çaise. J'adressai une estafette extraordinaire à Sa « Majesté Impériale avec des lettres du Roi pour lui « représenter la nécessité urgente de venir au secours « de la ville de Cassel. A deux heures, les nouvelles « étaient devenues plus alarmantes. Le Roi me pro- « posa d'expédier mon secrétaire de légation, soit « pour presser l'arrivée des bataillons que devait « envoyer le général Teste, soit pour rendre compte « directement à Sa Majesté Impériale de la situation « des choses. M. de Malartic partit à cinq heures.

« Dans la ville, l'alarme était générale. Des pré- « paratifs de départ se faisaient dans toutes les fa- « milles françaises : les femmes partaient. Je déclarai « au Roi que je m'attachais à sa personne ; en même « temps, je lui fis sentir combien il importait qu'il « ne quittât sa capitale qu'à la dernière extrémité.

« Appelé une troisième fois chez le Roi, je lui fis « lecture de la lettre que je venais d'écrire à Sa Ma- « jesté l'Empereur, et où je disais que la dignité du « Roi, celle de Sa Majesté Impériale, le salut de la « Westphalie lui commandaient de rester. Sa Majesté « voulut bien me dire que j'avais exprimé toute sa « pensée ; et dès ce moment toute sa contenance et « même une sorte d'exaltation noble et touchante « me donnèrent la conviction que la détermination « du Roi était prise irrévocablement. Je ne savais « que trop combien plusieurs personnes en qui il « avait confiance le pressaient de partir. Dans le « corps diplomatique, l'inquiétude était grande : je

« ne pus revoir ces messieurs que tard dans la soi-« rée. Le ministre d'Autriche me fit une espèce de « querelle de ce qu'on semblait vouloir le mettre « dans le cas de rester et de le rendre ainsi respon-« sable aux yeux de sa cour : c'était dans un bon « sens, et je ne pus que lui en faire des remercîments. « Je répondis que le Roi était déterminé à rester « et que je ne pouvais pas lui en dire davantage ; « que très-certainement si Sa Majesté partait, il en « serait averti ou par M. de Fürstenstein ou par moi. « Le ministre de Saxe se proposait de rester. A dix « heures du soir, nous apprîmes que le général « Hammerstein n'avait pas quitté Heiligenstadt. La « nuit se passa tranquillement, il n'y avait d'agita-« tion que parmi les Français; les autres habitants « de la ville étaient calmes et ne montraient aucun « symptôme de malveillance. Le Roi se promena, « pendant la nuit, à pied. Le lendemain, le surlende-« main, il se rendit aussi à pied aux camps, aux ca-« sernes, où il fit grâce à plusieurs déserteurs, et par-« tout sa présence produisit un heureux effet.

« Dès lundi, il était évident pour moi que l'ennemi « craignant d'être coupé, ou peut être l'étant déjà « par les mouvements du prince de la Moskowa, se « retirait; que s'il avait eu l'intention de tenter un « coup de main sur Cassel, ayant, comme on le di-« sait, de l'infanterie et du canon, sa cavalerie se « serait montrée dès lundi matin sur les bords de la « Fulde, et que toute l'armée des conscrits westpha-« liens ne l'en aurait pas empêché. Cependant, il « avait poussé un fort parti vers Duderstadt, des pa-

« trouilles étaient venues à travers le Hartz jusqu'à « Osterode. On pouvait supposer qu'ils cherchaient « peut-être de ce côté là une issue vers Hanovre ou « Brunswick, où ils pouvaient espérer de se joindre « à des partis venant du Bas-Elbe.

« Enfin, le 20 au soir, le Roi apprit que l'ennemi « avait évacué Duderstadt, et que le général Ham- « merstein le poursuivait vers Nordhausen, d'où il « était venu. Cette nouvelle avait encore été précé- « dée d'une alarme qu'on m'avait cachée. Probable- « ment l'ennemi, pour masquer sa retraite, avait fait « une fausse attaque vers Heiligenstadt, et le géné- « ral Hammerstein avait encore craint d'être obligé « de se replier. A la même époque, la ville de Celle, « que le général Maurin avait évacuée dans la nuit « du 16 au 17, fut réoccupée par nous le 18 après « quelques escarmouches. Dörnberg y était entré « le même jour, à midi : il s'était annoncé comme « général au service d'Angleterre, et avait pris pos- « session de la ville au nom du Prince-Régent : trois « heures après, il n'y était plus. Du côté de Hanovre, « on n'a aperçu que quelques faibles partis de Co- « saques. Les dépôts du général Bourcier ont pris « la route de Paderborn et Gifhorn, en avant de « Brunswick.

« M. le prince d'Eckmühl, nommé au commande- « ment de la 32e division militaire, avait remis le « commandement de ses troupes au général Sébas- « tiani, qui s'est hâté de faire un mouvement en « avant. Le 17, le prince de la Moskowa devait être « à Erfurth et faire occuper Weimar le 18. Le quar-

« tier-général de Sa Majesté l'Empereur sera inces-
« samment à Eisenach. Aussi, Monseigneur, toute
« idée de danger et de surprise paraît avoir disparu
« en ce moment pour la Westphalie. La présence de
« Sa Majesté Impériale nous garantit que ce sera
« pour jamais. Quoique nous soyons ici mal informés
« des forces de l'ennemi, tout cependant porte à
« croire qu'elles sont bien moins considérables qu'on
« ne l'avait d'abord pensé, et probablement ce ne
« sera pas sur la rive gauche de l'Elbe que l'ennemi
« osera nous attendre pour livrer bataille.

« Le Roi a rendu un décret qui n'a pas été im-
« primé, mais dont Votre Excellence trouvera les
« dispositions dans le mémoire ci-joint, que viennent
« de me remettre les deux administrateurs des do-
« maines impériaux à Cassel. Je me bornerai, pour
« le moment, à en adresser copie à M. le comte de
« Fürstenstein.

« Le nouveau ministre de Bavière, comte de Lun-
« burg, successeur du comte de Rechberg, est arrivé
« ici vers la fin de la semaine passée ; il a remis au-
« jourd'hui ses lettres de créance. »

L'Empereur, parti le 24 avril de Mayence, arriva le 26 à Erfurth, et y séjourna deux jours. Ce fut de là qu'il envoya tous ses ordres pour l'admirable manœuvre qui devait amener la jonction de l'armée de Franconie avec celle du Vice-Roi, la concentration de tous les corps entre la Saale et Leipsig, enfin la bataille de Lutzen. Informé de son passage à Erfurth, le roi Jérôme partit de Cassel pour aller y trouver son

frère, mais il apprit en route que l'Empereur était déjà à Weimar. Il revint dans sa capitale, qu'il eût été imprudent d'abandonner longtemps après l'ébranlement matériel et moral que venait de recevoir le royaume, et au milieu de la crise qu'il traversait. A cette époque, la correspondance entre l'Empereur et le Roi était très-active; Napoléon écrivait souvent à son frère deux lettres par jour, sur le ton de la plus extrême confiance. C'est ainsi qu'il subordonnait toujours à l'appréciation du Roi et à la tranquillité du royaume les idées qu'il suggérait au Roi; tantôt celle de se porter, avec ce qui lui restait de troupes, du côté de Hanovre que l'on croyait menacé; tantôt celle de les faire marcher sur la Saale pour y rallier soit le Vice-Roi, soit le prince de la Moskowa. Le roi Jérôme répondait en demandant à marcher de sa personne et à rejoindre le quartier impérial, mais faisait observer qu'on ne pouvait penser à faire partir de Cassel le peu de troupes qui y assuraient et y représentaient l'autorité royale, surtout dans l'état d'organisation informe où étaient ces troupes. Au lieu d'une division que devait amener le général Teste, on n'avait vu arriver le 22 avril, à Cassel, que deux petits bataillons de six cents hommes chacun. Autour de ce noyau relativement solide, quoiqu'il fût composé de conscrits, on groupait au camp de Cassel les paysans à peine armés et habillés qui constituaient les nouveaux corps, c'est-à-dire le bataillon des grenadiers de la garde, les 2e et 3e régiments de ligne, les 1er et 3e bataillons d'infanterie légère, et les deux régiments de cuirassiers. Nous

avons vu que le général Hammerstein avait emmené le régiment des fusiliers de la garde, le 8e de ligne, les 2e et 4e bataillons d'infanterie légère et la brigade de hussards. Le Roi signalait aussi à l'Empereur, comme un symptôme effrayant de l'état des esprits en Westphalie et comme un effet immédiat du manque d'argent pour la solde, les ravages que faisait la désertion parmi ses troupes. Les conscrits westphaliens désertaient par centaines, du camp de Cassel, de Magdebourg, de la division active de Hammerstein. Pendant les huit jours que ce général avait tenu les défilés d'Heiligenstadt, il avait perdu par la désertion près de deux mille hommes. Si cette position critique s'était prolongée, toute sa division se serait fondue; il n'avait pu marcher en avant, le 23, et entrer en ligne qu'avec trois mille hommes. Ce n'était pas la haine du gouvernement établi qui poussait ces jeunes gens à quitter leur drapeau, mais la lassitude générale, la terreur que leur inspiraient les récits des campagnes de Russie et d'Espagne, enfin l'attente d'un bouleversement qui les affranchirait du joug militaire. En général, ils ne cherchaient pas à passer à l'ennemi, malgré l'active propagande dont ils étaient entourés; ils laissaient au camp leurs armes, leurs effets, et retournaient furtivement à leurs villages, où ils se cachaient et où ils embarrassaient la marche du gouvernement par la présence de toute une population de réfractaires.

L'Empereur, frappé de ce tableau, approuvait le Roi de rester à Cassel, lui promettait quelque argent qui n'arrivait pas, s'inquiétait enfin de l'effet que

pouvaient produire à l'extérieur cet envahissement de la Westphalie, la position critique du Roi, et recommandait à son frère d'écrire partout, à sa femme en France, à son beau-père en Wurtemberg, à ses ministres près des cours étrangères, que tout était réparé, que les Cosaques fuyaient de toutes parts, que sa présence à lui, l'Empereur, avait ramené, avec la victoire, la tranquillité et la confiance.

Nous extrayons trois lettres de la correspondance des deux frères, pour les mettre sous les yeux du lecteur. C'est d'abord une lettre du Roi, datée de Cassel, le 28 avril :

« Sire, je reçois la lettre que Votre Majesté a bien « voulu m'écrire, en date de ce matin, à quatre heures. « Votre Majesté aura vu, par ma lettre d'hier, que « dès que j'ai appris, par sa dépêche du 26, qu'Elle « aurait le même soir son quartier général à Weimar, « je ne me suis pas mis en route, et que l'état de « fermentation dans lequel se trouve mon royaume « ne me faisait pas juger prudent de partir avec mes « troupes de Cassel.

« Si Votre Majesté croit donner une bataille de ce « côté-ci de l'Elbe, je La prie de me permettre d'y « aller de ma personne, cela aura beaucoup moins « d'inconvénient, puisque mon absence ne sera que « de peu de jours; mais il est impossible que je « retire de Cassel les troupes qui s'y trouvent, à « moins de vouloir tout laisser se bouleverser ; les « vivres même, pour nourrir les troupes qui sont

« ici, ne rentrent plus que par le moyen de détache-
« ments de cinquante à cent hommes.

« Je ne pense pas que, pour le moment, il y ait à « craindre du côté de Hanovre, puisque le général « Vandamme s'est porté sur Lunebourg. Il reste « encore aux environs de Hanovre trois ou quatre « partis, composés de brigands, qui pillent les « caisses, mais cela n'est d'aucune importance; « seulement cela inquiète et empêche la rentrée des « contributions en nature et en argent.

« La division Hammerstein sera réunie demain à « Sondershausen; elle est forte de six bataillons, « onze cents chevaux et dix pièces de canon.

« J'attends avec impatience la réponse de Votre « Majesté.

« Je pourrai, de ma personne, me mettre en route « une heure après sa réponse.

« Je joins ici un rapport, que je reçois à l'instant, « et qui contient des détails intéressants que Votre « Majesté saura mieux apprécier que moi. »

Puis une lettre de l'Empereur, écrite d'Erfurth le même jour, 28 avril :

« Mon frère, je reçois votre lettre du 27 avril. Je « vous avais écrit ce matin. Mon quartier général « sera aujourd'hui à deux heures après-midi à Ec- « kartsberg, point situé près d'Auerstaedt, à six « lieues de Weimar et quatre de Naumbourg. Le « prince de la Moskowa est à Naumbourg avec tout « son corps; le duc de Raguse est campé en avant

« de Weimar, le général Compans, qui était à Weis-
« sensée et à Colléda, va se placer aujourd'hui à la
« hauteur de Eckartsberg, à quatre lieues de Naum-
« bourg. Le 4e corps est à Iéna, commandé par le
« général Bertrand ; le 12e corps, commandé par le
« duc de Reggio, doit arriver demain à Saalfed. En-
« voyez sur-le-champ un officier au Vice-Roi pour
« le prévenir de ces nouvelles. J'espère que nos com-
« munications se feront aujourd'hui par Naumbourg.
« Une de mes divisions était hier à Querfurth. Don-
« nez l'ordre au général Hammerstein d'envoyer en
« poste un officier sur Naumbourg pour m'instruire
« où il est. Ordonnez-lui de se diriger dans la direc-
« tion de Naumbourg, et de me faire connaître exac-
« tement où il se trouve ; qu'il envoie des officiers
« en poste pour communiquer avec le Vice-Roi, et
« que ces officiers viennent m'en rendre compte à
« Eckartsberg. Envoyez un courrier à Paris à la
« Reine pour l'instruire que j'ai passé la Saale et des
« succès du général Sébastiani. Donnez ordre à votre
« ministre auprès du roi de Saxe de se rendre à Pra-
« gue auprès de ce monarque, pour observer ce qui
« se fait. Envoyez un courrier au roi de Wurtemberg
« pour l'instruire du passage de la Saale et de la
« bonne situation des choses. Je pense que vous
« faites bien de rester à Cassel. Si vous avez gardé
« votre régiment de cavalerie de la garde, envoyez-
« le moi ; je vous le renverrai aussitôt que je serai
« sur l'Elbe. Je donne ordre que les seize bataillons de
« la division Teste, au fur et à mesure de leur arri-
« vée sur le Mein, se portent sur Cassel, où vous

« réunirez toute la division. Envoyez-nous des fa-
« rines et des bœufs sur Naumbourg. Écrivez au
« prince d'Eckmühl, au général Lemarois et au gé-
« néral Sébastiani, pour les instruire de la situation
« des choses, et quoique je suppose que notre réu-
« nion se fera aujourd'hui, cependant jusqu'à ce que
« je vous aie fait dire qu'elle est faite, instruisez-moi
« de tout ce que vous apprendrez du Vice-Roi. En-
« voyez-moi des officiers intelligents, et en poste.
« Dites au général Lemarois d'envoyer un courrier
« à l'archi-trésorier à Amsterdam pour lui donner
« des nouvelles. »

Enfin, le 3 mai, sur le champ de bataille de Lutzen, Napoléon annonce en ces termes à son frère la victoire de la veille :

« Mon frère, votre aide de camp m'a trouvé sur
« le champ de bataille, poursuivant l'ennemi que
« mon armée a entièrement défait hier. L'empereur
« de Russie et le roi de Prusse commandaient en
« personne. Leurs gardes ont été écrasées.

« Je ne comprends rien au retard qu'éprouve le
« paiement des 500,000 francs. Ils sont compris
« dans la distribution du mois de mars. Envoyez un
« courrier au duc de Bassano, qui devrait déjà vous
« avoir fait payer cette somme. »

La victoire de Lutzen (2 mai) nous avait livré Leipsig, Dresde et le cours de l'Elbe. Celle de Bautzen (21 mai) força les armées russes et prussiennes à

se retirer sur le haut Oder. Pendant ce temps, le prince d'Eckmühl, arrêté dans ses opérations par l'attitude douteuse du Danemark, avait continué péniblement le siége de Hambourg. Vandamme, maître de Haarbourg (petite ville sur la rive gauche de l'Elbe, en face de Hambourg), depuis le 27 avril, n'entra que le 11 mai dans cette ville, évacuée le 30 par Tettenborn. Le 2 juin, le prince d'Eckmühl fit occuper Lubeck par une brigade danoise, cette nation ayant renoué une alliance intime avec la France. L'armistice de Pleiswitz, qui devait durer jusqu'au 20 juillet, et qui fut prolongé jusqu'au 17 août, fut signé le 4 juin. La ligne de démarcation entre les armées belligérantes, après avoir suivi quelque temps le cours de l'Oder, suivait la frontière de la Saxe et de la Prusse, et se confondait avec l'Elbe à partir de Wittemberg jusqu'à son embouchure, sauf une inflexion au-dessus de Hambourg, et qui nous donnait Lubeck.

Ainsi l'Elbe, dans toute la partie de son cours qui servait de frontière à la Westphalie, la sépara, comme ligne de démarcation, des armées russes et prussiennes pendant toute la durée de l'armistice.

On pourrait croire qu'à partir de la bataille de Lutzen, après que la Grande-Armée se fût emparée de Dresde, que le prince d'Eckmühl eût occupé Lunebourg, Haarbourg, les partis ennemis qui jusqu'alors avaient désolé la rive gauche de l'Elbe se seraient définitivement retirés sur la rive droite de ce fleuve dont nous tenions toutes les places, Torgau, Wittemberg, Magdebourg; il n'en fut rien. Le géné-

ral Woronzow, malgré la retraite des Prussiens et des Russes, était resté devant Magdebourg pour en faire le blocus. Czernichew, s'appuyant sur ce dernier et secondé par les chefs de corps francs Lutzow et Pétersdorf, continua ses courses dans la Westphalie et les poussa même en Saxe jusqu'aux portes de Leipsig, qu'il faillit enlever. Le départ du général Sébastiani, pour suivre le mouvement de la Grande-Armée et entrer en ligne, avait livré, sans défense, aux incursions de ces audacieux partisans, les districts de Halle, d'Halberstadt, de Brunswik, de Stendal, de Salswedel. Ainsi l'Empereur, victorieux, poussant l'ennemi devant lui après deux éclatantes victoires, n'était même pas sûr de ses communications avec la France à travers deux pays, la Saxe et la Westphalie, incorporés pour ainsi dire à son empire depuis cinq ans, tant il est vrai qu'à cette époque toutes les ressources matérielles et morales de la France, successivement réduites et concentrées dans sa personne et dans l'armée qu'il commandait directement, étaient épuisées partout ailleurs, et qu'autour de lui il n'y avait que le vide. Nous avons peine à nous rendre compte aujourd'hui, avec nos idées de prudence, peut-être exagérées, comment l'Empereur pouvait faire la guerre sur le Dnieper, le Niémen, l'Oder, l'Elbe même, y livrer des batailles de géants, sans avoir derrière lui ou sur le Rhin une armée de réserve d'un effectif de moitié ou au moins du tiers de la sienne. En 1812 et en 1813, l'Empereur ne laissa rien, absolument rien, derrière lui, que quelques titres fictifs de commandement, destinés à en im-

poser à l'étranger et à dissimuler l'absence de forces réelles, comme pendant la campagne de Saxe celui du maréchal Augereau et du duc de Valmy Ce dernier, qui aurait dû commander une véritable armée du Rhin, n'avait pas un seul régiment complet. Son action se bornait à rassembler les conscrits destinés aux corps de la Grande-Armée, à vérifier s'ils étaient habillés et armés avant de passer le Rhin, à les former en colonnes de marche (elles recevaient des numéros successifs; l'une des dernières, celle qui reprit Cassel, portait le numéro 154), et à les diriger sur l'armée pour combler, dans ses rangs, les vides effrayants occasionnés par le feu, la désertion et la maladie. C'est à ce point de vue que l'histoire du royaume de Westphalie est éminemment instructive. Nulle part ailleurs on ne saisit plus clairement les causes générales, d'un ordre supérieur même à celui des batailles gagnées ou perdues, sous lesquelles succombèrent l'Empereur et l'Empire.

Le 10 mai, le Roi écrit à l'Empereur :

« Sire, d'après les nouvelles que je reçois, les An-
« glais ont fait un petit débarquement de neuf cents
« hommes à Cuxhaven; le général Vandamme m'é-
« crit, en date du 6, qu'il dirigeait une colonne sur
« ce point.

« Le général Sébastiani ayant quitté le Bas-Elbe,
« des partis de Cosaques de vingt-cinq à cinquante
« hommes ont de nouveau passé le fleuve et rôdent
« dans les environs de Celle. Le prince d'Eckmühl,

« n'ayant que trois cents hommes de cavalerie, ne « peut s'opposer à ces incursions.

« Si Votre Majesté, lorsqu'Elle aura passé l'Elbe, a « l'intention de renvoyer ma division, qui n'est nul- « lement organisée pour aller bien loin, Elle pourrait « la diriger sur Brunswick et Celle, où je la ferais « compléter et la mettrais en état d'entrer réelle- « ment en campagne.

« Le 3e bataillon de la division Teste est arrivé « aujourd'hui; il est, comme les autres, fort de six « cents hommes. »

Les incursions signalées par le Roi sur la rive gauche de l'Elbe n'étaient que le prélude d'opérations plus importantes dirigées par Czernichew et destinées à couper les communications de l'armée et à chasser les Français de Cassel.

Le 23 mai, lendemain de la bataille de Bautzen, un corps nombreux de hussards, de hulans et de Cosaques attaqua, près de Könnern, sur le territoire westphalien, à six lieues de Halle, un régiment de marche de huit à neuf cents cavaliers français, que le général Poinsot conduisait de Hanovre à Leipsig, où se formait le corps du duc de Padoue. Le général Poinsot, après une vigoureuse résistance, fut fait prisonnier. Presque toute sa colonne fut tuée, prise, dispersée; quelques débris parvinrent à gagner Leipsig. Avec les difficultés que l'on avait à former quelque cavalerie, l'échec de Könnern était une perte très-sensible, sans parler de l'effet moral vraiment désastreux sur tous les pays entre l'Elbe et le Rhin.

Le 22 mai, sur l'ordre du major-général, la division du général Teste, forte alors de quatre bataillons, en tout deux mille cinq cents hommes, quitta Cassel pour se rendre à Magdebourg et renforcer la garnison de cette place. Cette colonne, que le général Teste, alors malade, ne commandait pas en personne, fut rejointe par quatre cents cavaliers, se rendant de Hanovre à Magdebourg, et coucha le 29 mai à huit lieues d'Halberstadt. L'officier qui la commandait reçut avis dans la soirée qu'un corps de trois mille Russes et Prussiens, dont mille cinq cents cavaliers, avec six pièces de canon, commandé par Czernichew, venait de paraître devant la ville d'Halberstadt, où couchait ce même jour un détachement français. Ce détachement, composé d'un bataillon provisoire et d'un parc d'artillerie comprenant quatorze canons, outre de nombreux équipages de cette arme, campait aux portes de la ville. L'officier qui remplaçait le général Teste fit prendre, le lendemain 30, les armes à ses troupes au point du jour, et se dirigea sur Halberstadt, quoique ce point ne fût pas sur sa route d'étape. Il y arriva à midi; mais déjà, telle était la rapidité du mouvement des Cosaques, que Czernichew avait eu le temps d'enlever le bataillon et le parc d'artillerie, de canonner la ville, d'y entrer, de faire prisonnier le général d'Ochs, qui y commandait seulement avec quelques gendarmes, de piller les caisses, brûler les magasins, et de disparaître, en emmenant son butin et ses prisonniers. La division Teste trouva la ville dans un état de désordre inexprimable, assez semblable à celui où l'avait mise le combat livré dans

ses murs le 29 juillet 1809, lorsque le duc d'Oels y détruisit le 5e de ligne westphalien.

A cette nouvelle, le général Teste, quoique à peine convalescent, partit de Cassel pour rejoindre ses bataillons. Il se trouvait, à Halberstadt, dans une position difficile, à une dizaine de lieues de Schönebeik, sur l'Elbe, l'une des plus riches salines de la Westphalie, et qu'un corps ennemi dont on ignorait la force exacte, mais qui était très-nombreux, occupait sous le général Bulow. Le général français résolut alors de se retirer sur Brunswick, pour couvrir Hanovre. Le Roi donna l'ordre au général de Zandt, qui était à Celle avec cinq cents cuirassiers, de se porter sur Brunswick pour y renforcer la colonne du général Teste. Des rapports très-détaillés sur cette affaire se trouvent dans la correspondance placée à la fin de ce livre. Nous en extrayons la lettre sommaire écrite à ce sujet, le 1er juin, par le Roi, au major-général, à cause de la réflexion qui la termine.

« Mon cousin, je vous envoie un rapport par le-
« quel vous verrez que le corps de Czernichew, fort
« de deux mille hommes, a attaqué et pris Halber-
« stadt, un parc d'artillerie de quatorze pièces de
« canon, escorté par six cents hommes d'infanterie,
« un grand convoi d'habillement appartenant à l'ar-
« mée française, ainsi que ma compagnie de gendar-
« merie du département de l'Elbe et mon général de
« division, commandant ledit département.

« Ce corps de Czernichew s'est joint et fait l'avant-
« garde du corps du général Bulow, qui est fort de

« dix-huit mille hommes ; son quartier-général est « dans ma saline de Schönebeck, où il m'a déjà en- « levé pour plus de huit cent mille francs de sel et « autres objets.

« Ce corps, dont le principal but est de rester sur « les derrières de l'armée, pour intercepter tous les « convois et corps voyageant isolément, désole mon « pays et le désorganise, pille les caisses, brûle les « magasins et empêche toute rentrée de contribu- « tions, de conscrits, et fait enfin le plus grand « mal.

« Le général Teste, qui était tombé très-dange- « reusement malade à Cassel, est parti, quoique à « peine convalescent, et doit avoir rejoint ses quatre « bataillons depuis hier. J'ai envoyé à Brunswick le « général de Zandt, avec un détachement de quatre « cent soixante chevaux, afin de m'éclairer sur cette « route.

« Vous m'avouerez, mon cousin, qu'il est déso- « lant de voir mon pays ravagé et parcouru en tous « sens par des partis ennemis, pendant que cinq de « mes bataillons et huit de mes escadrons sont à gar- « der la capitale du roi de Saxe. »

Après avoir exécuté son coup de main sur Halberstadt, le général Czernichew eut un moment la pensée de se porter sur Cassel. Mais la présence de la division Teste à Brunswick, et les mesures rapides que prit le Roi pour se mettre en défense, malgré l'insuffisance de ses moyens, ainsi que nous le verrons tout à l'heure, firent renoncer le général russe

à ce projet. Il en conçut alors un autre d'une importance militaire plus grande, et dont le succès, qui ne tint qu'à un fil, aurait jeté une immense perturbation dans les opérations de l'Empereur, en coupant, pendant plus ou moins longtemps, ses communications avec la France. Il ne s'agissait de rien moins que d'enlever la ville de Leipsig, qui renfermait six mille blessés, deux bataillons et quelque cavalerie destinée au corps du duc de Padoue, encore en formation. A cet effet, Czernichew obtint de Woronzow que ce général ferait une démonstration sur Dessau, pendant que lui-même se porterait par Halle sur Leipsig à la tête de ses Cosaques et des corps de Lutzow et Pétersdorf, en tout une dizaine de mille hommes, dont quatre mille cavaliers au moins. Le 7 juin, les Russes et les Prussiens parurent devant Leipsig. Le duc de Padoue, hors d'état de résister, venait de recevoir la nouvelle de l'armistice de Pleiswitz, signé le 4. Il le notifia à Woronzow et à Czernichew. La confiance que les généraux russes eurent dans la parole du duc sauva seule la garnison de Leipsig d'un grand désastre. Ils se retirèrent et repassèrent l'Elbe le jour même.

Pendant que ces redoutables partisans se promenaient ainsi dans la Westphalie, dont ils menaçaient à chaque instant la capitale, le Roi faisait l'impossible pour organiser une défense quelconque, non sans un amer chagrin de l'éloignement des troupes nationales, pour lesquelles le pays s'était épuisé en hommes et en argent, et qui l'auraient au moins protégé.

Il faut, pour bien comprendre cette situation, se rendre compte de l'emploi des corps de l'armée westphalienne à cette époque.

Nous avons vu que le général de Hammerstein était entré en ligne vers la fin d'avril, et avait suivi le mouvement de la Grande-Armée avant et après la bataille de Lutzen. Au lieu de laisser cette petite division toute constituée et sous le commandement de son chef, ce qui eût été une consolation pour le légitime amour-propre du Roi et de la nation westphalienne, les ordres du major-général en prescrivirent la dislocation. Les régiments, les bataillons même, séparés les uns des autres, furent affectés à des services spéciaux, et n'entrèrent dans la composition d'aucun de ces grands corps d'armée dont l'illustration se confondait avec celle des maréchaux placés à leur tête. Les deux régiments de hussards furent seuls attachés au corps du duc de Bellune; les chevau-légers, les fusiliers de la garde, le 8e de ligne, les 2e et 4e bataillons légers, furent distribués dans les places de l'Elbe; la majeure partie à Dresde même. Le général de Hammerstein n'ayant plus qu'un commandement illusoire, revint à Cassel.

Quant aux corps que le Roi formait successivement, nous avons vu que c'étaient les 2e et 3e de ligne, les 1er et 3e bataillons légers et les cuirassiers. Dans le courant de mai, le Roi ayant trouvé l'organisation du 3e de ligne suffisamment avancée, l'avait fait partir, sur la demande de l'Empereur, pour Magdebourg, où était déjà le 9e de ligne. Ainsi, lors de l'affaire d'Halberstadt, le Roi avait déjà envoyé à

l'armée quatre bataillons en garnison à Magdebourg, six bataillons cantonnés à Dresde et autres postes de l'Elbe, dix escadrons de hussards et chevau-légers, et deux batteries d'artillerie. Il y avait en outre six bataillons westphaliens bloqués dans Dantzig et Custrin.

Il ne restait donc au Roi vers cette époque, la division Teste étant partie, que ses deux bataillons de grenadiers et de chasseurs de la garde, fort réduits par la désertion, que le 2e de ligne et les 1er et 3e bataillons légers et les deux régiments de cuirassiers à peine formés. Ces six bataillons se relevaient alternativement dans le service des colonnes mobiles qui parcouraient le pays. C'était le seul moyen que l'on eût pour protéger les habitants contre les partis de Cosaques sans cesse en mouvement, pour arrêter les réfractaires et les déserteurs, enfin pour donner quelque force aux autorités au milieu de la désorganisation générale. Les troupes qui ne battaient pas la campagne étaient campées près de Cassel, exercées journellement sous les yeux du Roi, et tenues continuellement en haleine pour que l'oisiveté donnât moins de prise à la désertion. Le principal conseiller du Roi, le véritable représentant de l'autorité militaire, la seule qui subsistât au milieu de cette affreuse crise, était alors le général Allix, cet officier français qui avait commandé l'artillerie westphalienne en Russie, et s'y était acquis une grande réputation. Savant, spirituel et d'une bravoure hors ligne, Allix avait acquis toute la confiance du Roi et s'imposait même aux ministres, par son énergie et sa

fermeté, qualités qui donnent toujours la domination dans les temps de défaillance générale. Le Roi l'avait nommé gouverneur de Cassel, et c'est sous ce titre qu'Allix a été le dernier soldat de la Westphalie, le dernier serviteur du Roi Jérôme. Malheureusement, des bizarreries singulières, des emportements irréfléchis, que ses ennemis traitaient de folie, rendaient quelquefois son contact blessant; les ministres ne l'aimaient pas, tout en reconnaissant en lui une supériorité véritable. Le baron Reinhard, sur la fin, s'était brouillé mortellement avec le général, lorsque le Roi, désespérant de rien obtenir de la France, s'était entièrement confié à l'homme qui avait toujours quelques ressources prêtes pour le danger présent, et dont l'énergie militaire retrempait toutes les âmes autour de lui.

Donc, sur le conseil du général Allix, aussitôt que l'on apprit à Cassel l'entrée de Czernichew à Halberstadt, et la retraite du général Teste à Brunswick, on forma, avec ce qu'il y avait au camp, un petit corps de deux bataillons, de cent cuirassiers et de six pièces de canon, et on l'envoya occuper les défilés du Hartz sous le commandement du général Hammerstein, revenu, ainsi que nous l'avons vu, de l'armée. Il ne resta à Cassel que les gardes du corps, comptant environ deux cents cavaliers, et les deux bataillons de grenadiers et chasseurs de la garde, d'un effectif total d'environ six cents hommes. Il n'y avait pas espoir de repousser Czernichew avec ces faibles moyens. Le Roi eut recours aux dépôts de la Franconie, comme il avait fait au mois d'avril, lors de l'appel adressé au

duc de Valmy et au général Teste. Cette fois c'était la division Dombrowski, qui, étant la première à marcher parmi les corps de formation nouvelle organisés sur le Mein, s'acheminait de Francfort sur l'Elbe par bataillons. Les deux régiments polonais, qui dans le principe avaient dû faire partie de la division Teste, étaient devenus le noyau d'une division polonaise que commandait Dombrowski. Le 1er juin, ce général étant à Hersfeld avec son 1er bataillon, le Roi lui adressa l'invitation de le diriger du côté d'Eschwège sur la Werra, un peu à gauche de la route suivie par la division pour se rendre à Eisenach et Erfurth. Le général Dombrowski, avec l'autorisation du duc de Valmy, s'empressa d'obtempérer à cette réquisition, et fit appuyer à gauche ses bataillons au fur et à mesure qu'ils arrivaient à Hersfeld ; lui-même se rendit de sa personne auprès du Roi. Cependant l'orage que l'on prévoyait devoir fondre sur Cassel s'étant détourné sur Leipsig, le roi Jérôme, dès le 9 juin, s'entendit avec le général Dombrowski pour que la division polonaise continuât la route qui lui avait été tracée primitivement. Cet incident n'occasionna qu'un retard de deux jours sur l'itinéraire envoyé par le grand quartier-général. L'Empereur, informé du fait par le Roi, par le duc de Valmy et par le maréchal Augereau, ne blâma pas son frère d'avoir arrêté le général Dombrowski, approuva même la mesure, mais se plaignit de ce que Jérôme se fût servi de son nom à lui, l'Empereur, pour adresser une réquisition à un général de l'armée. La nuance étant assez délicate à saisir, nous mettons sous les yeux du

lecteur la lettre même du Roi adressée à Dombrowski :

« Monsieur le général Dombrowski, d'après ce qui « s'est passé à Halberstadt, un corps ennemi, fort « de deux mille chevaux, deux mille hommes d'in- « fanterie et les quatorze pièces d'artillerie française « qu'il a enlevées dans la journée du 30, s'est porté « sur Artern, Halberstadt, et paraît continuer sa mar- « che pour se porter à Weimar ; en conséquence il « est indispensable que vous marchiez ayant votre « division réunie.

« D'après les instructions que j'ai reçues de Sa « Majesté l'Empereur, vous devez diriger vos deux « bataillons d'infanterie et votre artillerie de Hers- « feld par Rothembourg à Eschwège, et vos deux « régiments de cavalerie de Hersfeld par Berka « sur Kreutzbourg, afin que si l'ennemi est en force « supérieure, je puisse réunir à votre division quatre « bataillons, quatre escadrons et douze pièces de « canon ; et que vous puissiez, étant ainsi réuni et « renforcé, chasser ce corps ennemi de l'autre côté « de l'Elbe.

« Je n'ai pas besoin de vous recommander de don- « ner l'ordre à vos chefs de corps de se garder mili- « tairement, et d'avoir bien soin de s'éclairer sur la « route d'Eisenach et de Langensalza.

« Je désire que, de votre personne, vous passiez « par Cassel afin que je puisse vous donner les ins- « tructions convenables aux circonstances. Faites- « moi connaître le jour où vos deux bataillons se-

« ront arrivés à Eschwège, et vos deux régiments de « cavalerie à Kreutzbourg.

« Je donne l'ordre à mon officier d'ordonnance « de marcher avec vos deux bataillons jusqu'à « Eschwège, afin que ces troupes ne manquent de « rien ; donnez-lui en conséquence, pour vos chefs « de corps, les ordres nécessaires. »

Nous n'aurions pas insisté sur cet incident de la division polonaise, qui n'eut pas de suite et aucune importance stratégique, si le mécontentement que l'Empereur témoigna en cette circonstance au Roi Jérôme et au duc de Valmy n'avait eu sur l'esprit de ce dernier une influence fâcheuse, et n'avait été quatre mois plus tard la cause indirecte de la prise de Cassel. Nous verrons en effet, à la fin de septembre, l'ennemi menacer Cassel pour la troisième fois, le Roi avoir recours au duc de Valmy, ce dernier hésiter plusieurs jours sous l'impression du blâme de l'Empereur, et n'accorder enfin les renforts que quand la capitale de la Westphalie était déjà au pouvoir de Czernichew.

L'armistice du 4 juin ne détermina pas la retraite immédiate de tous les partis russes et prussiens sur la rive droite de l'Elbe. Le Roi, ayant cru devoir se transporter, le 10 juin, dans les départements de la Westphalie qui avaient le plus souffert de ces invasions successives, trouva les malheureux départements de l'Elbe et de la Saale infestés par des bandes de partisans que la signature de l'armistice permettait de traiter comme de véritables bandits,

en dehors des lois de la guerre. Il put, en même temps, se convaincre par lui-même de l'état déplorable où la guerre avait mis cette partie jadis florissante de son royaume. Voici deux lettres écrites par lui, à l'Empereur, pendant cette tournée :

« Sire, malgré l'armistice, des partis ennemis oc« cupent encore les départements de l'Elbe et de la « Saale. Ce sont deux corps ; l'un, de cinq à six mille « hommes, en grande partie prussiens, a son quar« tier-général à Perbst (pays d'Anhalt-Dessen) ; des « détachements de ce corps ont occupé encore hier, « 15, quatre de mes districts, et ont enlevé une « grande partie de sel, de grains et de chevaux.

« L'autre, commandé par le traître Dörnberg, est « fort de deux mille hommes, a son quartier-général « à Lauenbourg, et est composé de la légion anséa« tique, des déserteurs des pays voisins et des Mec« klembourgeois. Avant-hier 14, un détachement de « ce corps était à huit lieues d'ici. J'ai envoyé contre « lui le général de Zandt avec trois cents chevaux et « une compagnie d'infanterie.

« Il me serait difficile de dépeindre à Votre Majesté « l'état de désespoir véritable où se trouvent tous « les habitants des départements de la Saale, de « l'Elbe et d'une partie de celui de l'Ocker ; je suis « obligé de renoncer à leur faire payer les contribu« tions, car ils abandonnent leurs demeures, se sui« cident et sont hors d'état de satisfaire à leurs pro« pres besoins. »

« Brunswick, 16 juin 1813.

« Sire, je me suis rendu dans cette ville pour « faire une tournée dans les départements de mon « royaume qui ont été occupés par l'ennemi et rava- « gés par ses partis, afin de les réorganiser.

« Les Russes et Prussiens ne se sont définitivement « retirés que hier, en emportant tout ce qu'ils ont « pu; la misère est extrême dans les pays qui ont été « le théâtre de tant de déprédations.

« Je serai, le 20, à Halle, sur les frontières de la « Saxe et à quelques lieues de Leipsig; je me regar- « derais comme infiniment heureux, si Votre Ma- « jesté, cédant à l'extrême désir que j'ai de la voir, « me permettait d'aller à Dresde lui faire ma cour, ne « fût-ce que pour vingt-quatre heures. J'attendrai la « réponse de Votre Majesté. »

De Brunswick le Roi se rendit à Halle, malheureuse ville qui depuis deux mois, avait servi plusieurs fois de théâtre aux rencontres sanglantes des deux armées. De là il partit pour Dresde, où l'Empereur l'avait appelé. Arrivé, le 22 juin, dans la capitale de la Saxe, le roi Jérôme y resta jusque dans les premiers jours de juillet, assistant, dans l'intimité fraternelle, aux premières phases de cette lutte diplomatique mémorable qui aboutit à la rupture de l'armistice et à la déclaration de guerre de l'Autriche. Nous n'avons à entrer dans aucun détail sur cette crise suprême, qui décida du sort de l'Empire; mais il est une remarque particulière à la Westphalie

et tout à fait caractéristique, qui résulte de l'examen des longues négociations de Prague. Jamais l'existence du royaume de Westphalie, sous Jérôme, ne fut mise en question. Les alliés, en y comprenant l'Autriche, bien qu'à cette époque encore elle jouât en apparence le rôle de médiatrice armée, ne voulaient rien céder, sur le grand-duché de Varsovie, sur l'Espagne, sur les provinces anséatiques, surtout sur la Confédération du Rhin, mais reconnurent toujours la Westphalie avec sa dynastie française. Ainsi, la ligne du Rhin devenant la frontière entre l'Allemagne et la France, et tout lien d'alliance ou de confédération étant rompu entre l'Empire et les États de Bade, de Wurtemberg, de Bavière, de Saxe, de Wurtzbourg, etc., la Westphalie aurait constitué une nationalité à part, inclinant du côté de la France par sa dynastie et ses lois, du côté de l'Allemagne par la race de sa population, sorte de bastion dont la base se serait appuyée sur le Rhin et qui se serait étendu jusqu'à l'Elbe, au milieu des peuples germaniques. L'idée de l'indépendance allemande avait, à cette époque, une force incroyable, et celle de l'unité allemande commençait à poindre. Pour que l'Autriche, la Prusse surtout, qui perdait ainsi une partie de ses provinces héréditaires, consentissent à ce grand sacrifice de la Westphalie, il fallait qu'il fût légitimé à leurs yeux et vis-à-vis de l'opinion publique, par les conditions exceptionnelles dans lesquelles le nouvel État s'était développé. En un mot, laisser la Westphalie constituée en royaume sous Jérôme, alors que le reste de l'Allemagne tendait à se replacer sur ses

anciennes bases territoriales et politiques, c'était reconnaître sa vitalité propre et les principes implantés par la France et la Révolution sur cette terre germanique.

On sait que les concessions de l'Empereur s'arrêtèrent aux provinces anséatiques, sous prétexte qu'elles faisaient partie intégrante de l'empire français. La possession de cette contrée fatale, dont une partie, donnée à Jérôme, puis reprise par l'Empereur, avait été entre les deux frères le sujet de si vifs débats, et d'où le prince d'Eckmühl avait étendu si longtemps son omnipotence proconsulaire jusqu'au centre même de la Westphalie, devint la pierre d'achoppement contre laquelle se brisa la fortune de l'Empereur. Ainsi, le décret de décembre 1811, qui transforma les provinces anséatiques en départements français, et qui tient une si grande place dans l'histoire de la Westphalie, fut, de tous les actes de l'Empereur, celui qui l'engagea le plus et le plus malheureusement, puisque sa fierté se crut obligée d'en soutenir la validité contre l'Europe entière, et de lui sacrifier le fruit de cent victoires.

Pendant le séjour du roi Jérôme à Dresde, il fut de nouveau question de lui donner un commandement dans l'armée. L'Empereur, sentant autour de lui faiblir sinon l'énergie du moins la confiance de ses maréchaux, cherchait à rajeunir le commandement de ses armées. Malgré l'affaire de Neswij, il trouvait dans Jérôme un entrain militaire, une fougue de jeunesse, une foi dans le génie et le bonheur fraternel, un dévouement absolu enfin qui lui sem-

blaient pouvoir compenser quelques défauts secondaires dont un sentiment peut-être exagéré de la dignité royale était le principal. L'Empereur proposa donc au Roi de prendre le commandement d'un corps d'armée ; mais ayant à compter avec l'amour-propre de ses maréchaux, influencé d'ailleurs par le souvenir des difficultés survenues avec le prince d'Eckmühl, il voulut imposer à son frère la condition d'obéir à un maréchal, quand il se trouverait détaché avec lui, et de ne conserver le droit au commandement que sur les généraux de division. Le Roi Jérôme refusa d'y souscrire. Peut-être, pour sa mémoire, doit-on l'applaudir de cette résolution, quand on songe aux souvenirs néfastes dont la fin de cette campagne a chargé les noms les plus illustres et les plus chers à la France, ceux de Macdonald, d'Oudinot, de Ney, de Vandamme, si fatalement associés au retentissement des défaites de la Katzbach, de Gross-Beeren, de Dennewits et de Kulm.

Dans le courant de juillet, quelques jours après le retour du Roi à Cassel, l'Empereur fit demander au Roi toutes les troupes qu'il avait disponibles. Afin de stimuler l'empressement du Roi, l'Empereur lui fit espérer que, moyennant cette adjonction de nouveaux renforts westphaliens, on réunirait les corps jusqu'à ce jour épars de son contingent pour en former une division sous les ordres d'un général nommé par le Roi. C'était là l'objet d'un vif désir chez Jérôme. La vérité est qu'il était impossible d'avoir plus maltraité un contingent allié qu'on n'avait fait et qu'on ne fit jusqu'à la fin du contingent west-

phalien, à tel point qu'il n'est trace, dans aucun des historiens de la campagne de 1813, des douze ou quinze mille soldats de cette nation qui combattirent pour la France, tandis que les plus petits contingents saxons, wurtembergeois, badois, bavarois, italiens, sont soigneusement mentionnés. Cela tient, comme nous l'avons dit, à ce que les troupes westphaliennes ne reçurent pas d'organisation divisionnaire et ne furent pas attachées en bloc à un corps d'armée.

Il fut convenu que l'on tirerait de Magdebourg le 3e de ligne, en laissant seulement dans cette place le 9e de même arme; que le Roi enverrait de Cassel le 2e de ligne et le 1er bataillon léger, une batterie d'artillerie légère et deux batteries à pied; que ces troupes réunies aux corps westphaliens, dispersés dans l'armée formeraient une division de douze bataillons, dix escadrons et trente pièces de canon. Le général Danloup-Verdun, aide de camp du Roi, devait la commander; les généraux de brigade, pour l'infanterie, étaient les généraux Bernard et Lageon, et, pour la cavalerie, le général Wolf. Enfin, cette division, à laquelle on donnait le numéro 31, était destinée au corps d'armée du maréchal Macdonald (11e corps). Dès la fin de juillet, le Roi avait tenu tous ses engagements; le 3e de ligne avait fait son mouvement; le 2e de ligne, le 1er bataillon léger et vingt canons étaient partis du camp de Cassel; il ne restait, pour garder cette capitale et le royaume, que les deux bataillons de grenadiers et de chasseurs

de la garde, le 3e bataillon léger, les deux régiments de cuirassiers et quatre canons attelés.

Quant aux promesses relatives à l'organisation divisionnaire du contingent westphalien, elles ne furent pas remplies. Les deux régiments de hussards furent attachés au corps du duc de Bellune (2e corps). Le 27 août, nous trouvons le 1er bataillon léger, le 3e de ligne et une partie de l'artillerie westphalienne, sous le colonel Pfuhl, prenant une part glorieuse à la bataille de Dresde, pendant que le 11e corps, auquel ces troupes auraient dû appartenir, se fait battre sur la Katzbach, à quarante lieues de là. Dans le même temps (23 août), les chevau-légers combattaient à Treuenbritzen et à Gross-Beeren, dans le mouvement malheureux que l'aile gauche de l'armée, commandée par le maréchal Oudinot, fit sur Berlin ; enfin le 2e de ligne resta cantonné à Torgau.

Ces corps, ainsi que tous les autres du contingent, dispersés dans la multitude des postes occupés par la Grande-Armée, eurent une fin presque ignorée, lorsque les malheurs de la retraite de Leipzig firent disparaître autour de l'Empereur, par la désertion, par la maladie, par l'abandon, tout ce qui n'était pas Français et doué d'une trempe, d'un courage et d'une fidélité à toute épreuve. Il n'y a que deux régiments, les 1er et 2e hussards, dont la perte, survenue dès le début des hostilités, ait eu, comme nous le verrons tout à l'heure, une notoriété historique et une influence quelconque sur les derniers jours du royaume de Westphalie.

Cependant il fallait pourvoir à la protection du pays situé entre l'Elbe et le Rhin, tout à fait dégarni par suite des départs successifs de toutes les troupes disponibles, soit en Franconie, soit en Westphalie. L'Empereur, ne s'abusant pas sur l'issue des négociations de Prague et sur le parti définitif que prendrait l'Autriche, s'attendait, sans mettre personne dans sa confidence, à une fin de campagne plus terrible que toutes les guerres passées. En prévision d'un malheur, il fallait organiser la défense du Weser, et si la grande ligne d'opération par Leipzig, Erfurth et Mayence se trouvait compromise, conserver au moins la ligne secondaire de Magdebourg à Wesel, par Minden. Enfin il était urgent, alors qu'on avait enlevé à la Westphalie tout son contingent, de prendre quelques mesures pour mettre la capitale de ce royaume à l'abri d'un coup de main.

Dans ce double but, vers la fin de juillet, l'Empereur organisa à Minden une petite division de cinq bataillons et de quelques centaines de cavaliers, dont le général Lemoine eut le commandement. Le Roi et le baron Reinhard furent prévenus que, dans une circonstance urgente, c'était à ce général qu'ils devaient s'adresser. En même temps l'Empereur décida le Roi à une mesure à laquelle la légitime fierté de Jérôme avait répugné pendant longtemps, mais que l'état critique des affaires imposait comme une nécessité. Il s'agissait de recruter, pour la garde de Cassel et du Roi, un corps uniquement composé de Français, mais dont le Roi aurait l'entière disposition, et qui serait au service de la Westphalie. En affectant

spécialement à la garde de Cassel une légion étrangère, on semblait avouer que l'on ne pouvait plus compter sur l'armée nationale, et c'est là ce qui blessait le Roi, car au lieu de dire que l'armée westphalienne n'était pas sûre, il eût été plus exact de dire que cette armée n'existait plus, qu'elle avait été dispersée tout entière dans la Grande-Armée sans aucune compensation de gloire pour le pays, et qu'il fallait bien prendre des soldats français pour garder Cassel, puisqu'on en avait fait partir ce qu'il y avait de mieux parmi les soldats westphaliens.

Les bases de ce projet sont exposées dans la note ci-dessous, adressée le 4 juillet par le duc de Bassano au baron Reinhard.

« Sa Majesté le Roi de Westphalie a exprimé à Sa « Majesté l'Empereur et Roi le désir d'avoir à son « service des troupes françaises. L'adoption de cette « mesure a en effet paru indispensable à Sa Majesté « Impériale, mais Elle a pensé qu'il était nécessaire « de régler par une convention le nombre et l'espèce « de ces troupes, le mode de leur recrutement, leur « formation et leur organisation, ainsi que les con- « ditions auxquelles elles seraient au service du Roi; « et Elle a fait choix de M. le baron Reinhard pour « négocier et conclure cette convention.

« M. le baron Reinhard se rendra immédiatement « à cet effet auprès du Roi.

« Quant au nombre et à l'espèce de troupes, l'in- « tention de Sa Majesté Impériale est que le Roi « forme :

« 1° Un régiment de hussards qui portera le nom « de hussards de la garde ; ce régiment sera composé « de quatre escadrons de deux cent cinquante hom« mes chacun, ce qui fera un complet de mille hom« mes à cheval ;

« 2° Une compagnie d'artillerie à cheval de deux « cents hommes ;

« 3° Enfin et aussitôt qu'il sera possible, un régi« ment d'infanterie légère de deux bataillons, chaque « bataillon ayant six compagnies composées chacune « de cent quarante hommes. A ce régiment devront « être de plus attachées une compagnie d'artillerie « avec deux pièces de canon et une compagnie de « dépôt. Il aura ainsi un complet de mille neuf cent « soixante hommes ; ce régiment sera spécialement « chargé de la garde de la ville de Cassel.

« Pour que le Roi puisse former de suite le régi« ment de hussards, l'Empereur lui fournira les hom« mes nécessaires aussitôt que la convention sera « signée, en sorte que le Roi en les faisant monter « promptement, aura en peu de temps autour de sa « personne un corps de quelque consistance.

« Sa Majesté fournira aussi les hommes de la com« pagnie d'artillerie à cheval ; mais les soldats du « train qui y seront attachés seront westphaliens.

« Quant au régiment d'infanterie légère, le Roi « pourra envoyer en France des recruteurs qui en« rôleront des hommes à prix d'argent. Mais il est « bien entendu, et il devra être explicitement con« venu, qu'on n'en pourra enrôler aucun qui soit de « la conscription.

« Pour ce qui est des officiers, le Roi fera la de-
« mande de tous ceux qui seront nécessaires à la for-
« mation des trois corps, et il traitera avec eux de gré
« à gré. Ils passeront au service de Westphalie avec
« un grade supérieur à celui qu'ils ont dans l'armée
« française. Après avoir été employés deux ans au
« service de Westphalie dans leur nouveau grade,
« ils pourront le conserver dans l'armée française,
« pourvu qu'ils y rentrent du consentement du mi-
« nistère de France et de celui de Westphalie.

« Tous les officiers, aussi bien que les sous-offi-
« ciers, seront Français; mais on pourra admettre
« des soldats étrangers.

« Tous les hommes faisant partie des trois corps,
« officiers, sous-officiers et soldats, auront le même
« traitement qu'en France, tant pour la solde que
« pour les masses. Ils auront droit à des soldes ou
« pensions de retraite et à des récompenses. Ils ne
« seront tenus de prêter aucun serment particulier,
« leur obéissance au Roi étant suffisamment comprise
« dans les obligations que leur imposent et leur ser-
« ment comme Français, et celui qu'ils ont prêté à
« l'Empereur.

« La convention établira encore que le Roi formera
« un escadron de gardes-du-corps de deux cent cin-
« quante hommes, tous Français, lesquels garderont
« sa personne, concurremment avec les gardes-du-
« corps westphaliens.

« Il pourra composer cet escadron de l'élite des
« Français qui auront été à son service, et, quand cela

« sera possible, d'hommes tirés des régiments de la
« garde impériale.

« Telles sont les bases de la convention que M. le
« baron Reinhard est chargé de conclure ; et les
« clauses qu'elle doit contenir. Son objet, qui est la
« sûreté de la personne du Roi et le maintien de la
« tranquillité dans sa capitale, est entièrement et uni-
« quement dans l'intérêt de ce prince. Il n'est donc
« pas à présumer que le baron Reinhard éprouve de
« difficultés sur aucun des points qu'il doit régler. »

Ce projet de convention donna lieu à quelques observations de détail de la part du Roi. Ses ministres firent de cette combinaison urgente le texte d'une négociation diplomatique ; la dernière qui devait occuper la chancellerie westphalienne ! L'Empereur, impatienté de ces retards, trancha la question par un simple ordre du jour. Les événements, en se pressant d'une manière effrayante, le rendirent inutile. Ni le régiment d'infanterie, ni l'artillerie, ne furent formés. Tout se réduisit à l'envoi de six cents conscrits expédiés de Mayence à Cassel. On les improvisa hussards, quoiqu'ils ne sussent pas tenir à cheval ; l'administration westphalienne épuisa, non pas ses dernières ressources pécuniaires, elle n'en avait plus, mais les derniers expédients dont elle vivait, pour les habiller, les armer et les monter. Ces hussards du régiment Jérôme-Napoléon, enfants de la conscription de 1814, défendirent presque seuls, avec une fidélité touchante et un courage héroïque, les derniers lambeaux du sol westphalien ; et nous les

verrons à l'attaque de Cassel, quitter leurs chevaux, qu'ils ne savaient pas conduire, pour prendre des fusils et se faire tuer sur le pont de la Fulde.

Les lenteurs apportées à cette affaire, les plaintes du Roi, trop légitimes, hélas! et regrettables seulement en un sens, c'est qu'elles n'avaient aucune espèce de chance d'être écoutées, mécontentèrent l'Empereur.

Pour en finir avec le récit monotone de ces tiraillements qui remplit presque toute l'histoire du royaume de Westphalie, nous mettons sous les yeux du lecteur une longue dépêche de Reinhard écrite de Cassel le 10 juillet au duc de Bassano. Ce sera la dernière de ce genre que nous publierons, aussi bien, il n'y a plus place dans notre récit que pour des catastrophes terribles et des événements à jamais mémorables, dans le retentissement desquels se perd le souvenir des dissentiments passagers et des débats secondaires.

« Cassel, 10 juillet 1813.

« Le Roi, aussi jaloux de ce qui touche ses droits « comme souverain que de ce qui touche l'intérêt « de ses finances, a ouvert sa conversation d'hier « avec moi par se plaindre des réquisitions nou- « velles faites par le nouveau gouverneur de Mag- « debourg, M. le comte Lemarois, et surtout des « menaces dont il les avait accompagnées, en annon- « çant que dans le cas où, par le retard des livrai- « sons demandées, le service serait compromis, il se « les procurerait par voie d'exécution, et qu'il met-

« trait le séquestre sur les revenus des quatre dé-
« partements de l'Aller, de l'Ocker, de la Saale et de
« l'Elbe. J'ai dit à Sa Majesté qu'à Dresde on ne m'a-
« vait donné connaissance d'aucune demande nou-
« velle à faire à la Westphalie, à l'exception d'une
« fourniture de trois mille bêtes à cornes que M. le
« comte Daru avait particulièrement recommandée
« à mes soins, mais que j'étais revenu bien pénétré
« de l'intérêt qu'avaient les souverains alliés et sur-
« tout le frère de Sa Majesté Impériale, à continuer
« de seconder les efforts de la France et à faciliter
« par tous leurs moyens le succès de nos opérations.
« La réponse du Roi a été celle que malheureuse-
« ment j'avais pu prévoir. En protestant de son an-
« cien dévouement, Sa Majesté m'a rappelé les im-
« menses sacrifices que la Westphalie n'a cessé de
« faire, et l'impossibilité de les continuer, à moins
« que Sa Majesté Impériale ne daignât y remédier
« par un secours de quelques millions destinés à ai-
« der ses malheureux sujets à supporter le fardeau
« sous lequel ils étaient sur le point de succomber.

« Me rendant ensuite chez le ministre de l'inté-
« rieur, je le trouvai en conférence avec celui des
« finances devant un portefeuille rempli de papiers
« relatifs aux réquisitions nouvelles qui avaient été
« faites depuis peu de jours. Ces deux ministres m'en
« ont fait l'énumération succincte qui, je l'avouerai,
« m'a paru un peu effrayante. Indépendamment des
« fournitures courantes pour Magdebourg, indépen-
« damment des travaux de Werben, qui occupent
« six cents ouvriers, des livraisons en bois pour les-

« quelles on a abattu des forêts entières, des cen« taines de voitures et des milliers de chevaux de « réquisition, constamment employés à Magdebourg « et sur l'Elbe, etc., il s'agit d'un nouvel hôpital pour « quatre mille malades, d'un autre pour huit cents « convalescents, et de l'entretien d'une nouvelle ar« mée de soixante mille hommes, de manière que, « d'après le calcul du ministre des finances, cette « charge nouvelle imposée à la Westphalie, en y « comprenant cinq cent soixante mille francs pour « frais de premier établissement des hôpitaux, mon« terait à quinze cent mille francs par mois. « Si « seulement, ont ajouté ces ministres, la France vou« lait nous aider en payant la moitié de ce que, cal« culées aux prix les plus modiques, nous coûtent ces « réquisitions énormes, il y aurait quelque possibilité « d'y satisfaire, en arrosant un peu tant de canaux « desséchés, et en soulageant, par une distribution « sage, la misère des plus nécessiteux; mais, lors« qu'après avoir enlevé au paysan sa journée, son « bétail, son grain, on finit par lui enlever son lit et « celui de ses enfants, que deviendra-t-il? que de« viendra le pays? Et qu'on ne dise pas que les ré« quisitions en nature ne sont pas de l'argent; elles « sont de l'argent, et plus que de l'argent. A chaque « demande nouvelle qu'on nous fait, on semble avoir « oublié celles qui ont précédé. On ne voit que le « présent, sans peut-être nous savoir gré du passé, « et cependant c'est ce passé qui a amené notre im« puissance actuelle. Il y a certaines fournitures, « certains travaux commandés par ordre de Sa Ma-

« jesté l'Empereur, comme, par exemple, à Hanovre;
« des selles, des harnais, qui sont payés régulière-
« ment et même largement : cela fait quelque bien;
« mais c'est une goutte dans l'Océan. Un système de
« réquisition peut devenir indispensable dans un
« moment d'urgence extrême; mais il est contre sa
« nature d'être permanent : il doit finir nécessaire-
« ment par se dévorer lui-même. »

« J'ai laissé ces deux ministres avisant aux moyens
« de satisfaire, autant que possible, aux demandes
« qui leur étaient adressées, et ne prévoyant pas
« comment éviter l'effet des menaces de M. le comte
« Lemarois. Je les ai engagés à faire de nouveaux
« efforts, d'autant plus qu'ils étaient indispensables:
« Il n'est que trop facile, Monseigneur, de compren-
« dre que, dans l'immensité des opérations que Sa
« Majesté Impériale fait marcher de front, et dans
« celle des dépenses qui s'ensuivent, on a dû établir
« une classification stricte et sévère des paiements
« qui peuvent et doivent être faits comptant, de ceux
« qui peuvent être différés, de ceux qui resteront
« dans le vague ou à la charge des pays qui ont fait
« des fournitures. Ce n'est que par la combinaison
« la plus savante des rigueurs et des ménagements,
« et par un calcul qui frise constamment la borne de
« l'impossible, que peut être maintenu un système
« auquel la France doit la supériorité constante de
« ses moyens et de ses forces. Aussi, quoique n'ayant
« pu méconnaître ni l'équité, ni la sagesse du vœu
« exprimé par les ministres westphaliens, n'ai-je pu
« ni partager ni encourager leurs espérances de sou-

« lagement. La Westphalie, encore plus que les pays « voisins, est intéressée au triomphe de notre cause, « et si le but auquel tendent des efforts inouïs est « promptement atteint, l'humanité sera plus que « consolée.

« Le budget du mois de juillet présente un « aperçu de 6 millions de dépenses urgentes et de « 2,800,000 francs de recettes. Dans la dépense, « sont compris les 750,000 francs d'intérêts de la « contribution de guerre dus à la France, échus à la « fin du mois passé.

« Le Roi, après son retour, a déclaré, dit-on, à « ses ministres, qu'il voulait qu'ils fissent tous « leurs efforts pour satisfaire aux demandes de la « France. Je ne me permets point encore de porter un « jugement sur les dispositions avec lesquelles lui et « son ministre des finances sont revenus de leur « voyage. — Un entrepreneur d'hôpitaux, qui s'é« tait enfui de Magdebourg, et dont M. le gouverneur « exigeait le retour, y a été renvoyé avec l'ordre de « continuer son service, et après avoir reçu un à« compte de la somme qu'il avait à réclamer. »

La reprise des hostilités, après la rupture de l'armistice (17 août), fut marquée par un événement qui eut un grand retentissement à Cassel et y porta un trouble extrême.

Nous avons vu que les 1er et 2e hussards westphaliens avaient été attachés au corps du duc de Bellune (2e corps). Ils faisaient partie de la division du général Bruno. Le 2e corps avait été placé autour de

Zittau, au débouché des montagnes de la Bohême, sur la rive droite de l'Elbe, pendant que l'Empereur se portait contre l'armée de Blücher, qui venait d'attaquer le duc de Tarente sur la Katzbach. Dans la nuit du 22 au 23 août, ces deux régiments, conduits par leurs commandants, le colonel Hammerstein et le major Pentz, passèrent à l'ennemi. Les dispositions de ces deux officiers furent si habilement prises, le secret des conjurés si bien gardé, que ce ne fut que dans la matinée du 23 que l'on s'aperçut de la disparition des deux régiments.

L'Empereur ne montra ni surprise ni colère à cette nouvelle; il ordonna seulement que l'on fît mettre pied à terre à tout ce qu'il y avait de cavalerie westphalienne à la Grande-Armée, pour donner les chevaux et les harnachements à des cavaliers français démontés; ordre tardif et illusoire, car ces deux régiments de hussards étaient tout ce qui restait de la cavalerie westphalienne, sauf deux escadrons de chevau-légers qui, au même moment où leurs camarades désertaient à Zittau, combattaient bravement à l'aile gauche à Gross-Beeren et Dennewitz. L'impression fut très-vive à Cassel. Le colonel Hammerstein était frère du premier aide de camp du Roi; cet officier général, le premier par son mérite et ses services de l'armée westphalienne, avait répondu de la fidélité de son frère sur sa tête. Il avait encore à l'armée deux autres frères et des beaux-frères, tous occupant des grades élevés. Cette défection sur les frontières de Bohême, où se tenaient à l'affût les embaucheurs et les agents de

l'ancien électeur de Cassel, coïncidant avec l'apparition, du côté de Chemnitz, d'une bande de partisans appartenant à ce prince, fit croire au gouvernement westphalien qu'une vaste conspiration militaire, dont l'affaire de Zittau n'était que le prélude, menaçait le royaume et le Roi, et que le général Hammerstein en était le chef. On l'arrêta, et on le conduisit à Mayence, d'où il écrivit une lettre qui parut impressionner vivement le Roi et lui faire regretter cet acte de justice préventive. Du reste, l'arrestation du général Hammerstein se changea en un exil momentané; le duc de Valmy, à la demande du Roi, l'ayant laissé libre dans Mayence sur parole. Les frères et les beaux-frères du général, conduits à Cassel en même temps que lui, y restèrent aux arrêts jusqu'à la première occupation de cette ville par Czernichew. Leur conduite honorable en cette circonstance acheva de dissiper les préventions que l'on avait contre eux et de prouver leur innocence. Non-seulement ils refusèrent de s'associer aux actes du parti allemand, qui croyait trouver en eux des auxiliaires empressés, mais, en quittant la ville, ils déclarèrent qu'ils se considéraient toujours comme prisonniers et à la disposition du Roi.

Les derniers jours d'août furent marqués par des alternatives de succès et de revers, dont le contre-coup arrivait à Cassel sous la forme de nouvelles obscures, contradictoires, dans lesquelles le Roi, ses ministres, ses serviteurs cherchaient avec anxiété à lire leurs destinées. La victoire de Dresde (27 août) jeta le parti français dans la joie la plus vive, trou-

blée presque aussitôt par le bruit du désastre de la Katzbach (26 août), de Gross-Beeren (23 août), de Kulm (30 août). Enfin, vers le 10 septembre, on apprit la vérité sur la bataille de Dennewitz ou Jüterbrock, perdue le 5 septembre par le prince de la Moskowa contre Bernadotte. Dès-lors, les esprits les plus confiants et les plus fermes ne furent plus dominés que par des prévisions sinistres. Il était évident qu'un cercle de fer se resserrait autour de l'Empereur; que bientôt il aurait à combattre non plus pour conserver Dresde, mais pour assurer sa retraite sur Mayence.

Le plan des alliés, qui consistait à envelopper l'Empereur, et qu'ils poursuivirent lentement et avec persévérance jusqu'à la bataille de Leipzig (18 octobre), se révéla dès la première quinzaine de septembre par les démonstrations préliminaires dont le roi Jérôme fut, dans sa capitale, le témoin le plus rapproché et enfin la victime.

D'abord l'orage parut venir du côté de la Bohême; comme à l'époque de la campagne de Wagram, des corps détachés de l'armée autrichienne franchirent le Riesen-Gebirge par les défilés de Komotau, et descendirent à Chemnitz, menaçant à la fois Leipzig et Cassel. Par une vicissitude bizarre, ils étaient commandés par ce même Thielmann qui, sous les ordres du roi Jérôme, avait, en 1809, disputé Leipzig et Dresde aux bandes du duc d'Oels et au corps autrichien d'Am-Ende, lancés sur la Saxe du haut des montagnes de la Bohême. Thielmann avait passé aux alliés. Il fut suivi dans les plaines de la Saxe par

l'hetman Platow, cet ancien adversaire du roi Jérôme, devant Grodno, à Mir, à Neswij. Ils poussèrent hardiment sur la communication de Cassel à Leipzig. Le 18 septembre, Thielmann entra dans Mersebourg, dont il fit la garnison prisonnière. La Grande-Armée n'en était pas encore réduite à se voir coupée de la France par quelques milliers d'ennemis. Lefèvre Desnouettes, envoyé pour punir Thielmann et Platow de leur audace prématurée, battit le premier le 24 septembre, et quoique quelques jours après il eût été forcé lui-même de reculer devant Platow, la route d'Erfurth demeura à peu près libre.

Ce n'était pas du reste du côté de la Bohême, mais du côté de l'Elbe que devait partir le coup fatal au trône du roi Jérôme. Il fut préparé par la haine de Bernadotte et exécuté par l'audace persévérante de Czernichew, que le succès couronna cette fois.

Après la bataille de Dennevitz (5 septembre) le prince de la Moskowa avait ramené sous Wittemberg l'aile gauche de l'armée, mutilée et épuisée par les efforts désastreux qu'elle venait de tenter coup sur coup sur Berlin. Bernadotte ayant refoulé dans Wittemberg et dans Magdebourg toutes les troupes qui avaient pris part à ces malheureuses opérations resta maître du cours de l'Elbe depuis Torgau jusqu'à Hambourg, où le prince d'Eckmühl s'était enfermé. Conformément au plan arrêté dans le conseil des souverains, il prépara pour l'armée du Nord, qu'il commandait, le passage de l'Elbe à Roslau et Acken, près de Dessau, son rôle étant de déboucher de ces

points sur la Saale en arrière de la Grande-Armée resserrée de plus en plus autour de Dresde.

Prêt à se porter sur la rive gauche de l'Elbe, aussitôt que les armées de Sibérie et de Bohême seraient en mesure de concerter leurs mouvements avec les siens, il avait devant lui la Westphalie presque entièrement dégarnie de troupes.

En effet, le général Lemoine avec sa division avait quitté le Weser dans les premiers jours de septembre et avait été dirigé sur Magdebourg, pour concourir à la défense des places de l'Elbe. Ainsi avait-on fait de la division Teste au mois de mai, prévoyance funeste, qui, dans la confiance d'un retour victorieux sur l'Elbe, sur l'Oder, sur la Vistule, priva la France envahie de plus de cent mille hommes enfermés dans Dantzig, Custrin, Hambourg, Magdebourg, etc. Le général Laubardière avait remplacé le général Lemoine sur le Weser, mais avec des forces tout à fait insignifiantes, et qui n'étaient susceptibles que de garder quelques postes. Quant au corps du maréchal Augereau, le dernier formé de tous ceux de la Grande-Armée, il était resté jusqu'au commencement de septembre à Wurtzbourg, où on l'avait porté à un effectif de seize mille hommes environ. Vers cette époque l'Empereur l'appela à lui pour couvrir les derrières de la Grande-Armée. Le maréchal prit position à Iéna, laissant en arrière et à gauche la Westphalie complétement ouverte. Le Roi, en dehors de ses faibles moyens, n'avait donc pour appuyer la défense de sa capitale que les ressources des dépôts de la Franconie, ressources éloignées et douteuses qu'il fallait

arracher à l'initiative du duc de Valmy, devenu très-timoré depuis l'affaire de Dombrowski. Des renforts préparés dans ces dépôts, les premiers à marcher pour rejoindre l'armée étaient réunis en une colonne de marche portant le numéro cinquante-quatre. Cette colonne, placée sous les ordres du général Rigaud, était composée de trois mille fantassins et de cinq ou six cents chevaux, et comprenait, outre des détachements à pied et à cheval de toute espèce de corps, un bataillon du 51e de ligne, un du 55e de ligne, deux escadrons de gardes d'honneur, enfin cinq cents hommes isolés destinés aux différents régiments de la garde impériale et réunis en un bataillon de marche. Le général Rigaud devant escorter jusqu'à Erfurth un convoi de munitions, avait dans les derniers jours de septembre tout son monde échelonné sur la route de Francfort à Fulde, et attendait du duc de Valmy l'ordre de se mettre en marche.

Quant aux troupes dont pouvait disposer le Roi directement, elles se réduisaient, ainsi qu'on peut le vérifier en se reportant aux détails que nous avons donnés en différents endroits sur l'armée westphalienne, aux suivantes :

| | | |
|---|---|---|
| 1° | Le régiment de hussards Jérôme-Napoléon (Français). | 600 hommes. |
| 2° | Les gardes-du-corps. . . | 150 |
| 3° | Le bataillon de grenadiers de la garde. . . . . | 500 |
| | *A reporter*. . . . | 1,250 |

| | |
|---|---|
| *Report* . . . . . . | 1,250 |
| 4° Le bataillon de chasseurs de la garde. . . . . . . | 500 |
| 5° Le 3e bataillon d'infanterie légère. . . . . . . . | 500 |
| 6° Les 1er et 2e cuirassiers. . | 600 |
| Total. . . . | 2,850 hommes. |

Voici quel était, vers le milieu de septembre, l'emplacement de ces corps :

Le général Klösterlein commandait à Brunswick avec deux compagnies des chasseurs-gardes. Il avait aussi sous ses ordres deux compagnies du contingent allemand de Waldeck.

Le général Zandt était porté à Münden, au confluent de la Fulde et de la Verra, à six lieues au nord de Cassel, avec les quatre autres compagnies de chasseurs-gardes et deux cents hussards Jérôme-Napoléon.

Le général Bastineller, commandant le corps le moins faible, couvrait Cassel du côté le plus menacé sur les routes de Mülhausen et Nordhausen, mais sur la rive gauche de la Verra, et non plus sur la rive droite, vers Heiligenstadt, comme au mois d'avril avait pu le faire le général Hammerstein à la tête de forces plus considérables. Le général Bastineller avait avec lui le 1er bataillon d'infanterie légère, les deux régiments de cuirassiers et quatre canons.

Le Roi restait à Cassel même avec quatre cents hussards du régiment Jérôme-Napoléon, ses cent cin-

quante gardes-du-corps, son bataillon de grenadiers et deux canons attelés.

Bernadotte et Czernichew, sans connaître ces détails dans toute leur précision, savaient par leurs espions (et beaucoup de gens en Westphalie s'empressaient alors de leur en servir), que le royaume était sans défense, et que si l'on se présentait devant Cassel avant les seuls renforts qu'on pût y appeler, ceux de la Franconie, il y avait toute chance d'enlever cette capitale d'un coup de main. En conséquence, Bernadotte, de sa position centrale de Roslau, où il attendait pour franchir l'Elbe avec toute son armée la coopération de Blücher et de Schwartzemberg, envahit la Westphalie par deux colonnes mobiles. L'une, composée de l'avant-garde du général Walmoden, passa l'Elbe à Dömitz, à vingt lieues au-dessus de Hambourg, l'autre sous Czernichew à Roslau même, entre Magdebourg et Wittemberg.

La première, courant dès le 9 septembre sur la rive gauche de l'Elbe, souleva une partie des districts westphaliens du Bas-Elbe, ceux de Danneberg, de Welzen, de Salzwedel, de Stendal, et tenta d'y organiser la landstrum. Le prince d'Eckmühl, qui tenait Lubeck et Hambourg, ainsi débordé sur sa droite, fit marcher de Hambourg contre ce corps, un détachement sous le général Lepecheux. Ce détachement ayant été contraint de rentrer à Hambourg, la colonne prussienne se présenta le 24 septembre devant Brunswick, s'en empara et prit, soit dans la ville, soit pendant la retraite du général Klösterlein sur Wolfenbuttel, tout ce qu'il avait de monde avec

lui, les compagnies de chasseurs de la garde et celles du contingent de Waldeck.

Pendant ce temps Czernichew, à la tête de quatre mille Cosaques et dragons, et de dix pièces de canon, s'avança droit sur Cassel par Roslau, Könnern, Eisleben, Mülhausen. Le 24 septembre, il était dans cette dernière ville, à dix-huit lieues de Cassel. Le 25, le Roi se voyant attaqué par le nord et par l'est, écrivit au duc de Valmy, à Mayence, pour lui demander qu'il mît immédiatement en route la 54e colonne de marche, et qu'au lieu de la diriger sur Erfurth par Fulde et Wach, il la dirigeât sur Cassel par Fulde et Hersfeld ou au moins sur cette dernière ville; ce changement d'itinéraire n'était pour le général Rigaud qu'un détour d'une douzaine de lieues, et ne devait pas retarder sa marche de plus de deux jours s'il fallait qu'il la reprît sur Erfurth. Le Roi ajoutait qu'ayant la confiance que le duc lui enverrait des renforts, il était décidé à les attendre dans Cassel, quoi qu'il advînt.

La lettre du Roi étant parvenue à Mayence dans la nuit du 26 au 27, le duc de Valmy lui répondit qu'il lui était impossible de prendre sur lui de modifier l'itinéraire de la 54e colonne de marche, et qu'il en référait à l'Empereur. Cette première lettre du duc de Valmy fut remise au Roi le 28 septembre à dix heures du soir. Nous allons voir où elle le trouva, et la malheureuse influence qu'elle eut sur les événements.

Pendant les journées du 26 et du 27 septembre, les rapports arrivèrent à Cassel plus alarmants d'heure

en heure. Dans la nuit du 26 au 27 le général Bastineller fit connaître qu'il allait être tourné par sa droite, qu'une colonne ennemie avec du canon se portait sur Eschwege, sans doute pour y passer la Verra et marcher sur Cassel. Le Roi lui donna ordre de se rapprocher de la ville pour la couvrir, en appuyant, s'il était possible, ses postes extrêmes à la Verra, du côté de Witzenhausen, à la Fulde, du côté de Melzungen où était un gué. Dans l'après-midi du 27, le Roi attendit en vain, soit l'arrivée du général Bastineller, soit des nouvelles de sa colonne. Dans la soirée on vint annoncer que des partis de Cosaques avaient paru à Helsa, à trois lieues de Cassel, à l'embranchement des routes de Witzenhausen et d'Eschwege, et qu'ils y avaient enlevé un courrier. Il était dès lors évident que le général Bastineller avait été devancé par l'ennemi, qu'il était coupé de Cassel et que la seule manœuvre qu'il eût désormais à exécuter c'était de s'y porter directement. On lui en expédia l'ordre à tout hasard, sa position n'étant pas connue.

Dans cette journée-là, le Roi reçut une communication singulière, bien propre à faire apprécier l'espèce de crainte respectueuse avec laquelle les alliés brisaient pièce à pièce ce grand édifice de l'Empire français, et l'incertitude et la divergence de leurs vues. Czernichew fit parvenir au Roi une lettre très-convenable et très-digne, et qui parut sincère. Dans cette lettre, écrite non par le chef des Cosaques, mais par l'ancien diplomate, le général Czernichew exposait au Roi qu'il n'y avait pas de raison pour que le cousin de l'empereur de Russie, le gendre du roi de

Wurtemberg, quittât ses États; que les alliés faisaient avant tout la guerre à l'Empereur Napoléon et aux Français; que si la Westphalie se retirait de la querelle, les troupes alliées respecteraient en elle un pays allemand, et dans son Roi, un allié et un parent de leur souverain.

Si l'on se reporte aux conférences de Prague, où l'existence du royaume, alors qu'on refaisait la carte de l'Europe, ne fut pas une seule fois mise en question; si l'on songe au caractère de modération et d'impartialité relative qu'Alexandre affectait au milieu des passions violentes déchaînées autour de lui, caractère qui devait, en 1814, éclater d'une manière si remarquable dans ses rapports personnels avec la reine Catherine; si l'on se rappelle enfin quel était Czernichew, politique aux menées souterraines, toujours prêt au double jeu pour son compte ou pour le compte de son maître, dont il se piquait d'avoir la confiance et la secrète pensée, on s'expliquera très-naturellement cette démarche inattendue. Dans le moment, tout occupé de ses préparatifs de défense, Jérôme n'y attacha qu'une très-médiocre attention. Il fit répondre par un aide de camp, et sous forme de note, que *Roi par les victoires de la France et pour la France, le frère de l'Empereur ne saurait se maintenir sous le coup de ses revers.*

Le 28, au point du jour, on fit monter à cheval un escadron de hussards, et on l'envoya en reconnaissance au delà de la porte de Leipzig, en le faisant soutenir par une compagnie de grenadiers. Au milieu d'un épais brouillard, la reconnaissance se heurta

contre l'avant-garde de Czernichew, qui descendait des hauteurs du Forst dans la plaine où coule la Fulde. Les hussards et les grenadiers, accueillis par la mitraille, se replièrent sur la porte de Leipzig après avoir perdu beaucoup de monde. La ville de Cassel bâtie sur la rive gauche de la Fulde, est unie par un pont au faubourg de la rive droite. De la porte principale de ce faubourg, appelée porte de Leipzig, part la grande route qui conduit à cette ville par Helsa, Eschwege, Mülhausen, Querfurth, Mersebourg. A la porte de Leipzig, dans le faubourg, correspond la porte de Francfort dans la ville même. De cette porte, la route dite de Francfort court jusqu'à Jesberg, sur la rive gauche de la Fulde, en la remontant, et de Jesberg se dirige droit sur la Franconie par Marbourg et Giesen, avec embranchement sur Coblentz, par Wetzlar. Enfin, une troisième route aboutissant au nord de Cassel, passe par Paderborn, Lipstadt, et conduit soit à Cologne, soit à Wesel.

A ces nouvelles, et au bruit du canon, le Roi monta à cheval et fit ses préparatifs de défense. On barricada le pont, et l'on envoya à l'entrée du faubourg, deux cents hussards français auxquels on donna des fusils, et deux pièces de canon pour défendre la porte de Liepzig. Après une heure de canonnade, l'artillerie westphalienne fut démontée par l'artillerie russe, quatre fois plus nombreuse. Les hussards évacuèrent alors le faubourg et se retirèrent derrière les barricades du pont, d'où ils repoussèrent toutes les attaques des Cosaques.

Pendant ce temps, le Roi avait réuni sur l'espla-

nade du vieux château le bataillon des grenadiers-gardes, les cent cinquante gardes-du-corps, et trois escadrons de hussards français, les seuls qui sussent tenir à cheval. Autour de lui étaient accourus le ministre de France, le baron Malchus, ministre des finances, les officiers de la maison civile et militaire du Roi, parmi lesquels MM. Bocholtz, Pukler, Lepel, quelques personnages appartenant à la noblesse de la ville, entre autres, le général de Schlieffen, âgé de quatre-vingt-quatre ans.

A huit heures, les officiers envoyés en reconnaissance sur la route de Francfort, le long de la rive gauche de la Fulde, rapportèrent au Roi qu'un parti ennemi avait passé la rivière à gué et s'approchait de la ville. Un brouillard épais couvrait la campagne. Le Roi, ignorant la force de l'ennemi sur la route de Francfort, qui était celle par où il attendait les renforts du duc de Valmy, jugea qu'il était de la dernière importance de rester maître de cette communication. Il appela le général Allix, gouverneur de la ville, lui donna deux compagnies de sa garde pour renforcer la défense du pont que les hussards maintenaient d'ailleurs avec succès, et le prévient qu'il allait, de sa personne, avec les grenadiers, les gardes-du-corps, et les trois escadrons de hussards, se porter sur la route de Francfort, au devant de l'ennemi, pour ne pas se laisser enfermer à Cassel et couper du général Rigaud, qu'il supposait en marche sur cette ville. Il y avait lieu, du reste, de rentrer en possession du gué de Melzungen, par où le général Bastineller, qu'on attendait d'un moment à l'autre,

rallierait certainement la colonne du Roi. A peine cette colonne avait-elle débouché de la porte de Francfort, qu'on se rencontra au milieu du brouillard avec les Cosaques. Le Roi faisant filer les grenadiers le long de la Fulde, chargea l'ennemi avec les gardes-du-corps et les hussards, le rejeta sur les fantassins dans la rivière, avec des pertes sensibles et dans la plus grande confusion. Cette vive attaque, à laquelle ils semblaient ne pas s'être attendus, déconcerta les Cosaques. Le feu cessa contre le pont, le faubourg fut évacué, et l'avant-garde de Czernichew alla établir son camp sur le Forst, à demi-lieue de la ville.

Le Roi ne recevant aucune nouvelle de Bastineller, resta jusqu'à dix heures du matin en vue de la ville, sur la route de Francfort. Certain alors que ce général avait éprouvé quelque désastre, et ne sachant pas quelles forces il avait devant lui sur le Forst, et peut-être derrière lui du côté de Melzungen, il prit le parti de rétrograder lentement dans la direction de Marbourg, au devant des troupes du duc de Valmy. A Jesberg, au lieu des renforts attendus, le Roi trouva la réponse du maréchal, celle qu'il avait écrite le 27, et dans laquelle le duc de Valmy déclarait ne pouvoir prendre sur lui de faire marcher la colonne du général Rigaud.

Le 29 au matin, Bastineller n'ayant pas paru, le Roi continua sa retraite sur Marbourg. Il avait été rejoint par le ministre de France, et par la plupart de ses ministres. Arrivé à Marbourg, dernière ville de la Westphalie dans la direction de Francfort, le Roi chargea son aide de camp, le

général Danloup-Verdun d'y arrêter la colonne, d'y rallier le petit corps de Bastineller, s'il existait encore, et d'y attendre les mesures que l'Empereur ou le duc de Valmy jugeraient à propos de prendre pour la réoccupation de Cassel. Son action personnelle étant désormais impuissante et son autorité nulle, Jérôme, le cœur navré, accompagné de quelques serviteurs et du ministre de France, franchit la frontière de son royaume, s'arrêta pour coucher à Wetzlar, et le lendemain, atteignit Coblentz. Il se logea dans le château de Montabauer, à quelques lieues de la ville, sur la rive droite du Rhin, répugnant à passer ce fleuve au delà duquel on semblait dire adieu à toutes les conquêtes de l'Empire.

Voici ce qui était arrivé au général Bastineller, et ce qui, en privant le Roi des troupes qui couvraient Cassel, avait amené l'abandon de la capitale. Ce malheureux général, brave, dévoué, mais manquant d'initiative, perdit toute la journée du 27 et celle du 28, à repousser les partis de Cosaques qui le harcelaient de tous côtés, au lieu de marcher tout droit sur Cassel, où son arrivée aurait donné une toute autre tournure aux affaires et peut-être mis Czernichew en péril. Dès le 28, il avait bien compris aux mouvements des troupes qui le débordaient, qu'il avait été prévenu sur Cassel, où l'ennemi était arrivé avant lui. Il n'osa pas (la plus commune et la plus désastreuse des fautes de guerre), il n'osa pas marcher sur le canon. Il pivota autour de Cassel, et vint bivouaquer le 28 au soir, après un détour énorme, près de Melzungen, sur la Fulde, à quatre lieues de la ville.

Le plus humiliant et le plus douloureux des désastres l'y attendait. Dans la nuit les troupes qui composaient sa colonne, 1er et 2e cuirassiers, 3e bataillon léger et une batterie d'artillerie, sentant que derrière elles un événement grave avait dû se passer à Cassel, et que probablement l'ennemi y était entré, furent saisies du vertige de la désertion, ce mal sous lequel se fondait l'armée westphalienne depuis le commencement de la campagne. Le matin à l'appel, il ne restait plus que dix hommes du bataillon d'infanterie, deux cent trente cuirassiers et un seul artilleur. Le général fit enclouer et jeter dans la Fulde ses pièces de canon et s'achemina sur Hersfeld, dans la direction de Giesen et de Francfort, ne croyant plus utile ni prudent de chercher à percer sur Cassel. Il arriva à Hersfeld seulement avec huit cuirassiers, et la moitié des officiers. Nous recommandons aux lecteurs le rapport du général Bastineller compris dans la correspondance à la fin de ce livre. Ce document est empreint d'un cachet irrécusable de simplicité naïve, d'honneur outragé, de douleur profonde.

Cependant le général Allix, laissé dans Cassel avec deux cents hussards français et deux compagnies de la garde, vit l'ennemi se retirer sur le Forst après l'échec que lui avait fait subir le Roi à la sortie de la ville. La journée du 28 se passa sans incident, mais au milieu d'une grande fermentation des passions populaires. La prison, située dans le faubourg, avait été ouverte dès le matin par les Russes. Les détenus, en se répandant dans la ville, y portèrent des éléments de désordre, de pillage et de violence aux-

quels les meneurs du parti allemand cherchèrent à donner une couleur politique. Les soldats des deux compagnies de grenadiers laissées par le Roi ne tardèrent pas à abandonner leurs postes, puis leurs armes, et à se mêler à la populace, devenue effrayante pour les honnêtes citoyens. Le lendemain 29, le général Zandt, venant de Münden, entra dans Cassel par la route de Carlshaven, ayant fait un détour pour passer sur la rive gauche de la Fulde, et éviter la porte de Leipzig. Il amenait avec lui quelques restes de ses quatre compagnies de chasseurs-gardes, réduites par la désertion à une centaine d'hommes, et deux cents hussards Jérôme-Napoléon, ceux-là d'une fidélité, d'un dévouement et d'une bravoure à toute épreuve. A peine arrivés en ville, les chasseurs se débandèrent, et le général Allix n'eut plus à compter pour défendre la ville que sur trois cent cinquante hussards démontés, des conscrits de 1814, presque des enfants, mais retrempant leur patriotisme et leur amour-propre français au contact d'une nationalité étrangère devenant d'heure en heure plus hostile.

Le 30, à midi, Czernichew ayant rallié tous ses renforts, et réuni environ quatre mille Cosaques et une dizaine de pièces d'artillerie, se mit à canonner vivement la ville. A deux heures le feu cessa ; un parlementaire se présenta à la porte de Leipzig, et fut conduit chez le général Allix, au milieu d'un grand concours de peuple et de soldats déserteurs demandant la reddition de la place. Allix refusa. Cependant les sommations de Czernichew, les cris et les

violences d'une partie de la population devinrent d'heure en heure plus menaçants jusqu'au soir. Enfin, à sept heures, un dernier parlementaire se présenta, escorté d'une multitude furieuse, qui envahit à sa suite l'hôtel du gouverneur. Allix, au milieu des plus grands dangers, et n'ayant plus la liberté de défendre la ville, ni même sa propre vie, signa une convention dont voici le texte complet :

CONVENTION DE CASSEL, SIGNÉE PAR LE GÉNÉRAL ALLIX, LE 30 SEPTEMBRE 1813.

*Réponse aux articles proposés par Son Excellence M. le Gouverneur de Cassel.*

« ARTICLE PREMIER. — Départ des troupes westphaliennes et françaises ce soir avec armes et bagages sûrement, à l'exception des canons.

« ART. 2. — La ville sera occupée ce soir en entier par les troupes impériales russes.

« ART. 3. — Pour mettre les troupes westphaliennes et françaises à l'abri de toutes les tentatives que pourraient entreprendre contre elles les détachements de Cosaques qui se trouvent sur toutes les routes, un régiment de Cosaques les escortera à deux milles de Cassel.

« ART. 4. — Les membres du corps diplomatique et les individus de la classe civile pourront, dans la journée de demain ou après-demain, obtenir des passeports pour se rendre où bon leur semblera.

« ART. 5. — Tout ce qui ne se trouvera pas parti

avec l'escorte russe ce soir, et qui se trouvera sur les routes, sera considéré de bonne prise, de même que tous les effets royaux que l'on transportera de la ville.

« Art. 6. — L'exécution de la présente capitulation doit avoir lieu dans le courant de deux heures.

« Fait à Cassel, à sept heures et demie du soir, le 30 septembre 1813. »

L'acte n'était pas encore signé, que sans attendre le délai fixé pour l'occupation de la ville, les Cosaques l'envahirent de tous côtés. Une partie des hussards français eut à peine le temps de gagner avec Allix la porte de Francfort et la route de Marbourg. Le reste, laissé dans les postes envahis par le peuple, se dispersa, mais en gardant ses armes, et le lendemain tous ces braves gens, à force d'énergie et d'intelligence, parvinrent à regagner la colonne et à rallier le drapeau. Allix arriva le 2 octobre à Marbourg avec sa petite troupe.

Les détails relatifs à l'entrée de Czernichew et de ses Cosaques à Cassel, au séjour qu'il y firent jusqu'au 4 octobre, à l'attitude de la population, sont rendus d'une manière très-fidèle et très-pittoresque dans un rapport que M. Hugot, secrétaire général du conseil d'État, resté dans la ville et témoin oculaire, rédigea pour la légation française. Nous mettons ce tableau sous les yeux de nos lecteurs. Certains traits rappellent d'une manière, hélas! trop frappante, les souvenirs encore vivants des deux invasions de la France, lorsque nos villes étaient successivement occupées

par les étrangers, et qu'un parti anti-national affectait de regarder les envahisseurs du sol national comme des libérateurs, et ses défenseurs comme des brigands.

« Le lendemain, 1er octobre, offrit aux regards des « habitants un mouvement extraordinaire de Cosa« ques, et leurs lances déjà fichées aux portes de tous « les établissements qui renfermaient quelque chose « de précieux.

« Vers les dix heures du matin, le général Czerni« chew fit son entrée par la porte de Leipzig. Il était « à cheval, entouré d'une espèce d'état-major que « suivaient une quarantaine de Cosaques, sans ordre « et dans l'accoutrement le plus dégoûtant. On est à « concevoir pourquoi ce chef militaire ne choisit pas « de préférence son escorte parmi les dragons qui font « partie de sa troupe, et qui du moins offrent figure « militaire.

« Czernichew, paré de tous ses ordres, portant le « cordon rouge sur l'habit, et la tête couverte d'une « misérable casquette, parcourut au pas l'espace de « la porte de Leipzig à la rue de Bellevue. Il était pré« cédé et suivi de quelques hommes de la dernière « lie et d'un plus grand nombre de polissons, qui de « temps à autre poussaient, mais avec peu d'ensem« ble, les cris de hurrah ! vive l'empereur Alexan« dre ! vive le prince électoral ! Les gens que la « curiosité tenait sur le passage, et parmi ceux-ci « des personnes qu'on supposait plus éclairées et « mieux instruites, reconnaissaient et se montraient

« le prétendu prince électoral de Hesse, qui n'était « que dans leur imagination. Tout le long de la route, « un Cosaque distribuait un imprimé qu'on s'arra« chait. Le cortége s'arrêta à l'hôtel du *Comte de la* « *Ville*, à Bellevue, où le général Czernichew prit son « quartier.

« Un de ses officiers, nommé Raschanowitsch, s'é« tablit à la Maison-Rouge, et fit connaître par un « placard qu'il était commandant de la place, et qu'on « devait s'adresser à lui, soit qu'on eût à se plaindre, « soit pour remettre ou dénoncer tous effets militaires « ou appartenant à la couronne.

« Le premier acte de cette nouvelle autorité mili« taire fut de faire arrêter deux agents de police. « L'un, sur le refus du crieur public, avant la prise « de la ville, avait publié l'ordre de la mairie qui dé« fendait aux habitants de garder chez eux les soldats « de la garnison ; l'autre, ancien tambour-major au « service de la France et pensionnaire français, ayant « perdu le bras droit dans la dernière campagne con« tre la Russie, s'était servi de son bras gauche, lors « de l'attaque du 28 septembre, pour décharger plu« sieurs fusils sur les assaillants. Tous deux, conduits « en prison par des Cosaques, furent poursuivis et « horriblement maltraités par la canaille ameutée. « On s'étonne que le dernier, nommé Backaus, ait « pu survivre aux coups, sous lesquels il semblait à « chaque instant devoir expirer.

« Dans la même matinée, on fit afficher un pla« card en deux colonnes, où l'on apprenait au peuple « que, de l'autorité du prince royal de Suède, le

« royaume de Westphalie cessait d'exister ; que l'ar-« mée française avait perdu depuis quelques semai-« nes plus de cent mille prisonniers et trois cents « pièces de canon, que la Bavière et le Wurtemberg « avaient déserté la cause de l'Empereur des Français « pour se ranger dans la ligue du Nord ; enfin que « déjà la plus grande partie de l'Allemagne était dé-« livrée, et que les généreuses intentions de l'Empe-« reur de Russie ne lui feraient poser les armes que « lorsque l'œuvre entière de la délivrance serait ac-« complie.

« Le reste de cette journée (1er octobre), la ville « fut fatiguée du galop continuel et du spectacle de « ces hommes hideux, toujours armés de leurs lon-« gues piques, et qui, pourtant, ne se portèrent qu'à « très-peu d'outrages envers les personnes.

« Dès son arrivée, le général Czernichew avait « donné des ordres pour qu'il y eût spectacle. Il « éprouva des lenteurs et une espèce de résistance « de la part du directeur et de celle des comédiens. « On afficha par ordre : *M. de Crac*, *Adolphe et* « *Clara* et le *ballet des Masques*. Le général et ses « officiers, conduits en quatre ou cinq voyages dans « une mauvaise voiture, prirent place dans les loges « des ministres à droite. Celles du Roi et de la Cour « étaient fermées. Le nombre des spectateurs ne s'é-« levait pas à cent cinquante, parmi lesquels trois ou « quatre femmes. Le général Czernichew ne parut « point satisfait du public ; point de hurrah, pas le « moindre signe de satisfaction, et il était facile de « voir qu'il ne s'attendait pas à cette froideur ; Czer-

« nichew sortit après la première pièce et ne vit point « le ballet.

« Le 2 au matin, on faisait courir le bruit que les « Autrichiens étaient à Francfort, et que six mille « Prussiens arrivaient le jour même à Cassel. Les « gens sensés ne virent dans cette nouvelle qu'un « moyen de déchaîner le brigandage auquel on allait « se livrer. En effet, tous les édifices publics, l'ar- « senal, le muséum, les ministères, les maisons du « Roi, son palais, les magasins militaires, les caser- « nes, furent assaillis à la fois. Les paysans, arrachés « avec violence à leurs travaux, arrivaient escortés « de Cosaques pour transporter le butin. Jusques au « lendemain, on ne vit que chevaux et voitures char- « gées se rendre de toutes les parties de la ville au « *Forst* devenu l'entrepôt des dépouilles de la rési- « dence. On passe sous silence mille vols commis avec « adresse ou impudence non-seulement par les Co- « saques, mais par des Westphaliens déserteurs, sol- « dats et officiers qui semblaient, en s'enrôlant dans « la milice pillarde, pressés de faire leurs preuves et « mériter leurs grades.

« On affichait en même temps une invitation à « tous ceux qui voudraient coopérer à l'œuvre de « la délivrance de leur patrie, de se présenter au « bureau du colonel Dörnberg, frère de celui qui, « il y a quatre ans, trahit la confiance de son Roi « et de son bienfaiteur. Deux mille soldats, à ce que « l'on croit, se sont fait inscrire qui, loin de leur « patrie, au delà des mers, sans espoir de retour, « sans espoir d'avancement, iront pleurer leur crime

« et la perfidie de ceux qui les vendent à l'Angle-
« terre.

« Un paysan, qu'on présume être le courrier de la « troupe, arriva entre dix et onze heures du matin, « escorté et pressé par un Cosaque. Il repartit un « quart-d'heure après. Dès ce moment, on remarqua « une activité extraordinaire. La mairie fut requise de « livrer sur-le-champ deux cent cinquante chevaux. « Ils furent choisis sur un ancien état des chevaux de « luxe de la ville, et amenés sur la place Frédéric. « Les Cosaques commencèrent par s'emparer de quel- « ques-uns. Czernichew sembla n'être plus aussi « pressé, renvoya cette quantité de chevaux et les « fit reprendre le lendemain.

« Le soir, il y eut de nouveau spectacle, *par ordre*. « Le directeur ayant proposé l'opéra d'*Euphrosine* « ou *le Tyran corrigé*, et le ballet de *Figaro*, le gé- « néral ordonna de substituer à la première pièce, le « *Trésor supposé*, et toutefois ne parut point au spec- « tacle. Son état-major y assista. Le public, bien « moins nombreux encore que la veille, semblait n'ê- « tre venu que pour chercher une distraction aux « violences qui s'exerçaient et à celles qu'on redou- « tait.

« Les rues étaient désertes, à peine rencontrait-on « deux personnes ensemble et toujours muettes.

« On continua, dans cette soirée du 2, de vider « l'arsenal. Les canons et toutes sortes de munitions « furent enlevés et transportés au *Forst*.

« Le 3, on ne parlait que de l'arrivée de trente « mille Autrichiens. Quelques Cosaques, revêtus de

« l'uniforme prussien, parcoururent les rues ; on ne « douta point de l'arrivée des six mille Prussiens « attendus la veille, et l'on crut avec la même bonho- « mie à la nouvelle armée que le bruit du jour annon- « çait. Czernichew avait soin de faire circuler ses « hommes du Forst à la ville et de la ville au Forst, « afin d'imposer sur le nombre de sa troupe qu'il te- « nait au camp, divisée en pelotons, éloignés les uns « des autres. Indépendamment de cette force qu'on « pouvait voir, cinquante à cent Cosaques épars dans « un rayon d'une lieue, laissaient croire qu'une ar- « mée occupait les villages environnants. Le fait est « que le nombre ne s'en élevait pas à plus de deux « mille.

« Cependant l'enlèvement des caisses, des effets « précieux, des effets militaires, des chevaux de « main, de ceux des paysans, des voitures de luxe et « autres, ne discontinuait pas. On croyait les Co- « saques insatiables, ils donnèrent une preuve du « contraire. Il restait encore au garde-meuble, devenu « le magasin d'habillement, une quantité immense de « couvertures, de draps de toile, etc., dont ils ne « pouvaient plus se charger, ils les mirent en vente, « et pendant trois heures, de tous les quartiers de la « ville et sans interruption, on vint acheter pour un « thaler une pièce de drap, de toile, une couver- « ture, etc. Cette scène scandaleuse se compliqua de « mille petits faits honteux et quelquefois atroces, « qu'on s'efforce d'oublier.

« Sur la fin de son occupation, l'ennemi fit mettre « en liberté tous les forçats, et quelques heures avant

« son départ, il fit arrêter et conduire au camp le
« préfet du département, le maire de la ville, le di-
« recteur des postes et quelques autres personnes
« qu'on n'a pas encore revues. On sait qu'un plus
« grand nombre de fonctionnaires avaient été dési-
« gnés pour être emmenés par l'ennemi, mais ils eu-
« rent le bonheur d'échapper aux recherches.

« Enfin, à onze heures du matin, toujours paré
« de ses ordres et de son ruban, entouré comme lors
« de son entrée, et traînant à sa suite le sieur Du-
« parc, maître des comptes et madame Garnier,
« femme du premier chirurgien du Roi, le général
« Czernichew quitta son quartier pour se rendre,
« par le pont de Leipzig, à ce qu'il appelait son corps
« d'armée. Il traversa toutes les rues au pas, comme
« on le ferait à une fête triomphale, saluant et sou-
« riant à tout le monde, et n'obtenant ni salut ni
« acclamations.

« Le commandant Raschanowitsch avait laissé à la
« Maison-Rouge l'ordre que son dîner fût servi à
« trois heures, le général Czernichew avait promis
« de revenir dans quatre jours. Le commandant ne
« revint pas prendre son dîner commandé, et l'on
« espéra que le général se dispenserait de tenir sa
« promesse.

« Toutes les nuits, pendant l'occupation de la
« ville par les Russes, ont été calmes. On peut croire
« que les Russes eux-mêmes ont voulu que l'ordre
« fût à peu près maintenu, car c'est avec un certain
« ordre que s'est exécuté le pillage ; d'ailleurs la ville
« était pleine d'étrangers qui n'étaient pas arrivés sans

« intérêt, et dans un pillage désordonné, trop de co-
« partageants eussent diminué la part des Cosaques.

« Mais ce qui a surtout contribué à maintenir la tranquillité, c'est le dévouement de la garde nationale, qui, dès le 2 octobre, revenue de sa stupeur, et excitée par un vif sentiment d'indignation et celui de l'intérêt commun, a montré un zèle et une énergie au delà de toute expression. On lui doit d'avoir prévenu ou arrêté beaucoup d'excès. Le 3 octobre, jour du départ, et où le danger paraissait plus grand, chaque rue, chaque maison, pour ainsi dire, avait un poste. Les chefs et le gros des Cosaques étaient partis, mais beaucoup de ces sauvages restaient; d'autres rentraient de leurs stations sur diverses routes, et ce n'était pas le seul danger à craindre. Quantité de paysans, de Westphaliens déserteurs, d'ouvriers sans ouvrage et sans argent, de jeunes étudiants libertins et fanatiques avaient vu leur espoir trompé, il n'y avait eu pour eux ni vengeance, ni pillage. On pouvait redouter toutes sortes d'excès; tout fut maintenu dans le calme le plus parfait, et il faut rendre cette justice au bon esprit des habitants de Cassel, que Westphaliens et Français semblaient n'avoir qu'un sentiment, celui de l'indignation et d'un intérêt commun.

« Aussitôt après l'évacuation de la ville, on vit les rues abonder d'une population plus pure. On avait besoin de respirer, on se cherchait, on se saluait, on se félicitait d'un coup d'œil, sans oser encore davantage.

« Un autre spectacle contribuait aussi à ouvrir « l'âme à des affections plus douces, c'était celui « d'une quantité de malades westphaliens et fran- « çais qui, lors de l'arrivée de l'ennemi, quittant « l'hôpital militaire placé hors des portes, avaient « été recueillis dans les hôpitaux de la ville, et re- « tournaient avec une espèce de joie à l'asile dont « les avait chassés l'approche des Russes.

« Il y trouvèrent huit Cosaques trop grièvement « blessés pour pouvoir suivre leur corps; le même « nombre y étaient morts, deux après avoir été am- « putés. Environ vingt-cinq avaient été emmenés « dans des voitures.

« A l'autorité du chef russe succédait celle d'une « commission nommée par lui, dont tous les mem- « bres étaient choisis dans la classe aisée, et plu- « sieurs parmi les fonctionnaires.

« Les premiers actes de cette commission ont dû « rassurer tous les citoyens.

« Le 4, lendemain du départ des Russes, on se « croyait délivré de cette race pillarde; mais il fallait « encore en voir aller, venir et impunément em- « mener des dépouilles surprises isolément. On crai- « gnait le retour des chefs, on respirait encore dans « une atmosphère russe; on était terrifié et par leurs « faits et par leurs mensonges; enfin, aucune force « amie ne promettait du secours contre un malheur « plus grand, si une voie de fait contre l'un de ces « barbares eût provoqué le retour de leurs troupes.

« A quatre heures après-midi, une cinquantaine « de Cosaques qui devaient être le poste avancé sur

« la route de Francfort, passèrent emmenant quel-
« ques voitures où se trouvaient un général français,
« une dame, deux courriers et deux marchands. Ce
« même soir, partit un officier russe qui jusque-là
« était resté à l'hôtel qu'avait occupé le général
« Czernichew. Le poste qui tenait la porte de Leip-
« zig délogea également. Dans la nuit du 4 au 5,
« la garde nationale poussa ses patrouilles à pied et à
« cheval jusqu'à deux lieues, sur toutes les routes
« qui aboutissent à Cassel.

« Le 5, on vit encore à différentes heures du jour
« un ou deux Cosaques traverser la ville et suivre
« la route de Münden (Nord), qu'avait prise leur
« chef, mais tous les avis s'accordèrent sur l'entière
« liberté de toutes les communications de Cassel.
« Cependant on croit savoir que près de Marbourg,
« sur la route de Francfort, les paysans entrepre-
« naient aussi d'inquiéter les voyageurs. »

Cependant le duc de Valmy n'avait pas tardé à concevoir quelques inquiétudes sur la détermination qu'il avait prise de refuser du secours au Roi. De tous côtés les avis de la marche de Czernichew sur Cassel arrivaient à Mayence. La dernière lettre que le Roi écrivit au maréchal dans la nuit du 27 au 28, au moment de l'apparition à Helsa des premiers Cosaques, le décida à prendre quelques dispositions propres à rapprocher les secours de Cassel, sans qu'il ordonnât pour cela de mouvement décisif. Le général Rigaud dut s'avancer avec la 54e colonne, dont nous avons fait connaître la composition, de Fulde jusqu'à Wach,

à l'embranchement des deux routes qui mènent l'une à Erfurth par Eisenach, l'autre à Cassel par Hersfeld; à Wach il eut pour instruction de remettre son convoi au général Dalton, chargé de l'escorter jusqu'à Leipzig, et d'attendre pour marcher sur Cassel, soit une réquisition urgente du roi Jérôme, soit des ordres de l'Empereur. En même temps le duc de Valmy dirigea sur Marbourg deux bataillons qu'il avait sous la main, l'un du 127e, l'autre du 128e de ligne, de manière qu'ils fussent dans cette ville le 3 octobre.

Mais dès qu'il apprit la prise de Cassel, et que de Coblentz le Roi lui eut fait connaître la gravité de la situation, le duc de Valmy ne jugea pas lui-même ces mesures de précaution suffisantes. Inquiet de voir Francfort découvert du côté de Cassel, le maréchal, tout en en référant à l'Empereur, ordonna d'urgence la formation d'une division destinée à se porter sur Cassel. Il l'organisa en prenant à la 54e colonne du général Rigaud ses deux bataillons des 51e et 55e, et son bataillon de marche de la garde impériale, et en les réunissant à Giesen et Marbourg aux deux bataillons des 127e et 128e déjà dirigés sur cette dernière ville. Il y avait à Hanau un grand dépôt de cavalerie sous les ordres du général Préval. Le duc de Valmy en tira douze cents cavaliers montés appartenant à différents corps, et les adjoignit à la division d'infanterie, ainsi que deux batteries d'artillerie. Enfin, sur la demande du Roi, qui connaissait et estimait le général Préval, le duc de Valmy lui donna l'ordre d'aller prendre le commandement en chef de ce petit corps et de marcher sur Cassel par Marbourg, pen-

dant que le général Rigaud, réduit à deux mille hommes par la formation de la division Préval, se dirigerait sur le même point par Fulde et Hersfeld.

Toutes ces dispositions furent approuvées par l'Empereur, sauf la nomination du général Préval. Il voulut que ce général restât à Hanau et que le général Rigaud prît le commandement des deux colonnes et restât sous le Roi à la tête de toutes les troupes françaises opérant en Westphalie.

Ces ordres, qui donnés quelques jours plus tôt eussent sauvé Cassel, furent du moins très-vivement exécutés aussitôt que la décision en eut été prise. Dès le 7 octobre, la division française était échelonnée de Francfort à Marbourg, et avait fait entrer dans ses rangs un millier de soldats, reste de l'armée westphalienne, réunis à Marbourg par le général Danloup-Verden, aide de camp du Roi. C'étaient d'abord les cinq cents hussards Jérôme-Napoléon, puis les gardes-du-corps, enfin une centaine de grenadiers de la garde. Voilà à quoi était réduit ce bataillon d'élite emmené de Cassel par le Roi, et qui, sur la route et à Marbourg même, s'était misérablement débandé en abandonnant ses officiers.

Le brave Allix, arrivé le 2 octobre à Marbourg avec ses hussards, eut beaucoup de peine à attendre que la division française fût prête à tenir la campagne. Dès qu'il en eut la permission du duc de Valmy, il partit avec l'avant-garde, composée d'un bataillon et d'un escadron, fit brûler une étape à cette avant-garde, et rentra le 7 octobre à Cassel, huit jours après en avoir été chassé! On sait que depuis le 4,

les derniers Cosaques avaient quitté ville, Czernichew ayant eu connaissance de la concentration de troupes qui se faisait à Giesen et Marbourg, et dont il ne crut pas prudent d'attendre les effets.

Le Roi, logé pendant les premiers jours au château de Montabauer, ne jugea pas convenable de faire un long séjour sur les terres du duc de Nassau, et finit par aller s'établir à Coblentz même, à l'hôtel du préfet, M. Dauzan. Autour de lui vinrent se grouper ses ministres, le comte de Fürstenstein, le comte de Höne, de Malsbourg, de Malchus, de Wolffradt, le baron Reinhard, remplacé un moment par le secrétaire de la légation de Malartic. Les ministres de Saxe, de Bade, de Hesse, s'étaient réfugiés à Arolsen, à quelques lieues de Cassel, sur le territoire du prince de Waldeck, qui avait obtenu la neutralité de ses États. Quant au ministre de Wurtemberg, M. de Gremp, on remarqua avec étonnement, qu'au lieu de suivre le Roi à Coblentz, ou de prendre à Arolsen, comme ses collègues, une position d'expectative, il était retourné droit à Stuttgard, annonçant qu'il regardait sa mission comme terminée !

Ce séjour à Coblentz, première halte sur la pente rapide du malheur, fut l'initiation de Jérôme aux comptes nécessaires que l'infortune est tenue de régler avec l'ingratitude. Si quelques amis l'avaient suivi, plusieurs étaient restés en chemin. Les plus comblés de ses faveurs avaient été naturellement les premiers à faiblir. Il était surtout aigri contre la famille de Fürstenstein, dont les membres, sauf le comte lui-même, ami personnel et dévoué, n'avaient pas ré-

pondu par leur conduite à la confiance du Roi, confiance basée sur le souvenir de tant de bienfaits. Le comte de Hardenberg, grand maître des cérémonies, père de la comtesse de Fürstenstein, le baron de Schultz, son parent, trésorier-général de l'ordre de la Couronne, s'étaient montrés en public pendant l'occupation de Cassel, sans les insignes de cet ordre, ce qui pouvait passer, non-seulement pour un reniement, mais pour une avance faite à l'étranger. Lecamus, frère du ministre, trésorier de la Couronne, avait par négligence ou faiblesse laissé tomber entre les mains de Czernichew une somme de 200,000 fr. qu'il aurait pu sauver. Un autre personnage, plus comblé, s'il était possible, que ne l'avaient été les Fürstenstein, avait tenu aussi une conduite équivoque, c'était le grand chambellan, prince de Hesse Philipsthal. Mais en ce qui concernait ce prince, Jérôme était allé de lui-même au devant de l'ingratitude, en s'obstinant à attacher à sa personne un homme qui appartenait à la famille de l'électeur de Hesse. L'Empereur, avec ce tact net et droit qu'il avait sur toutes choses, avait empêché son frère de nommer grand maréchal du palais le prince de Hesse, en lui disant qu'il serait ridicule de voir la garde de sa personne confiée à un parent du souverain dépossédé. Le Roi en avait fait un grand chambellan, ce qui était moins choquant.

A la tête des hommes fidèles réunis autour du Roi à Coblentz, était M. Siméon, le chef du ministère. Depuis quelques mois il aspirait à rentrer en France et à prendre un repos auquel son âge et ses

services assidus lui donnaient droit. En voyant les mauvais jours venir, cet homme respectable avait différé une séparation prévue depuis longtemps.

Il donnait à la cour de Cassel, surtout pendant les dernières crises, l'exemple d'une résignation silencieuse aux maux qu'il ne pouvait empêcher, d'une appréciation de l'avenir dépourvue d'illusion comme de faiblesse, d'un grand amour du travail, seule distraction des soucis politiques. Ses conseils au Roi étaient discrets, mais sages et toujours dictés par une saine notion du devoir. C'était le Cambacérès de la Westphalie. Lorsqu'il fut question de retourner à Cassel, il déclara au Roi qu'il était prêt à le suivre de nouveau. Le Roi refusa ce dernier sacrifice, et lui donna à entendre, avec une tristesse résignée, qu'ils n'avaient pas à se tromper l'un l'autre en s'encourageant mutuellement par des espérances, qu'ils étaient trop clairvoyants pour nourrir; que le retour à Cassel était une sorte de satisfaction donnée à l'honneur militaire; que la monarchie westphalienne était morte, morte pour ne plus revivre; que lui, Jérôme, n'avait plus besoin à Cassel de ministre de la justice, et que s'il devait lui rester des amis, c'est en France qu'il ne tarderait pas à aller les retrouver. Il força Siméon à partir, porteur d'une lettre pour l'Empereur où le Roi exprimait toute son estime et toute sa reconnaissance pour le conseiller qu'il avait reçu des mains de son frère en montant sur le trône, et qu'il lui rendait au moment où il allait en descendre.

Eh bien! au milieu de ces séparations, de ces

défections, en présence d'un avenir qui s'annonçait si terrible, ce qui pesait le plus à Coblentz sur l'âme de Jérôme, c'était le silence que l'Empereur conservait à son égard. Il ne connaissait plus les intentions, les ordres indispensables de son frère, que par l'intermédiaire du major-général, des ducs de Valmy ou de Bassano.

Était-ce de la part de l'Empereur découragement intime à l'endroit de tout ce qui concernait cet établissement de la Westphalie, qu'il avait rêvé si grand, et qu'il prévoyait perdu sans retour? Était-ce mécontentement réel ou fictif de l'évacuation de Cassel, dont il avait laissé échapper quelques symptômes? car un des traits de sa politique, le moins digne de lui assurément, était de distraire les esprits de la connaissance et du spectacle de ses revers, en transformant les malheurs en fautes, et en élevant des événements secondaires à la hauteur de causes capitales. Peut-être y avait-il de tout cela dans son refroidissement momentané pour Jérôme; sans parler des effroyables complications stratégiques au milieu desquelles il se débattait, courant après la victoire vers tous les points de l'horizon sans repos ni trève et à peine suivi, la rencontrant quelquefois sur ses pas, apprenant toujours qu'elle s'était dérobée devant ses lieutenants.

En effet, le temps que Jérôme passa à Coblentz, fut la phase décisive et suprême de la campagne de 1813, alors qu'ayant refoulé Macdonald de la Lusace, Oudinot et Ney de la Prusse, Vandamme de la Bohême, les alliés resserrèrent autour de l'Empereur

un cercle formé de cinq cent mille baïonnettes, le forcèrent à quitter Dresde, et à venir tenter une dernière fois la fortune à Leipzig.

Quant à la Westphalie, sans parler de tout ce qui était au pouvoir de l'ennemi, celles de ses provinces qui étaient encore libres présentaient le désordre le plus affreux. Les autorités royales ayant disparu presque partout, et le pouvoir central ayant cessé de se faire sentir, la dissolution était arrivée à son comble.

Jérôme, au milieu de ces malheurs, entendant les cris de joie des ennemis de la France, sans instructions de l'Empereur, se voyant abandonné comme Roi et oublié comme frère, était dans une position affreuse. Nous citons deux dépêches de M. de Malartic, écrites au duc de Bassano, l'une de Coblentz, le 12 octobre, l'autre de Cassel, le 16, jour de la rentrée du Roi, et qui donnent une idée du chagrin profond de l'âme de ce Prince.

Premier extrait, du 12 :

« Quoique je sente toute la difficulté du devoir « qui m'est imposé par les circonstances, je crois que « je ne dois pas tarder plus longtemps à rendre « compte à Votre Excellence des entretiens confi« dentiels que j'ai eus avec M. de Fürstenstein.

« Dès la première fois que j'ai eu l'honneur de le « voir depuis mon arrivée à Coblentz, ce ministre « m'a parlé avec confiance et abandon de la position « du Roi dans cette ville. Il est revenu sur ce sujet « hier, il y est revenu encore aujourd'hui, et si, d'un

« côté, je ne puis être en doute sur la peine que le « Roi éprouve, à être sans nouvelles et sans ordres « de la part de l'Empereur, de l'autre la versatilité « aisée à remarquer dans les désirs que conçoit « M. de Fürstenstein doit me prouver qu'en effet le « Roi ne dissimule pas, lorsqu'il dit être sans nou- « velles de l'Empereur et qu'il est très-vrai que Sa « Majesté ignore ce qu'Elle doit faire.

« Je dis la versatilité, puisque tantôt M. de Für- « stenstein exprime le désir que le Roi arrive au plus « vite à Cassel, tantôt qu'il s'arrête à Marbourg, « tantôt qu'il attende à Coblentz les ordres de l'Em- « pereur, tantôt enfin qu'il soit ordonné à Sa Majesté « de partir pour Paris, laissant ainsi tout son royaume « à la disposition de son frère, pour le traiter en pays « occupé militairement, et en tirer toutes les res- « sources qu'il est susceptible de fournir.

« Si M. de Fürstenstein, Monseigneur, n'a vu en « moi, comme je le crois, qu'un homme qui sent « toute la gêne de la position du Roi, qui entre « dans toutes ses peines, il lui était impossible de « rencontrer personne qui fît des vœux plus sincères « pour que cette situation violente vienne enfin à « cesser; mais s'il cherche un conseil, il s'est mal « adressé. Je sens toute mon insuffisance, et je ne « puis qu'en faire profession.

« Le chagrin du Roi, qu'il dissimule en public, où « jamais il n'a été ni plus aimable ni plus séduisant, « se renferme au dedans de lui-même. Je ne puis « expliquer que de cette manière la colère que M. de « Fürstenstein et M. Siméon l'accusent de manifester

« contre ceux de ses serviteurs qui, dans les der-
« nières circonstances, n'ont pas suivi sa personne.
« Mais il faut dire aussi que M. de Fürstenstein est
« un peu aigri. Quoique l'affection du Roi pour lui
« ne se soit pas démentie un seul instant, quoique
« sa faveur soit toujours la même, cependant il a été
« frappé dans la famille de sa femme, il l'a été dans
« la sienne propre. Aussi j'ose croire, j'ose espérer
« que les expressions de ce ministre ne doivent pas
« être prises au pied de la lettre, lorsqu'il s'écrie
« avec un sentiment profond : *Je conseille la clé-*
« *mence et je ne suis point écouté.* Mais les premières
« nouvelles que le Roi recevra de l'Empereur re-
« mettront le calme dans son âme. Il est une vérité
« que les derniers événements ont dû lui prouver :
« c'est que sa personne est aimée parce que l'on
« connaît toute la bonté de son cœur. Il ne voudra
« pas perdre un aussi beau triomphe.

« M. Danzau (le préfet de Coblentz) a senti aussi
« que sa position était difficile. Il m'a dit que lorsque
« le Roi était à Montabauer (château près de Coblentz),
« un chambellan est venu lui annoncer l'arrivée de
« Sa Majesté, qu'il avait demandé la permission d'aller
« trouver le Roi, et que son dessein était de lui faire
« observer que peut-être lui-même croirait mieux
« de ne pas passer le Rhin, mais que cette permission
« lui avait été refusée. Après cela, il me semble que
« M. Danzau ne pouvait se conduire mieux qu'il n'a
« fait, et, d'ailleurs, convenait-il au Roi de rester
« dans les États du prince de Nassau? Le Roi a été
« loger à l'hôtel de la Préfecture, et si l'arrivée de

« Sa Majesté a causé d'abord un peu d'étonnement;
« ce sentiment s'est bientôt calmé, et on va sentir le
« départ du Souverain qui répandait autour de lui
« beaucoup d'argent, et qui ne doit en général laisser
« que des regrets dans tous les lieux qu'il quitte.»

Deuxième extrait, du 16:

« Je dois à Votre Excellence le compte de la con-
« versation que j'ai eue hier, à Marbourg, avec Sa
« Majesté. La circonstance était assez importante
« pour que je misse toute mon attention à ne laisser
« échapper aucun des mouvements du Roi, et, je dois
« le dire, tout en lui, même la gêne qu'il s'efforce
« de dissimuler, m'a paru noble et généreux.

« Le Roi m'a remis les deux paquets destinés pour
« moi, et son impatience était visible d'y trouver
« des nouvelles de l'Empereur, quoique, en même
« temps, son espérance à cet égard fût bien faible,
« car les paquets étaient adressés à Cassel. Il m'a
« appris que le colonel Gautier, qu'il avait expédié
« le 3 de Wezlar à Dresde, n'avait pas pu pénétrer,
« et avait trouvé le chemin d'Erfurth à Leipzig infesté
« d'ennemis. Je voyais en lui beaucoup d'agitation.
« Je hasardai de lui parler de ce qui l'occupe presque
« uniquement depuis quelques jours : « Votre Ma-
« jesté, lui dis-je, a sans doute d'excellentes nouvelles
« de Cassel? — Oui, de bonnes nouvelles; mais ce
« sont de grands gueux. » Et après un moment de
« silence : « Oh! je ne puis pas me persuader à moi-
« même que ce soient là de bons sujets. » Le Roi me

« dit ces paroles avec beaucoup de sensibilité. Je « crus voir qu'il eût été bien aise de s'épancher, « mais qu'il était retenu. Je ne pouvais l'exciter « davantage. Je n'ai pas assez l'honneur d'être connu « de Sa Majesté pour me permettre de chercher à « forcer sa confiance. Je crois devoir me borner à « l'attendre. J'ai su depuis que, la veille et le jour « même, les officiers des grenadiers qui l'avaient « abandonné s'étaient présentés devant lui, et qu'il « leur avait parlé avec une dignité vraiment remar- « quable, qui les avait pénétrés de douleur. Je de- « mandai à Sa Majesté combien Elle comptait trouver « de troupes à Cassel : « Environ quatre mille « hommes, et quatre mille autres sont du côté « d'Eschwege ; ce sont les deux divisions Préval et « Rigaud. De Wezlar, j'ai envoyé un courrier au « duc de Valmy pour lui demander positivement s'il « était autorisé à mettre et à laisser sous mon com- « mandement ces deux divisions ; car si je n'ai pas « de troupes, il vaut mieux que je reste à Coblentz « ou à Marbourg, sans retourner à Cassel pour m'ex- « poser à en sortir encore. Le duc de Valmy m'a « répondu que ces deux divisions ne pouvaient « m'être envoyées que sur un ordre signé de l'Em- « pereur ou du major général. »

« La conversation alors est devenue plus générale. « Le Roi m'a parlé du traité de la Bavière, de la « conduite de M. de Gremp, de celle de M. de Selby, « qui, seul, a été remarqué au spectacle pendant le « séjour des Russes à Cassel, de l'insertion dans l'*Ob-* « *servateur Autrichien* de la dépêche de M. le baron

« Reinhard, en date du 12 septembre. Il m'a dit « qu'il se pourrait que ce fût la connaissance de cette « lettre qui eût déterminé M. de Czernichew à tenter « le coup de main qui lui a trop réussi. Enfin, Mon- « seigneur, personnellement heureux de l'amabilité, « de la bonté du Roi, je n'ai pu que remarquer « avec un chagrin notable combien la disposition « intérieure de son âme était éloignée du repos. « Quelle est la cause de cette agitation? Est-ce « peine de ce qui est arrivé; est-ce ressentiment, « peut-être approchant un peu trop de la sensibilité, « contre des personnes qui, dans des circonstances « extraordinaires, auront, sans s'en douter, blessé « l'amour-propre d'un prince jaloux du pouvoir, non « pour ses effets, mais pour le pouvoir même? Est-ce « enfin appréciation juste de l'état des choses rela- « tivement à la Westphalie? Chagrin de s'être trompé « dans le choix des personnes dont il s'était entouré, « et de se voir obligé de recommencer un édifice qui « était loin d'être parfait, mais qui offrait à l'œil un « ensemble assez complet et assez bien organisé?

« Votre Excellence décidera mieux que moi ces « questions; peut-être même les lui soumettre est-il « pour moi hors de propos, mais j'espère dans son « indulgence dont je sens tous les jours que j'ai un « extrême besoin.

« Des nouvelles de l'Empereur seraient pour le « Roi un baume souverain.

« Le départ de M. de Gremp, pour Stuttgard, a eu « lieu par les ordres du roi de Wurtemberg, d'après « les rapports un peu acerbes que ce ministre a faits

« à son maître; mais ce rappel me paraît bien pré-
« cipité, et si je connais bien l'esprit de cette cour, « dans laquelle j'ai résidé pendant deux ans, il y a là « un germe de passion violente contre la France, « tempérée, il est vrai, par la haine contre la Bavière « et par une véritable admiration pour la gloire et la « puissance de l'Empereur. Mais une étincelle suffira « pour embraser la poudre et pour développer l'am-« bition gigantesque d'être maître de la Souabe « entière, et de n'avoir que le Rhin pour frontière du « côté de la France. »

Après plusieurs jours d'attente et de perplexités, après avoir envoyé plusieurs officiers à l'Empereur qui ne purent parvenir jusqu'à lui, la route d'Erfurth étant déjà interceptée, le Roi se décida à quitter Coblentz le 13 octobre. Il s'arrêta un jour à Marbourg, première ville de ses États, incertain encore s'il lui convenait de rentrer dans sa capitale où il n'y avait plus ni administration, ni gouvernement, ni argent; humilié de n'avoir pas même pu rassembler une centaine de mille francs, unique ressource pour les dépenses de sa maison, de son gouvernement et des troupes françaises, blessé surtout jusqu'au fond du cœur de ne rien ramener, de ne rien retrouver de cette armée westphalienne, objet de tous ses soins, et pendant si longtemps sa consolation et son orgueil. D'ailleurs, que signifiait cette reprise de possession éphémère, alors qu'une catastrophe définitive approchait d'une manière lente mais sûre, alors qu'on attendait d'heure en heure l'annonce de la grande

bataille, et que les esprits, découragés par une si fatale succession de revers, la regardaient d'avance comme perdue? Enfin, comme il avait été investi du commandement supérieur de la division Rigaud, il ferma l'oreille à toute autre considération que celle du devoir militaire; ne se regardant plus que comme un général français, il quitta Marbourg dans la nuit du 15, et arriva à Cassel le 16 au matin, le premier des trois jours que dura la bataille de Leipzig.

Il y avait été précédé de quelques jours par les sept mille hommes de troupes françaises dont une partie occupait la ville, et dont l'autre tenait la ligne de la Werra, du côté d'Heiligenstadt. A son entrée dans Cassel, le Roi fut salué, de la part de la population, d'acclamations assez vives. Mais déjà son cœur était fermé aux illusions de l'enthousiasme populaire: « Ils m'acclament, dit-il tristement à ceux qui l'entouraient, ce n'est pas pour moi, c'est qu'ils pensent que je vais les délivrer d'Allix. »

En effet, le général Allix, rentré dans la ville depuis le 7 octobre, y avait déployé un luxe de rigueurs tout à fait intempestives, et qui heureusement se réduisirent à des démonstrations purement comminatoires. Le système du général, qui n'en avait pourtant pas besoin pour se faire valoir, était que, dans la journée du 30 septembre, il n'avait cédé, en rendant Cassel, qu'à un soulèvement de la population. Dès lors il y avait eu des traîtres, des coupables qu'il fallait rechercher et punir. Le général Allix se déchaînait surtout contre les membres du comité provisoire institué, au départ et avec l'assentiment de

Czernichew, pour maintenir l'ordre et exercer quelques-unes des attributions les plus urgentes de l'autorité souveraine. Pour lui, les citoyens qui s'étaient arrogé ces fonctions (et il faut avouer qu'ils n'avaient pas été choisis parmi les partisans du Roi et des Français), étaient les chefs de la conspiration devant laquelle il s'était retiré en abandonnant Cassel. Dès son arrivée, il avait institué une commission militaire pour rechercher et punir les actes de trahison qui avaient accompagné l'occupation de la ville par les Russes. Quelques personnes avaient été emprisonnées. Le Roi le laissa faire d'abord, *croyant*, selon l'expression de Reinhard, *couvrir tout par son droit de faire grâce*. Sur la fin, pourtant, il disgracia Allix et céda à l'influence de Reinhard. Ce dernier, du reste, n'embrassait le système de l'amnistie complète que par esprit d'opposition au général Allix, auquel il avait voué une haine implacable. C'est au milieu de ces tiraillements, de ces récriminations personnelles et violentes, triste effet du malheur commun ! que s'écoulèrent les huit jours que le Roi passa à Cassel.

Le 19 octobre, l'armée française, vaincue à Leipzig, commença sa retraite par Erfurth sur Mayence. L'armée des alliés, embrassant dans la marche de ses colonnes vers le Rhin tout l'espace compris entre les montagnes de la Bohême et les provinces anséatiques encore occupées par le prince d'Eckmühl, la Westphalie fut envahie par le général Sacken. Un ordre d'évacuation générale du pays entre l'Elbe et le Rhin fut donné sur toute la ligne, à Hanovre, à Celle, à

Minden, où était le général Laubardière, gardant le Weser, à Cassel, enfin, où était le Roi avec la division Rigaud, gardant la Werra. Le 24, le corps de Sacken était à Mülhausen. Le Roi partagea la division Rigaud en deux colonnes. La première, dont il se réserva le commandement, était composée du bataillon de marche de la garde impériale, du bataillon du 55e et de six cent cinquante cavaliers montés, dont deux escadrons des gardes d'honneur, deux cents hussards Jérôme-Napoléon et quatre-vingt-quinze gardes-du-corps. La seconde, sous les ordres du général Rigaud, était forte de cinq mille fantassins, de huit cents cavaliers et de deux batteries d'artillerie.

Le 26 octobre au matin, le Roi quitta Napoléonshöhe sans passer par Cassel, et, à la tête de la première colonne, prit la route de Dusseldorf par Arolsen, Aremberg, Elberfeld. Cette fois-ci, la retraite se faisait sur Dusseldorf et Cologne, et non plus sur Mayence, les routes de la Franconie étant encombrées par les colonnes de la Grande-Armée qui regagnaient le Rhin.

Le même jour, et par une route de traverse, un convoi composé des voitures des ministres et des principaux fonctionnaires français, des bagages et des archives, s'achemina dans la même direction sous l'escorte de quatre cents hussards Jérôme-Napoléon et sous les ordres du ministre de la guerre comte de Höne. Le Roi, n'ayant avec lui, en dehors de sa maison militaire, que le baron Reinhard, coucha le 26 à Arolsen, le 28 à Aremberg, le 30 à Elberfeld, près de Dusseldorf, le 1er novembre à

Cologne, le jour où la Grande-Armée repassait le Rhin à Mayence.

Voici le billet que le baron Reinhard écrivit de Cassel, le 25 octobre, au duc de Bassano, pour lui faire connaître les dispositions qui avaient été prises :

« Le Roi, décidé à quitter Cassel, soit à cause des « revers de la guerre, soit à cause des embarras « de l'administration auxquels il ne peut remédier, « informé en outre ce matin par le général Rigaud « que l'ennemi est réuni en force à Duderstadt, « prendra demain la route d'Arolsen, et ensuite celle « de Paderborn et de Lipstadt, au lieu de la route « de Wabern et de Marbourg qu'il était résolu de « prendre encore ce matin. Je précéderai Sa Majesté « de quelques heures, surtout qu'avec ses troupes « et à cheval Elle prendra une route peu praticable « pour les voitures. Cette lettre partira après notre « départ, et je l'écris au clair parce qu'il serait pos- « sible que, lorsqu'elle rencontrera Votre Excellence, « Elle ne se trouvât pas à portée de ses archives. « Mon cœur est oppressé, mais le courage et la con- « fiance ne m'ont point abandonné. »

Le 27 octobre, le général Rigaud, débordé sur sa droite, puisque la veille avait eu lieu le dernier combat d'arrière-garde de la Grande-Armée à Eisenach, le général Rigaud, disons-nous, évacua Cassel, et se dirigea sur Dusseldorf et Cologne par Paderborn et Lipstadt.

Le 1er novembre, le Roi fut rejoint à Cologne par les membres de l'ancien gouvernement westphalien ; le 3, par le général Rigaud et sa colonne. Le même jour, il reçut de l'Empereur l'avis que toutes les troupes placées sur la rive gauche du Rhin, de Mayence à Wesel, passaient sous le commandement du duc de Tarente ; le lendemain, les ordres de dislocation de la division Rigaud furent envoyés par l'état-major général, et le Roi licencia ses derniers gardes-du-corps. Le 5 novembre, l'Empereur, au moment de quitter Mayence pour se rendre à Paris, invita le Roi à choisir une résidence dans un des départements français limitrophes de la ligne du Rhin, son intention étant que le Roi prît une position d'expectative, rapprochée de la Westphalie, qui empêchât de considérer les espérances et les projets de l'Empereur sur les pays de la rive droite comme complétement abandonnés. Le Roi choisit Aix-la-Chapelle, et alla s'y fixer.

Le lendemain du jour de l'arrivée de l'Empereur à Paris, 9 novembre, la reine Catherine était allée le voir à Saint-Cloud. L'Empereur lui parla avec amertume du parti que le roi de Wurtemberg venait de prendre en passant à la coalition, et de sa volonté que Jérôme restât encore quelque temps à Aix-la-Chapelle. Malgré sa timidité naturelle, timidité que la disposition d'esprit de son beau-frère, irrité et malheureux, n'était pas de nature à rassurer, la Reine se hasarda, dans une seconde entrevue, à parler de son désir de revoir son mari après une si longue séparation et de l'apparence d'exil que pré-

sentait le séjour d'Aix-la-Chapelle. Elle demanda que le Roi pût venir s'établir soit à Meudon, soit à Stains, propriété qu'ils venaient d'acquérir près de Paris. L'Empereur refusa Stains, où le Roi aurait trop paru rentrer dans une condition privée, et Meudon qui aurait eu, en tant que séjour princier, les inconvénients de Paris. Il décida que le Roi s'établirait, avec la reine Catherine, à Compiègne.

Le 15 novembre, les deux époux se réunirent dans cette résidence, après une séparation de huit mois.

JOURNAL DE LA REINE.

*Le* 1er *Janvier* 1813. — Nous avons passé le jour de l'an, comme les deux années précédentes, à Catherinsthal.

10 *Janvier.* — Mon père vient de m'informer à l'instant, par une estafette, que le 8 de ce mois on avait voulu attenter à ses jours; cette horrible trame a été découverte par le plus grand hasard, je ne puis assez bénir la Providence de m'avoir conservé mon père. Je vais traduire de l'allemand l'événement tel qu'il s'est passé : hier, 8 janvier 1813, Sa Majesté le Roi voulut faire une partie de chasse aux environs de Pleidelsheim et de Mun. La veille arriva une estafette de la part du grand bailli de Marbach, adressée au Roi, qui avait passé la nuit à Mon-Repos (château de plaisance). Le rapport du grand bailli contenait

qu'on avait trouvé au pavillon de chasse dressé pour Sa Majesté, de la poudre à canon et d'autres matières inflammables.

Il résulte les détails suivants des enquêtes faites jusqu'à présent, qu'un paysan de Mun, nommé Brügel, homme probe, assidu et aisé, d'après le témoignage du maire et des membres de la municipalité, était allé à Bertryheim, chercher des pelles au moulin à moudre. Il retourna par Pleidelsheim, où il alla voir un de ses parents et boire un verre de vin. Il partit de Pleidelsheim sur les huit heures du soir, pour retourner à Mun.

Étant encore éloigné d'une demi-heure de Mun, il aperçut une lumière à peu de distance de la grande route, à l'endroit où le pavillon de chasse était dressé. Pensant que le garde-chasse ou le bourgmestre de Mun pouvait s'y trouver, il s'écria : garde-chasse! bourgmestre! on ne lui répondit pas; il dirigea ses pas vers le pavillon de chasse, et s'aperçut que deux personnes tenaient une lanterne à la main; lorsqu'il s'approcha de ces deux hommes, ils prirent la fuite à gauche du pavillon de chasse par un sentier qui va à Mandelsheim. Celui qui portait la lanterne la laissa tomber en fuyant. Brügel la releva sans poursuivre les fuyards, étant décidé à continuer sa route pour rentrer chez lui. Il avait pris la lanterne dont la chandelle s'était éteinte en tombant, de sorte qu'il n'y avait que la mèche qui fumait encore. L'endroit où il ramassa la lanterne était à peu près à la distance de quinze pas du pavillon de chasse du Roi. Lorsqu'il y passa en retournant à la grande

route, il remarqua au clair de la lune qu'un ais qu'on avait mis pour servir de plancher, était déplacé et dérangé. Il crut entrevoir quelque chose d'extraordinaire, se hâta d'arriver chez lui, alla voir de suite le maire, auquel il remit la lanterne et lui raconta l'événement. Le maire envoya sur-le-champ le sous-bourgmestre et un archer au pavillon de chasse pour l'examiner. A leur arrivée, ils trouvèrent sur le plancher du pavillon, un briquet, de l'amadou, et une pierre à feu, précisément à l'endroit où le Roi se serait trouvé à la chasse en déchargeant son fusil, et dans l'ouverture du plancher, ils découvrirent un sac d'une forme allongée d'environ dix-huit pouces, sur trois pouces de diamètre, avec un petit paquet d'étoupe; il leur vint d'abord dans l'idée qu'il pourrait y avoir de la poudre à canon dans ce sac : idée qui les remplit d'effroi et de peur. Cependant ils ramassèrent tous les objets qu'ils avaient trouvés, et retournèrent à la hâte à Mun, chez le maire, qui ouvrit le sac et y trouva effectivement de la poudre à canon d'une espèce fine, mais peu égale. Il pesa le sac dont le poids était de quatre livres trois quarts. Il instruisit sur-le-champ de cet événement le grand-maître des forêts, et le grand bailli de Marbach auquel il envoya les objets trouvés.

Le maire, ne croyant pas avoir assez fait dans une pareille circonstance, se rendit lui-même sur les lieux, accompagné de quatre habitants de Mun, munis de flambeaux; ne trouvant plus rien au pavillon de chasse, il tâcha de trouver l'endroit d'où les deux personnes qui avaient pris la fuite pouvaient

être venues, et où elles pouvaient être allées. Aussi trouva-t-il leur trace sur le terrain d'où elles étaient venues, mais non sur celui par lequel elles s'étaient retirées, le sentier qui conduit à Mandelsheim étant tout près, et la neige foulée par les passants, n'ayant plus conservé les pistes qu'on y avait laissées. Le maire suivit les traces du chemin que lesdites personnes avaient pris en venant jusqu'à la grande route de Höpfigheim et Mandelsheim, auquel endroit toutes marques disparurent.

A en juger par ces traces, l'une des deux personnes devait être de grande taille et marcher à grands pas.

Telle est la déclaration unanime du maire, du sous-bourgmestre, ainsi que de l'archer et du paysan Brügel, de Mun.

13 *Janvier.* — M. Reinhard a remis aujourd'hui au comte de Fürstenstein, ministre secrétaire d'État, une note officielle dans laquelle l'Empereur demande au Roi l'approvisionnement de Magdebourg, pour six mois, et pour une garnison de vingt mille hommes. Cet approvisionnement coûterait quatre millions de francs; nous avons tous les ans un déficit de vingt millions pour les sacrifices inouïs que nous supportons, et pour la contribution française; le pays ne rapporte que quarante-deux millions, et nous en dépensons soixante-deux.

Le Roi a répondu à cette note avec mesure, justesse et sang-froid, et dit dans la lettre qu'il écrit à l'Empereur, qu'après avoir mis trente mille hommes sur

pied au lieu de vingt mille, d'après les traités; après avoir perdu entièrement cette armée, il s'occupe néanmoins de réorganiser dix-huit mille hommes pour pouvoir les envoyer dans trois mois à l'armée; que, pour cet effet, il s'occupe de faire un nouvel emprunt et de vendre le peu de domaines qui lui restent; que de plus il approvisionnera Magdebourg pour trois mois, que ce sont là tous les sacrifices qu'il peut faire dans ce moment, car en surchargeant encore plus son peuple, il serait à craindre qu'un soulèvement n'en fût la suite.

20 *Janvier*. — L'on parle généralement du couronnement de l'Impératrice et du Roi de Rome; il doit être fixé au 1er mars. On prétend aussi que l'Impératrice sera nommée régente. Le Roi écrit qu'il sera invité à assister à cette cérémonie, j'espère que j'y serai de même invitée, car j'aime Paris à la folie, et je ne me trouve parfaitement heureuse que dans le sein de ma famille; je l'appelle ainsi à double titre, car je l'affectionne et l'aime comme la mienne propre. Si la guerre continuait et que j'allasse à Paris pour les fêtes, l'intention du Roi serait de m'y laisser; le théâtre de la guerre, selon toutes les probabilités, serait un peu trop rapproché de nos foyers, et le Roi doit naturellement défendre son royaume jusqu'à la dernière extrémité.

On parle beaucoup de paix depuis une quinzaine de jours, il paraît qu'on y travaille véritablement.

22 *Janvier*. — Le Roi a reçu hier soir un cour-

rier du roi de Naples; il lui mande qu'une jaunisse l'oblige à quitter l'armée; il a remis le commandement au Vice-Roi et lui dit de plus : « Tu es absolument justifié de la conduite que tu as tenue à « l'armée, j'ai toujours connu ce Davout pour un « homme...., mais depuis cette campagne il a de « plus montré.... Je compte retourner à mon poste « au printemps. »

28 *Janvier.* — Le Roi vient de recevoir la réponse de l'Empereur à la fameuse lettre qu'il lui avait écrite au sujet de Magdebourg; il s'attendait à en avoir une assez dure; point du tout, au lieu de cela, elle est charmante; il lui dit qu'après qu'on lui aura fait un rapport il donnera les ordres pour qu'on paie sur-le-champ tout ce que l'on doit au Roi, que rien n'est plus simple, et que comme le Roi ne peut approvisionner entièrement Magdebourg, il va se charger de l'autre moitié et il autorise même le Roi à faire surveiller les commissaires qu'il va nommer pour cet effet, pour qu'ils paient régulièrement.

30 *Janvier.* — Le Roi ayant osé *faire quelques observations à l'Empereur lors de son voyage à Paris l'année dernière, avant le commencement de cette guerer, sur les difficultés, les dangers auxquels il allait s'exposer*, l'Empereur impatienté lui tint ce propos :

« Vous me faites pitié, c'est comme si l'écolier « d'Homère voulait lui apprendre à faire des vers. »

Malheureusement l'écolier d'Homère n'a que trop bien jugé des événements.

31 *Janvier*. — Autre propos de l'Empereur; lors de son retour dernièrement en France, il passa par Varsovie; il fit venir les ministres du Grand-Duché, il leur parla longuement sur leurs affaires et sur la dernière retraite; il finit par dire : « Le sublime touche à l'absurde, c'est à la postérité à juger si j'ai commis une faute en allant à Moscou. »

1er *Février*. — Le Roi a donné en cadeau au général de Hammerstein, revenu de l'armée, 50,000 francs. De vingt-huit mille hommes que le Roi avait à l'armée, il ne lui en reste qu'à peu près deux mille; de douze cents officiers, trois cents, de cinquante canons, pas un, et tout le matériel a été perdu.

L'Empereur a signé à Fontainebleau un second concordat avec le Pape; le Pape a mis pour première condition qu'il serait mis en pleine liberté, libre et maître de choisir à l'avenir le lieu qu'il voudrait habiter; le premier acte de sa liberté entière a été de signer le concordat conclu avec l'Empereur à une campagne du cardinal de Raffo, à trente lieues de Fontainebleau. Il a, dit-on, refusé de couronner le roi de Rome comme Roi de Rome, mais non comme prince impérial de France; on dit qu'il a choisi Saverne pour le lieu de sa résidence. La réconciliation du cardinal Fesch a eu lieu en même temps; il est rappelé à Paris, et il sera probablement nommé archevêque de Paris.

On mande de Paris que la cour d'Autriche a envoyé le général Valmoden (Westphalien d'origine) à Londres, pour proposer au cabinet de Saint-James sa médiation ; on prétend qu'on l'aurait acceptée ; la base de cette paix serait la restitution du royaume d'Espagne à Ferdinand, prince des Asturies, avec la condition qu'il épouserait la fille du roi Joseph, l'infante Zenaïde ; le royaume d'Italie serait donné en échange au roi Joseph.

Le mécontentement est à son comble, à ce qu'on dit, en France ; il ne faut pas se fier à toutes les adresses que nous voyons dans *le Moniteur* pour offrir à l'Empereur des régiments et des soldats équipés par les différentes villes de l'Empire. Si on laisse ignorer toutes ces opinions à l'Empereur et les murmures des peuples, le réveil sera funeste.

2 *Février*. — L'une des conditions que l'Autriche a faites en proposant sa médiation à la France et à l'Angleterre pour conclure enfin une paix stable et durable, est que l'Empereur des Français lui rendrait le royaume d'Illyrie, qui n'a pas encore été réuni à l'Empire français par un sénatus-consulte. L'Empereur a répondu à cela qu'il pourrait bien accéder à cette demande si l'Autriche, par contre, *voulait céder la Gallicie pour faire de la Pologne un royaume indépendant.*

3 *Février*. — Le Roi a nommé le comte de Busch pour remplacer M. de Gilsa à la place de chevalier d'honneur qu'il avait auprès de moi; le comte d'O-

bery a été nommé le même jour mon premier écuyer.

10 *Février*. — J'ai eu hier une frayeur épouvantable; j'étais tout tranquillement à travailler, et madame Malet (ma lectrice) me lisait, lorsque des cris perçants se font entendre dans mon cabinet de toilette, et en même temps mon valet de chambre coiffeur, H***, se précipitait dans ma chambre tenant une bûche de bois dans ses mains, et une femme de chambre, S***, le suivait, et tous deux criaient au secours, l'on me tue, l'on m'assassine. H***, blessé à la mâchoire, S*** à la tête, tout près de la tempe droite et saignant beaucoup, tous deux étaient comme des enragés, des furieux, s'injuriant. Je voyais le moment où ils s'assommeraient. A ce spectacle, je fus prête à m'évanouir et je n'ai eu que la force de leur ordonner de quitter au plus vite mes appartements. Je les chassai de suite tous deux du palais, punition trop juste après l'éclat et la mauvaise conduite qu'ils avaient tenue dans mes appartements. J'avais cette femme depuis trois ans, elle me servait à merveille, mais elle était d'une impertinence sans égale.

16 *Février*. — M. Bercagny, préfet de Magdebourg, a envoyé aujourd'hui au Roi la copie d'un décret que l'Empereur des Français a envoyé au général Michaud, commandant de Magdebourg, dans lequel il ordonne au général Michaud de faire démolir le reste des faubourgs qui existe encore. Tous les

ingénieurs disent eux-mêmes que c'est rendre gratuitement des gens malheureux en les démolissant, car en les laisant subsister, ils disent qu'ils n'empêchent pas la défense de Magdebourg; l'Empereur a dit aussi que le Roi de Westphalie dédommagera les malheureux qui en souffriront, et que si l'on ne veut pas approvisionner Magdebourg comme il l'ordonne, le général Michaud doit faire des réquisitions à douze lieues à la ronde de Magdebourg.

Le Roi, après avoir pris lecture de toutes ces dépêches, a de suite envoyé un courrier à l'Empereur en le priant, quoique en termes très-mesurés, de vouloir bien s'expliquer catégoriquement, si sa situation exigeait qu'il traitât le royaume ainsi; que si c'était là l'intention de Sa Majesté, il La priait de permettre qu'il se retirât de suite à Paris; qu'alors l'Empereur serait maître de faire ce qu'il jugerait à propos dans son royaume.

17 *Février.* — Un propos que l'Empereur, dit-on, a tenu au dernier cercle diplomatique, en parlant au ministre de Prusse : « Il est permis, dit-il, à l'Autriche « d'avoir une opinion, mais pas à la Prusse. » Si cela est vrai, c'est fait pour exaspérer non-seulement un souverain, mais tout un peuple; aussi la Prusse prend-elle déjà un ton plus haut, et elle doit avoir assuré, que si la France continuait à la traiter avec cette rigueur, elle se jetterait dans les bras de la Russie; le Roi personnellement est cependant encore attaché à la cause de l'Empereur.

22 *Février*. — Le Roi a fêté mon jour de naissance avec cette amabilité qui le caractérise en toute chose.

23 *Février*. — Les Russes se sont présentés le 21 de ce mois, avec quelques mille Cosaques, devant Berlin ; un officier est venu sommer le général Grenier de se rendre ; pour toute réponse, il lui dit : Attendez un moment, vous allez voir comment je me rends ; aussitôt il est sorti de la ville avec quatre pièces de canon et a fait ranger trois mille hommes en bataille qui ont fait un feu de mitraille, et en peu d'instants ont dispersé ces Cosaques. On dit que la milice et les bourgeois de Berlin se sont très-bien conduits dans cette occasion. Cependant, depuis quelque temps, le cabinet de Berlin prend un ton plus haut avec nous.

26 *Février*. — Le Vice-Roi est arrivé à Berlin.

7 *Mars*. — Le Vice-Roi a été obligé d'évacuer Berlin, faute de cavalerie. Le général Wittgenstein y est entré avec cinquante mille hommes.

9 *Mars*. — L'Empereur ayant désiré que je quittasse Cassel au moment où les Russes entreraient à Berlin, le Roi a décidé que je partirai d'ici demain 10, au soir.

---

# CORRESPONDANCE

RELATIVE AU LIVRE XIX.

---

La reine Catherine au Roi de Wurtemberg. Cassel, 11 janvier 1813.

« Mon très-cher père, j'accepte avec une vraie reconnaissance l'augure que vous me donnez d'une année plus heureuse que celle qui vient de s'écouler. Les pertes qui vous affligent sont malheureusement communes; pas une nation n'a été exempte de calamités, toutes sont également dans le deuil; mon mari a perdu aussi beaucoup de monde; le peu d'officiers qui restent et que les maladies ou les blessures ont rappelés ici donnent des détails qui font frémir.

« Enfin, mon cher père, pour se consoler de tous ces malheurs, il faut s'arrêter aux nouvelles du jour qui sont toutes à la paix.

« Ce passage subit du froid au dégel rend ici tout le monde malade. J'ai payé mon tribut par quelques jours de fièvre et un gros rhume, mais je me trouve

beaucoup mieux aujourd'hui et mon premier soin est, mon cher père, de vous répéter que jamais cœur ne fut plus dévoué et qu'il est impossible d'ajouter à mes sentiments pour un père que je ne cesserai d'honorer et de chérir.

« Le Roi vous remercie de votre souvenir et me charge de ses compliments pour vous. »

La Reine Catherine au Roi de Wurtemberg. Cassel, 12 janvier 1813.

« Mon très-cher père, je reçois à l'instant, par votre lettre du 10, la confirmation d'une nouvelle qui m'a jetée dès hier dans les plus vives alarmes. Mon premier mouvement a été de vous écrire une seconde lettre, mais j'ai craint que peut-être vous n'eussiez des raisons pour tenir cet attentat secret, alors je me suis adressée à ma tante Emmy pour avoir des détails. Je remercie la Providence qui m'a conservé un père que je n'ai jamais cessé de chérir au-delà de toute expression; j'envie à vos autres enfants d'avoir pu vous témoigner dans cet affreux moment toute la tendresse et la douleur dont mon cœur est pénétré.

« J'espère, pour la justification des Wurtembergeois, que ces monstres ne sont pas de notre pays. Ah! si je pouvais me consoler d'une tentative aussi horrible, ce serait justement par l'idée qu'elle ne peut être que la suite d'une passion et d'une affreuse vengeance personnelle.

« Le Roi, qui en est très-affecté, vous écrit, mon cher père, pour vous le témoigner. Veuillez nous en faire donner tous les détails; croyez que malgré l'absence, mon cœur a toujours été près de vous, et qu'enfin rien ne peut ajouter à ma vive tendresse

dont je me trouverais si heureuse de vous donner des témoignages. »

Le comte de Wintzingerode, ministre de Westphalie en France, au duc de Bassano. Paris, 13 janvier 1813.

« Le soussigné, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi de Westphalie près Sa Majesté Impériale et Royale l'Empereur des Français, roi d'Italie, etc., etc., au moment où le gouvernement royal songe à faire de nouveaux efforts pour devenir, autant que possible, utile aux projets de son auguste allié et protecteur, a reçu ordre du Roi son maître, de porter les considérations suivantes sous les yeux de l'Empereur :

« Lors de l'érection du royaume, son contingent fut fixé à vingt-cinq mille hommes, dont quinze cents de cavalerie et quinze cents d'artillerie.

« La Westphalie reçut momentanément par le traité de Paris un accroissement de six cent mille âmes de population, et sur l'observation que S. M. le Roi fit à Sa Majesté Impériale et Royale que le contingent, tel qu'il avait été primitivement fixé, se trouvait hors de toute proportion avec celui des autres puissances de la Confédération, il fut stipulé que le royaume ayant alors une population de deux millions six cent mille habitants, fournirait vingt-six mille hommes.

« La réunion à l'Empire français de plusieurs départements du royaume ayant de nouveau réduit sa population à deux millions d'habitants, Sa Majesté demande que son contingent soit fixé à vingt mille hommes, dont quatorze cents de cavalerie et huit cents d'artillerie.

« Sa Majesté le Roi espérant que cette demande, fondée sur le principe établi pour toutes les puissances de la Confédération, sera consentie par Sa Majesté Impériale et Royale, s'engage (quoique son armée ait été entièrement détruite) à faire tous ses efforts pour fournir au 1er juin prochain son contingent complet ainsi déterminé, savoir : dix-sept mille huit cents hommes d'infanterie, quatorze cents de cavalerie, huit cents d'artillerie, en tout vingt mille hommes.

« Mais Sa Majesté le Roi pense que dans ce cas, il est rigoureusement juste que l'on acquitte les sommes déjà avancées pour l'entretien des troupes françaises et tienne compte de celles qui le seront désormais, puisque cette obligation d'entretenir douze mille cinq cents Français ne Lui était imposée que dans la supposition qu'Elle ne fournirait que la moitié de son contingent, tandis qu'au contraire par zèle et par dévouement, Elle s'est empressée de le fournir au-delà du complet.

« Sa Majesté le Roi espère que les sacrifices de toute espèce et les nouveaux efforts qu'Elle se propose de faire, seront appréciés par Sa Majesté Impériale et Royale, puisqu'il est à sa connaissance que l'armée westphalienne détruite, n'a encore, par le malheur des circonstances, pu conserver ni un fusil, ni un canon, et qu'il faut créer des ressources extraordinaires pour créer un matériel aussi considérable dans un espace de temps aussi court.

« Quant à l'approvisionnement de Magdebourg, Sa Majesté, pénétrée de l'importance de cette mesure

s'engage également à n'omettre aucun moyen pour y parvenir, et cet approvisionnement va s'opérer incessamment. Mais Sa Majesté demande que les magasins de cette place soient laissés à la garde et sous la surveillance de ses agents, afin que ce qui est arrivé il y a deux ans ne se renouvelle pas. A cette époque (et sans doute contre les ordres et à l'insu de Sa Majesté Impériale et Royale) les administrations françaises croyant n'en avoir plus besoin, vendirent à vil prix, et pour leur compte, les denrées pour le rassemblement desquelles la Westphalie avait fait des dépenses considérables et forcées.

« Cette demande est fondée sur l'utilité commune, et de son adoption doivent résulter, avec certitude, l'ordre, une sage distribution des ressources et une économie avantageuse.

« Sa Majesté le Roi, mon maître, se flatte que dans cet exposé sincère des mesures qu'il se propose de réaliser, Sa Majesté Impériale et Royale verra la preuve non équivoque que la Westphalie donnera avec dévouement, dans chaque circonstance, l'exemple de tous les sacrifices pour concourir, autant qu'il est en elle, au maintien du système général du continent, et à la réussite des projets glorieux de son auguste protecteur.

« Le soussigné est chargé d'ajouter que, pour exécuter les obligations que Sa Majesté le Roi s'impose, il est indispensablement nécessaire que tous les débris de l'armée westphalienne, principalement composés d'officiers, reçoivent sur-le-champ l'ordre de revenir à Cassel, puisque sans eux il serait im-

possible d'organiser avec succès de nouvelles troupes.

« Les demandes que le soussigné est chargé de faire portent donc sur les objets suivants :

« 1° Que le contingent de la Westphalie n'ayant que deux millions de population, soit fixé à vingt mille hommes, c'est-à-dire un homme sur cent.

« 2° Que la Westphalie fournissant son contingent entier, soit par conséquent remboursée des frais qu'elle a déjà faits et qu'elle serait dans le cas de faire encore pour les troupes françaises, à l'entretien desquelles elle n'a plus été tenue dès que le contingent a été fourni au complet.

« 3° Que l'approvisionnement de la place de Magdebourg soit confié à la garde et placé sous la surveillance des agents de Sa Majesté.

« 4° Que tous les débris et détachements de l'armée westphalienne soient sur-le-champ renvoyés à Cassel pour servir à l'organisation des nouveaux régiments.

« Le soussigné espère que Son Excellence M. le duc de Bassano, ministre des relations extérieures, obtiendra un acquiescement d'autant plus prompt que tout justifie les propositions faites par ordre du Roi, son maître, et qu'il est de l'intérêt commun qu'aucun suspens quelconque n'ait lieu. »

Le comte de Fürstenstein au baron Reinhard. Cassel, 16 janvier 1813.

« Le soussigné, ministre secrétaire d'État de Sa Majesté le Roi de Westphalie, s'est empressé de mettre sous les yeux du Roi son maître, la note que Son Excellence le baron Reinhard, envoyé ex-

traordinaire, lui a fait l'honneur de lui adresser, en date du 14 de ce mois.

« Sa Majesté a remarqué que c'est avec beaucoup de justice, qu'il y est dit que l'on n'a pas besoin de lui rappeler les liens intimes qui l'attachent à la France et à l'Empereur, pour exciter ses efforts dans la circonstance actuelle. Elle a donné des preuves qu'Elle les connaît autant qu'Elle les chérit, lorsqu'Elle a mis sur pied une armée de trente mille hommes parfaitement équipés, et que, pour y parvenir, Elle a épuisé la plus grande et la meilleure partie des ressources que pouvait lui offrir la Westphalie. Elle n'a point attendu l'exemple de la grande et belle impulsion qu'a reçue toute la France, pour faire éclater les sentiments qui l'animent. Avant la réception de la note du 14, les ordres avaient été donnés pour la formation d'une nouvelle armée de dix-huit mille hommes, et l'approvisionnement de siége de Magdebourg, pour quinze mille hommes, pendant trois mois.

« Sa Majesté n'a point d'autre intérêt que celui de la France et de son auguste frère. Elle ne peut vouloir trahir la cause commune de laquelle dépendent sa couronne et son existence, mais ce serait la desservir que d'exaspérer les habitants du royaume, en leur enlevant le peu qui leur reste, sans utilité : car on ne parviendrait pas, même en usant de toutes les rigueurs imaginables, à satisfaire aux demandes faites à la Westphalie, à former en même temps une armée, à remplir les engagements envers la France, à pourvoir aux besoins des différentes branches de l'administration de l'État, à fournir les transports

militaires et la subsistance aux troupes en marche : deux charges qui sont en sus des impositions, et qui en augmentent prodigieusement le fardeau.

« Ce serait trahir la vérité, que de laisser croire que le royaume peut, avec toutes les obligations qui viennent d'être indiquées, fournir à Magdebourg un approvisionnement de six mois pour vingt mille hommes.

« On ne parlera point ici des traités qui n'imposent pas une telle obligation à la Westphalie, qui ne l'engagent qu'à l'entretien de vingt-cinq mille hommes, dont douze mille cinq cents Français, auxquels elle n'est plus tenue, puisqu'à la réquisition de Sa Majesté l'Empereur, elle a fourni plus que l'entier contingent, en envoyant à l'armée jusqu'à trente mille hommes. Sa Majesté sent parfaitement qu'Elle ne doit pas s'en tenir aux traités, dans une circonstance extraordinaire. Elle regarde comme un de ses devoirs les plus chers, de faire tout ce qu'Elle peut, et, en effet, Elle forme pour l'ouverture de la campagne prochaine une armée de dix-huit mille hommes, et Elle approvisionne Magdebourg pour quinze mille hommes pendant trois mois. Elle est obligée pour cela de recourir à un nouvel emprunt, de vendre des domaines, et de faire verser à Magdebourg tout ce qu'il y a de denrées dans les magasins de l'État.

« Si Sa Majesté l'Empereur veut faire rembourser à la Westphalie la somme de 3,727,687 francs 32 centimes qui lui est due, pour avances faites aux troupes françaises, ainsi qu'il résulte des comptes qui m'ont été communiqués, ou lui faire re-

mise d'une partie des sommes qu'elle s'est engagée à payer périodiquement à la France, Sa Majesté emploiera ces secours à augmenter d'autant l'approvisionnement demandé. Il est douloureux pour Elle, que son dévouement sans bornes à Sa Majesté, trouve des obstacles insurmontables dans la situation du royaume, et qu'Elle ne puisse donner à la fois des preuves de zèle et de puissance, en satisfaisant à tous les désirs de son auguste frère.

« C'est donc pour l'intérêt même de la cause commune, que Sa Majesté m'ordonne de déclarer qu'Elle ne peut rien ajouter aux efforts qu'Elle fait en ce moment, afin qu'on ne se trompe pas par de faux calculs. Elle ne refuse rien de tout ce qui n'est pas impossible, mais sachant jusqu'où l'on peut aller, Elle croit de son devoir de le faire connaître. Tout ce qui serait exigé au delà ne pourrait être exécuté, ou ne le serait qu'au dépens de la tranquillité publique, nécessaire à la cause commune, et au préjudice de plusieurs parties du service non moins utiles à cette cause. »

L'Empereur Napoléon au Roi Jérôme. Paris, 18 janvier 1813.

« Mon frère, selon l'usage que j'ai toujours pratiqué dans les circonstances importantes, je crois devoir faire connaître à Votre Majesté la situation de nos affaires.

« Votre Majesté a appris par les rapports qui ont été publiés les victoires que j'ai obtenues sur l'armée russe. Je ne l'ai pas rencontrée une seule fois que je ne l'aie battue. Sa cavalerie et son infanterie se sont, en général, mal montrées. Ses Cosaques sont les

seules de ses troupes qui aient bien fait dans le genre de guerre auquel ils sont propres. Après les combats de Smolensk, et la bataille de la Moskowa, je suis entré à Moscou. Je trouvai dans cette grande ville, abondance de toutes choses, les maisons meublées, des provisions partout, et les habitants dans les meilleures dispositions. Mais, vingt-quatre heures après, le feu éclata en deux cents endroits en même temps. Les riches magasins furent la proie des flammes. Les négociants et toute la classe moyenne voyant leurs demeures en cendres prirent la fuite, se dispersèrent dans les bois, et après quatre jours d'efforts prodigieux mais inutiles, Moscou, que nous ne pûmes sauver, n'exista plus. — Grand nombre d'habitants des villages m'avaient demandé un décret qui leur donnât la liberté, et promettaient de prendre les armes pour moi. Mais dans un pays où la classe moyenne est peu nombreuse et lorsque, effrayés par la ruine de Moscou, les hommes de cette classe (sans lesquels il était impossible de diriger et de contenir dans de justes bornes le mouvement une fois imprimé à de grandes masses) se furent éloignés, je sentis qu'armer une population d'esclaves, c'était dévouer le pays à d'effroyables maux. Je n'en eus pas même l'idée. Je ne songeai qu'à organiser mon armée et à revenir sur la Dwina. Dès que je jugeai le moment opportun pour le mouvement, je marchai sur l'ennemi. Je manœuvrai sur sa gauche, je le poussai à quarante werstes, et, profitant de cet avantage, j'appuyai mon mouvement sur Smolensk. J'arrivai le 5 novembre à Dorogobouge, par le plus beau temps possible. Je me

félicitais de la situation de mes affaires ; je n'avais pas laissé dans les hôpitaux plus de cinq cents hommes hors d'état d'être transportés ; je traînais tout avec moi, je n'étais plus qu'à trois petites journées de Smolensk ; l'ennemi avait été culbuté à Wiazma, et dispersé dans les bois ; le général-major qui le commandait avait été pris. Mais du 5 au 7, le froid devint rigoureux, les chemins se couvrirent de verglas. Je dirigeai le Vice-Roi sur Doukhowtchina, et avec le reste de l'armée je me portai sur la grande communication de Smolensk. Au lieu de trois jours, il en fallut cinq pour y arriver. Je perdis, dans ces marches, environ quatre à cinq mille chevaux de trait et de cavalerie. Le mal n'était rien encore. Le Vice-Roi était retenu par les glaces sur le Vop. Attaqué par les Cosaques, il les repoussa avec un grand avantage, et ne fit aucune perte en hommes ; mais il fut obligé d'abandonner une partie du matériel à cause du verglas que la rapidité des pentes rendait impraticable. Ce fut là que j'éprouvai les premières pertes un peu sensibles. Arrivé à Smolensk, j'appris que le prince de Schwartzenberg qui commandait ma droite avait marché pour couvrir Varsovie, au lieu de venir sur Minsk, et je sentis la nécessité de me porter sur la Bérézina, pour y prévenir l'ennemi. Cependant mon armée était encore belle ; mes pertes étaient peu de chose, et j'espérais écraser les forces ennemies de la Wolhynie et de la Dwina. Mais le froid augmenta tellement qu'on croyait être au milieu de janvier et non au commencement de novembre. En peu de jours, trente mille de mes chevaux moururent, toute

ma cavalerie se trouva à pied, je fus obligé de détruire la plus grande partie de mon artillerie. Je reconnus qu'il n'était plus temps de manœuvrer, et qu'il fallait me rapprocher de mes arsenaux.

« J'ordonnai qu'on fît sauter Smolensk, opération dont le maréchal Ney fut chargé. J'arrivai à Krasnoé. Les Cosaques qui s'aperçurent bientôt que nous n'avions plus de cavalerie, se jetèrent entre nos colonnes; les hommes quittèrent les rangs pour aller, la nuit, chercher des abris contre l'affreuse rigueur du climat. Je n'avais pas de troupes à cheval pour les protéger. Cependant l'ennemi fit de vains efforts pour profiter de cette situation des choses. Il fut constamment attaqué et battu toutes les fois qu'il se présenta sérieusement. Le maréchal Ney, qui était resté en arrière de trois jours, marcha par la gauche du Borysthène, et se réunit à Orcha sans avoir éprouvé d'autre perte que celle du matériel, qu'il avait été forcé de détruire. Je me fis rallier par les autres corps restés sur la Dwina, et je marchai sur la Bérézina que je traversai à la vue de l'ennemi. Je battis Tchitchagoff, et, après avoir dirigé sur Wilna mon armée, dont je laissai le commandement au Roi de Naples, je me rendis dans ma capitale.

« Votre Majesté peut apprécier les faussetés débitées par les bulletins russes, s'ils sont parvenus à sa connaissance. Il n'y a pas eu une affaire où les Russes aient pris un seul canon et une seule aigle ; ils n'ont pas fait d'autres prisonniers en front de bandière que des tirailleurs, dont on prend toujours un certain nombre, alors même qu'on est battu. Ma garde n'a

jamais donné, elle n'a pas perdu un seul homme dans une action, elle n'a donc pas pu perdre des aigles, comme les bulletins russes le publient. Lorsqu'ils racontent qu'ils ont pris onze mille hommes au maréchal Ney, ils débitent une autre fausseté. Ce qu'ils disent de l'affaire du Vice-Roi et de celle de Krasnoé, où la garde aurait donné, n'est qu'un tissu d'impostures, de platitudes et de folies. Sans doute, beaucoup de soldats, des officiers, des généraux même sont tombés au pouvoir de l'ennemi; mais ils n'y sont tombés que parce qu'ils étaient restés malades, ou que, cherchant à se soustraire aux rigueurs du froid porté subitement à vingt-quatre et vingt-six degrés, ils s'éloignaient des routes de l'armée et marchaient isolés. Les Russes ont profité de ces circonstances imprévues. Ils peuvent s'en réjouir, mais ils ne peuvent assurément pas s'en glorifier. La Grande-Armée, que j'avais laissée entre Minsk et Wilna, serait restée dans cette ville et ses environs, si le défaut de villages en avant de Wilna et le froid excessif porté à vingt-six degrés n'eussent déterminé le Roi de Naples à prendre des cantonnements en deçà du Niémen. Le Niémen était occupé par le duc de Tarente et la division Grandjean ; la division Heudelet, qui n'avait pris aucune part à la dernière campagne, et la division Loison étaient entre le Niémen et Königsberg, où se trouvaient le quartier-général de l'armée et ma garde. Dix-sept divisions formant les 1er, 2e, 3e, 4e et 9e corps, sous les ordres du Vice-Roi, du prince d'Eckmühl, des ducs de Reggio, d'Elchingen et de Bellune, occupent les positions

d'Elbing, de Marienbourg et de Thorn, et autour de ces villes des pays très-beaux et très-abondants. Le corps du prince de Schwartzenberg et le 7e, que commande le général Reynier, couvrent Varsovie pendant que les Bavarois se réunissent à Plock et que les Westphaliens et les Wurtembergeois sont dirigés sur Posen : Dantzig, Elbing, Königsberg, Thorn, Modlin ont des magasins bien approvisionnés. Dantzig seul a de quoi fournir aux divers corps trois cents pièces d'artillerie de campagne. La cavalerie démontée se rend dans les dépôts et sur l'Oder pour y recevoir des chevaux. Mais sans compter cette cavalerie, la Grande-Armée, dans son état actuel, présente encore un effectif de deux cent mille combattants. Pour réparer ses pertes et pour la rendre beaucoup plus forte encore qu'elle n'était au commencement de la dernière campagne, j'avais déjà tout prêts des moyens qui me semblaient devoir suffire. Quarante bataillons sont sur l'Oder, où j'ai ordonné qu'ils hivernassent. Ils vont être rejoints par les troupes parties d'Italie, sous la conduite du général Grenier, et qui viennent de passer en Bavière, et formeront avec elles un corps d'armée tout composé de vieux soldats. Quatre-vingt-quatre bataillons pris sur les cent bataillons des cohortes, composés d'hommes de vingt-deux à vingt-huit ans et déjà depuis un an sous les drapeaux, se réunissent à Hambourg pour former un corps d'observation sur l'Elbe, qui aura six divisions avec l'artillerie et les équipages nécessaires. Quarante bataillons que j'ai ordonné de rassembler à Vérone, pourront, au mois de mars,

traverser le Tyrol et se porter sur l'Oder. Enfin un premier et un second corps d'observation du Rhin, de soixante-dix à quatre-vingts bataillons chacun, se forment à Erfurth, Wesel et Mayence. Ainsi, indépendamment de la Grande-Armée, et sans rien retirer de celle d'Espagne, qui a un effectif de trois cent mille hommes et un présent sous les armes de deux cent soixante mille, j'avais de disponibles au-delà de trois cents bataillons, tous composés de Français, et en grande partie de vieilles troupes que j'ai tirées de mes camps sur les côtes et de mes garnisons de France et d'Italie, et qui pourront, ainsi que deux divisions de ma garde, être réunis au mois de mars sur l'Elbe et sur l'Oder. Avec cette force en hommes, avec les revenus ordinaires de mon Empire, qui seront pour la présente année de un milliard cent millions, et ayant toute raison de compter sur la fidélité de mes alliés, je m'étais flatté de n'avoir point à demander de nouveaux efforts à mes peuples, dont l'esprit d'ailleurs est tel que je n'eus jamais lieu d'en être plus satisfait. Mais cet état de choses vient d'être subitement changé par la trahison du général d'Yorck, qui, avec le corps prussien, fort de vingt mille hommes, sous ses ordres, a pris le parti de l'ennemi. A cette occasion, la Prusse m'a donné de ses intentions les assurances les plus fortes et que j'ai lieu de croire sincères ; mais elles n'empêchent pas que son corps de troupes ne soit avec l'ennemi. Les conséquences immédiates de cette trahison sont que le Roi de Naples a dû se retirer derrière la Vistule, et que mes pertes s'accroîtront de celles qui

auront été faites dans les hôpitaux de la vieille Prusse. Une de ces conséquences éloignées pourrait être que la guerre s'approchât de l'Allemagne. J'ai pris toutes les mesures convenables pour garder les frontières de la Confédération. Mais tous les États confédérés doivent sentir la nécessité de faire, de leur côté, des efforts proportionnés à ce que les circonstances exigent. Ce n'ést pas seulement contre l'ennemi extérieur qu'ils ont à se prémunir. Ils en ont un plus dangereux à craindre, l'esprit de révolte et d'anarchie.

« L'empereur de Russie vient de nommer le prince de Stein ministre d'État ; il l'admet dans ses conseils les plus intimes, lui et tous ces hommes qui, aspirant à changer la face de l'Allemagne, cherchent depuis longtemps à y parvenir par les bouleversements et les révolutions. Si ces hommes peuvent entretenir, comme ils s'efforceront de le faire, des intelligences au sein de la Confédération, et y souffler l'esprit qui les anime, des maux sans nombre et sans mesure peuvent fondre tout à coup sur elle. De l'énergie que les souverains vont développer dépendent, et la tranquillité des peuples et l'existence des maisons qui règnent sur les divers États confédérés. J'ai garanti l'existence de leurs princes, je l'ai garantie et contre leurs ennemis extérieurs, et contre ceux qui, à l'intérieur, voudraient attenter à leur autorité. Je remplirai mes engagements. Les grands sacrifices que j'impose à mes peuples, les grandes mesures que je viens d'adopter n'ont d'autre but que de les remplir. Mais quand je ferai tout pour les souverains confédé-

rés, je dois espérer qu'ils ne s'abandonneront pas eux-mêmes et ne trahiront pas leur propre cause. Ils la trahiraient, s'ils ne concouraient pas avec moi de tous leurs moyens; s'ils ne prenaient pas les mesures les plus efficaces pour mettre dans le meilleur état leur infanterie, leur artillerie, leur cavalerie surtout, s'ils ne faisaient pas tout ce qui dépend d'eux pour que la guerre soit éloignée de l'Allemagne et que tous les projets de l'ennemi soient déjoués. Ils la trahiraient encore en ne mettant point les agitateurs de toute espèce dans l'impuissance de nuire, en laissant les feuilles publiques égarer l'opinion par des nouvelles mensongères, ou la corrompre par des doctrines pernicieuses; en ne surveillant point, avec une inquiète vigilance, et les prédications et l'enseignement, et tout ce qui peut exercer quelque influence sur la tranquillité publique.

« Je demande donc à Votre Majesté de ne négliger aucune de ces mesures et de tout faire pour rétablir son contingent sur le même pied où il était avant la guerre. Le résultat des efforts communs sera, dans une seconde campagne, le triomphe de la cause commune, ou, si l'ennemi désire de prévenir cette campagne par des négociations, nous aurons, dans la grandeur de nos préparatifs, le gage certain d'une paix honorable et sûre, dont la première condition sera de maintenir tout ce qui existe et de ne toucher en rien aux lois constitutrices de la Confédération, ni aux intérêts de ses souverains. »

Le baron Reinhard au duc de Bassano, à Paris. Cassel, 18 janvier 1813.

« J'étais à écrire le dernier paragraphe de ma dépêche d'aujourd'hui, lorsque le Roi m'a fait appeler dans son cabinet. Sa Majesté venait de recevoir des nouvelles de Posen et de Vienne dont Elle m'a fait part. Après une conversation d'un petit quart d'heure sur les affaires militaires et politiques, le Roi m'a demandé de faire une démarche confidentielle auprès de Votre Excellence. Il désirerait que la Reine allât à Paris. Lui-même, il se sentirait alors plus libre et pourrait se porter partout où les circonstances l'exigeraient, avec toutes ses troupes, dont sans cela il faudrait toujours qu'une partie restât à la garde de la Reine. Mais comme, avant tout, il lui semble nécessaire que la Reine ne puisse pas se douter de l'idée d'un danger, il désirerait que l'invitation de se rendre à Paris lui vînt directement de Sa Majesté Impériale, et c'est par cette raison qu'il préfère en faire l'insinuation par mon entremise et surtout par celle de Votre Excellence. La circonstance du couronnement du Roi de Rome, annoncé pour le premier dimanche de mars, lui paraît extrêmement favorable au succès de son vœu. La Reine partirait pour Paris, aussitôt que Sa Majesté Impériale le trouverait convenable, avec quelques-unes de ses dames; elle logerait ou dans le palais de Monseigneur le cardinal Fesch, ou chez Son Altesse Impériale Madame-mère, et elle passerait ainsi les moments de la crise.

« Je confie ces insinuations à la prévoyance de Votre Excellence et à son attachement pour le Roi. La coïncidence des fêtes du couronnement m'a paru

heureuse pour le succès du projet de Sa Majesté. Je ne puis voir dans ce voyage de la Reine aucun inconvénient, j'y verrais au contraire des avantages, même pour disposer le Roi à se dévouer encore plus entièrement à ce qu'il doit à son auguste frère et à sa propre couronne. L'exemple de la Reine ne sera d'ailleurs imité par personne. Il ne pourra s'appliquer qu'à ceux qui recevraient une invitation semblable de Sa Majesté l'Empereur. »

Le baron Reinhard au duc de Bassano, à Paris. Cassel, 20 janvier 1813.

« Je viens de chez le Roi, qui m'avait fait appeler pour me dire en deux mots que le quartier-général est à Posen; que la division Heudelet a refusé de se porter en avant, et qu'on croit que le quartier-général viendra à Magdebourg. Il m'a remis la lettre ci-jointe pour Sa Majesté Impériale, dans laquelle, d'après ce que Sa Majesté m'a dit, Elle demande que Sa Majesté l'Empereur lui donne le commandement entre l'Elbe et le Rhin. Elle y voit un moyen assuré de garantir son royaume de toute insurrection, d'utiliser et de régulariser toutes les ressources qu'il offre, et la Reine allant à Paris, de disposer immédiatement de toutes les troupes westphaliennes. Le Roi, dans ce cas, se porterait de suite en avant avec dix ou douze mille hommes, toute sa garde comprise. Il s'enfermerait au besoin dans Magdebourg.

« Cet entretien, Monseigneur, n'a duré que peu de minutes; le Roi ne m'a guère laissé le temps de placer un mot; il est sorti pour faire la revue d'un régiment. Votre Excellence me permettra également

de n'être que le simple rapporteur des paroles de Sa Majesté.

« Le *Moniteur westphalien* annonce la mort des généraux Hessberg et Legras, ce dernier était frère de M. de Bercagny. Le général de division Ochs était le 11 mourant à Thorn. On croit morts le général Borstel et le colonel Rossi.

« *P. S.* — M. le ministre de la guerre vient de m'informer de la part du Roi que la 4e brigade de la 3e division, qui devait se rendre à Magdebourg, ayant reçu contre-ordre, et devant marcher directement à Berlin, le 9e régiment d'infanterie westphalienne dont Sa Majesté a passé la revue ce matin, et qui est fort de mille sept cents hommes, partira pour cette place : le 1er bataillon demain, le 2e après-demain : il sera suivi des bataillons de dépôt du 1er et du 5e régiment. »

Le Roi Jérôme à l'Empereur Napoléon. Cassel, 23 janvier 1813.

« Monsieur mon frère, je reçois la lettre de Votre Majesté en date du 18 courant, qui m'a été remise par son ministre le baron Reinhard.

« Je m'occupe avec la plus grande activité de la réorganisation de mon armée. Avant trois mois mon contingent de cavalerie de quinze cents hommes au grand complet, sera instruit et équipé, et prêt à agir, j'ai déjà de quoi recompléter en entier mes trois régiments d'infanterie qui restent à l'armée, savoir : le 1er à Dantzig, le 4e et le 5e à Thorn. Le 9e régiment que j'ai nouvellement formé, vient de partir pour Magdebourg où je l'ai envoyé pour renforcer la garnison.

« Je lèverai en outre autant de troupes qu'il me sera possible. Pénétré de l'importance des réflexions de Votre Majesté sur les dangers qui pourraient résulter pour la tranquillité intérieure des États de la Confédération, des instigations perfides de l'ennemi, je fais constamment exercer dans mon pays la plus grande surveillance et je prends toutes les précautions que peut me dicter la connaissance que j'ai acquise de l'esprit de mon peuple.

« J'ose espérer que Votre Majesté est convaincue que mon dévouement est égal à la grandeur et à l'importance des circonstances ; nos intérêts comme souverains et mes affections particulières comme frère de Votre Majesté, se rattachent avec une telle force à sa personne et à tous ses desseins, qu'ils présentent la meilleure assurance de mon zèle et de l'étendue de mes efforts pour la cause commune. »

M. de Malchus, ministre des Finances, au comte de Wintzingerode, ministre de Westphalie en France. Cassel, 6 février 1813.

« Sa Majesté a daigné me donner connaissance de la lettre que Votre Excellence a adressée au comte de Fürstenstein, en date du 29 janvier, par rapport à l'approvisionnement de Magdebourg. Tout ce que Votre Excellence y dit est conforme aux ouvertures faites par le ministre de France. On nous presse de tous côtés pour un objet pour lequel cependant nous ne pouvons rien faire, puisque d'après le décret impérial du 24 janvier l'initiative ne dépend pas de nous seuls, et pour lequel le Roi ne pourrait pas même faire d'avance, puisque la dépense qui doit être faite de suite, excède les moyens du Trésor public.

« En ne calculant que sur des prix moyens, l'approvisionnement demandé occasionnera une dépense d'environ 5,818,574 fr. 84 cent., et la réserve de deux millions de boisseaux d'avoine d'environ 1,350,000 fr., ou en total de 7,168,575 fr. Votre Excellence sentira aisément à quel point il doit être impossible au Roi de se charger de l'avance d'une pareille somme, et quels sacrifices il doit coûter pour fournir la dépense de la moitié de l'approvisionnement, qui doit rester à la charge du royaume, et qui s'élève à 2,909,287 fr. 42 cent. Le Roi, qui, en tout ce qui concerne l'Empereur, ne consulte que son désir de faire tout ce qui est humainement possible pour remplir ses vues, a ordonné de faire un approvisionnement pour trois mois, qui sera terminé sous peu de jours. Il coûte environ 1,200,000 fr., et la dépense aurait été plus considérable encore si l'on n'y avait pas employé les denrées qui se trouvaient dans les magasins domaniaux : il n'aurait pas du tout pu être fait, si le Roi n'avait pas ordonné d'y employer des fonds affectés pour d'autres services, et qui devront être remplacés. Mais aussi n'est-il pas possible de faire au delà, si l'Empereur ne vient pas à notre secours, et s'il ne met pas à la disposition du Roi un fonds suffisant pour l'approvisionnement en question. Les revenus de l'État ont successivement été poussés jusqu'à 44,000,000 de francs, indépendamment des centimes additionnels qui, dans la majeure partie des départements, s'élèvent jusqu'à 30 et 40 centimes par franc, ce qui est énorme pour un État dont la population est à peine de deux millions d'âmes.

Et pourtant tout cela ne suffit pas, et il a fallu établir une partie du service sur des moyens extraordinaires dont la réalisation sûre et facile, dans tout autre temps, est plus que jamais problématique dans le moment actuel, où il n'existe pas de crédit pour les États de la Confédération et où la confiance à peine établie est anéantie par la crainte des événements dont chacun veut attendre le développement. La confiance ne se commande pas.

« L'armée, dont la formation et la mise en campagne avaient coûté des sommes énormes, est presque détruite : il ne reste que des débris dont la réorganisation coûtera encore une fois des efforts et des sommes que je ne vois pas comment on pourra fournir, le pays étant écrasé de charges auxquelles il doit finir par succomber : celles-ci sont vraiment énormes. Indépendamment des passages de troupes qui, l'année passée, ont eu lieu dans plusieurs directions, et qui recommencent dans ce moment, le pays a dû nourrir des dépôts de cavalerie très-considérables. Dans ce moment, il y a au delà de trois mille chevaux dans plusieurs départements. On nous en annonce d'autres encore. Je n'avance pas trop en soutenant qu'il y a des jours où le royaume doit fournir quatre à cinq mille voitures de réquisition, ce qui ruine les cultivateurs et appauvrit les habitants. Aussi les effets et les suites s'en font sentir d'une manière alarmante. Il y a déjà des cantons auxquels on a dû faire la remise de la majeure partie de leurs contributions, les revenus domaniaux restent en arrière, la valeur des propriétés foncières baisse au

point que les exemples qu'on pourrait citer ne paraîtraient pas croyables, s'ils n'étaient pas garantis par la notoriété.

« Le tableau que je vous présente, Monsieur le Comte, est affligeant, mais il vous convaincra de l'impossibilité de faire le complément de l'approvisionnement en question, avant que le solde qui revient au Trésor public du décompte avec la France n'ait été payé, et avant que l'Empereur n'ait fait faire des fonds pour la moitié qui doit être faite pour son compte. Le Roi destine ce solde pour ledit complément de la moitié à sa charge. Il se propose de faire fournir les grains par voie de réquisition et en les payant d'après les prix de la Saint-Martin. Cela réduira la dépense, mais il serait dangereux dans ce moment de frapper une pareille réquisition, sans payer le prix réglé au moment de la fourniture. D'ailleurs les entrepreneurs exigent comme condition *sine quâ non* une avance d'un tiers du prix de leurs marchés. Il est absolument impossible au Roi de la faire, et par cette raison, je prie Votre Excellence de faire tout ce qui dépendra d'Elle pour obtenir que le solde qui nous revient soit payé le plus tôt possible, et pour que les fonds annoncés par le décret impérial soient également faits, sans quoi, je le répète à regret, il serait impossible de remplir les intentions de l'Empereur.

« Le même décret prescrit que les prix devront être réglés de concert entre les ministres du Roi et l'ordonnateur de l'armée d'observation de l'Elbe. Nous sommes prêts et tout est préparé, mais nous

ignorons quand cet ordonnateur arrivera. Nous l'attendons avec impatience, puisqu'aux termes du décret, il est impossible de régler la moindre chose sans son concours. »

L'Empereur Napoléon au Roi Jérôme. Paris, 2 mars 1813.

« Mon frère, dans les quinze premiers jours de mars, tout le corps d'observation de l'Elbe doit être réuni à Magdebourg et à une journée aux environs. Je donne l'ordre que le prince d'Eckmühl, avec une division de seize bataillons, se porte à Wittenberg, et qu'une autre division se porte à Dessau. Des mesures sont prises depuis longtemps par les Saxons pour occuper Torgau. Je vous ai fait mander que je désirais que vous missiez votre corps sur la gauche du général Lauriston, à mi-chemin de Magdebourg et de Hambourg. Les troupes pourront se placer même sur la rive droite du fleuve pendant le temps qu'il n'y aura point de danger, afin d'inquiéter l'ennemi. On s'assurera de tous les bateaux pour empêcher le passage de l'Elbe. Toutes les forces de l'ennemi, selon les derniers renseignements, paraissent être du côté de Kalisch. S'il marchait sur Dresde pour tourner ainsi l'Oder et l'Elbe, j'ai ordonné au Vice-Roi de porter sa ligne d'opération par Magdebourg, Cassel et Wesel. Si le Vice-Roi était obligé d'abandonner l'Elbe, il défendrait le Weser et Cassel. Je pense donc qu'il est convenable que, sans faire semblant de rien, vous ayez à Cassel une ressource de quatre à cinq cent mille rations de biscuit et une manutention de vingt-quatre fours que vous pouvez faire construire en annonçant l'arrivée d'une armée, ce qui sera

toujours d'un bon effet. — Envoyez-moi ici, près du grand-maréchal du palais, un officier des ponts et chaussées ou un individu de ce pays qui connaisse bien les chemins de Cassel à Cologne, de Cassel à Francfort et de Cassel à Wesel, et qui puisse donner de bons renseignements sur les routes et les localités.

« Le Vice-Roi m'a mandé, sous la date du 24, qu'il restait à Berlin. Le général Reynier est entre Glogau et Dresde avec les Saxons et la division Durutte. La Bavière a organisé quinze mille hommes, dont deux mille de cavalerie, et trente pièces de canon; ce corps se réunit à Bayreuth, Kronach et Bamberg. Les Wurtembergeois se réunissent à Würtzbourg, ainsi que les Hessois et les Badois.

« Le 1er corps d'observation du Rhin est tout entier réuni à Francfort; le prince de la Moskowa, qui le commande, y sera rendu de sa personne le 10. — Le duc de Raguse, qui commande le 2e corps d'observation du Rhin, sera rendu le 15 à Francfort. Le duc de Trévise sera rendu à Gotha le 12; il aura soixante pièces de la garde avec double approvisionnement, trois mille hommes de cavalerie de ma garde et dix mille hommes d'infanterie aussi de ma garde. — Le général Bertrand, avec soixante mille hommes du corps d'observation d'Italie, commencera le 10 à déboucher par le Tyrol pour venir se placer à Ratisbonne. — Je pense qu'il serait convenable que vous eussiez près du Vice-Roi un de vos aides de camp connaissant les localités, pour l'aider et pour vous assurer de ce qui se passe. Il faudrait que cet aide de

camp eût un chiffre avec vous, et qu'il s'en servît constamment en vous écrivant, car il faut bien vous attendre que les Cosaques intercepteront des courriers. Ayez aussi un chiffre avec le général Lauriston.

« J'envoie pour gouverneur de Magdebourg le général de division Haxo. Si le Vice-Roi était obligé d'abandonner l'Elbe (ce qu'il ne fera qu'à bonne enseigne, vu surtout la ligne d'opérations que je lui prescris sur Cassel et Wesel), la garnison de Magdebourg serait composée de quinze cents ou deux mille hommes de troupes westphaliennes et de deux divisions complètes du 1er et du 2e corps, qui se réunissent à Dessau et Wittemberg.—Aussitôt que l'empereur Alexandre ou le général Kutusof seraient entrés, soit à Berlin, soit à Dresde, vous feriez partir la Reine par Wesel et l'enverriez à Paris, mais pas avant. — Faites-moi connaître la nature des routes du Weser à Cologne. Des pièces d'artillerie peuvent-elles y passer? — Vous voyez que par ces dispositions l'entrée des Russes à Dresde ne dérangerait ni ne compromettrait rien, puisque la division qui est dans la citadelle à Erfurth est approvisionnée et à l'abri d'un coup de main. — Les choses ainsi disposées, lorsque je croirai le moment arrivé, je me rendrai à Mayence, et si les Russes s'avancent, je prendrai des dispositions convenables; mais nous avons grand besoin de gagner jusqu'en mai. — Je suppose que j'ai dans mon cabinet toutes les cartes de votre pays. Si vous aviez des cartes que je n'eusse pas, adressez-les moi par l'officier que vous m'enverrez. »

L'Empereur Napoléon au Roi Jérôme. Paris, 2 mars 1813.

« Mon frère, je vous ai fait connaître mes intentions dans ma lettre d'aujourd'hui. Vous aurez vu que mon intention est que vous réunissiez vos troupes sur la gauche du général Lauriston, à mi-chemin entre Hambourg et Magdebourg, au coude de la rivière, et que vos troupes exercent tout le long de l'Elbe, afin de retirer tous les bateaux de ce côté. Je pense qu'aussitôt que vous aurez là six mille hommes et seize pièces de canon, vous pourrez faire établir une redoute sur la rive droite pour protéger le passage de la rivière, soit sur un pont que vous établirez, soit du moins au moyen d'un va-et-vient qui pourra porter cinq cents hommes et cinquante chevaux à la fois. Cette position de vos troupes est fort nécessaire, et l'établissement d'un pont ou d'un va-et-vient ainsi que celui d'une forte redoute faisant tête de pont sur la rive droite, me paraît très-convenable. Occupez-vous de cela sans délai. »

L'Empereur Napoléon au Roi Jérôme. 5 mars 1813.

« Mon frère, si l'ennemi poussait en force, le Vice-Roi avec le général Lauriston, le général Reynier et votre corps, ce qui ferait une armée de plus de cent mille hommes, défendraient la Westphalie et la 32e division militaire, dans le temps que ma garde, le 1er et le 2e corps d'observation du Rhin, le corps d'observation d'Italie, les Wurtembergeois et les Bavarois se réuniraient sur le Mein ; ce qui ferait une armée de plus de deux cent mille hommes. Il est donc nécessaire de préparer le théâtre. Si le Vice-Roi abandonnait Magdebourg, sa gauche se retirerait probablement par la route de Hanovre et sa droite

sur Cassel. Je vous ai demandé de m'envoyer un officier très-instruit avec tous les plans et renseignements que vous auriez. Vous me ferez connaître si à Hameln il reste suffisamment des anciennes fortifications pour établir une tête de pont qui couvrirait un pont sur le Weser, ou s'il serait convenable d'établir ce pont à Minden. Faites-moi connaître le résultat de cette reconnaissance, et faites commencer les têtes de pont ayant la forme d'ouvrages de campagne. Il faudra aussi une tête de pont pour assurer le passage de l'Ems près de Munster. Faites faire un travail sur toute la route de Magdebourg à Wesel, et faites-moi connaître les positions que l'armée pourrait prendre dans le Hartz pour retarder la marche de l'ennemi et pour couvrir Hanovre et Cassel, en ayant soin de conserver les communications avec le Mein. Je vous ai demandé des renseignements positifs sur la route de Cologne et Coblentz à Cassel. Si l'on pouvait y établir l'estafette, la correspondance serait plus directe et plus rapide. La colonne de droite qui se retirerait sur Cassel aurait des rivières à traverser; il faut avoir sur chacune de ces rivières un pont avec une tête de pont. Toutes ces têtes de pont doivent être palissadées à la gorge pour être à l'abri des Cosaques.

« Faites faire tout de suite ces travaux et envoyez-moi ces renseignements. Vous ferez faire un mémoire là-dessus que vous m'enverrez et que vous vous tiendrez prêt à envoyer au Vice-Roi dès qu'il aura résolu de quitter Magdebourg. »

Le comte de Fürstenstein, ministre des affaires étrangères, au baron Reinhard, ministre de France. Cassel, 3 mars 1813.

« J'ai mis de suite sous les yeux du Roi la lettre par laquelle Votre Excellence fait connaître à mon gouvernement que l'Empereur demande que toutes les troupes westphaliennes d'infanterie, d'artillerie, de cavalerie, et même la garde royale soient de suite rassemblées sur l'Elbe, à mi-chemin de Hambourg et de Magdebourg, vers Havelberg, pour flanquer le corps du général Lauriston. Sa Majesté s'empresserait de se conformer à cet égard aux intentions de Sa Majesté Impériale si l'état actuel de son contingent pouvait le lui permettre.

« De toute l'armée qui a fait la dernière campagne, il n'est revenu qu'un très-petit nombre de soldats et d'officiers ; il a fallu de grands efforts pour se mettre en mesure de réparer d'aussi grandes pertes et tout en s'y livrant sans relâche, Sa Majesté a déclaré que son contingent ne pourrait être prêt que dans le mois d'avril.

« Les huit bataillons d'infanterie qui étaient disponibles ont été donnés par Sa Majesté et sont en ce moment à Magdebourg, à Dantzig et sur l'Oder. Les troupes qui restent au Roi ne sont que de nouvelles levées dont l'organisation se poursuit avec activité ; mais il leur manque des officiers et on ne peut encore en former des corps. Envoyer de telles troupes à l'armée, c'est les donner à l'ennemi.

« La garde, qui ne se compose également que de conscrits, et dont la formation n'est pas encore achevée, est indispensable à la sûreté du Roi et du pays. Quoique l'esprit public n'ait encore manifesté aucun symptôme alarmant, on ne peut cependant se dissi-

muler que la fermentation qui règne autour du royaume peut parvenir à y pénétrer et qu'il en résulterait les suites les plus funestes, si l'on se dépouillait de tous les moyens de l'étouffer.

« Sa Majesté pourra mettre à la fin du mois, à la disposition du général comte Lauriston, quatre nouveaux bataillons d'infanterie, et quant à la brigade de hussards de quinze cents hommes, elle sera prête vers la mi-avril si le gouvernement reçoit quelques secours en argent, dont il a besoin pour se procurer le nombre de chevaux qui lui manque pour la compléter.

« Le Roi espère que Sa Majesté Impériale ne verra dans toute sa conduite que le plus vif désir de seconder ses vues de tous ses efforts. »

La Reine Catherine au Roi de Wurtemberg. Cassel, 8 mars 1813.

« Mon très-cher père, je m'empresse de vous informer que je compte partir pour Paris après-demain 10, l'Empereur ayant désiré que je quittasse ce pays dès que les Russes seraient entrés soit à Dresde ou à Berlin. Vous savez, sans doute, qu'ils sont dans cette dernière ville depuis le 4. J'ai toujours retardé, ainsi que le Roi, mon départ de Cassel dans la crainte de jeter l'alarme, mais cependant la prudence veut que je n'attende pas ici les événements. L'Empereur doit, dit-on, se rendre ici. Ma route est tracée par lui-même par Bruxelles pour éviter de me trouver au milieu d'une armée de cent mille hommes qui passe maintenant sur la route de Francfort. Le Roi reste ici pour la défense de son pays.

« Aussitôt mon arrivée à Paris, mon cher père, je

vous donnerai de mes nouvelles. Je vais loger à l'hôtel du cardinal Fesch, rue du Mont-Blanc ; veuillez m'excuser auprès de la Reine si je ne lui écris pas.

« Croyez, mon cher père, qu'au milieu de mes embarras et de mon chagrin en me séparant de mon mari dans de semblables circonstances, je pense à l'inquiétude que vous pourriez en avoir. »

Le Roi Jérôme à l'Empereur Napoléon. Cassel, 10 mars 1813.

« Sire, depuis ma dépêche d'hier, j'ai reçu par un agent sûr la nouvelle de l'arrivée de l'empereur Alexandre à Wartemberg, à quatre lieues de Breslaw; j'ai également la certitude de l'entrée de vingt mille Russes à Berlin. Le prince Repnin, qui était ministre auprès de moi, y est entré le premier avec trois mille hommes.

« Je reçois à l'instant la lettre de Votre Majesté, en date du 5, dans laquelle Elle veut bien me faire connaître quelles sont les dispositions qu'Elle a ordonnées au Vice-Roi de prendre dans le cas où il serait forcé de quitter l'Elbe. Je ferai tout ce qui dépendra de moi pour l'aider de tous mes moyens.

« Quant à ce qui regarde la tête de pont à établir, soit à Hameln, soit à Minden, voici le fait : sur la rive gauche du Weser, vis-à-vis Hameln, il y a une position naturelle où s'élevait jadis le fort Saint-Georges, qui est très-forte et qui domine de beaucoup la rive droite ; mais la ville étant entièrement et tout à fait ouverte de l'autre côté, il serait impossible d'y établir une tête de pont à moins d'ouvrages très-considérables.

« La ville de Minden, au contraire, est entière-

ment située sur la rive gauche, le pont est en bon état et les fondements de l'ouvrage de la tête du pont existent encore. Votre Majesté pourrait ordonner à ses agents de faire rétablir de suite cette tête de pont, ce qui ne serait pas long. J'envoie à Votre Majesté les plans de Hameln et de Minden tels qu'ils existaient.

« Je prie Votre Majesté de vouloir bien se rappeler l'exposé de ma situation que je lui ai fait par ma lettre d'hier; si Elle ne vient point à mon secours en me faisant payer quelques millions sur les dix qui sont dus à la Westphalie, je serai hors d'état de faire face même au service courant; le moment approche où les contributions qui ne rentraient plus qu'à demi vont cesser tout à fait de rentrer. »

« Sire, Votre Majesté m'ayant demandé des renseignements sur les principales positions du Hartz et des départements voisins de l'Elbe susceptibles de défense, j'ai fait rédiger un mémoire que je lui envoie et qui me paraît répondre aux questions qu'Elle m'a faites. Le Roi Jérôme à l'Empereur Napoléon. Cassel, 12 mars 1813.

« Quoique je pense que le Vice-Roi jugera de même que moi sur notre position, j'ai cru qu'il ne serait pas inutile de lui adresser une copie dudit mémoire. »

« Ma chère petite femme, j'ai lu avec bien du plaisir ta lettre de Bonn. La seule chose qui puisse me consoler dans les embarras où je me trouve par rapport à mes finances, c'est l'espoir que l'Empereur re- Le Roi Jérôme à la Reine Catherine. Cassel, 16 mars 1813.

connaîtra les sacrifices énormes et les charges que ce malheureux pays supporte. Je viens de recevoir une lettre de l'Empereur qui me fait bien de la peine; dis-lui, répète-lui bien qu'il n'y a que l'impossible qui puisse m'arrêter lorsqu'il s'agit de le seconder, mais que nous sommes dans une telle situation, que s'il ne vient pas à notre secours par une somme de trois ou quatre millions, nous ne pouvons aller le mois prochain; et ce serait malheureux, malheureux même pour la France, car le pays surpasse mon attente par la soumission et le bon esprit qui anime tous ses habitants.

« J'ai reçu avant-hier, à un bien ennuyeux concert, mais enfin il faut bien savoir s'ennuyer; je l'ai fait pour prouver que rien n'avait bougé de la maison, excepté ton service particulier; cela a fait bon effet. Je pars demain pour Ziegenheim où je coucherai, pour passer l'inspection de ma brigade de hussards et de mon 2e régiment de ligne qui s'y forment. Après-demain je coucherai à Homburg pour faire la même opération auprès des 5e et 7e régiments. Je serai de retour vendredi. Tout s'organise à force, et j'espère qu'à la *mi-avril* l'Empereur sera content et agréablement surpris.

« Tout est tranquille, on n'a plus peur des Russes; il est possible qu'à la fin du mois j'aille passer quarante-huit heures à Brunswick, la seule ville où l'esprit ne soit pas aussi bon.

« J'ai reçu une lettre d'Élisa pour toi, je te l'envoie; réponds-lui et dis-lui que son neveu se porte à merveille. »

« Mon très-cher père, me voici arrivée sans accident à Compiègne. L'Empereur avait envoyé au devant de moi jusqu'à Péronne pour me prier de m'y reposer quelques jours en attendant qu'il revienne de Trianon. J'attends, d'un moment à l'autre, l'invitation de me rendre à Paris. Je me porte à merveille malgré les fatigues du voyage et la tristesse des circonstances qui me séparent du Roi, mais j'ai appris à me soumettre avec courage et résignation à ce que Dieu ordonne pour nous. — La Reine Catherine au Roi de Wurtemberg. Compiègne, 17 mars 1813.

« J'ai vu M. de Wintzingerode qui m'a remis votre lettre, mon cher père, cette bonté de votre part m'est très-sensible; veuillez lui adresser celles que vous m'écrirez parce qu'il saura toujours bien où me trouver.

« Je vous quitte, mon cher père, pour écrire au Roi. Il sera encore plus sensible que moi à la petite épreuve par laquelle on me fait passer avant d'arriver à l'Élysée, et c'est à moi à lui adoucir la chose le mieux possible. Croyez à toute ma tendresse, mes expressions sont trop faibles pour la bien rendre. »

« J'ai reçu vos différentes dépêches jusqu'à celle du 13 inclusivement. Je n'ai pu lire encore en entier les dernières, puisqu'elles sont au déchiffrement. — Le duc de Bassano au baron Reinhard. Paris, 17 mars 1813.

« Sa Majesté la Reine de Westphalie est depuis hier à Compiègne ; elle n'avait pas annoncé son arrivée à Paris, et l'on n'a pas pensé qu'elle dût se rendre dans cette capitale. Les visites d'usage et de déférence que Sa Majesté n'aurait pu se dispenser de recevoir n'eussent pas été d'un bon effet dans les circonstances ac-

tuelles et avec les bruits qui circulent dans Paris sur la situation des armées. D'ailleurs, l'Empereur ne se trouve pas, dans ce moment, dans sa capitale, il est à Trianon, et son départ pour Mayence ne peut être éloigné. Aussitôt qu'il a été informé de l'arrivée de la Reine, il a envoyé un de ses grands officiers pour la complimenter à Compiègne, où toutes les dispositions avaient été faites pour qu'elle y fût parfaitement établie avec sa suite. Elle a écrit à l'Empereur et lui a envoyé M. le comte de Busche. Sa Majesté Impériale a répondu à la Reine et l'a engagée à venir demain à Trianon ou à Rambouillet, où l'Empereur se propose de passer une huitaine de jours. Il vous sera facile, Monsieur le baron, de faire comprendre qu'il n'aurait pas été convenable de montrer la Reine à la capitale avant que les bruits qui y circulent fussent dissipés. Mais aussitôt que l'armée aura repris l'offensive et marchera sur l'Oder, la Reine sera la maîtresse de venir à Paris. »

Note du baron Reinhard au duc de Bassano. Mars 1813.

« Le Roi parle de ce qu'il pourra faire par des moyens tant ordinaires qu'extraordinaires, et en même temps réguliers, pour refaire son contingent, et pour approvisionner la place de Magdebourg. On peut à peu près soumettre au calcul la question de savoir si ses offres restent ou non en deçà de ses moyens.

« Le budget de 1813 présente une dépense de cinquante et un millions, et une recette de quarante-deux à quarante-quatre. En ressources extraordinaires, il ne reste à la Westphalie ni emprunt volon-

taire, ni emprunt forcé, ni anticipation des revenus, ni réduction de la dette, mais seulement la vente de quelques débris de ses domaines. Une expérience de quatre ans a démontré qu'avec tous les efforts possibles, le fisc n'a pu parvenir à porter les revenus à plus de quarante millions. Le budget du ministère de la guerre est porté à plus de vingt millions. Comme ils doivent avoir et auront la préférence sur toutes les autres dépenses, il n'y aura point de déficit dans cette somme. Ajoutons-y cinq millions qu'on se procurera par des moyens extraordinaires, voilà vingt-cinq millions qu'on peut employer pour les deux objets dont il s'agit.

« Voyons maintenant ce que la Westphalie peut offrir en hommes. Sa population est de deux millions. Sa conscription annuelle est de huit mille hommes, dont six mille pour être appelés au service, et deux mille de réserve. Depuis l'avénement du Roi, la Westphalie a mis sur pied quarante-cinq à cinquante mille hommes. En voici le calcul :

| | |
|---|---|
| « En 1809, partis pour l'Espagne. | 6,000 hommes. |
| « En 1811 et 1812, pour la Grande-Armée . . . . . . . . . . . . . | 28,715 |
| « En 1813, dans le royaume . . <br> « Morts, déserteurs depuis cinq ans (mémoire). . . . . . . . | 10,615 |
| « Total. . . . . . | 45,330 hommes. |

« Il paraîtrait donc que la conscription de cinq années a été plus qu'absorbée : mais comme la cons-

cription de 1808 a en même temps porté sur les cinq années précédentes, nous pouvons supposer que les réserves sont restées à peu près disponibles.

| | |
|---|---|
| « Voilà donc . . . . . . . | 10,000 |
| « Conscription de 1813. . | 8,000 |
| « Total. . . | 18,000 |

« Mais il faut observer que sous la latitude de la Westphalie, l'aptitude à entrer au service n'existe qu'après vingt ans.

« L'offre de nouvelles levées que fait le Roi, suppose une conscription de douze ou quinze mille hommes. Cette conscription absorbera à très-peu de chose près, sinon au delà, tous les hommes disponibles. On dit que le Roi se flatte de pouvoir en lever un plus grand nombre s'il avait de l'argent. Comme je suppose qu'il ne s'agit pas d'enrôlements volontaires, mais seulement des fonds nécessaires pour l'équipement et l'entretien, il est à craindre que le Roi ne se trompe.

« Il faudrait en ce cas lever le surplus par réquisition, enfin, par des moyens irréguliers qui pourraient n'être pas bons à employer dans les circonstances actuelles.

« La question de savoir si ces quinze mille conscrits pourront être dressés et disciplinés jusqu'au 1er juin, n'est pas de mon ressort : il suffit que le Roi l'ait promis, et nous avons vu dans ce pays-ci des miracles de promptitude en ce genre.

« Je passe à l'approvisionnement de Magdebourg,

objet que Sa Majesté l'Empereur semble regarder comme plus urgent et plus important encore que la réorganisation de l'armée. Le Roi promet un approvisionnement de trois mois pour une garnison de quatorze mille hommes. Cela paraît insuffisant, puisque ces magasins doivent avoir en même temps la destination de servir aux premiers besoins des troupes qui passeront, soit en allant, soit en revenant. Ce sera à notre gouvernement à déterminer exactement, avec l'époque, les quantités dont Magdebourg doit être approvisionnée. Il faudra en faire une loi sacrée au gouvernement westphalien, et en surveiller scrupuleusement l'exécution.

« Les sommes qui ne seront pas absorbées par cet approvisionnement resteront disponibles pour la réorganisation de l'armée. En mettant le premier objet en première ligne, et en le séparant du second, on imposera une sorte de contrainte au Roi, qui est naturellement porté à consacrer tous les moyens dont il peut disposer, à l'augmentation de son armée, et qui, quelque considération qu'on fasse valoir, s'intéressera moins à l'approvisionnement de Magdebourg.

« De cette manière, on pourra espérer qu'il fera réellement tout ce qui est possible, pour remplir les intentions de Sa Majesté l'Empereur.

« Le Roi, surtout en ce moment, répugne avec raison, à tous les moyens violents et irréguliers. Il est inutile de faire l'exposé de toutes les considérations sur lesquelles il s'appuie. En ce moment, il importe de ne pas donner lieu à des mouvements

désordonnés dans les pays soumis ou alliés à la France.

« Lorsque les troupes marcheront, les irrégularités arriveront d'elles-mêmes. Le langage que tient le Roi dans la note, est précisément le même qu'il tenait au commencement de l'année passée. Les choses sont allées comme elles ont pu. Le Roi s'est soumis à la nécessité, et son dévouement a été secondé par le zèle des autorités westphaliennes. »

La Reine Catherine au Roi de Wurtemberg. Meudon, 24 mars 1813.

« Mon très-cher père, depuis que je suis en course, j'ai cherché inutilement un moment pour vous donner de mes nouvelles; je suis allé à Trianon le 18 voir l'Empereur. Je n'ai eu qu'à me louer de sa réception ainsi que de celle de l'Impératrice; il semble qu'ils veuillent me faire oublier le court mais assez désagréable séjour de Compiègne. Celui que l'Empereur vient de me fixer est agréable.

« Le château de Meudon est très-beau, il appartient au Roi de Rome et vient d'être récemment arrangé. Je suis maintenant très-contente de me trouver tranquille et de pouvoir soigner ma santé, qui a besoin de repos.

« J'ai reçu, il y a deux jours, des nouvelles du Roi. qui est encore parfaitement tranquille; il n'y avait pas le moindre mouvement dans notre voisinage.

« J'écrirai demain à maman, ainsi qu'à ma bonne tante Emmy, dont j'ai reçu des nouvelles hier au soir.

« Veuillez, mon cher père, continuer à m'adresser vos lettres par M. de Wintzingerode.

« J'attends avec impatience de vos nouvelles, elles sont dans tous les temps nécessaires à mon bonheur, ainsi que de vous convaincre de mon bien tendre et sincère attachement. »

Le baron Reinhard au duc de Bassano. Cassel, 4 avril 1813.

« Le Roi est parti ce matin pour Göttingen. Il y fera manœuvrer les troupes destinées pour Hildesheim, qui ont reçu ordre d'y faire halte. Il paraît aussi qu'il y règne de la fermentation parmi les étudiants, dont un grand nombre appartient à des pays actuellement occupés par l'ennemi. Le directeur de l'instruction publique y a précédé Sa Majesté, qui sera de retour ce soir à Cassel. C'est surtout de mauvaises nouvelles de l'intérieur que j'ai soupçonné que le Roi voulait me cacher. Son amour-propre attache une grande et juste importance à voir et à faire voir son royaume tranquille au milieu des orages. Je ne connais aucun fait. Je sais seulement qu'on trouve des obstacles à compléter la réquisition des dix-neuf cents chevaux. Mais on ne peut se dissimuler qu'un mauvais esprit commence à se manifester dans l'armée. Il y a déjà deux ou trois exemples que des piquets entiers de garde ont déserté de Napoléonshöhe et de Cassel même. Les soldats reçoivent fréquemment des lettres de leurs parents qui leur disent qu'il est temps de quitter leur service actuel. Dans cet état de choses, il pourrait devenir dangereux que les troupes westphaliennes restassent encore longtemps séparées de l'armée dont elles doivent faire partie. »

Le baron Reinhard au duc de Bassano. Cassel, 6 avril 1813.

« Le Roi désire que je me serve d'un courrier que Sa Majesté va expédier à l'instant à Paris pour dire à Votre Excellence ce que le Roi dit lui-même à Sa Majesté Impériale, que l'exécution de la promesse faite par Sa Majesté de venir au secours de la Westphalie par un envoi de fonds devient de la dernière urgence.

« Un rapport de l'intendant-général du Trésor vient d'annoncer au Roi qu'au lieu de trois ou quatre millions qui rentrent ordinairement au premier du mois, il est rentré 300,000 francs; qu'en conséquence ni la solde de l'armée, ni les appointements des employés de l'État ne peuvent être payés pour la seconde quinzaine de ce mois-ci. Le Roi ne réclame rien en ce moment à titre de paiement de ce qu'on lui doit, il demande quelques millions comme le seul moyen de conserver la Westphalie; et dans l'impossibilité où il est de trouver des ressources ailleurs, il prévoit, si ce secours est refusé ou retardé, que la cessation des paiements dans son royaume deviendra le signal d'un trouble général, peut-être préparé d'avance par les ennemis du gouvernement.

« Sa Majesté Impériale a attaché la promesse de venir au secours de la Westphalie, à la condition que les magasins pour l'approvisionnement de l'armée fussent formés. Ces magasins, dit le Roi, se forment; si quelque chose reste encore à désirer, ce n'est ni la volonté, ni le zèle qui manquent : c'est le temps, ce sont les moyens de transport. Je ne puis, Monseigneur, que me référer à mes lettres précédentes, en déclarant qu'il n'y a rien d'exagéré dans l'ensemble

des appréhensions du Roi, et que les secours que Sa Majesté Impériale daignera accorder dans le courant de ce mois seront les seuls efficaces.

« Rien de nouveau dans cette journée. La défaite du général Morand n'a été ni contredite, ni confirmée. Le Vice-Roi marche en avant.

« *P. S.* Le secrétaire du cabinet m'écrit que le courrier étant chargé de quelques paquets pour la Reine, n'ira probablement pas aussi vite que l'estafette. C'est donc celle-ci qui portera ma dépêche. »

L'Empereur Napoléon au Roi Jérôme. Saint-Cloud, 11 avril 1813.

« Mon frère, je donne ordre qu'on vous envoie 500,000 francs en or. Je serai du 20 au 22 à Erfurth, de ma personne, avec deux cent mille hommes, indépendamment de l'armée du Vice-Roi. Le général Vandamme et le prince d'Eckmühl restent dans le Nord pour défendre le royaume de Westphalie et la 32e division militaire. Les vingt-huit bataillons du général Vandamme lui arrivent tous les jours ; vingt-huit autres se réunissent à Wesel sous les ordres du général Lemarrois, ce qui fait quatre-vingt-quatre bataillons (y compris ceux du prince d'Eckmühl), qui, dans le mois de mai, pourront défendre le royaume de Westphalie et la 32e division militaire. Pendant ce temps-là, avec le Vice-Roi et deux cent mille hommes que je mène avec moi, j'attaquerai l'ennemi. Envoyez-moi des nouvelles en grand détail de tout ce qui se passe, soit du côté du Vice-Roi, soit du côté de Brême, soit du côté du prince d'Eckmühl, et adressez-moi vos lettres par duplicata sur Erfurth et sur Mayence. Dirigez vos courriers de

manière qu'ils me rencontrent. Je compte partir lundi prochain, 19, et être dès-lors le 21 à Mayence et le 22 sur Eisenach.

« Vous recevrez cette lettre le 14. Ainsi, ce que vous m'écrirez le 15, le 16, le 17, le 18, le 19, dirigez-le par duplicata sur Mayence, pour que je reçoive vos nouvelles sans perte de temps. — Je ne puis rien prescrire pour votre corps, parce que je ne sais pas les événements qui arriveront du côté du Vice-Roi. Soutenez le Vice-Roi et le prince d'Eckmühl tant que vous pourrez. Faites-moi connaître en détail où sont toutes vos troupes, afin que si je jugeais convenable de livrer une bataille générale, vous puissiez me joindre avec tout ce que vous auriez de disponible. Je n'ai pas besoin de vous dire que ceci est d'un très-grand secret, pour vous seul, et que personne ne doit s'en douter. »

**Le baron Reinhard au duc de Bassano. Cassel, 12 avril 1813.**

« J'ai, Monseigneur, à vous entretenir d'une question très-importante sur les troupes westphaliennes réunies autour de Cassel. Il m'avait paru désirable que, dès à présent, elles se trouvassent ici même en contact avec les troupes françaises; mais le Roi m'a observé que si ces troupes se trouvaient dès ce moment avec des troupes françaises, nouvelles aussi, il en résulterait sûrement des scènes fâcheuses, et qu'il ne pourrait plus en répondre. D'un autre côté, si on les fait marcher pour joindre le Vice-Roi, plus la marche sera longue et plus la désertion sera forte. Une désorganisation totale serait à craindre dans le cas où elles auraient à faire isolément une

retraite qui les mènerait vers le Rhin. D'après cela, et pendant la crise actuelle, j'ose croire que le parti le plus sage est précisément celui que le Roi a pris de les tenir concentrées autour de Cassel jusqu'à l'arrivée du Vice-Roi, si Son Altesse Impériale effectue sa retraite, ou bien jusqu'au moment où l'ennemi aura été repoussé derrière l'Elbe. Le Roi aura dans huit jours six bataillons d'infanterie de ligne, sans compter deux bataillons de fusiliers de la garde et un de grenadiers de la garde, quatre d'infanterie légère, trois mille chevaux, en chevau-légers, hussards et cuirassiers, et trente canons. En outre, on commence à former ici le 6e régiment qui était vacant, et le 9e, qui s'organise à Magdebourg, avait avant-hier dix-neuf officiers et neuf cent soixante-huit soldats et sous-officiers. Les cadres venant d'Espagne sont attendus aujourd'hui.

« Le général Hammerstein, outre les autres grâces dont le Roi l'a comblé, a été nommé premier aide de camp. En cette qualité, il a annoncé aux autres aides de camp qu'ils recevraient désormais par lui les ordres de Sa Majesté. Le prince de Hesse-Philippsthal en a pris occasion pour demander sa retraite comme général et comme aide de camp, et le Roi la lui a accordée immédiatement. »

« Ma chère petite femme, je ne t'écris que deux mots étant très-occupé, mais je me porte à merveille. J'ai reçu tes lettres nos 10 et 12, celle-ci datée du 7, ne m'est parvenue qu'hier.

Le Roi Jérôme à la Reine Catherine. Cassel, 13 avril 1813.

« Tout le pays est assez tranquille, mais le Trésor

est vide, et si l'Empereur ne m'envoie quelques millions comme il me l'a promis à la fin du mois, *il ne sera plus temps*, car je ne pourrai plus payer ni les troupes ni les autorités. — Demande-lui ce que je dois faire, s'il ne juge pas à propos de m'envoyer cinq à six millions, car il me serait impossible de rester, ne pouvant plus payer les autorités ni la solde des troupes.

« Quelques Cosaques se sont montrés à Nordhausen et Eisenach, mais je pense que cela finira, puisque l'on va, j'espère, marcher en avant. Je te presse sur mon cœur. »

La Reine Catherine au Roi de Wurtemberg. Meudon, 14 avril 1813.

« Mon très-cher père, j'ai bien senti et partagé la peine que vous fait éprouver la mort de ma grand'-mère. L'Empereur est parti hier dans la nuit, à la suite de nouvelles qui ont précipité son départ. Les dispositions de l'Autriche pour nous ne sont pas des meilleures, et ce moment est des plus critiques. Cependant l'Empereur conserve toute sa présence d'esprit et toute la fermeté de son grand caractère. Au surplus, la confiance qu'il peut mettre en la nation doit servir aussi à soutenir son courage, les sacrifices qu'on lui fait et l'esprit qui les dirige sont inouïs, il faut le voir pour le croire.

« Je vois assez souvent M. de Wintzingerode qui est du très-petit nombre de ceux que j'admets ici et que j'aime à y voir.

« Je vais quelquefois voir l'Empereur et l'Impératrice, mon devoir et mon inclination m'y portent; quelquefois aussi Madame mère qui me comble

d'amitiés; du reste, je sors très-peu et ne vois presque personne ici; Wintzingerode fils est, je vous le répète, un de ceux que je vois avec le plus de plaisir, non-seulement je trouve dans ce jeune homme un bon caractère et beaucoup d'esprit, mais j'ai de plus avec lui l'avantage de pouvoir lui parler en détail de tout ce qui vous concerne. Croyez, mon très-cher père, que j'y trouve une grande douceur. »

« Sire, j'adresse à Votre Majesté l'extrait de trois rapports que j'ai reçus aujourd'hui. J'attends à chaque instant le retour d'un courrier que j'ai expédié au général Vandamme et j'apprendrai par là s'il y a de la vérité dans les nouvelles contenues dans le rapport n° 3. Le Roi Jérôme à l'Empereur Napoléon. Cassel, 16 avril 1813.

« On m'annonce de Halberstadt que l'ennemi se dirige sur Nordhausen; quand même cela serait, je pense qu'il n'est plus à temps de tirer quelque avantage de cette manœuvre, puisque le Vice-Roi a sa droite appuyée à Blankenbourg, qui se trouve au pied du Hartz.

« Je renforce journellement la division Hammerstein. »

« Mon cousin, dans le cas où l'Empereur ne serait pas encore arrivé à Mayence, je vous prie de donner les ordres pour que six bataillons, de ceux qui sont à Giesen, soient dirigés sur Cassel; je crois cette *mesure essentielle* à la cause; mes troupes sont toutes composées de recrues et je ne puis savoir jusqu'à quel point elles tiendraient si elles étaient seules. Le Roi Jérôme au duc de Valmy. Cassel, 18 avril 1813.

« *P. S.* Je mets ma lettre à l'Empereur sous cachet volant, afin que vous puissiez prendre connaissance de son contenu. »

Le Roi Jérôme à l'Empereur Napoléon. Cassel, 18 avril 1813.

« Sire, depuis la lettre que j'ai écrite ce matin à onze heures à Votre Majesté, je reçois la nouvelle par le colonel Maurillon, qui arrive d'Heiligenstadt, que le général Hammerstein y a été tourné et forcé, et qu'il se retire sur Witzenhausen. Les troupes ne tiennent pas, et vraisemblablement l'ennemi sera cette nuit à cinq ou six lieues de Cassel. Dans cette situation périlleuse je vais faire un choix parmi les hommes que je croirai les plus capables de se maintenir encore, et à la dernière extrémité je me retirerai, s'il est possible, sur Marbourg, allant à la rencontre des troupes qui viendront de Giesen. Je prie Votre Majesté de ne point différer de donner l'ordre à quelques bataillons français de marcher vers moi.

« L'ennemi qui a tourné aussi Wanfried, marchera sans doute par sa gauche vers Lichtenau, et de là sur Wabern, pour faire en sorte de me couper cette route. Je pense qu'il n'y a pas un moment à perdre si Votre Majesté veut conserver Cassel et prévenir l'insurrection de tout le royaume.

« Si le général qui commande à Giesen n'a pas obtempéré sur-le-champ à mon invitation, je crains qu'il ne soit trop tard. »

Le Roi Jérôme au général commandant à Giesen. Cassel, 18 avril 1813.

« Monsieur le général, des rapports que je reçois à l'instant de mon avant-garde, qui n'est qu'à quatorze lieues de moi, m'annoncent qu'elle est attaquée

par l'ennemi. J'en rends compte à l'Empereur et je vous invite, Monsieur le général, à diriger sur Cassel, à marches forcées, six bataillons pour couvrir ce point important pour les communications de l'armée de l'Elbe et toutes les opérations de l'Empereur.

« Il est urgent que vous ne mettiez pas un instant de retard dans l'envoi de ces forces puisque Cassel et tous ses magasins se trouveraient compromis. Je prends sur moi, vis-à-vis Sa Majesté Impériale, toute la responsabilité qui pourrait peser sur vous. Je lui rends compte de l'ordre que je prends sur moi de vous donner. »

Le Roi Jérôme au maréchal Berthier. Cassel, 18 avril 1813.

« Mon cousin, je reçois votre lettre par laquelle vous m'annoncez l'arrivée de l'Empereur à Mayence. Tous mes rapports confirment que l'ennemi est en force à Nordhausen et pousse sur Cassel. Déjà mon avant-garde a été attaquée sur tous les points; n'ayant que des conscrits sans expérience et sachant à peine manier leurs armes, il n'est pas douteux que je me trouverai dans deux jours dans une situation très-critique si je ne reçois pas les troupes que j'ai demandées, par la lettre ci-jointe, au général qui est à Giesen.

« S'il ne s'était agi que de ma personne, je n'aurais pas pris sur moi de faire cette demande, parce qu'avec un régiment on est toujours à temps de se retirer en présence de l'ennemi, mais il s'agit du point important de Cassel, tant pour les communications de l'armée que pour les magasins qu'il renferme. D'ailleurs, je ne puis vous dissimuler que si

je faisais un pas rétrograde, tout le royaume serait en feu. »

Le Roi Jérôme à l'Empereur Napoléon. Cassel, 18 avril 1813.

« Sire, je viens d'apprendre l'arrivée de Votre Majesté à Mayence et m'empresse d'envoyer auprès d'Elle mon ministre des finances; il est plus à même que personne de faire connaître à Votre Majesté notre situation financière. Elle est telle, Sire, que depuis le 11 toutes les ordonnances qui ne sont pas pour la solde et les traitements ont été suspendues au Trésor, et qu'à la fin du mois je dois opter entre le paiement de l'armée ou celui des fonctionnaires publics. La suppression du paiement des ordonnances tirées par les ministres a fait un tel mauvais effet que l'habillement et le harnachement, la livraison des chevaux ont été totalement suspendus.

« Je vous supplie, Sire, de ne point nous laisser tout à fait écrouler et de nous envoyer quelques millions afin de nous soutenir. »

L'Empereur Napoléon au Roi Jérôme. Mayence, 18 avril 1813.

« Mon frère, je reçois votre lettre du 16 avril et celle du 17 à une heure après-midi. — Le duc d'Istrie doit être aujourd'hui à Eisenach, ayant sous ses ordres le duc de Raguse et un corps de cinquante mille hommes, tous Français. Le prince de la Moskowa doit être aujourd'hui à Erfurth avec un corps de soixante mille hommes. Le général Bertrand se met en mouvement de Bamberg pour se porter sur Cobourg avec soixante mille hommes, dont les deux tiers sont Français et un tiers Italiens. J'attends moi-même la nouvelle que ce mouvement soit achevé

pour me porter à mes avant-postes. Les dernières lettres du Vice-Roi sont du 16; il était alors la gauche à l'Elbe derrière la Saale, et la droite au Hartz. Je donne l'ordre au général Teste de se porter sur Marbourg; il commande la 4e division du duc de Raguse, 6e corps. Cette division n'a encore que deux bataillons; je viens d'y joindre quatre bataillons polonais du général Dombrowski. Ce général sera là en réserve. »

L'Empereur Napoléon au Roi Jérôme. Mayence, 19 avril 1813.

« Mon frère, je reçois votre lettre du 18 à midi. Le 17, la division Souham était à Gotha. Le 17 au soir, la division Bonnet était arrivée à Eisenach, avec le général Lefebvre Desnouettes, commandant la cavalerie de ma garde. Je suppose donc que ce corps d'ennemis, qui poussait sur vous, se sera retiré. Je suppose d'ailleurs que vous aurez prévenu directement sur Eisenach de ce mouvement. Toutefois, après avoir reçu votre lettre, j'ai fait partir des officiers pour que les ducs d'Istrie et de Raguse missent du monde sur les derrières de l'ennemi, qui marche sur vous. Je suppose qu'à l'heure qu'il est le prince de la Moskowa est à Erfurth avec la plus grande partie de son corps d'armée ; toutes ses divisions marchent sur lui et doivent l'avoir rejoint. Les ducs d'Istrie et de Raguse sont à Eisenach et Gotha. J'ai des nouvelles du général Vandamme du 16, de Brême. Instruisez le Vice-Roi par les moyens que vous jugerez les plus prompts, de toutes ces nouvelles. Aussitôt que vous serez dégagé du côté d'Erfurth par la présence de toute l'armée et que tout sera net-

toyé entre Erfurth et vous, je pense que vous devez marcher du côté de Hanovre avec toutes vos forces. Vous ne pouvez pas avoir les six bataillons que vous avez demandés, mais le général Teste aura marché sur Cassel avec les deux bataillons français qu'il a; quant aux Polonais, ils ont besoin de se remettre. Vous devez bien sentir, dans ce moment, ce que j'ai toujours senti pour vous, l'inconvénient de ne pas avoir à Cassel une garde de quatre mille Français, qu'il vous eût été si facile de former, comme ont fait le roi d'Espagne et le roi de Naples. Sur ce, je prie Dieu qu'il vous ait en sa sainte et digne garde. »

Le baron Reinhard à l'Empereur, à Mayence. Cassel, 19 avril 1813.

« Ce qu'il y avait de plus alarmant dans les nouvelles d'hier, ne venait pas directement du général Hammerstein, mais, comme je l'apprends aujourd'hui, des rapports qu'avait faits verbalement au Roi le colonel Maurillon, commandant d'armes à Heiligenstadt, qui avait évacué la ville avec les autres autorités départementales. Ce colonel a été destitué aujourd'hui.

Le général Hammerstein, dont le Roi m'a dit qu'il envoie le rapport directement à Votre Majesté, n'accuse pas la mauvaise volonté de ses troupes, mais leur grande inexpérience : il croit, au reste, que l'ennemi devant lui est en force. Mon opinion, Sire, s'il m'est permis d'en avoir une, est que le général Hammerstein n'ayant pas été attaqué hier, ne le sera plus. L'ennemi se proposait deux objets, l'un de faire débander les conscrits westphaliens, et l'autre, peut-être parce qu'il craint déjà d'être coupé par le

prince de la Moskowa, de s'ouvrir une communication avec le corps qu'il supposait devoir s'emparer des villes de Hanovre et de Brunswick. La preuve en est qu'il a poussé de forts détachements vers Duderstadt et que ses patrouilles sont venues à travers le Hartz jusqu'à Osterode. S'il avait osé entreprendre un coup de main sur Cassel, nous aurions vu ses patrouilles sur la Fulde dès ce matin.

« Le Roi vient de me dire que deux bataillons français se sont déjà mis en marche de Giesen sur Cassel. Le Roi s'est beaucoup félicité aujourd'hui de n'être point parti hier.

« Peut-être ma lettre n° 2 à Votre Majesté, dont je me suis permis de lui faire en partie la lecture, y a-t-elle contribué. Sa Majesté a bien voulu approuver ce que j'y disais, qu'en toute hypothèse, le Roi ne partirait pas sans avoir vu le général Hammerstein.

« En effet, quand un de ses ministres m'a demandé s'il fallait conseiller au Roi de partir ou de rester, j'ai répondu qu'ils ne le devaient faire ni l'un ni l'autre, que le Roi ne pouvait évacuer que militairement et que c'était, avant tout, l'affaire d'un conseil de guerre.

« Le Roi ayant pris la détermination de rester, a montré dès lors le plus noble courage. Il s'est souvenu des circonstances périlleuses où il s'est trouvé, et dont il s'est toujours tiré. Sa Majesté m'a dit avec une sorte d'inspiration qu'Elle avait le pressentiment qu'Elle ne quitterait pas Cassel, et que ses troupes se battraient. Elle s'est promenée pendant la nuit en

redingote dans la ville où l'on remarquait beaucoup de mouvement, surtout parmi les familles françaises, dont plusieurs partaient, mais aucun symptôme de malveillance de la part des habitants. En effet, la physionomie de Cassel était toute différente de ce qu'elle était à pareille époque, lors de la révolte de 1809. Ce matin le Roi est allé au camp à pied, une grande foule l'a suivi; hier au soir, toute la ville était persuadée que Sa Majesté partirait.

« M. le maréchal prince d'Eckmühl a donné au général Maurin l'ordre de retourner à Celle. Il a remis au général Sébastiani le commandement des troupes qui sont à Gifhorn.

« On croit savoir ici que le 2 encore, les généraux Kutusoff et Barclay de Tolly, avec ce qu'on appelle la grande armée russe étaient à Kalisch. Il n'y a donc devant le prince de la Moskowa, que Blücher et Wintzingerode, devant le Vice-Roi que York et Wittgenstein, et sur le Bas-Elbe, que les partis de Tettenborn, Dörnberg et Czernichew. »

Le Roi Jérôme à l'Empereur Napoléon. Cassel, 20 avril 1813.

« Sire, j'envoie ci-joint à Votre Majesté :

« 1° Une note que m'a fait passer le Vice-Roi;

« 2° Une dépêche que je reçois à l'instant du général Vandamme.

« Les rapports que je reçois en ce moment du général Hammerstein cadrent parfaitement avec ce que me mande le Vice-Roi; il est certain que le corps ennemi qui s'est jeté dans le Hartz, est fort au moins de six mille hommes, et que son but est de faire une pointe sur Cassel, mais je pense cependant que

puisqu'il n'a point attaqué le général Hammerstein, depuis que celui-ci a quitté Heiligenstadt, pour prendre position dans les défilés d'Udra, il est indécis sur ce qu'il a à faire.

« Il est probable qu'apprenant l'évacuation de Hanovre, il se portera par Duderstadt sur cette ville, afin de se joindre au corps de Czernichew. »

Le Roi Jérôme à l'Empereur Napoléon, à Mayence. Cassel, 20 avril 1813.

« Sire, je m'empresse d'annoncer à Votre Majesté que d'après l'ordre que j'avais donné au général Hammerstein de rassembler toutes ses forces pour attaquer l'ennemi, ce général s'est mis en marche ce matin à dix heures d'Udra, a poussé l'ennemi de l'autre côté d'Heiligenstadt, l'a chassé de Duderstadt où il avait un fort parti et l'a rejeté sur Nordhausen où il se portera demain ; les habitants de cette partie du Hartz ont constamment montré le meilleur esprit. J'ai eu à me plaindre du commandant du département et du capitaine de la gendarmerie ; ils ont été destitués.

« Je vais faire examiner la conduite du préfet qui me paraît suspecte, cela ne m'étonne nullement, puisque c'est le frère du comte de Bulow que j'ai fait arrêter il y a deux jours, et dans les papiers duquel, si je n'ai point trouvé assez de preuves pour le faire juger, j'en ai au moins assez trouvé dans sa correspondance avec M. de Hardenberg pour être convaincu que c'est un mauvais homme, dangereux, intrigant et ennemi du système actuel. »

L'Empereur

« Mon frère, les dernières nouvelles que j'ai d'Ei-

Napoléon au Roi Jérôme. Mayence, 20 avril 1813.

senach sont du 18. On n'y avait connaissance de la marche d'aucun corps sur vous, et au contraire on m'annonçait que le général Hammerstein se trouvait à Heiligenstadt. Le prince de la Moskowa est arrivé le 17 à Erfurth, et se proposait d'occuper Weimar le 18. Moi-même je me mettrai incessamment en marche. Le Vice-Roi m'écrit, en date du 17, qu'il fait poursuivre les partisans qui avaient passé l'Elbe. La division wurtembergeoise arrive aujourd'hui à Wurtzbourg. Le général Bertrand, avec soixante mille hommes arrive à Cobourg, vingt mille hommes de ma garde doivent être partis de Fulde ; ils suivent la marche du duc de Raguse. La tête de vingt mille autres arrive dans ce moment à Mayence, et ils seront arrivés dans cinq jours. D'un moment à l'autre je me porterai de ma personne à Eisenach. On dit que vos troupes désertent beaucoup. Faites-moi connaître le vrai de cela et jusqu'à quel point c'est fondé. Faites connaître au général Vandamme que toute l'armée est en mouvement et que moi-même j'arrive à Weimar. »

M. Bercagny, préfet de Magdebourg, au Roi Jérôme. Magdebourg, 21 avril 1813.

« Sire, j'ai lieu de croire que les deux dernières lettres que j'ai eu l'honneur d'adresser à Votre Majesté, ont été interceptées par l'ennemi.

« Je présentais à Votre Majesté l'état des déserteurs des 3e et 9e régiments westphaliens.

« Le lendemain même de l'affiche et lecture dans les casernes du décret royal prononçant peine de mort contre les déserteurs et leurs complices, deux soldats ont déserté.

« Je ne dois pas taire à Votre Majesté, qu'indépendamment de l'opinion publique, tout à fait égarée par les charges excessives de la guerre et les soins hypocrites de l'ennemi qui répand un peu d'or et promet réparation des pertes, le soldat westphalien sait qu'il n'y a pas ici d'argent pour sa solde, et réclame pour obtenir égalité de nourriture dans les distributions à la garnison. Je crois de mon devoir rigoureux d'assurer à Sa Majesté qu'il est urgent d'assurer la solde des troupes westphaliennes. Celle des Français existe, à leur su, dans la caisse impériale.

« Des rapports de police portent que dix-huit bataillons et de l'artillerie de siége sont arrivés à Burg; qu'outre le pont de Dömitz, l'on en fait un à Werben, que quatorze mille hommes ont passé à Dömitz, le 19.

« Le 18, quinze Cosaques ont enlevé le maire d'Arnebourg. C'est le fonctionnaire public qui a montré le plus de dévouement à Sa Majesté.

« Aucun courrier de Cassel n'est arrivé à Magdebourg depuis quatre jours. Je remets en conséquence cette lettre à M. Henon qui, en qualité de particulier, pourra plus facilement passer qu'une estafette.

« Sa Majesté l'Empereur sera vraisemblablement contente, en voyant l'approvisionnement de siége.

« Il est impossible de faire de plus grands efforts.

« Il existe ici plus de quarante mille quintaux de grains, mais le séjour et le passage de la Grande-Armée ont dévoré jusqu'aux dernières ressources du peuple, et les subsistances présenteront de terribles difficultés jusqu'à la moisson.

« M. le général d'Ochs est venu hier à Magdebourg, et en repart aujourd'hui.

« Les voyageurs prétendent que des partis de Cosaques nous resserrent depuis Blankenbourg jusqu'à Haldensleben, en coupant la route d'Helmstedt à Brunswick qui serait occupé, et de Gadenstedt à Tangermunde.

« Le nouveau gouverneur a la plus grande activité.

« Il maintient autour de nous autant d'ordre que possible. »

Le Roi Jérôme à l'Empereur Napoléon, à Mayence. Cassel, 22 avril 1813.

« Sire, j'ai reçu la lettre que Votre Majesté a bien voulu m'écrire en date du 20. Je la remercie de ce qu'Elle a bien voulu approuver l'envoi que le général Teste m'a fait de deux bataillons français, qui sont arrivés ce matin à Cassel, forts de douze cents hommes. Aussitôt l'arrivée de ce général, je lui formerai une division composée de dix bataillons dont huit westphaliens, et de douze pièces de canon. Cette division pourra être prête dans le courant de la semaine prochaine, si Votre Majesté a la bonté de m'envoyer quelques fonds pour pouvoir l'équiper.

« Le général Hammerstein est en communication avec le général Lefebvre qui se trouve à Mulhausen, et le général Compans. Il a poussé l'ennemi au delà d'Heiligenstadt, et demain ou le jour d'ensuite, il l'attaquera à Nordhausen, où il tient toujours.

« *P. S.* — Je prie Votre Majesté de vouloir bien accepter une carte de mon royaume, faite à la main et qui est très-exacte. »

Le général Hammerstein au Roi Jérôme. Heiligenstadt, 22 avril 1813.

« Sire, nos avant-postes ont entendu ce matin une canonnade dans la direction de Mulhausen, mais plus loin des patrouilles ennemies de peu d'hommes sont venues les reconnaître et ils ont fait feu dessus.

« D'après les rapports des habitants, un corps de cavalerie s'est établi cette nuit près de Bordungen. Un de mes meilleurs agents, ancien officier autrichien, vient de rentrer et rapporte que des patrouilles de trois à quatre cents Cosaques, guidées par quelques Prussiens, viennent régulièrement et plusieurs fois dans la journée à Worbis, Hamode, Zanïaden, c'est à quatre lieues de ma position, qu'à Wernigerode, Gibra, Dictedorn, à peu près à quatre lieues en arrière, des corps de cavalerie sont campés, et un quartier-général établi à Stransberg. Ces corps sont dans un mouvement continuel, et les officiers disent qu'ils ont d'autres destinations. On n'a pas vu d'infanterie avec eux, ni de pièces, excepté quinze à Nordhausen et un parc dont on ignore le nombre de pièces à Gromingen.

« Les environs de Sondershausen sont également occupés par la cavalerie. Scherenberg, Brucken, Benide, Urbich en sont remplis.

« D'autres agents et des patrouilles sont continuellement en marche et je vais faire une reconnaissance soutenue d'infanterie dans la direction de Worbis et et Bordungen, pour exercer les troupes:

« J'ai fait partir le commandant Wagner pour Mulhausen, avec une lettre pour le général Lefebvre.

« *P. S.* — On annonce l'entrée du prince Auguste

de Prusse, avec seize mille hommes, à Nordhausen et celle de vingt-cinq mille Français à Mulhausen.

« Le général Lefebvre, en m'écrivant hier, n'avait que de la cavalerie de la garde avec lui, et retournait ensuite.

« Je saurai dans le cours de la journée ce qui en est. »

Le général Hammerstein au Roi Jérôme à Cassel. Heiligenstadt, 23 avril 1813.

« Sire, le général Compans m'a répondu par l'officier que je lui avais expédié à Langensalza, qu'il prendrait les ordres du duc de Raguse, sur ma proposition de faire un mouvement sur Sondershausen, pendant que j'attaquerai Nordhausen.

« Le corps de Landskoï, qui avait cinq mille hommes de cavalerie et dix pièces, doit avoir pris la route de Stolberg, et mille chevaux rôdent toujours dans ces environs. Depuis ce matin, le 1er de hussards, soutenu d'infanterie, se trouve près de Stadt Worbis en reconnaissance. Le général Verdun m'a rejoint, je laisse un bataillon au défilé d'Udra, et marche sur-le-champ avec mon monde, pour camper cette nuit près Bleicherode.

« Je joins à ces lignes la proclamation du général russe, à Nordhausen, ainsi que les actes des autorités qui en ont été la suite. »

L'Empereur Napoléon au Roi Jérôme. Mayence, 24 avril 1813.

« Mon frère, je pars à sept heures du soir pour passer à Francfort après dix heures. Je continuerai ma route sans m'arrêter jusqu'à Erfurth. Je vous verrai avec plaisir aussitôt que votre présence ne sera plus nécessaire à Cassel. Je pense que dans ce moment

il pourrait y avoir de l'inconvénient à ce que vous quittiez cette ville; mais aussitôt que l'ennemi sera rejeté sur la rive droite de la Saale, et que la rive gauche sera entièrement libre de partis ennemis, je vous verrai avec grand plaisir. »

L'Empereur Napoléon au Roi Jérôme. Erfurth, 26 avril 1813.

« Mon frère, vous trouverez ci-joint une lettre pour le Vice-Roi; envoyez-la-lui en toute diligence. Si vous n'êtes pas inquiété du côté du Weser, approchez-vous de Artern et d'Erfurth avec votre cavalerie, votre infanterie, votre artillerie et la division Teste. Cependant, que cela soit subordonné avant tout à la sûreté de votre royaume. Je porte ce soir mon quartier-général à Weimar. Le prince de la Moskowa, avec cinq divisions, a son quartier-général à Auerstaëdt, occupant Kambourg. Le général Bertrand avec le 4e corps occupe Iéna. Le duc de Reggio avec son corps occupe Saalfeld. Ma garde sera ce soir à Weimar. Le duc de Reggio aura demain son quartier-général à Erfurth. Le général Compans sera ce soir à Weissensée. Si vous pouviez avoir seize ou vingt-quatre pièces de canon, quinze ou dix-huit cents chevaux et n'importe quelle quantité d'infanterie, tout cela ne pourrait qu'être fort utile. Faites placer également les bataillons de la division Teste, et commandez vous-même ce corps. Envoyez des courriers au général Vandamme pour l'instruire de ce qui se passe; envoyez-en au général Lemarrois, et à Paris à la Reine, pour l'informer de tout autant que possible. Donnez ordre à vos préfets de Mulhausen et de Nordhausen de réunir autant de farine et de bœufs qu'il

sera possible et de les diriger sur Naumbourg pour la nourriture de l'armée.

« Je n'ai pas de nouvelles de vous depuis le 22. »

Le Roi Jérôme à l'Empereur Napoléon. Cassel, 27 avril 1813.

« Je reçois à l'instant la lettre de Votre Majesté en date du 26 à une heure après-midi.

« Je comptais me mettre en route demain matin pour me rendre à Erfurth auprès de Votre Majesté. J'avais pris toutes mes mesures pour que mon absence ne fût que de quarante-huit heures et que mes affaires n'en souffrissent pas. La nouvelle du départ de Votre Majesté pour Weimar me fait renoncer au projet que j'avais formé d'aller lui présenter mes hommages.

« J'envoie sur-le-champ l'ordre au général Hammerstein de réunir sa division. Il pourra être rendu le 29 à Sondershausen avec six bataillons d'infanterie, onze cents chevaux et douze pièces de canon; il se portera de là sur Artern, ainsi que Votre Majesté le désire.

« Votre Majesté sait que la division Teste n'est encore composée que de deux bataillons forts de onze cents hommes. Ce sont tous des conscrits qui ne savent ni tirer, ni porter leur fusil. Je les fais camper et on les exerce avec la plus grande assiduité. En outre de ces deux bataillons, je n'ai ici que deux bataillons de ma garde, et vu les circonstances présentes et la fermentation des esprits, il y aurait du danger à ce que je m'éloignasse de ma capitale avec toutes mes troupes. Je pense que la sûreté de Cassel et de la plus grande partie du royaume serait fortement com-

promise si je n'étais à portée de donner à chaque instant mes ordres.

« Je vais faire l'impossible pour diriger des vivres sur le point que m'indique Votre Majesté, mais je dois la prévenir que nous sommes tellement épuisés que la famine nous menace et se fait déjà sentir dans plusieurs districts, et particulièrement dans le Hartz, qui ne produit pas de grains.

« J'ai sur-le-champ fait partir la lettre de Votre Majesté pour le Vice-Roi. Un de mes officiers d'ordonnance va informer le général Vandamme et Lemarrois des nouvelles que me donne Votre Majesté.

« Je ne conçois pas comment Votre Majesté ne reçoit point de mes lettres, car je lui écris régulièrement. »

L'Empereur Napoléon au Roi Jérôme. Erfurth, 28 avril 1813.

« Mon frère, je reçois votre lettre du 27, par laquelle vous m'instruisez que vous serez aujourd'hui 28 à Eschwége, et demain 29 à Erfurth. Si vous avez quelque inquiétude pour Hanovre, dirigez vos forces de ce côté. Si vous n'avez pas d'inquiétude pour Hanovre, envoyez toutes vos forces qui sont à Nordhausen sur Querfurth, et toutes celles que vous avez du côté de Mulhausen sur Weissensée. Ces deux colonnes se réuniront sur la Saale par les ordres ultérieurs que vous leur donnerez d'Erfurth, et vous pourrez ainsi assister à la tête de toutes vos forces, infanterie, cavalerie et artillerie, y compris votre garde, au mouvement que je vais faire pour jeter l'ennemi de l'autre côté de l'Elbe. Donnez ordre à vos préfets de Mulhausen et de Nordhausen d'expé-

dier sur Naumbourg la plus grande quantité de subsistances qu'il sera possible, des farines, des bœufs et de la viande. »

Le Roi Jérôme à l'Empereur Napoléon. Cassel, 29 avril 1813.

« Sire, je reçois à l'instant la lettre que Votre Majesté a bien voulu m'écrire en date d'hier, onze heures du matin.

« Je viens d'expédier au général Hammerstein l'ordre de se diriger sur Naumbourg et d'envoyer un officier en poste pour rendre compte à Votre Majesté de sa marche et prendre ses ordres.

« Le général Hammerstein a dans sa division le régiment de cavalerie de la garde, en tout onze à douze cents chevaux, six bataillons et dix pièces de canon.

« J'exécute en tout point les ordres contenus dans la lettre de Votre Majesté et renouvelle à mes préfets celui de faire l'impossible pour envoyer des vivres vers Naumbourg.

« Mon ministre auprès du roi de Saxe a reçu l'ordre de suivre ce souverain à Prague ; ses dépêches sont en général très-intéressantes, si je ne croyais pas que Votre Majesté en reçût de même de son ministre, je les lui ferais passer. »

L'Empereur Napoléon au Roi Jérôme. Naumbourg, 30 avril 1813.

« Mon frère, je reçois votre lettre du 29 avril à six heures du matin. Hier à deux heures après-midi, le général Souham a rencontré le général russe Landskoï, qui avait sous ses ordres six à sept mille hommes, infanterie, cavalerie et douze pièces de canon, l'a attaqué près de Weissenfels, l'a culbuté, lui a pris

beaucoup de monde et s'est emparé de Weissenfels. Ce combat n'est remarquable que parce que le général Souham n'avait que de l'infanterie, et que ces jeunes gens ont soutenu les charges de cavalerie et ont marché sur elle avec une ardeur et un enthousiasme qui permet de tout espérer. A quatre heures après-midi, le duc de Tarente est entré à Mersebourg, où étaient deux à trois mille Prussiens qui voulaient défendre la ville. Il les a culbutés, a pris un major et des prisonniers, et s'est emparé de la place et du pont. »

« Sire, je reçois à l'instant une lettre du général Vandamme en date du 28 que j'envoie ci-joint à Votre Majesté. Le Roi Jérôme à l'Empereur Napoléon. Cassel, 1er mai 1813.

« Je joins également une dépêche chiffrée très-intéressante de mon ministre à Munich ; je prie Votre Majesté de me la renvoyer aussitôt qu'elle l'aura lue.

« Je suis dans le plus cruel embarras, je n'ai pu payer la solde de mon armée pour la seconde quinzaine du mois courant. J'ai compté sur les 500,000 francs que Votre Majesté m'a annoncés, et ils ne sont point encore arrivés. Si Votre Majesté ne nous donne pas les secours qu'Elle a bien voulu nous promettre, il nous sera impossible de ne pas succomber. »

« Sire, j'ai reçu ce matin à quatre heures la lettre que Votre Majesté a bien voulu m'écrire du champ de bataille de Lutzen. Je me suis empressé de faire part au prince d'Eckmühl et au général Lemarrois de cette heureuse et importante nouvelle. Pour la bien Le Roi Jérôme à l'Empereur Napoléon. Cassel, 5 mai 1813.

sentir, Sire, il faut se trouver dans la position où je me trouve, aussi personne n'a jamais été plus heureux que je ne le suis dans ce moment.

« J'envoie auprès de Votre Majesté le général comte de Wickemberg, mon aide de camp, afin qu'il puisse me donner des nouvelles. Je prie Votre Majesté de permettre qu'il reste à son quartier-général jusqu'au passage de l'Elbe.

« Aucun des bataillons qui doivent composer la division Teste n'est encore arrivé, à l'exception des deux qui sont ici depuis quinze jours. »

Le Roi Jérôme à l'Empereur Napoléon. Cassel, 6 mai 1813.

« Sire, je reçois une lettre du prince d'Eckmühl, datée le 4, de Brême. Il m'annonce que le général Vandamme occupe la rive gauche de l'Elbe depuis Stade jusqu'à vis-à-vis Boizenbourg, que le général Sébastiani occupe Salzwedel, mais que si ce dernier quittait le pays, les partis ennemis reparaîtraient immanquablement sur la rive gauche du Bas-Elbe, vu que lui (prince d'Eckmühl) n'a que trois cents chevaux.

« Il m'envoie les gazettes de Hambourg, j'y ai trouvé des choses intéressantes ; j'en envoie la traduction à Votre Majesté. La petite feuille n° 1 contient l'extrait de ce qu'il y a de plus intéressant.

« La garnison française de Spandau arrive demain 7, à Brunswick, elle est forte de deux mille hommes, cinq cents officiers, deux pièces de canon et escortée par quatre cents uhlans russes.

« Je suis bien impatient, Sire, d'apprendre les détails de la bataille de Lutzen, et surtout les suites.

qu'elle aura, car d'après ce qu'on mande de Vienne et de Prague, il était à prévoir que l'Autriche et la Saxe auraient, sinon changé de système, du moins voulu rester neutres, ce qui est presque aussi dangereux. »

« Sire, j'ai reçu la lettre que Votre Majesté m'a fait l'honneur de m'écrire le 23, pour me donner connaissance de l'importante et heureuse victoire que l'Empereur a remportée à Bautzen.

Le prince d'Eckmühl au Roi Jérôme. Haarbourg, 26 mai 1813.

« Nous éprouverons sous peu, je l'espère, ses résultats de ce côté-ci.

« Au moment où nous étions sur le point de nous emparer de Hambourg, les Danois y sont entrés pour défendre cette ville contre nous. De nouveaux ordres du Roi en ayant fait retirer les troupes, les Suédois leur ont succédé.

« Le prince royal de Suède était avant-hier à Schwerin, et il paraît que toutes les troupes suédoises se portent sur Hambourg et sur l'Elbe.

« Ce prince doit commander avec les Suédois les corps de Dörnberg, Czernichew, Tettenborn, et un autre corps russe, sous les ordres de Woronzoff.

« En outre, une expédition suédoise de six mille hommes est embarquée depuis quelque temps à Göteborg. On croyait que sa destination serait sur le Weser, lorsque les autres troupes suédoises seraient arrivées sur l'Elbe.

« Le résultat de la victoire de Bautzen déjouera tous ces projets. Je ne doute pas que sous peu, les Suédois ne se hâtent de se rapprocher de Stralsund.

« L'ennemi a fait passer du côté de Dömitz des partis qui ont été jusqu'à Gorde. »

Le Roi Jérôme à la Reine Catherine. Napoleonshöhe, 29 mai 1813.

« J'ai reçu, ma chère, tes lettres; la dernière m'est parvenue la première quoique le courrier ait été assez peu vite.

« Tu sais sans doute que le pauvre Duroc est expiré le 26, à dix heures du matin, après avoir fait son testament; c'est un excellent serviteur que perd l'Empereur et que je regrette vivement; je pense que tous nos succès, et en même temps ces pertes sensibles pour l'Empereur, nous amèneront bientôt la paix, et alors ou j'irai te chercher, ou je te ferai venir.

« Le prince royal de Suède est arrivé le 24 à Schwerin, sept mille Suédois sont entrés à Hambourg; le même jour, les Danois se sont déclarés pour nous.

« Nous avons toujours des partis de cinq à six cents Cosaques, et quelquefois jusqu'à deux mille qui rôdent; avant-hier, ils ont pris près de Halle le général français Poinsot, ainsi que neuf cents chevaux qu'il commandait. »

Le Roi Jérôme au prince de Neufchatel, major-général. Napoleonshöhe, 4 juin 1813.

« Mon cousin, je reçois votre lettre du 30 mai, par laquelle vous m'informez que Sa Majesté l'Empereur désire que je donne des ordres que pour le reste de mon contingent soit mis en mouvement et dirigé sur Dresde.

« Je dois vous faire observer, mon cousin, que j'ai

déjà fourni seize bataillons et huit escadrons, savoir :

« Deux bataillons à Dantzig, quatre à Küstrin, quatre à Magdebourg et six à l'armée, ainsi que huit escadrons de cavalerie, parmi lesquels les fusiliers et les chevau-légers de ma garde.

« Il me reste dans le royaume, outre douze cents hommes de la garde, quatre bataillons dont deux servent à garder la capitale, et les autres composent des colonnes mobiles. Vous n'ignorez pas, mon cousin, que l'éloignement des armées a livré plus que jamais les départements frontières de mon royaume aux incursions et aux insultes de l'ennemi, et si ce peu de troupes qui me reste m'est enlevé, il n'y aura pas un coin de mon territoire dont je puisse répondre, pas même de la sûreté de Cassel.

« C'est en vain que je voudrais, dans les circonstances présentes, faire de nouvelles levées, lorsque je ne puis payer les troupes que j'ai sur pied, lorsque mes sujets, accablés par les passages et les réquisitions, ont fourni en nature la plus grande partie de leurs contributions de l'année, et qu'enfin les partisans ennemis pillent journellement mes caisses et m'enlèvent jusqu'aux dernières ressources. Sa Majesté l'Empereur, qui connaît ma position pénible, m'avait donné l'assurance qu'il viendrait à mon secours par quelques millions; postérieurement à cette promesse, plusieurs fois répétée, Sa Majesté a bien voulu m'annoncer qu'elle avait ordonné d'envoyer 500,000 francs; cependant je n'ai reçu, en tout, que 250,000 francs.

« En résultat, mon cousin, si l'Empereur ordonne que le peu de troupes que j'ai encore avec moi soit mis en marche, je remplirai ses intentions; mais alors je vous demande qui gardera la Westphalie et même la capitale. »

La Reine Catherine au Roi de Wurtemberg. Meudon, 5 juin 1813.

« Mon très-cher père, je suis de retour de Pont d'avant-hier; mon voyage aurait été beaucoup plus agréable, si le temps m'avait mieux secondée, mais nous en avons eu un ici détestable. Madame mère m'a reçue à merveille, elle est très-bonne femme, et comme elle me témoigne toujours beaucoup d'amitié, je ne puis que m'être très-bien trouvée chez elle. J'espérais à mon retour passer quelques jours ici, et ne partir que lundi prochain pour Morfontaine, où je comptais passer quinze jours chez la reine d'Espagne, mais je viens d'apprendre à l'instant même que l'Impératrice se propose de s'y rendre le jour même que j'avais projeté; la difficulté que j'aurais alors de trouver des chevaux de poste, m'oblige donc à me mettre en route dimanche prochain; je reviendrai ici plus tôt que je ne le croyais. La Reine partant le 14 pour les eaux, je compte aussi les prendre à mon retour, mais je les ferai venir ici de Forges. N'allez pas vous inquiéter, mon très-cher père, à cause de cela, je ne suis nullement malade, mais je les prends pour mille petits maux plus incommodes que douloureux.

« J'espère à mon retour recevoir de vos nouvelles, et peut-être en trouver ici; je désire, mon cher père, vous convaincre que rien ne peut me distraire de votre souvenir.

« Vous savez sans doute les nouvelles, Hambourg est de nouveau au pouvoir des Français, tout me permet de présager ma prochaine réunion avec le Roi ; il se porte toujours fort bien et me donne fréquemment de ses nouvelles. »

L'Empereur Napoléon au prince de Neuchatel, major général. Haynau, 7 juin 1813.

« Mon cousin, écrivez au roi de Westphalie pour qu'il complète son contingent. Sa division fera partie du 11e corps. Mettez-moi sous les yeux l'état de l'infanterie et de l'artillerie westphaliennes qui se trouvent ici, et proposez-moi de les diriger sur le 11e corps. Cette division a, je crois, un numéro.

« Prévenez le duc de Tarente de cette disposition, qui augmentera son corps d'armée d'une division. Je crois que l'artillerie se trouve sous les ordres du duc de Raguse, elle doit passer également au corps du duc de Tarente.

« Toutes les troupes westphaliennes qui sont à Dresde rejoindront également le 11e corps, aussitôt qu'il y aura dans cette ville huit bataillons de la jeune garde ; quatre y sont déjà arrivés. »

Le Roi Jérôme à l'Empereur Napoléon. Brunswick, 14 juin 1813.

« Sire, je reçois la lettre que Votre Majesté a bien voulu m'écrire en date du 10 juin.

« L'ennemi avait enlevé à Halberstadt seize pièces de canon escortées par quatre cents hommes ; le général Teste, avec quatre bataillons, m'écrivait que l'ennemi était trop en force pour qu'il pût pénétrer jusqu'à Magdebourg, et qu'il se repliait sur Brunswick. J'avais la nouvelle certaine qu'un corps ennemi de cinq mille hommes avait passé par Artern se diri-

geant sur Weimar, lorsque je vis par une lettre du duc de Castiglione que la division Dombrowski arrivait à Hersfeld par bataillon, à un jour de distance l'un de l'autre. Craignant quelque malheur pour cette division, je me hâtai de rassembler les seules troupes que j'eusse disponibles, savoir : deux bataillons d'infanterie, six cents chevaux avec six pièces de canon, je leur fis prendre position dans le Hartz, et me déterminai à prescrire au général Dombrowski, au nom de Votre Majesté (puisque sans cela il n'aurait point obéi), de réunir son infanterie à Eschwége et sa cavalerie à Kreuzbourg, afin qu'il pût être soutenu par mes troupes, et comme, même réuni, il n'aurait eu qu'un corps de deux mille hommes d'infanterie et seize cents chevaux, je l'engageai à se rendre auprès de moi pour prendre de nouvelles instructions, par la raison qu'étant journellement informé de tout ce qui se passe, si j'avais appris que l'ennemi eût été en forces inférieures, je lui aurais dit de continuer sa marche sans délai (ce qui a eu lieu), sinon je l'eusse fait attendre jusqu'à ce que d'autres troupes venant de Francfort, auxquelles je comptais donner le même ordre, l'eussent renforcé et mis à même de ne pas craindre l'ennemi.

« Dans le premier cas, Sire, je ne retardais pas la marche de ces troupes, et dans le second, j'empêchais que cette division ne fût compromise devant un ennemi trop supérieur en nombre.

« Voilà, Sire, les raisons qui ont dirigé ma conduite, qui est toujours basée sur le tendre et inviolable attachement que je porte à Votre Majesté et à ses inté-

rêts. Je la prie d'être convaincue qu'à l'avenir je m'abstiendrai de tout ordre semblable. »

« Mon frère, je reçois votre lettre du 14 juin. Je ne trouve pas mauvais, il s'en faut, que dans les circonstances où vous vous trouviez, vous ayez écrit au général Dombrowski et l'ayez détourné de sa route. Vous l'avez fait pour le général Teste, et je l'ai trouvé fort bien, et je le trouverai également bien dans toutes les occasions, puisque vous agissez avec connaissance de cause; mais dans aucun cas je ne saurais trouver bien que vous ayez donné un ordre en mon nom. — Des colonnes mobiles sont en marche de tous côtés pour saisir tout ce qui reste sur la rive gauche de l'Elbe, mon intention n'étant point de la laisser passer. Envoyez les renseignements que vous aurez au duc de Padoue, commandant le 3e corps de cavalerie à Leipzig, et au général Doucet, commandant à Erfurth. »

L'Empereur Napoléon au Roi Jérôme. Dresde, 16 juin 1813.

« Mon frère, je reçois votre lettre du 14 juin. Je ne vois pas de difficulté à ce que vous veniez à Dresde. Cependant pour éviter tout cérémonial à la cour de Saxe, il faut y venir incognito. »

L'Empereur Napoléon au Roi Jérôme. Dresde, 17 juin 1813.

« Sire, je reçois les deux lettres que Votre Majesté a bien voulu m'écrire en date du 17. Le courrier m'a trouvé à Halberstadt, j'arriverai à Dresde dans la nuit du 22 au 23.

« Le corps franc du major Lutzow, fort d'un millier d'hommes, rôde, à ce que j'apprends, dans les

Le Roi Jérôme à l'Empereur Napoléon. Halberstadt, 19 juin 1813.

environs de Halle ; j'ai détaché ce matin après lui cinq cents chevaux, deux bataillons d'infanterie et deux pièces de canon.

« J'envoie en avant mon maréchal de la cour qui s'entendra avec le duc de Vicence pour tout ce que j'ai à faire en arrivant ; il est chargé en même temps d'informer le roi de Saxe de mon arrivée et de le prier de vouloir bien permettre que je garde l'incognito jusqu'à mon arrivée à Dresde. »

La Reine Catherine au Roi de Wurtemberg. Meudon, 24 juin 1813.

« Mon très-cher père, je suis on ne peut pas plus inquiète de ne pas recevoir de vos nouvelles depuis la chute que vous avez faite et que j'ai apprise à Morfontaine par les journaux. Je vous ai écrit dans le moment même et je vous avais instamment prié de m'écrire le plus tôt possible, et cependant je n'ai pas reçu de lettres de vous, mon cher père, ni de maman, ni de personne ; il semble qu'on se soit entendu pour me laisser dans cette pénible incertitude, et je ne conçois rien à ce silence, car, enfin, personne ne devait douter de l'inquiétude que nous causerait votre accident.

« Je reçois à l'instant même votre lettre du 14, ce qui me rassure infiniment, quoique vous ne me parliez pas de cet événement ; je suis bien aise que mon frère et ma belle-sœur assistent au mariage du prince de Nassau ; c'est un événement auquel je prends moi-même beaucoup de part, à cause du duc de Nassau et de ma tante Louis, à laquelle il fait sans doute grand plaisir.

« Vous savez sûrement, mon très-cher père, qu'il

arrive un ambassadeur d'Angleterre, lord Addington; sa suite est déjà arrivée à Calais; c'est à ce qu'il me semble, un acheminement à la paix générale. Dieu veuille nous l'accorder bientôt.

« Le Roi était attendu par l'Empereur le 18, à Dresde; je ne puis encore avoir de ses nouvelles, sa dernière lettre, que j'ai reçue hier, était encore de Brunswick. Son voyage de Dresde déterminera peut-être mon retour à Cassel, puisqu'il sera à même de savoir où en seront les événements.

« Je continue à prendre mes eaux; jusqu'à présent je ne puis encore me vanter d'en être soulagée, car, depuis quelque temps je suis souffrante, ce que les médecins attribuent au mauvais temps et à l'air vif qu'il fait ici.

« Puissions-nous, mon très-cher père, avoir bientôt à nous réjouir d'une paix solide et qui nous permette de nous réunir à ceux que nous chérissons. »

Le Roi Jérôme à la Reine Catherine. Dresde, 25 juin 18.3.

« Je reçois seulement aujourd'hui, chère petite femme, ta lettre de Meudon. Je suis arrivé à Dresde le 22 à minuit; j'ai vu l'Empereur qui se porte à merveille, et qui fait des merveilles, car son armée est magnifique. Je pense qu'il veut la paix, il doit la désirer, mais tant pis pour nos ennemis s'ils le forcent à recommencer les hostilités; car jamais l'Empereur n'a été plus en état de faire la guerre. L'Empereur vient de partir pour faire une petite course, il rentrera ce soir. Sa Majesté ne va qu'à cinq lieues d'ici, où elle verra une très-belle position; quant à moi, je pense, vu l'arrivée du comte Metternich et le départ

de l'Empereur, qui n'a eu lieu qu'à cinq heures et demie du soir, que la course pourrait bien avoir un but plus essentiel.

« L'Empereur m'ayant permis de venir le voir, je pense que je pourrai rester auprès de Sa Majesté encore quelques jours; mais dans tous les cas, il n'est pas probable que mon voyage puisse être de longue durée. »

La Reine Catherine au Roi de Wurtemberg. Meudon, 17 juillet 1813.

« Mon très-cher père, j'ai reçu hier votre lettre du 8, par le jeune comte de Wintzingerode; mon sentiment est bien d'accord avec le vôtre, et je ne puis qu'être bien reconnaissante des sentiments paternels que vous me témoignez en chaque occasion, mais il m'est malheureusement impossible de suivre dans ce moment mon penchant qui me rappelle près de mon mari, puisque l'Empereur lui-même s'oppose dans ce moment à mon retour à Cassel, ayant témoigné à Dresde, au Roi, le désir que j'attendisse ici l'issue des événements. Ils sont de fait trop incertains pour risquer un pareil voyage qui m'obligerait peut-être à quitter de nouveau le royaume, ce qui serait et bien plus coûteux et plus désavantageux sous tous les rapports que d'attendre encore quelques mois, la tournure des circonstances. Si nous avons la paix, il est plus que probable que mon mari viendra me chercher ici; si c'est la guerre, je n'ai pas besoin de vous dire que ma présence en Westphalie serait plus qu'inutile; la raison elle-même me dicte la patience, mais en même temps je vous avouerai franchement qu'elle a quelquefois de la peine à prendre le dessus,

et qu'il me faut bien du courage pour supporter l'isolement dans lequel je vis, car la position de ce château force à la solitude la plus complète; peu de gens sont tentés de monter une montagne escarpée pour venir me voir, ce n'est donc sous aucun rapport rien d'agréable, mais la seule nécessité qui me retient ici. Le Roi aurait désiré autant que moi abréger cette séparation, qui d'après sa lettre ne devait durer que jusqu'à la moitié de ce mois-ci, mais que des événements récents le forcent de prolonger encore. Je vous remercie, mon cher père, de me donner des nouvelles de ma tante Emmy, car sans vous j'ignorerais ce qu'elle fait. Croyez que je sens tout le prix de l'attention que vous avez de m'en parler souvent. »

« Mon frère, il est probable que les ennemis dénonceront l'armistice le 11 ou le 12, et qu'à cette époque l'Autriche nous déclarera la guerre. J'ai fait ce qui était possible pour tout concilier; mais les prétentions de l'Autriche étaient telles qu'elle se croyait en mesure de tout reprendre, même la Confédération du Rhin, et même Venise. Ceci doit être encore tenu secret; je vous l'écris pour votre gouverne. Si l'armistice est dénoncé le 11 ou le 12, les hostilités commenceront le 17 ou le 18. Je ne sais pas si les hommes destinés à former le régiment français à votre service sont arrivés à Cassel, et si vous avez pu les monter et les armer. J'ai ici des forces telles que j'espère faire repentir l'Autriche de ses folles prétentions. Il est cependant nécessaire que

L'Empereur Napoléon au Roi Jérôme. Dresde, 9 août 1813.

vous vous teniez sur vos gardes. Je suppose que vous avez un chiffre avec le major-général, un avec le duc de Valmy, un avec mon ministre de la guerre, un avec le prince d'Eckmühl, un avec le général Durosnel, gouverneur de Dresde, et un avec le commandant d'Erfurth, afin de pouvoir correspondre avec eux selon les différentes circonstances. »

L'Empereur Napoléon au Roi Jérôme. Dresde, 12 août 1813.

« Mon frère, l'armistice a été dénoncé hier par l'ennemi, et les hostilités recommenceront le 17. Correspondez avec mon ministre de la guerre et le duc de Valmy pour organiser promptement votre régiment de hussards français. Le ministre de la guerre a ordre de vous envoyer les officiers nécessaires; mais vous devez aussi désigner vous-même ceux que vous connaissez et qui ne sont pas à l'armée. Je n'ai pas encore la nouvelle que l'Autriche nous ait déclaré la guerre; mais vous devez calculer là-dessus. J'ai ordonné à un général de partir de Wesel avec six bataillons de la 6e division bis, et de se porter à Minden où il formera un corps d'observation qui agira selon les circonstances. »

Le Roi Jérôme à la Reine Catherine. Napoleonshöhe, 14 août 1813.

« Ma chère femme, j'envoie ..... à Paris pour déposer un portefeuille dont je ne sais que faire et qui m'embarrasse; je lui donne une lettre pour le roi d'Espagne; ne le retiens au plus que vingt-quatre heures.

« L'ennemi a dénoncé l'armistice, les hostilités recommenceront le 17. Le général Moreau est arrivé d'Amérique au quartier-général russe: il va prendre un commandement contre nous.

« L'Autriche ne s'est pas encore déclarée. J'espère pourtant que tout ira bien, que Dieu nous conserve l'Empereur. »

« Mon très-cher père, il me serait impossible de vous exprimer à quel point votre lettre du 7 de ce mois m'affecte; non-seulement j'éprouve une peine sensible d'un événement aussi malheureux, mais il m'afflige doublement par les chagrins que vous en ressentez. Au nom du ciel, mon cher père, ne vous laissez point aller à tous les tristes sentiments dont votre cœur doit être pénétré, mais veuillez songer qu'il vous reste d'autres enfants qui, si j'en juge d'après moi, peuvent vous offrir quelques consolations; croyez du moins que je partage bien vivement tout ce qui peut vous affecter, et que je voudrais pour tout au monde pouvoir vous le prouver dans tous les moments. Je suis aujourd'hui, 15 août, à Paris, pour les cérémonies du jour; elles eussent été bien plus gaies si les circonstances eussent tourné autrement; elles doivent, mon cher père, vous donner la clef de la prolongation de mon séjour en France; vous y verrez que mon mari, quelque envie qu'il en ait depuis longtemps, ne pouvait céder au désir de me faire revenir, puisque ce n'eût pu être que momentanément, et que par la même raison je ne pouvais et ne devais lui forcer la main là-dessus ; ce n'est pas une consolation, mais c'est un motif de se faire une raison que de songer à la multitude de gens de toutes les classes qui souffrent aujourd'hui d'une manière ou d'une autre. Ces pauvres enfants de Paul

La Reine Catherine au Roi de Wurtemberg. Paris, 15 août 1813.

sont aussi bien malheureux d'être abandonnés par père et mère; ils ne le sentent heureusement point encore; d'ailleurs, votre tendresse et celle de maman les empêchera de se croire orphelins, mais jugez, mon cher père, si moi, dont tout le bonheur serait d'avoir des enfants, je puis concevoir qu'on puisse les abandonner.

« Je voudrais, mon cher père, pouvoir mieux vous exprimer combien mon cœur vous est tendrement attaché et vous faire trouver quelque adoucissement dans cette assurance. »

L'Empereur Napoléon au duc de Bassano. Gorlitz, 24 août 1813.

« Monsieur le duc de Bassano, je serai ce soir, de ma personne, à Bunzlau ou à Stolpen. Ma garde arrivera ce soir à Bautzen. Le maréchal Saint-Cyr n'ayant pas fait prévenir le général Vandamme, il n'a pu partir hier, mais ce général sera ce soir à Stolpen. J'ai envoyé ce soir des ordres au duc de Bellune. J'aurai donc le 25 ou le 26 deux cent mille hommes à Stolpen. Vous ne me donnez pas assez de détails sur les affaires qui ont eu lieu. Les généraux n'en disent rien. Il fallait vous informer du nombre de nos blessés et des pertes que nous avons éprouvées; occupez-vous-en sans délai. Deux régiments de hussards westphaliens viennent de passer tout entiers à l'ennemi, à ce qu'il paraît, avec tous leurs officiers. Prévenez-en le roi de Westphalie. Je vais prendre des mesures pour faire mettre pied à terre aux autres régiments westphaliens qui sont à l'armée et m'emparer de leurs chevaux. Tenez cela le plus secrètement possible. Il serait important que le Roi

fît donner tous les chevaux de sa cavalerie à son régiment de hussards français, et qu'il cessât ses levées de troupes; c'est en donner à l'ennemi. Il pourra écrire au commandant du dépôt de cavalerie à Francfort, pour en faire venir un millier de cavaliers français pour les monter. Si le roi de Westphalie se rend à cette proposition, il y aurait ce moyen à prendre : il enverrait un millier d'hommes de sa cavalerie à Magdebourg; là, le général Lemarrois leur ferait mettre pied à terre et donnerait leurs chevaux et leurs armes aux cavaliers français qui s'y trouvent en dépôt, et les hommes seraient envoyés en Westphalie. De cette manière, nous garderions les chevaux, les selles et les armes.

« Faites passer la lettre ci-jointe au roi de Westphalie. Vous sentez combien il importe que votre dépêche ne soit point interceptée. Vous écrirez en chiffres à mon ministre, et vous ferez chiffrer la lettre au Roi, que je n'ai pu faire chiffrer, parce qu'il est à craindre que le chiffre de l'armée soit entre les mains de l'ennemi. »

Le Roi Jérôme à Madame-mère. Cassel, 18 septembre 1813.

« Ma chère maman, j'étais occupé à faire peindre pour vous une petite boîte en émail; depuis trois mois on y a travaillé et j'espère qu'elle vous sera agréable; je vous prie de l'accepter comme une marque de ma tendresse pour la meilleure comme pour la plus chérie des mères.

« Nous sommes toujours dans l'attente de grandes nouvelles du côté de Berlin; il paraît que l'on se repose un peu du côté de la Bohême : l'Empereur

doit être arrivé à Torgau; que Dieu nous accorde bientôt la paix, c'est le souhait de tout le monde et le besoin d'un chacun.

« Adieu, ma chère maman, je vous embrasse de tout mon cœur; votre affectionné et dévoué fils. »

La Reine Catherine au Roi de Wurtemberg. Morfontaine, 26 septembre 1813.

« Mon très-cher père, une de mes plus douces comme une de mes plus sûres consolations est de vous écrire et de m'entretenir avec vous de mes peines et de mes inquiétudes. J'ai aussi bien besoin de recevoir fréquemment de vos nouvelles; dans le temps où nous vivons on ne saurait se rassurer trop souvent sur le compte de tout ce qui nous est cher. Je ne puis à cet égard que me louer de l'exactitude du Roi, il m'écrit très-souvent et me parle de sa position; elle devient de jour en jour plus critique, et si j'ai l'espoir de me réunir bientôt avec lui, ce ne sera pas sous des auspices bien rassurants. Il est environné d'ennemis de toutes parts, il n'y a pas jusqu'à Brunswick qui n'ait été menacé par un corps ennemi, commandé par le général Czernichew qui doit s'y être battu contre la division Lemoine; enfin, le moment est-on ne peut pas plus inquiétant, et je voudrais d'une manière ou d'une autre que les affaires fussent terminées, car l'incertitude est un mal bien difficile à supporter. Je suis en attendant toujours à Morfontaine, où l'amitié qu'on me témoigne m'aide à supporter mes peines. Si vous voyez ma tante Louis, dites-lui, je vous prie, que j'ai reçu depuis peu des nouvelles de sa sœur de Reuss; sa famille me traite mieux qu'elle dont je ne reçois

guère plus de nouvelles que par ricochet; donnez-m'en, mon cher père, de votre santé et surtout de votre tranquillité; croyez que l'une et l'autre sont au premier rang des choses de ce monde qui m'intéressent et que rien ne saurait ajouter à ma tendresse pour vous. »

Le baron Reinhard au duc de Bassano. Wetzlar, 29 septembre 1813.

« Mon n° 530, parti le 27 au soir, par un courrier porteur de dépêches à M. le général Lemarrois, pour le quartier-général impérial, et prié de faire un détour par Cassel, vous rendra compte de l'entrée des ennemis à Brunswick et de la retraite du général Klösterlein, gouverneur de cette ville par Wolfenbuttel, Goslar et Seesen, après s'être vu enlever, par deux ou trois cents cavaliers prussiens, soixante-quinze chasseurs-carabiniers (troupe d'élite qu'il avait laissée comme arrière-garde à Brunswick), et en deçà de Wolfenbuttel toutes les troupes qu'il avait emmenées, parmi lesquelles les deux compagnies du contingent de Waldek, à moitié armées. Il vous informait de l'apparition d'un corps ennemi à Mulhausen, qu'un témoin oculaire estimait à quatre mille cavaliers (ce qui ne s'accordait que trop avec une lettre du général Lemarrois du 25, qui m'annonçait la marche par Eisleben, probablement sur Naumbourg, d'un corps ennemi de la même force), de l'impression que fit sur le Roi cette nouvelle alarmante; de ses lettres pressantes écrites à M. le duc de Valmy, pour demander que la 54e colonne de marche de trois mille deux cents hommes, que M. le maréchal venait d'organiser, passât par Cassel.

« Le 28, à cinq heures du matin, j'apprends de la part de M. de Bongars que, vers minuit, un officier et quelques Cosaques ont paru à Helsa, première poste de Cassel à Eisenach, courant après un courrier qu'ils ont pris. Je vois les généraux Allix et Bongars. Le Roi approuve ma proposition de faire part à M. d'Hédouville de ce qu'exige notre position critique, par le courrier qui devait porter les nouvelles instances de Sa Majesté à M. le duc de Valmy. Vers sept heures, je porte la lettre au cabinet. Le Roi, en ce moment, montait à cheval. J'entends le canon et les coups de fusil à la porte de Leipzig. Je rentre sans avoir vu le Roi ; je ne comprends pas le danger. Après huit heures, j'apprends que Sa Majesté est au vieux château, j'y cours. Je vois sur la place du château les gardes-du-corps, les hussards, quelques chasseurs-carabiniers et grenadiers-gardes. Je vois Sa Majesté qui m'annonce la nécessité où Elle est de partir. J'insiste pour qu'Elle m'emmène avec Elle, moi et M. Malartic, au moins dans ma propre calèche, attelée de mes propres chevaux, en laissant femme et enfants. Le Roi, me dit : « Tenez-vous « prêt. » Une demi-heure après, Sa Majesté me fait dire qu'Elle m'accorde une place dans sa voiture, un instant après, que la voiture m'attend. Je n'ai pas le temps de prendre congé de ma famille. Je ramasse une douzaine de mes dernières dépêches, laissant tous les papiers à M. Malartic. La voiture était déjà en marche, j'y cours, j'y monte ; il était neuf heures passé.

« Un brouillard très-épais avait régné pendant

toute la matinée, il durait encore. Le convoi, où il n'y avait qu'une seule voiture du Roi, trois ou quatre autres, et le reste, canons et caissons escortés par des hussards marchant lentement, ne passa qu'à onze heures. Le Roi avait pris position à une lieue de Cassel, sur une hauteur, dominant la Fulde. Quand après onze heures, l'horizon fut éclairci, le canon, entremêlé de coups de fusils, se fit entendre de nouveau au midi de Cassel, sur la Fulde. Après midi, il cessa. Nous étions alors à deux lieues, le Roi avec ses généraux et quelques-uns de ses ministres restant à cheval en arrière.

« Vers les six heures du soir, nous arrivâmes à Jesberg. Après huit heures, Sa Majesté vint avec sa suite. Elle avait reçu dans la journée la lettre de M. le duc de Valmy, qui refusait d'envoyer la 54e colonne. Elle est arrivée à Wetzlar ce matin, à huit heures, sans escorte. Elle se propose d'y passer la nuit, quoique ce matin la route de communication de Melzungen par Hersfeld à Giesen lui ait donné des inquiétudes fondées sur le calcul des marches possibles d'un parti ennemi. Il est quatre heures. Le Roi part à cinq heures. Il désire que j'envoie promptement sa lettre pour Sa Majesté Impériale. Je ne puis donc donner à Votre Excellence aujourd'hui le récit des faits militaires, en ce qui est à ma connaissance. Nous n'avons aucune nouvelle de Cassel, absolument aucune. Personne ne nous a joints. Le Roi et ceux qui l'entourent sont incertains s'il vaut mieux se rendre à Coblentz, en France enfin, ou attendre des nouvelles ultérieures sur la rive

droite du Rhin, pour revenir à Marbourg si elles sont bonnes, Jusqu'à hier, trois heures après midi, Cassel n'était pas occupé.

« J'écris à la hâte et le cœur navré. »

Le Roi Jérôme à la Reine Catherine. Montabaner, 1er octobre 1813.

« Comme je suis extrêmement occupé, ma chère femme, je prends le parti de dicter ma lettre à Marinville, afin de te donner le détail de tout ce qui s'est passé depuis Wetzlar.

« Les quatre mille hommes que j'avais demandés au duc de Valmy m'ayant été refusés, j'ordonnai au général Verdun de tenir, autant que possible, à Marbourg, mais j'en reçus la réponse : que tous les grenadiers, à l'exception des officiers et de quarante hommes, ayant déserté, que tous les cuirassiers et le 3e bataillon d'infanterie légère, qui étaient avec le général Bastineller, ayant également déserté à l'approche de l'ennemi, ainsi qu'une grande partie des officiers, que treize gardes-du-corps, même, s'étant sauvés avec leurs chevaux, qu'enfin *quatre mille hommes ennemis* tournant Marbourg pour se porter sur Giesen, il se voyait obligé de se replier sur Wetzlar. Je pris alors le parti d'envoyer un page au duc de Valmy, et je le fis sommer, *sur sa responsabilité*, de m'envoyer quatre mille hommes environ, pour que je pusse me porter sur Cassel, qui tenait encore avant-hier au soir. Il sentit enfin l'importance de cette opération, et a pris sur lui de mettre à ma disposition trois mille cinq cents hommes, avec lesquels je serai, après-demain 3, à Marbourg, et j'espère, avant le 8, de retour à Cassel.

« Les habitants de Cassel se conduisent parfaitement bien, et malgré les boulets et la mitraille, non-seulement ils se sont tenus tranquilles, mais ils ont encore, à toute force, voulu contribuer à la défense de la ville, ce qui a bien réussi.

« La noblesse s'est en général très-mal conduite; les ......, au lieu d'être auprès de moi pendant tout le temps de l'attaque, étaient à cheval, en habits bourgeois, faisant je ne sais quoi; mais aussi il y en a eu d'autres, tels que Malsbourg, Bocholtz, Malchus, Löwenstein, les Lessberg, Pükler, Lepel, qui ne m'ont quitté ni au milieu du danger, ni pendant ma retraite, et qui sont encore auprès de moi.

« Un trait fait pour figurer dans l'histoire, est celui du vieux général Schlieffen, qui, malgré son âge de quatre-vingt-quatre ans, se rendit auprès de moi, dès qu'il entendit le premier coup de canon, sur la place du vieux château, et me dit : « Sire, je regrette « que mon âge ne me permette plus de pouvoir « servir mon roi avec autant d'activité que je le « désirerais, mais comme il y a du danger, je prie « Votre Majesté de me permettre de rester auprès « d'elle; je donnerai au moins aux jeunes gens « l'exemple de la fidélité, et j'aiderai Votre Majesté « de mes conseils, si elle daigne me le permettre. »

« Non-seulement il est resté auprès de moi pendant tout le temps de l'attaque, en habit de commandeur, ayant soin de se porter partout où le feu était le plus vif, mais encore il n'a pas quitté le général Allix, lorsque, voyant que le général Bastineller ne débouchait pas, je fus obligé d'aller prendre

position à une demi-lieue de Cassel. De pareils exemples sont faits pour me consoler de la méchanceté et de l'ingratitude de la plupart des autres !

« Une chose remarquable, c'est que les premiers coups de fusil ont tué le traître Göking, qui commandait un des escadrons de mes chevau-légers gardes et avait passé à l'ennemi au commencement de la campagne, et a blessé le major d'Hörnberg.

« Je t'enverrai un courrier aussitôt mon arrivée à Marbourg ; mais tu vois que, quels que soient les événements, tu peux être sans inquiétude.

« La femme du docteur Garnier, qui était partie pour Francfort sans s'informer si la route était sûre, a été prise par les Cosaques devant Schönfeld, conduite je ne sais où, et il lui sera arrivé je ne sais quoi, etc.

« Je suis très-inquiet de mon secrétaire Avenel, je l'avais expédié près de toi à six heures du matin, au moment de l'attaque, et il te portait mes papiers secrets, mes lettres de change et le sabre que l'Empereur m'avait donné après la bataille de Marengo (1). Il me paraît certain qu'il a été pris, à moins qu'il n'ait pris la route de Paderbörn, et, dans ce cas, il doit être auprès de toi.

« L'Empereur était encore à Dresde le 27 ; mais son mouvement de retraite paraît décidé, vu qu'il ne peut plus vivre sur l'Elbe. Il prendra probablement la ligne de la *Saale*, du *Weser* et du *Mein*.

(1) Ce sabre existe encore et appartient à S. A. I. Monseigneur le prince Napoléon.

Il doit faire la paix dans cette position, s'il ne veut pas perdre non-seulement l'Allemagne, mais encore la France.

« Tu sentiras, ma chère petite femme, que dans de pareilles circonstances, il est de toute nécessité de mettre dans les dépenses de notre maison le plus d'économie possible.

« Aussitôt que le baron de Sorsum aura fini, soit d'une manière soit de l'autre, il doit se rendre auprès de moi en passant par Coblentz, d'où le baron de Marinville le dirigera.

« Je suis ici sans valet de chambre ni cuisinier, sans chemises ni bottes, etc., mais comme tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles, j'espère que tout aura un bon résultat. Du reste, je prends toujours mon parti de tout, et je désire que tu ne t'inquiètes pas et te reposes entièrement sur moi. Il faut, dans toutes les circonstances, faire son devoir en honnête homme.

« A l'instant où j'allais expédier le page, j'apprends que l'Empereur est arrivé à Leipzig, où il a établi son quartier-général.

« Le dénoûment approche; il y a plusieurs mois que je l'ai prédit à l'Empereur, soit verbalement, soit par écrit; mais, quel qu'il soit, nous serons toujours plus heureux, en ce qu'un ordre de choses stable en sera la suite.

« Je n'ai pas de courrier auprès de moi, ainsi renvoie-moi ceux que tu as, à vingt-quatre heures de distance, et toujours en les dirigeant par Coblentz,

où ils devront prendre les ordres du baron de Marinville. »

Le Roi Jérôme à l'Empereur Napoléon. Montabauer, 1er octobre 1813.

« Sire, j'envoie auprès de Votre Majesté le colonel Lallemand, commandant mon premier régiment de cuirassiers. Je lui envoie également le rapport du général Bastineller; Elle y verra que tous les sous-officiers et soldats de la brigade de cuirassiers, et quelques officiers, ont déserté leur drapeau, pendant que le général Bastineller exécutait son mouvement sur Cassel. Le général Verdun m'écrit, en date d'hier, qu'il a été obligé d'évacuer Marbourg, le général Czernichew se portant avec six mille hommes sur Francfort.

« Le général Allix tenait encore dans Cassel, le 29, à cinq heures du soir. Il m'annonce que l'infanterie ennemie arrivait à Kauffungen, et il s'attendait à être attaqué dans la nuit. Il fait un grand éloge des habitants de Cassel; je n'en dirai pas autant de ceux du département de la Werra, que je viens de traverser. Tous ces malheurs ne seraient point arrivés, si quatre mille Français, que j'avais demandés, m'avaient été envoyés; mais il ne faut plus songer qu'à les réparer.

« Votre Majesté doit compter que la Hesse s'insurge en ce moment et sera en pleine insurrection dans deux jours. Les habitants sont très-sauvages, il faudra employer contre eux beaucoup de forces. Votre Majesté sait mieux que personne que j'ai prévu ce qui arrive, et qu'à plusieurs reprises je lui ai proposé, pour éviter ces malheurs, de me laisser

dix à douze bataillons à Cassel. C'était moins pour mes intérêts que je faisais cette demande, que pour le bien du service de Votre Majesté.

« Je fais réunir le peu de troupes qui restent aux généraux Verdun et Bastineller, à Wetzlar. Je resterai de ma personne ici, et attendrai à connaître vos intentions sur ce que je dois faire. Je ne pourrai me décider à passer le Rhin qu'autant que j'y serai forcé. »

La Reine Catherine au Roi de Wurtemberg. Meudon, 4 octobre 1813.

« Mon très-cher père, vous recevrez en même temps mes lettres du 26 septembre et du 4 courant, parce que ne voulant pas vous les faire parvenir par la poste, je suis obligée d'attendre une occasion sûre pour vous les envoyer, et que j'ai été prévenue, par le comte de Wintzingerode, que cette première lettre ne pourrait partir que jeudi prochain.

« Vous recevrez par la même voie les détails ci-joints sur ce qui s'est passé à Cassel; l'intérêt que vous n'avez cessé, mon cher père, de prendre à mon sort et à celui du Roi, m'oblige à vous envoyer cette relation, quelque triste qu'elle soit, préférant vous dire les choses telles qu'elles sont que de vous livrer à vos propres conjectures. Mon mari a été obligé de faire sa retraite avec un habit sur le corps; tout ce qu'il possédait est vraisemblablement au pouvoir de l'ennemi; il est accompagné de très-peu de personnes. Je suis dans la plus grande inquiétude sur le compte de tous ceux qui nous étaient attachés et qui sont restés à Cassel; aussi, mon cher père, me vois-je obligée de vous prier de communiquer tout ceci à

maman, car je suis dans l'impossibilité de m'occuper de tous ces tristes objets longtemps de suite.

« Je reçois à l'instant un courrier du Roi, expédié le 2 octobre de Montabauer ; il me mande qu'on a dû attaquer de nouveau Cassel le 30, et qu'il suppose cette ville au pouvoir de l'ennemi, d'autant plus que l'ancienne Hesse est en pleine insurrection, qu'il ne compte dès lors y rentrer qu'autant que l'Empereur lui donnerait des forces suffisantes pour le faire avec succès.

« Si depuis la reprise des hostilités il eût voulu en accorder au Roi, comme il le lui avait demandé à Dresde, il ne se serait pas trouvé dans le cas d'abandonner son royaume. Le Roi, depuis longtemps, a prédit à l'Empereur tout ce qui vient d'arriver, et lui a fait connaître le mauvais esprit qui règne dans le pays et qui fait de cette guerre une guerre d'opinion et de fanatisme, ce malheureux peuple ayant été exaspéré par la manière dont le gouvernement français l'a traité. »

Le Roi Jérôme au duc de Feltre, ministre de la guerre. Coblentz, 4 octobre 1813.

« Monsieur le duc de Feltre, j'ai été tellement occupé depuis le 28 septembre, où j'ai été attaqué par l'ennemi dans ma capitale, qu'il m'a été impossible de vous donner un précis de ce qui s'est passé jusqu'au 30 au soir, où Cassel a capitulé. Je le fais aujourd'hui après avoir reçu à Coblentz, où je me suis retiré, la nouvelle de cette capitulation.

« Le 24 septembre, j'appris que l'ennemi était entré à Mulhausen avec quatre mille chevaux, deux mille chasseurs et seize pièces de canon.

« Dans le même temps, le général Lemarrois annonçait au ministre de France que trois régiments d'infanterie russe, huit cents chevaux et douze pièces de canon, contre lesquels une de ses divisions s'était battue à Willemstadt, se dirigeaient sur Brunswick.

« Il ne me parut plus douteux qu'ils ne voulussent faire une tentative sur Cassel. J'en prévins le duc de Valmy et l'engageai à faire passer par Cassel sa 54e colonne de marche, forte de trois mille hommes environ, en lui faisant observer que, si mes craintes n'étaient pas fondées, cette colonne ne perdrait qu'une journée de marche, et que, s'il en arrivait autrement, elle servirait soit à repousser l'ennemi de Cassel, où j'étais décidé à l'attendre, soit à assurer ma retraite en cas de nécessité.

« Le 26, le général Bastineller, qui observait dans le Hartz les mouvements de l'ennemi, m'annonça qu'il se portait sur Eschwège au nombre de sept mille hommes, et le général Zandt, qui était en position à Göttingen, me rendait compte en même temps que l'ennemi était en force à Brunswick. Cependant, comptant sur l'arrivée de la colonne française que j'avais demandée au duc de Valmy, je fis mes dispositions de défense. Je donnai ordre au général Bastineller d'appuyer sa gauche sur Witzenhausen et sa droite sur Melzungen, afin que l'ennemi ne pût pas intercepter la route de Francfort en passant le gué qui est près de ce dernier endroit.

« Le général Bastineller ne put exécuter ce mouvement assez promptement, l'ennemi étant en force devant lui. Il me rendit compte que huit cents che-

vaux et quatre pièces de canon étaient parvenus à tourner sa droite, et se hâtaient d'arriver sur Cassel.

« Le 27, je donnai l'ordre au général Bastineller de prendre position en avant de Cassel; mais l'ennemi le gagna de vitesse, renversa le même jour les avant-postes, à onze heures du soir à Helsa et Kauffungen, et j'en reçus la nouvelle le 28, à quatre heures du matin.

« Le 28, je fis prendre sur-le-champ les armes au peu de troupes que j'avais avec moi à Cassel. J'envoyai vingt-cinq hussards et deux compagnies de chasseurs à pied de la garde pour reconnaître l'ennemi au milieu duquel ils se trouvèrent un quart-d'heure après être sortis de la ville (il faisait un brouillard si épais que l'on pouvait à peine se voir à deux pas).

« Ce détachement, reçu à bout portant par l'artillerie ennemie, se replia en assez bon ordre sur la porte de Leipzig, après avoir perdu la moitié de son monde.

« Deux pièces de canon que j'avais placées à la porte de Leipzig, ripostaient vivement à l'ennemi dont les boulets traversaient la ville; mais ces deux pièces furent démontées après une demi-heure de combat. Pendant ce temps, je faisais barricader le pont qui communique du faubourg à la ville. A peine cette opération fut-elle achevée, que l'ennemi enfonça les portes à coups de canon, vint braquer une pièce vis-à-vis du pont, ouvrit la prison d'État qui en est près, et fit sortir tous les prisonniers.

« Je perdis sur ce point beaucoup de monde ; une

partie de mes hussards ne sachant point encore monter à cheval, ou n'étant pas équipés, demandèrent des fusils, et défendirent ce pont, ma dernière ressource.

« Pendant ce temps, quatre cents chevaux ennemis avaient passé la Fulde à gué, et se dirigeaient vers la porte de Francfort. Le moment était critique. Je me mis à la tête de mes gardes-du-corps et de deux escadrons de hussards; je fis longer la rivière à mes grenadiers pour s'emparer du gué, et je sortis moi-même de la ville par la porte de Francfort, pour marcher à leur rencontre. A peine avais-je fait deux cents pas, qu'un peloton d'avant-garde m'annonça que l'ennemi était en bataille devant lui. Je m'avançai sur-le-champ au galop pour le reconnaître, mais le brouillard était si épais que je me trouvai bientôt au milieu de lui, à portée de faire le coup de sabre. J'ordonnai aussitôt au 2e escadron de hussards de le charger, tandis que je le faisais tourner par sa droite par mes gardes-du-corps, afin de les rejeter sur mes grenadiers qui occupaient déjà le gué. Cela me réussit complétement, et les grenadiers le mirent en déroute, après lui avoir tué bon nombre d'hommes.

« L'ennemi fut forcé par ce mouvement d'évacuer la partie de la ville qu'il occupait du côté de la porte de Leipzig, parce qu'il craignait que je ne le prisse à dos en passant moi-même le gué, mais j'étais loin de le vouloir faire, étant convaincu que cette avant-garde allait être fortement soutenue.

« La ville se trouvant ainsi dégagée, je pris posi-

tion à une demi-lieue en arrière, avec mes gardes-du-corps, mon bataillon de grenadiers et quatre cents hussards, les seuls qui fussent en état de se tenir à cheval et de donner un coup de sabre. Je restai depuis dix heures du matin que le feu avait cessé, jusqu'à trois heures après-midi, espérant à chaque instant voir déboucher les colonnes des généraux Zandt et Bastineller. Ne les voyant pas paraître, je renforçai les postes de la ville par une compagnie de chasseurs-carabiniers et deux pièces d'artillerie, et comme l'ennemi remontait de manière à arriver avant moi à Wabern, je me repliai sur Jesberg, décidé à m'y tenir, et à attendre la colonne française que je ne doutais pas que le duc de Valmy m'eût envoyée. Quel fut donc mon étonnement et ma peine, en recevant à dix heures du soir, par le retour de mon courrier, une lettre en réponse à la mienne, par laquelle le duc m'annonçait qu'il ne pouvait prendre sur lui une pareille mesure! Dans cet état de choses, il ne me restait d'autre parti à prendre (ne pouvant plus tenir chez moi, ni compter sur des secours) que de me retirer vers Coblentz pour y attendre les événements. C'est ce que je me décidai à faire à mon grand regret, après avoir confié au général Allix la défense de ma capitale, et donné l'ordre au général Verdun de me couvrir, en se maintenant autant que possible dans le royaume.

« Le 29, le général Allix tenait encore dans Cassel; à cinq heures du soir l'artillerie ennemie arrivait à Kauffungen, et il s'attendait à être attaqué dans la nuit.

« Le général Verdun avait été obligé d'évacuer Marbourg; une colonne de six mille Russes se dirigeant sur Francfort, et le pays commençant à s'insurger, la désertion d'ailleurs étant très-forte. La brigade du général Bastineller, composée de deux régiments de cuirassiers, avait presque entièrement déserté, après avoir rendu ses chevaux aux habitants. J'ordonnai aux généraux Verdun et Bastineller de réunir à Wetzlar le peu de troupes qui pouvait leur rester, et d'y attendre de nouveaux ordres. J'envoyai moi-même le colonel Lallemand à Sa Majesté l'Empereur et Roi, pour l'informer de ce qui se passait et connaître ses intentions.

« Le 30, j'appris que le général Zandt était parvenu à pénétrer dans Cassel avec quatre cents chevaux et cinq cents hommes d'infanterie; que les habitants se comportaient fort bien, mais que le département de la Werra était en insurrection.

« Le 1er octobre, je reçus une lettre du duc de Valmy, qui, sur mes sollicitations pressantes et réitérées, m'annonça qu'il m'envoyait une colonne de marche de trois à quatre mille hommes.

« J'ordonnai au général Verdun de prendre le commandement de ces forces et de se porter sur Marbourg, où il attendrait mes ordres. Je résolus moi-même de me porter de ma personne sur Wetzlar.

« Le 2, tous les rapports que je reçus me confirmèrent dans la pensée que les forces que voulait m'envoyer le duc de Valmy m'arriveraient trop tard, et ne seraient plus suffisantes pour arrêter les progrès du mal. La désertion était à peu près complète dans

mon armée; les mouvements insurrectionnels se propageaient dans le royaume et surtout dans le département de la Werra; l'ennemi s'était porté en force sur Cassel, et l'on ne doutait pas qu'il n'eût été enlevé d'assaut.

« Le 3, la confirmation de ces fâcheuses nouvelles, le manque absolu de troupes et la fausse position dans laquelle je me trouvais depuis mon départ de Cassel, me firent prendre la résolution de me rendre à Coblentz avec le peu de monde qui m'était resté fidèle. J'ai pensé que cette ville étant tout à fait dégarnie de troupes, ma présence pourrait y être utile.

« Le 4, le général comte de Wickenberg, gouverneur de Cassel, m'a apporté la capitulation qu'a obtenue le général Allix; elle est aussi honorable qu'on pouvait l'espérer pour une garnison composée de deux cents hussards seulement, contre une force ennemie de cinq mille hommes et de quinze pièces de canon.

« La ville de Cassel, dont je vous adresse copie de la capitulation, s'est rendue à l'ennemi le 30 septembre, à huit heures du soir.

« J'ai reçu, le même jour, une lettre du duc de Valmy, dans laquelle, après m'avoir fait part des mesures qu'il a cru devoir prendre dans les circonstances actuelles, pour couvrir Mayence et Francfort, il m'annonce qu'il va envoyer à Friedberg les deux ou trois mille hommes de troupes qu'il voulait mettre à ma disposition, et qui m'eussent suffi huit jours auparavant.

« Cette nouvelle m'a confirmé dans la résolution

que j'avais prise de rester à Coblentz, jusqu'à ce qu'il ait mis à ma disposition des troupes suffisantes pour arrêter les progrès de l'ennemi et ceux de l'insurrection dans mon royaume, jusqu'à ce que Sa Majesté l'Empereur m'ait fait connaître ses intentions. En attendant, je désire, Monsieur le duc, que vous veuilliez bien donner des ordres pour que le petit noyau de troupes qui me reste, et qui est composé d'hommes éprouvés, soit entretenu dans ce pays comme le sont les troupes françaises ou alliées hors de leur territoire, et ne reste pas plus longtemps à ma charge. Il est facile de sentir que me trouvant ici hors de mon royaume, et sans aucun des moyens qui étaient en mon pouvoir, il me serait de toute impossibilité de supporter cette charge.

« Voilà, Monsieur le duc, le détail de ma position; quelque fâcheuse qu'elle soit, je la supporterais avec calme, si je ne voyais combien les suites en seront nuisibles aux opérations de Sa Majesté l'Empereur.

« L'occupation de mon royaume par l'ennemi va lui donner sur-le-champ une armée nouvelle et des moyens d'existence qui naguère étaient à la disposition de l'armée française.

« Je suis plus convaincu que jamais, que sept à huit bataillons français eussent évité ce malheur; je les ai longtemps sollicités verbalement et par écrit, et il est douloureux que je ne les aie point obtenus. »

Le Roi Jérôme à la Reine Catherine. Coblentz, 9 octobre 1813.

« Ma chère femme, je m'empresse de répondre à ta lettre du 5. Ce que Reinhard a mandé de Wetzlar n'est nullement contraire à mes rapports, qui di-

sent très-bien que le 30 Cassel tenait encore; le général Allix n'a capitulé que le 30 à neuf heures du soir.

« Du reste rien n'a été pillé chez nous, excepté deux ou trois vieilles calèches, quelques selles françaises et deux harnais, ainsi qu'une vingtaine de chevaux malades. Madame Garnier est partie avec Czernichew le 3. Le prince royal de Suède paraît avoir été battu par le prince de la Moskowa, ce qui a forcé le corps russe qui était à Cassel à s'enfuir.

« Tout ce que j'ai mandé de Moulard est heureusement tout à fait faux; au contraire, il est arrivé, ayant sauvé tout, absolument tout ce qui était de son service. Il est reparti pour Cassel où le général Allix est depuis le 7.

« Si mes troupes avaient été fidèles, Czernichew n'emportait pas ses oreilles.

« Je compte partir sous deux jours pour Cassel; je retarde afin de laisser à Allix le temps de faire les exemples de sévérité nécessaires.

« La comtesse de Fürstenstein arrive aujourd'hui, la princesse Löwenstein est arrivée hier, ainsi que mesdames Laville et Chabert, la princesse de Solm arrivera demain. La princesse de Hesse et son mari sont restés à Cassel; il n'a cependant pas oublié, pendant que j'étais encore en ville et occupé à me battre, non de venir auprès de moi comme tant d'autres, mais d'aller au Trésor chercher son traitement et celui de sa femme, en disant : Je ne sors pas d'ici que je n'aie mon argent, etc.

« Je t'enverrai un courrier de Cassel; sois per-

suadée que tout ira bien et que cette crise sera la dernière. »

« Dans la lettre que j'ai eu l'honneur d'écrire du petit village d'Herzbruck à Votre Excellence, je lui ai rendu compte des événements de Cassel jusqu'au 30 septembre. Ce fut ce jour-là que les ennemis reçurent des renforts nombreux qui firent monter leur corps à plus de trois mille hommes; le général Allix n'avait plus que trente hommes à chaque porte de la ville. Le général Zandt l'avait rejoint et réunissait deux escadrons des hussards Jérôme-Napoléon et quatre-vingt-sept gardes-du-corps, seul reste de cette belle compagnie sur laquelle le Roi comptait tant. On commença à canonner la ville. Vers deux heures après-midi, le général Allix ayant eu déjà à repousser plusieurs fois les plaintes, et même les insultes de la populace, consentit à capituler. Il fut convenu que tout ce qui se trouverait dans la ville, officiers et soldats, auraient la liberté de sortir en conservant leurs armes, jusqu'à dix heures du soir pour se rendre à Marbourg; qu'à dix heures seulement les Russes pourraient prendre possession de Cassel, mais que les troupes ne seraient pas logées dans la ville; que les propriétés particulières seraient respectées; que les canons resteraient au pouvoir des Russes; qu'enfin, pendant deux fois vingt-quatre heures, les employés civils auraient la faculté d'obtenir des passeports.

M. de Malartic, chargé d'affaires de France, au duc de Bassano. Coblentz, 11 octobre 1813.

« Alors le général sortit avec ce qu'il put réunir de troupes, mais comme la capitulation n'a pas été

publiée, beaucoup d'officiers qui se trouvaient dispersés n'ont pu en avoir connaissance et auront été faits prisonniers. A dix heures, le général Czernichew entra et alla se loger dans la maison que le ministre de France avait occupée pendant longtemps rue de Bellevue. L'officier qu'il établit gouverneur de la ville fut logé à l'auberge. Le lendemain, le général Czernichew fit publier la proclamation que Votre Excellence connaît sans doute, et par laquelle il dissout le royaume de Westphalie et annonce un plan de désorganisation totale. Jusqu'au 2, où le terme des quarante-huit heures expirait, il ne paraît pas qu'il ait été délivré de passeports. Madame de Fürstenstein est la seule personne, à ma connaissance, qui en ait obtenu. M. Hugot, secrétaire-général du ministère des relations extérieures, fut rendu responsable des papiers du ministère, et M. Czernichew lui a dit qu'il avait à lui demander quelques communications. Il est vraisemblable qu'il aura voulu savoir de quelle manière M. de Busch aura rendu compte de son retour à Pétersbourg après son dernier voyage à Paris.

« Du reste, il ne paraît pas qu'il y ait eu de pillage. On a pris trois dessins dans les appartements du Roi, les portraits de Madame mère, de la reine de Naples et de la grande duchesse de Toscane. Un bourgeois, ivre sans doute, avait cassé un bras à la statue de l'Empereur qui se trouve sur la place Napoléon. Il y fut mis une garde. La seule exaction commise dans la ville a été une réquisition considérable de chevaux. Le soir, M. de Czernichew a été au

spectacle. Il s'est placé dans la loge des ministres. M. Fritz Dörnberg, le frère du général Dörnberg, qui était à la tête de l'insurrection de 1809, s'est chargé d'organiser une légion westphalienne. Il distribuait aux personnes qu'il parvenait à séduire le signe de la légion anséatique, la petite casquette de velours noir ornée d'une tête de mort et de deux os en argent.

« Cependant le général Allix avait trouvé à Marbourg les troupes que le duc de Valmy envoyait au secours du Roi, et s'était mis sur-le-champ en marche pour revenir à Cassel. M. de Czernichew ne l'a pas attendu, et le général russe est parti emmenant avec lui, contre les termes de la capitulation, le préfet, le maire et le directeur des postes. J'avais pensé d'abord qu'il se serait retiré sur Brunswick, afin de regagner le Bas-Elbe. On me dit qu'il a pris la route de Heiligenstadt, mais alors il se trouvera cerné par le général Allix et les troupes françaises qui sont à Dessau.

« Le Roi se prépare à rentrer bientôt dans sa capitale. Tous ses équipages partent successivement, mais je ne crois pas que Sa Majesté se mette en route avant le retour du colonel Gauthier, qui a été envoyé auprès de Sa Majesté Impériale. Il paraît que cette mission avait d'abord été donnée à M. le comte de Höne, mais qu'il a reçu à Marbourg l'ordre de se rendre à Cassel, où il est arrivé le 9.

« Selon toutes les apparences le Roi s'arrêtera un ou deux jours à Marbourg, pour y réunir les troupes françaises qu'il croit devoir monter à huit mille

hommes, et qu'il espère conserver sous son commandement pour la garde de son royaume.

« En ce moment, le Roi paraît vouloir s'armer de sévérité envers beaucoup de ses serviteurs. Des rapports défavorables ont été faits sur le prince de Hesse, le comte de Hardenberg, M. de Schultz, trésorier de l'ordre de la Couronne; tous les trois sont destitués. M. de Hardenberg est père de madame de Fürstenstein, M. de Schultz est son parent. M. Lecamus, frère de M. de Fürstenstein, et trésorier de la Couronne, est également destitué. Ainsi, Monseigneur, voilà cette famille que le Roi traitait avec une faveur si marquée, frappée d'une manière bien sensible. Si j'osais me permettre d'avoir une opinion, je croirais, à cause de cela même, que ces exemples de sévérité seront les seuls. Il est possible que le Roi se soit persuadé qu'il doit punir, mais l'admirable justesse de son esprit lui fera bientôt reconnaître qu'il serait difficile de trouver des coupables là où, puisqu'il n'y avait pas d'ordres, il n'a pu y avoir désobéissance. La bonté naturelle de son cœur reprendra le dessus; il sentira qu'il n'a fait que des pertes légères, tandis que ceux qui ont sauvé ce qui lui appartenait, ont sacrifié tout ce qu'ils possédaient; et puisque c'est la famille de M. de Fürstenstein qu'il choisit pour exercer sur elle sa sévérité, cette sévérité ne sera sans doute pas de longue durée.

« M. Moulard et M. Dupleix, à qui les arrêts avaient été ordonnés à leur arrivée à Coblentz, sont déjà repartis pour Cassel. M. Moulard va réunir à l'intendance de la maison le service du Trésor de la Couronne.

« Il avait été question de mettre en jugement le général Bastineller, qui, soit erreur, ou manque d'habileté, n'a point exécuté les ordres qu'il avait reçus, et seul a causé le succès de l'ennemi ; mais il a écrit au Roi une lettre touchante, et sans doute Sa Majesté oubliera ses torts en faveur de son dévouement.

« MM. de Hammerstein, qui avaient été délivrés de la prison du Castel par les Cosaques, et ensuite pillés par eux, n'ont pas voulu d'une liberté ainsi obtenue. Ils ont fait entre les mains du comte de Merveltz, conseiller d'État, une déclaration qu'ils se regardent toujours comme prisonniers, et que ne pouvant rentrer au Castel, ils se retirent à ..... pour y rester sous la surveillance du gouvernement.

« M. Siméon est arrivé hier ici ; son intention est d'aller à Paris, mais il est vraisemblable que les ordres du Roi le feront retourner à Cassel.

« *P. S.* Un rapport que je reçois de Hanovre m'apprend qu'il y a eu des troubles populaires, mais que du moins jusqu'au 5 aucun ennemi ne s'y était montré.

« Le Roi part demain matin.

« M. Siméon a sa retraite. Il a témoigné au Roi le désir de le suivre à Cassel et de ne pas l'abandonner dans les circonstances actuelles. Le Roi lui a conseillé d'aller à Paris, et lui a écrit une lettre charmante. »

M. de Malartic, chargé d'affaires de France, au duc de Bassano. Coblentz, 13 octobre 1813.

« Le Roi vient de partir, M. Dauzan a accompagné Sa Majesté jusqu'aux frontières du département et est revenu enchanté de toute l'amabilité dont il a été comblé.

« Le Roi compte coucher à Wetzlar; je le suivrai dans la journée. Je suis parti d'auprès de M. Reinhard sans argent et sans voiture. Il faut que je m'occupe un peu de moi-même. D'ailleurs, il n'y a plus de chevaux à la poste. Madame de Löwenstein, Madame de la Ville-Illion et Madame de Fürstenstein restent ici pour le moment. M. Siméon partira dans quelques jours pour Paris. Ce respectable vieillard ne quitte le Roi qu'avec un regret qui fait autant d'honneur au souverain qu'au ministre. Quoique depuis longtemps il songeât au repos, ce n'était pas dans une circonstance critique qu'il eût voulu se séparer du Roi, dont il a vu poindre la jeunesse, et auquel il a rendu tant de services essentiels. Le Roi sentira peut-être trop tard que M. Siméon était un des appuis de son trône. Le peuple n'en est pas à le sentir. Je ne sais, mais la vieillesse de M. Siméon, de longtemps encore, n'approchera de la caducité, et si l'Empereur rendait au ministre qu'il avait prêté à son frère, l'honneur de siéger au conseil, il est à croire qu'il trouverait en lui un serviteur d'autant plus éclairé qu'un séjour de six ans en Allemagne a dû augmenter la masse de ses connaissances et donner à ses réflexions un nouveau poids.

« M. de Wolfradt sera son successeur.

« On m'a assuré, mais je ne voudrais pas garantir cette assertion, que M. de Czernichew avait un plan exact du château qu'habitait le Roi; qu'il est arrivé sans guide jusqu'à la chambre de Sa Majesté, et qu'il a dit que si un gendarme ne s'était pas échappé de ses mains, il prenait le Roi dans son lit. »

« Mon cousin, j'ai reçu votre lettre par laquelle vous me demandez des nouvelles de l'Empereur. Voici celles que j'ai reçues : Sa Majesté m'a fait écrire par le général Sébastiani, en date du 25 au matin, qu'Elle avait pris position avec son armée, le 25 à Gotha, et qu'Elle serait le 26 à Eisenach, etc. En même temps le général Sébastiani m'a fait dire par le général Wolf (qui a été obligé de se faire jour pour arriver d'Eisenach à Cassel), que je ne devais pas perdre de temps pour commencer mon mouvement de retraite. Mais comme le corps du général russe Sacken, qui marchait sur Cassel, en était encore à dix lieues le 25 au matin, je ne me suis mis en marche que le 26, avec les troupes formant ma garde, dont vous trouverez ci-joint la note.

Le Roi Jérôme au duc de Valmy. Arensberg, 29 octobre 1813.

« J'ai donné ordre au général Rigaud de commencer son mouvement de retraite par Paderborn, Lipstadt, etc., dès le moment où l'infanterie ennemie passerait la Werra. Je suppose qu'il s'est mis en mouvement vingt-quatre heures après moi.

« Je n'ai pas voulu prendre sur moi de donner ordre aux généraux Amey et Laubardière de se replier, quoique j'aie à peu près la conviction qu'ils seront relevés, le premier à Minden et l'autre à Brême ; mais ces deux généraux étant sous les ordres du prince d'Eckmühl, j'ai dû penser qu'ils avaient reçu des dispositions particulières.

« Je serai le 1er à Cologne, avec les troupes formant ma garde. Le général Rigaud prendra position le 2, à Elberfeld. Je pense qu'il serait essentiel que ce général se jetât dans Wesel, avec les trois mille

hommes d'infanterie qu'il a avec lui; et que ses huit cents hommes de cavalerie vinssent me joindre à Cologne; mon intention étant de me rendre à Coblentz avec toutes ces forces, pour me rapprocher de Mayence.

« J'attends avec impatience de connaître ce qui se passe de votre côté.

« *P. S.* —J'ai envoyé par estafette votre dépêche pour l'Empereur. Je l'ai dirigée sur Wach, mais je doute qu'elle arrive sans être interceptée : d'ailleurs je suppose qu'elle est chiffrée. »

NOTE DES TROUPES COMPOSANT LA GARDE DE SA MAJESTÉ LE ROI DE WESTPHALIE.

| | | |
|---|---|---|
| « Gardes du corps . . . . . . . . | 114 | 664 hommes montés. |
| « Gardes d'honneur . . . . . . . . | 400 | |
| « 20ᵉ de dragons. . . . . . . . . | 80 | |
| « 3ᵉ de cuirassiers . . . . . . . . | 70 | |
| « Bataillon de la garde impériale, composé de divers détachements . . . . | 420 | 1,040 hommes. |
| « 51ᵉ régiment de ligne . . . . . | 620 | |
| « Total. . . . . . . . . . . . | | 1,704 hommes. |

La Reine Catherine au Roi de Wurtemberg. Meudon, 30 octobre 1813.

« Mon très-cher père, il m'est impossible de vous dire jusqu'à quel point je suis affectée des nouvelles que vous venez de me donner. D'après la connaissance que j'ai de votre façon de penser, je puis me figurer tout ce que vous avez dû souffrir; l'espèce de congé que vous prenez de moi pour un temps illimité, m'est on ne peut plus sensible; mes lettres précédentes, si vous les avez reçues, et surtout celle

du 20 octobre, doivent vous convaincre, mon cher père, que ma seule, mon unique consolation était de pouvoir vous offrir mon cœur et d'être en relation de confiance avec vous. Je suis bien sûre aussi qu'en réfléchissant à ma position, vous trouverez que l'interruption forcée de notre correspondance est infiniment plus douloureuse pour moi qu'elle ne peut vous l'être à vous-même. J'ai du moins la consolation de penser que vous restez chez vous aussi tranquillement que ces tristes circonstances peuvent le permettre, tandis que mon mari et moi allons être errants et sans qu'il y ait rien de fixé sur notre sort présent ni futur. Assurément ce ne sont pas les grandeurs que je regrette ; je saurai supporter avec courage tout ce qui me sera personnel, mais je ne saurais, pour le Roi, fixer mes regards sans effroi sur l'avenir. Je ne vois aucun rayon d'espérance luire pour lui dans les événements futurs. De quelque manière que tournent les choses, je ne puis guère espérer que qui que ce soit lui tienne compte des sacrifices que lui ont imposés l'honneur, le sang et la reconnaissance. Les autres chercheront à en profiter, mais personne ne songera à l'en dédommager, et Dieu seul connaît le sort qui nous est réservé. Les hommes ne se font pas, en général, une raison sur les événements comme les femmes ; voilà les motifs et les réflexions qui rendent pour moi le présent encore plus pénible, en m'ôtant la ressource d'espérer dans l'avenir ; aussi m'est-il bien difficile de supporter les peines qui m'accablent. Conservez-moi, mon cher père, votre tendresse paternelle, je vous

ai toujours dit combien elle était nécessaire à mon bonheur; je vous le répète, non avec plus de vérité, mais peut-être d'une manière plus sentie, dans un moment où je me vois privée d'en recevoir les consolants témoignages. Veuillez remercier mon frère de son souvenir, dans ce moment il m'a fait du bien.

« Renouvelez-moi vos bénédictions, j'espère les avoir méritées, c'est du moins pour moi un souvenir consolant; je puis alors croire que votre pensée m'accompagnera dans ces moments douloureux. »

Le Roi Jérôme à la Reine Catherine. Cologne, 1er novembre 1813.

« Je reçois, ma bonne femme, ta lettre du 29; j'arrive à Cologne bien portant et avec une grande dose de courage et d'espérance; tu vois que je suis loin d'être alarmé; la fortune est femme, dit-on, elle nous abandonne un instant, mais nous la ramènerons, à force de bons procédés, plus fidèle que jamais.

« Je t'avais dit qu'avec les troupes que j'avais j'étais sûr de faire ma retraite en bon ordre, c'est ce qui est arrivé; j'ai mis sept jours et n'ai rien perdu de mes équipages. L'argent seulement nous manque, car la liste civile de septembre a été pillée par l'ennemi, et celle d'octobre n'a pu être payée; tu vois, d'après cela, avec quelle économie il faut aller; aussi le baron de Sorsum m'effraie lorsqu'il me demande pour novembre 60,000 francs; cela n'est pas possible, ainsi il faut qu'on s'arrange :

« 1° Les traitements d'honneur, jusqu'à la paix, ne seront payés qu'à moitié;

« 2° Il faut une telle économie, que 30,000 francs

doivent suffire pour un mois; je n'ai avec moi que 80,000 francs et j'ai quarante personnes qui m'ont suivi.

« L'Empereur doit être arrivé à Mayence; j'en attends la nouvelle pour me rendre auprès de lui.

« Ton portrait, dont tu me fais des reproches, est dans mon portefeuille ; ainsi faites amende honorable, et demandez bien vite pardon. De toutes les manières, avant peu je serai à même de vous bien gronder autrement que par lettre, et ce ne sera pas le moment le moins heureux de ma vie.

« La conduite de ton père est telle que je m'y attendais.

« Je t'envoie bien vite un courrier pour te tirer d'inquiétude, car vous voyez à Paris tout en noir et bien noir.

« Mes amitiés à maman, Joseph, Julie et mes charmantes nièces, et mille et mille baisers pour toi. »

---

# LIVRE XX

## ANNÉE 1814

Jérôme et Catherine pendant la campagne de France. — Les alliés devant Paris. — Le Conseil de régence. — Altercation de Jérôme et de Clarke. — Départ de l'Impératrice pour Blois (29 mars). — Jérôme et Catherine l'accompagnent. — La Reine Catherine se rend d'Orléans à Paris (10 avril). — Elle est repoussée par son frère et sollicitée par son père d'abandonner son mari. — Ses réponses à ces ouvertures. — Ses entrevues avec l'empereur Alexandre. — Son départ de Paris pour aller rejoindre le Roi (17 avril). — Elle est arrêtée à Fossard, par Maubreuil (21 avril). — Vol de ses diamants et de son argent. — Sa lettre à l'empereur Alexandre. — Réponse de ce prince. — La Reine continue son voyage pour la Suisse. — Éclaircissements historiques sur l'affaire Maubreuil. — Proposition d'assassiner l'Empereur faite à Maubreuil par Roux Laborie, dans les premiers jours d'avril. — Exécution décidée au moment du départ de Fontainebleau. — Pleins pouvoirs donnés à Maubreuil, le 17 avril. — N'ayant pas exécuté l'attentat sur l'Empereur, il arrête la Reine Catherine. — Ce que sont devenus les diamants de la Reine. — Affirmations de Maubreuil. — Réclamations de l'empereur Alexandre. — Trouvaille d'une partie des parures au fond de la Seine. — Circonstances invraisemblables de cette prétendue découverte. — Graves soupçons qui pèsent sur l'entourage du comte d'Artois. — Notice sur Maubreuil. — Le Roi Jérôme et la Reine Catherine en Suisse. — Ils se fixent à Ekensberg, près de Graetz, le 16 juin 1814. — Journal de la Reine, du 16 juin au 27 septembre 1814, comprenant l'établissement du Roi Jérôme à Trieste, le 20 août, et l'accouchement de la Reine, le 23 août 1814.

Depuis le jour de sa rentrée en France (5 novembre 1813), jusqu'à la chute de l'Empire, et au départ de l'Impératrice de Paris (29 mars 1814), le roi Jérôme vécut dans la retraite, froidement traité par l'Empereur qui ne devait apprendre à bien juger son frère que dans la crise suprême de 1815, et sur le champ de bataille de Waterloo.

Les deux époux, réunis au château de Compiègne, le 5 novembre 1813, y séjournèrent jusqu'au 10 janvier 1814. A cette époque, ils quittèrent cette résidence, fort dispendieuse et particulièrement incommode pendant le rigoureux hiver de 1813. La Reine d'ailleurs était grosse, et avait besoin d'une retraite plus chaude et plus tranquille. Ils la trouvèrent pendant quelques jours dans leur modeste propriété de Stains, près Paris, qu'ils avaient acquise de M. Hainguerlot. Enfin, dans le courant de février, ils s'établirent à Paris, dans l'hôtel du cardinal Fesch.

C'est à Paris que les événements de mars trouvèrent le roi Jérôme. Le 28 au soir, l'avant-garde des alliés était signalée sur la Marne, poussant devant elle les corps de Marmont et de Mortier, coupés de la Grande-Armée. Dans la nuit, le conseil de régence, présidé par Marie-Louise, assistée du roi Joseph, lieutenant-général du royaume, décida le départ de l'Impératrice et du roi de Rome. Jérôme ne faisait pas partie de ce conseil, dans lequel le ministre Clarke représentait l'élément militaire, et Talleyrand l'élément politique. A l'issue de cette fatale délibération, une vive altercation s'éleva entre Jérôme et

Clarke. Jérôme avait compris que le départ de la Régente et du fils de l'Empereur équivalait à la reddition de Paris, et que toutes les chances heureuses, basées sur l'arrivée de l'Empereur et de la Grande-Armée, allaient être perdues. Cette protestation de l'énergie et du dévouement contre la faiblesse et la trahison fut inutile. Il ne restait plus à Jérôme qu'à suivre la fortune impériale, représentée par l'Impératrice, dans la voie fatale où il pressentait qu'elle allait se perdre.

Le 29 mars, le roi Jérôme et la reine Catherine s'acheminèrent sur Blois, à la suite de la Régente. Nous n'avons pas à raconter la lugubre histoire de ce fatal mois d'avril 1814. Qu'il nous suffise de dire que Jérôme resta, l'un des derniers, fidèle à la Régente, abandonnée, dès le départ de Blois, par les membres du conseil de régence et les serviteurs de l'Empereur, qui lui avaient conseillé la fuite. Le 10, il était à côté de Marie-Louise quand elle entra à Orléans, et ne quitta cette ville que le 12, au moment où la Régente, se remettant avec son fils entre les mains de l'empereur d'Autriche, se laissa conduire à Rambouillet.

Deux jours avant, Jérôme et Catherine avaient pris une importante détermination. Bien que le traité de Fontainebleau du 11 avril n'eût pas encore été signé, il n'était pas douteux que chacun des membres de la famille impériale, sauf peut-être l'Impératrice et le roi de Rome, n'auraient plus à compter pour leur avenir que sur leurs alliances de famille, comme le prince Eugène, ou sur leur for-

tune personnelle, comme le roi Joseph. Il ne restait rien au roi Jérôme de ses grandeurs passées que sa parenté avec la maison de Wurtemberg et avec la famille impériale de Russie ; en effet, la reine Catherine, fille du roi régnant de Wurtemberg, était cousine germaine de l'empereur Alexandre.

Dès le 9 avril, la Reine avait écrit de Blois, au Roi son père, la lettre suivante, dans laquelle elle lui demandait un asile pour elle, pour son mari, et pour l'enfant qu'elle portait dans son sein.

« Mon très-cher père, le bouleversement total des « choses en France et l'abdication formelle de l'Em- « pereur Napoléon à cet empire ayant provoqué « l'empereur de Russie à établir un autre ordre de « choses, et une autre dynastie paraissant devoir « monter sur le trône, le devoir et l'honneur nous « font une loi de quitter cet empire. Nos regards se « portent donc naturellement vers vous, mon tendre « père, et tout proscrits et exilés que nous sommes, « nous espérons que vous voudrez bien nous donner « un asile, au Roi et à moi, seulement pour les pre- « miers moments.

« J'ai écrit hier 8 à l'empereur de Russie et à mon « frère pour leur demander les passeports et un sauf- « conduit ; dès que nous les aurons obtenus, nous « nous mettrons de suite en marche, prenant la route « de Schaffhausen. Le Roi s'empressera alors de vous « envoyer un de ses aides de camp pour vous ins- « truire et vous dire encore plus exactement notre « route et notre arrivée dans ces États. Vous conce-

« vrez, mon cher père, tout ce que cette perspective « de vous revoir bientôt doit avoir des charmes pour « moi et pour le Roi, quoique ce soit sans doute « sous des auspices bien peu heureux ; mais votre « cœur paternel nous fera oublier les premières pei- « nes sensibles que nous avons éprouvées. »

Agités du pressentiment que cet appel aux sentiments paternels du roi de Wurtemberg ne serait pas entendu, Jérôme et Catherine crurent devoir tenter deux démarches plus directes, l'une auprès du Prince Royal de Wurtemberg, qu'ils avaient comblé jadis des marques de leur affection, l'autre auprès de l'empereur Alexandre. La Reine partit donc le 10 avril d'Orléans pour Paris, où dominaient, à la tête et dans les rangs des vainqueurs, son cousin et son frère.

Là où elle était en droit d'espérer, sinon une aide puissante, du moins des sentiments affectueux et consolateurs, elle ne trouva qu'un refus impitoyable, suivi d'offres mille fois plus cruelles que ce refus. Son frère ne voulut pas la voir ; il lui écrivit une lettre pleine de dureté, dans laquelle il lui déclara que sa demande d'un asile en Wurtemberg était inadmissible à cause des ombrages que ce séjour pourrait donner aux alliés. Le comte de Wintzingerode, ministre de Wurtemberg, daigna voir la fille de son souverain, mais ce fut pour lui faire la première ouverture d'un projet qui depuis fut poursuivi par le roi de Wurtemberg avec une tenacité incroyable, le Prince Royal ayant probablement refusé de se charger d'une

pareille mission par un reste de pudeur fraternelle. Il ne s'agissait de rien moins que de décider la Reine à quitter son époux et à accepter un riche établissement princier à la cour de Wurtemberg pour prix de cet abandon. On voulait tenter pour Catherine ce qui était réalisé avec succès, dans ce même moment, pour Marie-Louise, priver les Bonaparte de leurs droits d'époux et de père, les déshonorer aux yeux des peuples, dans la personne de leurs femmes, et les mettre en dehors de la loi naturelle après les avoir mis en dehors de la loi politique.

A cette offre, confirmée presque aussitôt par une lettre de son père, la reine Catherine répondit par deux lettres que nous mettons en entier sous les yeux du lecteur. Elles constituent son plus beau titre aux yeux de la postérité, la Reine, sous le coup de malheurs encore plus grands, n'ayant jamais faibli dans l'affirmation des nobles sentiments qu'elles expriment. C'est en faisant allusion à ces monuments du dévouement le plus pur et de l'affection conjugale la plus sainte, que l'Empereur a dit à Sainte-Hélène, que *cette princesse s'était inscrite de ses propres mains dans l'histoire.*

Première lettre, datée de Paris du 15 avril.

« Mon très-cher père, le Prince Royal a dû vous « dire que j'étais arrivée à Paris il y a peu de jours « sous de bien malheureux auspices, mais dirigée « par le désir d'être utile à mon mari et d'assurer « son sort à venir.

« Il n'y a pas de sacrifice que je ne sois prête à

« faire pour son bonheur. Je suis venue ici dans l'in-
« tention d'obtenir pour lui une indemnité, un pays
« quelconque et quelque petit qu'il puisse être, où
« nous puissions oublier dans la retraite, les gran-
« deurs et les malheurs qui en sont ordinairement la
« suite.

« J'avais eu, ainsi que le Roi, l'idée de me jeter
« dans vos bras paternels et d'attendre chez vous,
« près d'un père que j'ai toujours tendrement chéri,
« l'issue des événements actuels, mais une lettre
« très-dure que j'ai reçue du Prince Royal, auquel
« j'avais témoigné ce désir et qui me mandait qu'une
« pareille démarche pourrait vous compromettre,
« nous a décidés à chercher ailleurs un refuge, car
« le Roi serait inconsolable de vous nuire dans la
« moindre des choses; aussi, nous avons renoncé
« irrévocablement à ce projet.

« Je ne vous dissimulerai cependant pas que cela
« me prive, ainsi que mon mari, de la consolation
« d'aller chercher près de vous un asile sûr et tran-
« quille dont nous avons un si grand besoin dans
« notre malheureuse position.

« Ce voyage ici est affreux pour moi, obligée d'y
« entendre les propos les plus révoltants contre mon
« époux. Le Prince Royal est exaspéré contre lui;
« mais ce qui m'a le plus affectée et le plus étonnée
« est la proposition que M. de Wintzingerode s'est
« permis de me faire, qui est celle de me séparer du
« Roi; il m'a assurée, mon très-cher père, qu'elle ne
« vient pas de vous; aussi n'aurais-je jamais imaginé
« que votre cœur paternel l'eût dictée, et que vous

« ayez pu lui donner un ordre pareil. Veuillez jeter « un coup d'œil en arrière; mariée au Roi sans le « connaître, dirigée à cette époque par les grands intérêts politiques, je me suis attachée à lui, je porte « aujourd'hui son enfant dans mon sein ; il a fait mon « bonheur pendant sept ans par des procédés aimables et doux, mais eût-il été pour moi le plus mauvais des maris, m'eût-il rendue malheureuse, je ne « l'abandonnerais pas dans le malheur, et je ne mériterais ni votre estime ni la sienne si j'étais capable « d'un pareil procédé. Jamais je ne séparerai mes « intérêts des siens; ma résolution est inébranlable « là-dessus; elle m'est inspirée par le sentiment et « par l'honneur. Je le suivrai là où le sort le conduira, « n'importe où, et je vivrai avec lui des chétifs revenus que nous avons conservés, si je ne puis « lui obtenir une indemnité décente et convenable; « car pour de l'argent, une pension de la France, « nous n'en accepterons jamais : toute la famille n'a « qu'une voix là-dessus, et s'est refusée à toute « espèce de proposition de ce genre.

« Je me suis, comme vous le pensez bien, adressée « pour toutes nos affaires à l'empereur Alexandre, « qui m'a promis de s'intéresser à ma malheureuse « position, et qui me donne toutes les preuves « d'affection qu'on peut attendre d'un bon parent. « Si les choses dépendaient de lui, je serais bien sûre « d'obtenir ce que je demande; cependant, mon « très-cher père, je ne puis savoir ce qui va être « prononcé sur mon compte; j'irai rejoindre mon « mari dans deux ou trois jours, le plus tôt possible,

« et j'abandonnerai le reste à la Providence. Elle « aura peut-être pitié de moi.

« Que votre bénédiction, mon cher père, veuille « m'accompagner en tous lieux ; j'en ai besoin pour « ma consolation. Nous autres, pauvres femmes, ne « pouvons vivre en nous occupant constamment de « politique ; l'amour de mon mari, de ma famille, « assureraient plus sûrement mon bonheur que « toutes les chances de la fortune. Assurez-moi donc « de votre tendresse, mon très-cher père, et croyez « à la mienne comme au très-profond respect avec « lequel, etc., etc. »

Deuxième lettre datée de Paris, du 17 avril.

« Mon très-cher père, je viens de recevoir la « lettre du 12 avril que vous avez bien voulu « m'écrire; elle m'est parvenue le lendemain du jour « où M. de Wintzingerode m'avait fait faire les ou- « vertures dont vous l'aviez chargé. Mes précédentes « lettres ont dû vous prouver quelles étaient mes « irrévocables résolutions. Quelle qu'ait été toute ma « vie, mon cher père, ma tendresse et ma soumission « à la moindre de vos volontés, vous ne pouvez « vous-même me blâmer si, dans une circonstance « aussi importante, je me vois obligée de n'écouter « que ce que le devoir et l'honneur me dictent. Unie « à mon mari par des liens qu'a d'abord formés la « politique, je ne veux pas rappeler ici le bonheur « que je lui ai dû pendant sept ans, mais eût-il été « pour moi le plus mauvais des époux, si vous ne

« consultez, mon père, que les vrais principes que « l'honneur me dicte, vous serez le premier à me « dire que je ne puis l'abandonner lorsqu'il devient « malheureux, et surtout lorsqu'il n'est pas cause de « son malheur.

« Ma première idée, mon premier mouvement ont « été d'aller me jeter dans vos bras, mais avec lui, « avec le père de mon enfant ; je comptais trouver « en vous toutes les consolations que me promettent « dans vos lettres vos sentiments paternels, mais « seule, je ne puis songer à chercher un asile sûr. Où « serait d'ailleurs ma tranquillité, si je ne la parta- « geais avec lui, à qui je dois aujourd'hui, plus que « jamais, mes soins et mes consolations?

« Mon cher père, je me jette à vos genoux et vous « supplie de considérer ma position et les devoirs « qu'elle me dicte ; ne consultez pas la politique, mais « seulement les devoirs les plus sacrés de père et « ceux d'une épouse et mère, et voyez si en man- « quant à mes premiers devoirs, je serais capable ou « digne de respecter les autres !

« Considérez toutes ces choses, et veuillez vous « dire que les principes les plus sacrés peuvent seuls « m'engager à refuser toute offre de grandeurs et de « fortune que je dois à vos bontés, et qui m'empê- « cherait aujourd'hui de remplir mes devoirs de « femme et de mère. J'ai dû vous faire connaître « ici, de Paris, où vous ne pouvez supposer l'in- « fluence de mon époux, cette irrévocable déter- « mination.

« Avec le désespoir d'encourir par là peut-être

« votre disgrâce, je puise mon courage dans la con-
« viction de me rendre encore plus digne de votre
« estime, persuadée qu'avec le temps vous me rendrez
« justice, que vous direz à vous-même que je n'ai pu
« agir autrement sans me manquer à moi-même, et
« que les devoirs de fille tendre et soumise que j'ai
« remplis toute ma vie, devaient vous être un garant
« que je remplirais également ceux d'épouse et de
« mère. Veuillez, mon cher père, accorder du moins
« votre bénédiction aux intentions pures qui me
« dirigent; veuillez penser que tout rêve de bonheur
« est fini pour moi, et que je ne puis plus trouver
« de consolation et de dédommagements, que dans
« l'affection et la tendresse des miens.

« Que Dieu que j'implore veille sur vos jours et les
« rende heureux, mais s'ils étaient un jour altérés
« par l'infortune, vous me verriez, mon cher père, à
« vos pieds, tâcher de les adoucir et vous porter
« d'aussi grands sacrifices que ceux que je fais main-
« tenant pour mon époux. »

La protection et les espérances que Catherine avait en vain cherchées près de son père et de son frère, elle les trouva près de l'empereur de Russie, et rien n'est plus propre à mettre dans tout son jour le côté chevaleresque de cette nature singulière d'Alexandre, mélange de bien et de mal, que la conduite qu'il tint dans cette circonstance. Il se plut à renchérir sur les égards qu'il aurait eus pour Catherine, en qualité de femme, de parente et de Reine, si elle eût encore été sur un des premiers trônes de l'Allemagne,

et il est visible que rougissant des passions haineuses, vindicatives et grossières qui éclataient à ce moment-là parmi les vainqueurs de l'Empire, il voulut leur donner une leçon, sinon de grandeur d'âme, du moins de dignité, de politesse et de bon goût. Il s'empressa de se rendre auprès de la Reine, à l'hôtel du cardinal Fesch, où elle était descendue. Non-seulement il l'assura de sa protection immédiate (protection fort nécessaire pour la belle-sœur de Napoléon, au milieu de Paris livré à la réaction bourbonienne la plus violente), mais il lui promit de défendre, au prochain Congrès, les intérêts de la Reine et ceux de son mari comme les siens propres, lui donnant à entendre qu'il ne serait pas impossible de trouver, dans ce grand remaniement de l'Europe qui allait s'effectuer, un coin de terre qui, sous un titre princier, devînt pour Jérôme et sa famille un asile inviolable. A ce moment, le traité du 11 avril venait d'être signé. Alexandre entendit sans étonnement la Reine déclarer que, sans même attendre de connaître à ce sujet les intentions formelles de son époux, jamais elle ni Jérôme ne consentiraient à recevoir des Bourbons la pension de 500,000 francs que l'article 6 du traité forçait ces derniers à leur payer. Enfin l'empereur Alexandre offrit à la famille fugitive un asile dans ses propres États.

Voici les trois billets qu'Alexandre eut occasion d'écrire à la Reine pendant les cinq jours qu'elle passa à Paris. Ce ne sont pas les documents les moins curieux de l'histoire de ce prince, et les moins honorables pour sa mémoire. Du reste, nous le verrons

par la suite rester fidèle aux nobles sentiments dont ils portent l'empreinte.

Premier billet :

« Paris, 13 avril 1814.

« Empressé comme je le suis, Madame, de profiter « de toutes les occasions d'approcher de Votre « Majesté, j'ose La prier de m'indiquer l'heure à « laquelle je pourrais jouir de ce bonheur, en lui « étant le moins à charge ?

« Je dépose à ses pieds mes hommages les plus « respectueux. »

Second billet :

« Paris, 14 avril 1814.

« Je m'empresse d'envoyer à Votre Majesté les « passeports qu'Elle m'a demandés ; la crainte seule « de lui être importune, en la fatiguant tous les jours « de ma figure, m'a empêché de les lui porter moi-« même.

« Je dépose à ses pieds mes hommages les plus « respectueux. »

Troisième billet :

« Paris, 15 avril 1814.

« J'envoie à Votre Majesté mon aide de camp, le « colonel Pancratief, destiné à accompagner le Roi « jusqu'aux frontières de la Suisse. Il ne dépend plus « que de vos ordres, et Votre Majesté pourra l'ex-« pédier aussitôt qu'Elle le jugera convenable.

« Je dépose à ses pieds mes hommages respec-« tueux. »

La dernière offre, celle d'un refuge en Russie, Catherine dut la refuser, Jérôme lui ayant fait connaître qu'il était décidé à se retirer en Suisse. Elle avait laissé son mari, le 10, à Orléans, avec l'Impératrice. Le 16, elle reçut une lettre de lui, datée du 13, de Lamothe-Beuvron, localité située sur la rive gauche de la Loire, à quelques lieues de cette ville. Jérôme y attendait Catherine, pour prendre avec elle le chemin de Lausanne. Voici cette lettre :

« Je reçois, par Chuler, ta lettre d'hier, à onze « heures du soir. J'ai quitté Orléans en même temps « que l'Impératrice; je comptais aller à Lausanne, « mais, d'après ce que tu me dis, je resterai ici jus- « qu'à ce que je reçoive de tes nouvelles.

« Je suis chez un seigneur polonais, dans un beau « château, et surtout loin d'une grande ville, où je « n'aurais pu voir tranquillement toutes les injures « que l'on dit à notre famille. Je m'en rapporte à « tout ce que tu feras et te remercie des soins que « tu te donnes.

« L'Empereur Alexandre m'a bien deviné, quand « il t'a dit qu'il ne pensait pas que je voulusse rien « accepter des Bourbons. J'aimerais mieux mourir « de faim que de commettre une lâcheté.

« Je te répète donc que je t'attends ici et suis « disposé à approuver tout ce que tu feras. »

Il ne restait à Catherine qu'à aller rejoindre son époux, auquel elle venait de tout sacrifier, et à entrer

résolument avec lui dans les nouvelles et sombres destinées qu'elle se faisait gloire de partager.

Dans la nuit du 17 au 18 avril, à trois heures du matin, la Reine quitta l'hôtel du cardinal accompagnée de la comtesse de Bocholtz et du comte de Fürstenstein, le fidèle compagnon des malheurs comme des prospérités de cette maison. Elle prit la route d'Orléans, comptant, de cette ville, se mettre en communication avec Lamothe-Beuvron. Les voitures de suite, occupées par les domestiques de la Reine, portaient les bagages ordinaires; mais, dans la voiture même de la Reine, on avait placé onze petites caisses, cassettes ou coffres contenant ses bijoux, ses diamants, ses objets précieux. Une de ces caisses, la plus grande, était un nécessaire à double fond, appartenant personnellement au Roi et dont il avait gardé la clef; une autre, la plus petite, renfermait une somme de 84,000 francs en or, sur laquelle on payait les dépenses courantes du voyage.

Les routes conduisant à Paris, dans un rayon de trente lieues, étaient encombrées, à cette époque, par les armées de toute l'Europe, y compris les débris de l'armée française. Des mouvements de troupes incessants et considérables y rendaient le service des relais fort irréguliers et l'interrompaient quelquefois complétement. La Reine n'arriva à Étampes que dans la nuit du 18 avril. Elle y trouva un message de son mari qui lui mandait que, menacé dans sa retraite par la réaction royaliste, il avait cru prudent de ne pas attendre qu'elle fût devenue plus

entreprenante; qu'il venait en conséquence de partir directement pour Berne, où il engageait la Reine, munie du passeport russe, à venir le rejoindre. Le lendemain 19, la Reine, changeant la direction de son voyage, s'achemina vers Dijon, en passant par Nemours. Le manque de chevaux la força de s'y arrêter vingt-quatre heures. Elle y était encore dans la journée du 20, quand des acclamations soudaines de : *Vive l'Empereur!* rappelant l'enthousiasme des jours de triomphe, vinrent frapper ses oreilles. C'était l'adieu que la France du Nord faisait à son Empereur, conduit à l'île d'Elbe par les commissaires des puissances alliées.

Le détachement de la garde qui l'escortait jusque là, ceux de l'armée répandus sur la route, la population entière de Nemours, entouraient la voiture de Napoléon, pendant que l'on changeait de chevaux, en poussant des cris frénétiques où éclataient à la fois l'amour pour le héros, la fureur contre l'étranger et l'espoir d'une vengeance prochaine.

La Reine parut devant l'Empereur, qui connaissait déjà le sacrifice qu'elle avait accompli et la courageuse conduite de cette noble femme, confondue par lui, si longtemps à tort, avec Marie-Louise, dans la même appréciation politique et morale. Une étreinte muette de son beau-frère apprit à la Reine tout ce que ce cœur trahi avait dû souffrir depuis vingt jours, puisqu'un témoignage de fidélité le touchait à ce point.

L'Empereur partit en disant à la Reine un adieu qui devait être éternel.

Catherine, retenue à Nemours jusqu'au soir, mit, à cause de l'embarras des relais, plus de douze heures à franchir l'espace qui sépare Nemours de Montereau.

Elle arrivait le 21, vers sept heures du matin, à une demi-lieue de cette dernière ville, au relai de Fossard, quand les postillons s'arrêtèrent devant un détachement de cavaliers de la garde qui barrait la route. Deux hommes s'avancèrent vers la Reine, et, au nom du roi Louis XVIII, lui enjoignirent de descendre de voiture pour que ses bagages fussent visités. Dans l'un de ces deux hommes, la Reine reconnut le comte de Maubreuil, attaché naguère à sa maison comme écuyer, et à celle du Roi, comme capitaine des chasses.

Le hameau de Fossard se composait, à cette époque, d'une maison de poste et d'une mauvaise auberge. On fit entrer la voiture dans la cour de l'auberge, et là Maubreuil et Dasies (c'était le nom de son compagnon) donnèrent ordre qu'on la déchargeât et qu'on ouvrît les coffres. La Reine, indignée, défendit à ses domestiques de donner les clefs ; elles furent livrées, cependant, sur la menace qu'on allait tout défoncer. Alors commença une apparente perquisition de tout ce qui appartenait à la Reine et à sa suite, comme si l'on eût voulu y rechercher et en extraire quelque objet particulier, prétexte dérisoire, puisque tout ce qui avait quelque valeur était destiné à être enlevé. En effet, les coffrets à bijoux ayant été visités (moins le nécessaire du Roi, dont on n'avait pas la clef), furent refermés et placés sous bonne garde.

Cette opération dura six heures; pendant ce temps arriva de Montereau un second détachement de mameluks et de chasseurs de la garde, qui se mit à la disposition de Maubreuil. Des factionnaires furent placés à toutes les issues du hameau. Maubreuil étant entré avec Dasies, pour déjeuner, dans la chambre du rez-de-chaussée de l'auberge, la Reine refusa d'y entrer et resta sur une chaise dans la cour, assistant, muette et avec des larmes de honte dans les yeux, à cette scène de brigandage.

Au moment de son arrestation, elle avait demandé à voir les ordres en vertu desquels on attentait à sa liberté et à sa propriété; on avait refusé de les lui montrer. Ayant reconnu Maubreuil, elle lui avait dit avec indignation : « — Quand on a mangé le pain des « gens, on ne se charge pas d'une pareille mission; « ce que vous faites est abominable. »

Maubreuil, décontenancé, n'osa pas soutenir le regard de la Reine ni prendre la responsabilité directe de l'acte infâme qu'il commettait : « — Je ne « suis que le commandant de la force armée, dit-il « en montrant Dasies; parlez au commissaire, je « ferai ce qu'il ordonnera. »

La Reine s'adressa alors à Dasies : « — Vous me « dépouillez de tout ce qui m'appartient, dit-elle; le « Roi n'a jamais donné de pareils ordres; je vous « jure, sur mon honneur et foi de Reine, que je n'ai « rien à la couronne de France. »

« — Nous prenez-vous pour des voleurs, répondit « Dasies. Nous avons nos ordres; toutes ces caisses « vont partir. »

En effet, on avait mis en réquisition une patache qui passait sur la route ; on y plaça les dix caisses. Au moment où Maubreuil allait la faire partir, il aperçut sur la chaise de la Reine la cassette qui contenait les 84,000 francs en or. Il se consulta un moment avec Dasies, et le résultat de leur conférence fut l'ordre donné au commandant des mamelucks de placer la cassette avec les autres, sur la patache. « — Est-il possible, s'écria la Reine, que vous preniez « ainsi, non-seulement mes bijoux, mais mon argent, « et que vous me laissiez, dépouillée de tout, sur « une grande route. »

« — Madame, dit Maubreuil, je ne suis que l'exé- « cuteur des ordres du gouvernement ; je dois rendre « vos caisses intactes à Paris ; tout ce que je puis « faire pour vous, c'est de vous donner ma ceinture ; « elle contient cent napoléons d'or de vingt francs. » Le comte de Fürstenstein la prit ; puis, en ayant vérifié le contenu, il trouva qu'elle ne renfermait que quarante-quatre napoléons, qui furent déposés au relai le plus voisin, entre les mains du juge de paix du canton de Pont-sur-Yonne.

Voyant la patache s'éloigner, la Reine demanda qu'on lui permît d'accompagner ses caisses jusqu'à Paris, jusqu'à la rencontre d'une autorité qui en pût prendre la charge, ou du moins de les faire accompagner par une personne de confiance. Pour toute réponse, Maubreuil fit monter la Reine et toute sa suite en voiture, plaça un cavalier à chaque portière et donna l'ordre aux postillons de prendre la route de Dijon, avec défense au maître de poste de Fossard

de donner des chevaux, à qui que ce fût, pendant les trois heures qui suivraient le départ de la Reine.

A midi, Catherine quittait le théâtre de l'acte inouï dont elle avait été victime. Ce ne fut qu'à Villeneuve-le-Guyare que son escorte la quitta. Cette ville étant occupée par un général würtembergeois, avec quelques troupes de cette nation, la Reine y trouva une protection provisoire, un repós de quelques heures, dont elle avait grand besoin après les secousses de la journée, enfin les moyens matériels de continuer sa route. Le 22 avril, elle écrivit de cette ville à l'empereur Alexándre la lettre suivante :

« J'ai eu l'honneur, Sire, d'informer Votre Majesté « à la hâte, et encore toute troublée de l'attentat « inouï commis envers ma personne à un quart de « lieue de Fossard, près Fontainebleau. Je m'arrête « ici pour donner à Votre Majesté quelques détails « sur cet événement. Votre Majesté sait que je suis « partie lundi dernier, dans la nuit, après avoir reçu « ses passeports. J'arrivai à Étampes suivie d'un « homme qui me paraissait suspect; là, ayant reçu « un avis de mon mari m'annonçant qu'il était parti « pour Berne, afin de prendre cette route directe, « je suivis des chemins de traverse qui m'arrêtèrent « beaucoup, parce que l'on n'y trouvait pas la quan« tité de chevaux nécessaires pour moi et ma suite. « Arrivée à Nemours avant-hier, je fus obligée d'y « coucher, pour attendre des chevaux pendant vingt« quatre heures, au bout desquelles je me remis en

« route pour prendre le chemin de Dijon, seule route
« qui me conduisait au lieu de ma destination. A un
« quart de lieue de Fossard, ma voiture fut arrêtée
« par des officiers français, l'un nommé M. de Mau-
« breuil et l'autre disant se nommer Dasies ; ils décla-
« rèrent qu'ils m'arrêtaient par ordre de Louis XVIII,
« et me montrèrent des ordres secrets qu'ils ne
« voulurent pas me remettre et que j'ai tout lieu de
« croire faux. J'eus beau leur montrer mes passe-
« ports, ils ne les respectèrent point, et séparant ma
« voiture de toutes celles de ma suite, ils la condui-
« sirent à Fossard, qui n'est qu'une ferme où l'on a
« établi un relai de poste. Là, ils firent paraître
« cinquante Cosaques, placèrent des vedettes à toutes
« les croisières des chemins, pour être apparemment
« certains qu'on ne viendrait pas les troubler dans
« leur expédition ; ils firent sortir de ma voiture
« tous les effets qui s'y trouvaient, sous prétexte que
« leur principale mission était de vérifier si je n'avais
« pas des diamants de la couronne. Surprise autant
« que choquée d'un pareil procédé, j'eus toutes les
« peines du monde à contenir mon indignation ;
« cependant, je ne fis point de difficulté de satisfaire
« leur curiosité, et pendant ce temps je suis restée
« au milieu d'une grange, où ils me laissèrent six
« heures. Voyant qu'ils n'avaient rien à objecter à
« ma conduite pleine de confiance, ils me dirent que
« tous ces bijoux devaient être envoyés à Paris, dans
« une voiture particulière, pour subir un examen.
« Je proposai alors de les y porter moi-même, mais
« ils me refusèrent et les placèrent de force, ainsi

« que tout l'argent que j'avais dans ma voiture pour « mon voyage et mes besoins, sur une petite voiture « que j'avais fait avancer. Je voulus reprendre la « route de Paris; ils m'obligèrent de suivre celle où « j'étais, et. pour en être assurés, ils placèrent deux « soldats aux portières de ma voiture. Arrivée à « Villeneuve-le-Guyare, d'où j'écris à Votre Majesté, « j'ai été débarrassée de mon escorte et j'ai trouvé « des troupes würtembergeoises, sous les ordres du « général Gägert, à qui j'ai fait part de ma situation. « Elle est des plus cruelles; placée entre les devoirs « les plus sacrés et les menaces de mon père, comme « Votre Majesté le verra d'après la copie ci-jointe de « sa lettre, j'ai besoin de tout mon courage pour y « résister. Je me mets sous la protection de Votre « Majesté, et réclame sa justice contre les brigands « qui m'ont dépouillée de tout et m'ont abandonnée « sur la grande route. Je suis forcée de m'arrêter « ici à cause du choc affreux que j'ai eu à soutenir « et qui a altéré ma santé. J'y resterai jusqu'à demain « midi avant de continuer ma route; j'espère que « Votre Majesté voudra bien me faire donner quelques « nouvelles consolantes. Votre Majesté connaît déjà « mes sentiments sur les propositions de séparation « que l'on m'a faites, et je trouve une consolation « en pensant que son cœur noble les éprouve. Vous « êtes mon refuge, et je compte sur la générosité de « Votre Majesté, qui ne permettra pas qu'on se livre « jamais à aucun acte de violence à mon égard. « J'ose demander à Votre Majesté de vouloir bien « faire assurer mon voyage, pour que je puisse re-

« joindre le Roi mon époux, le plus promptement « possible, en Suisse. Je n'ai pas besoin de parler de « ma reconnaissance à Votre Majesté; Elle doit y « compter comme sur les tendres sentiments d'atta- « chement, etc. »

Voici la réponse que l'empereur de Russie fit le jour même à cette lettre :

« Votre Majesté concevra facilement toute l'indi- « gnation avec laquelle j'ai appris la violence atroce « qu'on a osé exercer contre sa personne. Je puis « lui garantir que ce n'est qu'une bande de brigands, « et toute leur conduite doit le prouver à Votre « Majesté. J'ai exigé du gouvernement les mesures « les plus promptes pour découvrir et punir exem- « plairement les coupables; les ordres sont déjà « partis en conséquence. Mais, justement inquiet « que quelque accident encore ne puisse incommoder « Votre Majesté en route, je lui expédie le général « comte Potocky, pour se trouver dans sa suite et « lui offrir ses services, me reprochant beaucoup de « n'avoir pas proposé à Votre Majesté d'accepter « quelqu'un pour son escorte en partant de Paris. « Je suis vraiment chagrin de tout ce qui s'est passé, « et je la prie de croire que je mettrai tout le zèle « possible dans la poursuite de cette affaire. »

L'attentat de Fossard constitue l'épisode principal de ce qu'on a appelé *l'affaire Maubreuil*, affaire qui eut, sous les deux Restaurations et pendant les Cent

jours, un retentissement immense, et fut, avec la mort du maréchal Ney, un des griefs qu'exploita, avec le plus de passion, la haine populaire, pour miner le gouvernement des Bourbons, jusqu'à sa chute en 1830. Indépendamment de la place qu'elle a occupée dans l'imagination des masses et des armes qu'elle a fournies aux luttes des partis, elle offre dans ses longs développements, avant et après le fait principal que nous venons de raconter, un grand intérêt comme tableau des mœurs de cette époque, et jette un jour sanglant sur la moralité des principaux auteurs de la rentrée des Bourbons. M. Thiers, dans son *Histoire du Consulat et de l'Empire*, s'est contenté d'y faire allusion en ces termes :

« Nous avons parlé de ces hommes de main que « le comte d'Artois avait la faiblesse d'admettre « auprès de lui, et à qui on avait l'imprudence de « donner ou de laisser prendre des commissions. « Quelques-uns de ces hommes s'étaient chargés de « courir après la princesse Catherine, femme du « prince Jérôme Napoléon. Cette princesse, fille du « roi de Würtemberg, objet par ses qualités person- « nelles d'un respect mérité, fut arrêtée près de « Fossard, tandis qu'elle cherchait à se rendre en « Allemagne. On la dépouilla complétement. Les « hommes qui l'avaient arrêtée, se disant munis « d'une commission officielle dont le prétexte était « de faire rentrer au Trésor les valeurs appartenant « à l'État, vinrent apporter aux Tuileries les coffres « à bagages qu'ils avaient enlevés, et qui, en appa-

« rence du moins, étaient intacts. A peine l'acte « était-il consommé, que l'empereur de Russie, « informé et indigné de ce qui s'était passé, envoya « son ministre se plaindre et demander réparation « de l'outrage fait à une princesse respectable, cou- « verte par le traité du 11 avril, et de plus sa proche « parente. On se hâta, pour première satisfaction, de « rendre les coffres qui furent trouvés vides. Les « diamants de la princesse, estimés à environ « 1,500,000 francs, avaient disparu. Les hommes « qui l'avaient arrêtée se défendirent en niant ce « qu'on leur reprochait, et menacèrent, si on les « poursuivait, de compromettre le gouvernement « provisoire en déclarant de quelle commission ils « étaient chargés. Cette commission, ils n'en faisaient « pas mystère, avait été d'assassiner Napoléon. »

Telle est la mention discrète, et pour le moins fort incomplète, que M. Thiers consacre à cette histoire mystérieuse. Et pourtant elle a passionné la France pendant quinze ans; elle a été ravivée à plusieurs reprises par des procès scandaleux, des protestations écrasantes, des aventures romanesques, par un acte de violence fameux accompli en présence de toute la cour ; son héros, enfin, vit encore de nos jours, jetant du fond de l'abîme où l'âge, la misère et le mépris public l'ont fait tomber, l'accusation d'assassinat à la mémoire du prince de Talleyrand, avec autant d'énergie qu'il y a trente-sept ans sa main souffletait la joue du plus grand apostat du dix-neuvième siècle. On ne peut expliquer cette réserve de l'illustre historien

du *Consulat et de l'Empire*, que par le désir d'épargner une suprême flétrissure à cette mémoire si chargée par l'histoire. N'ayant ni les mêmes ménagements à garder, ni les mêmes sympathies personnelles qui nous arrêtent, nous allons expliquer, par les faits qui ont précédé l'attentat de Fossard et par ceux qui l'ont suivi, comment ce vol de grand chemin représente l'avortement d'une tentative d'assassinat, et comment les hommes qui avaient espéré avoir la tête de l'Empereur, durent se contenter de partager les dépouilles de sa belle-sœur avec les bandits qu'ils avaient stipendiés.

Marie-Armand, comte de Guerry-Maubreuil, marquis d'Orvault, appartenait, ou plutôt appartient à une des premières familles de la Bretagne et du Poitou. Il est uni, par des liens de parenté très-étroits, à la famille des La Rochejaquelein, à celle des La Moricière et des Cornulier. Tous les siens se sont distingués, par leur dévouement à la cause des Bourbons, à une époque et dans un pays où ce dévouement se prouvait par le sang répandu. Son grand-père, Gabriel de Guerry, fut tué à la bataille de Sablé ; son père, Jacques de Guerry de Beauregard, au combat d'Aisenay ; ses deux oncles, Gilbert de Guerry et Benjamin de Guerry, furent fusillés à Auray. Il est difficile de trouver dans l'histoire une famille qui ait plus souffert que la sienne dans les guerres de la Vendée. Lui-même, âgé de quinze ans, prit part à la seconde de ces guerres. Après la pacification générale, il fut un des Vendéens qui se rallièrent à l'Empire. Par l'entremise de M. de Cau-

laincourt, il fut attaché à la cour de Westphalie comme écuyer et capitaine des chasses. Jeune, riche, grand duelliste, gros joueur, Maubreuil eut un certain succès à Cassel. Il obtint du Roi le grade de lieutenant dans le régiment de chevau-légers westphaliens qui servait en Espagne. Là, il se distingua dans plusieurs rencontres par son brillant courage, et reçut de l'Empereur la croix de la Légion d'honneur, récompense insigne et rare, eu égard à son âge et à son grade. Revenu en Westphalie, il quitta le service du Roi Jérôme, et vint à Paris pour essayer de refaire, dans les fournitures des armées et dans des affaires plus ou moins véreuses, une fortune fort compromise par ses dissipations. Il ne réussit qu'à la perdre tout à fait. Les événements de 1814 le trouvèrent ruiné, brouillé avec sa famille, dévoré d'ambition et de besoins, prêt à tout pour les satisfaire, et espérant en avoir les moyens dans le bouleversement politique qui se préparait. Lié par de communs tripotages de Bourse et d'argent avec Roux Laborie, secrétaire intime de Talleyrand, avec de Vanteaux, homme d'affaires du comte d'Artois, Maubreuil embrassa, avec la passion et la violence qui le caractérisaient, la cause des Bourbons, aussitôt que les derniers revers de la campagne eurent fait revivre des espérances longtemps oubliées. Dans les démonstrations Bourbonniennes qui eurent lieu à Paris le 31 mars, Maubreuil dépassa l'exaltation des partisans les plus éhontés de l'étranger. Il eut un véritable triomphe sur les boulevards, le long desquels il se promena portant attachée à

la queue de son cheval sa croix de la Légion d'honneur.

Cependant l'Empereur était à Fontainebleau, où se concentraient successivement les corps de l'armée, échelonnés depuis Saint-Dizier, dans leur marche forcée sur Paris. Marmont n'avait pas encore trahi; le lion vaincu, mais non terrassé, était formidable; rien que son nom faisait trembler les potentats de l'Europe maîtres de Paris. L'opinion générale était qu'il faudrait encore une grande bataille; et de fait, sans la défection de Marmont, il n'est pas douteux que l'Empereur eût tenté un effort suprême aux portes de Paris. Les alliés et les royalistes en redoutaient l'issue, ou plutôt ils sentaient qu'il n'y aurait pour eux dans l'avenir que des nuits sans sommeil tant que Napoléon serait vivant et libre. Le gouvernement provisoire, installé par Talleyrand dans son hôtel de la rue Saint-Florentin, et présidé par lui, sous le patronage d'Alexandre, et dans le but de ramener les Bourbons, était dans des transes perpétuelles; c'était le centre de la grande trahison qui livrait la France.

Talleyrand le savait bien, et ne voyait pas sa tête en sûreté derrière les cent cinquante mille baïonnettes étrangères qui la couvraient. Le 2 avril, Roux Laborie, secrétaire de ce gouvernement, fit appeler Maubreuil. Il lui avait écrit dans la journée six billets dont les termes, de plus en plus pressants, donnaient la mesure de l'impatience croissante de Talleyrand. Maubreuil ne les trouva qu'en rentrant chez lui à sept heures. Il courut de suite auprès de Roux La-

borie, qui le reçut dans le cabinet même de Talleyrand et le fit asseoir dans le fauteuil du prince. On possède, dans les documents judiciaires composant l'énorme dossier des différents procès Maubreuil, et notamment dans le rapport des substituts Thouret et Brière de Valigny, à la date du 11 mai 1815, les détails les plus circonstanciés et les plus authentiques sur cette première entrevue et sur celles qui l'ont suivie. Il paraîtrait que l'idée primitive de Roux Laborie n'était pas celle d'un assassinat pur et simple. Toute sa combinaison était fondée sur l'attente d'une grande bataille. On espérait que Maubreuil, à la tête d'une troupe déterminée et choisie, une centaine d'hommes, pourrait, dans le tumulte du combat, piquer droit sur l'Empereur et le tuer. C'est ce qui explique la nature des moyens proposés et discutés, et les clauses du marché : entente préalable avec l'état-major du prince de Schwartzemberg, choix des hommes et surtout des chevaux, jusqu'à désigner dans les écuries russes les bêtes les plus fameuses par leur rapidité et leur vigueur, promesses énormes faites à Maubreuil en cas de succès. Il ne s'agissait, en effet, de rien moins que d'une pension de 200,000 francs, d'un brevet de lieutenant-général et du gouvernement d'une province, ridicule parodie des grands marchés politiques du seizième siècle, dans laquelle se complaisait visiblement la vanité aristocratique et féodale des restaurateurs de la légitimité.

Le lendemain, le projet était notablement modifié; on arrivait au guet-à-pens par une pente insensible ; il était toujours question de la bataille, mais on

inclinait à confier la mission de tuer l'Empereur à des hommes déguisés en soldats français, qui se mêleraient aux rangs de l'armée; enfin, on agita s'il ne serait pas plus simple de gagner des cavaliers de la garde impériale, ce qui ne paraissait pas impossible à Maubreuil. Jusqu'au 6 avril, les pourparlers entre Maubreuil et Roux Laborie se maintinrent dans ces termes un peu vagues; Maubreuil assurant chaque jour le secrétaire du gouvernement provisoire, suivant les formules traditionnellement employées dans les conspirations, qu'il rassemblait son monde, qu'il distribuait les rôles, qu'il dressait ses batteries, etc. Soit impuissance, incapacité ou arrière-pensée, Maubreuil se vantait, et par le fait s'agitait beaucoup, surtout aux yeux du gouvernement provisoire et du comité royaliste, sans rien préparer, couvrant par de grands mots et beaucoup de promesses le vide de son action. Il ne semble pas, en effet, qu'il ait jamais rattaché à son projet un noyau d'hommes déterminés à l'exécuter sous ses ordres. On ne vît paraître avec lui, dans l'attentat de Fossard, que Dasies, garde-magasin des vivres-pain de la Grande-Armée, se donnant pour gentilhomme, et ayant fait la connaissance de Maubreuil pour s'être trouvé à côté de lui, le 31 mars, tirant à la fameuse corde attachée à la statue impériale de la place Vendôme. Outre Dasies, un nommé Colleville, ancien garde-du-corps du comte d'Artois, remplit une mission sans importance, ayant été envoyé en messager de Paris à Fontainebleau, de Fontainebleau à Pithiviers et à Montereau, pendant que s'effectuait l'ar-

restation de la Reine. Si l'on ajoute à ces trois noms ceux de Prosper Barbier et de Fraitur, domestiques de Maubreuil, de Muller, domestique de Colleville, on aura le personnel complet de tout ce qui joua un rôle quelconque, sinon dans le complot, du moins dans le coup de main.

Maubreuil n'en manifestait pas moins, aux yeux de Roux Laborie, de grands scrupules, ou si l'on veut, de grandes craintes; il avait besoin, disait-il, d'être couvert par l'autorité du gouvernement provisoire, ou du moins par l'acquiescement exprès de son président, aux projets et aux promesses de son secrétaire. Un jour, à un moment convenu, le prince de Talleyrand traversant la pièce où se trouvait Maubreuil, répondit à son salut par un signe amical que ce dernier interpréta comme la confirmation de tout ce qui s'était traité par l'intermédiaire de Roux Laborie.

A partir du 6 avril, les instances de ce dernier devinrent moins vives, et l'affaire entra évidemment dans une phase nouvelle sur laquelle nous avons des données moins certaines que sur la première. Ce qui paraît probable, c'est que la défection de Marmont et l'abdication ayant eu lieu à cette époque, la perspective d'une bataille avait complétement disparu, et que, d'un autre côté, la mort de l'Empereur était devenue beaucoup moins essentielle qu'auparavant au succès et à la sécurité de la restauration Bourbonnienne. Comme nous ne voulons faire aucune hypothèse gratuite et ne présenter que des faits authentiques, nous passerons, sans nous y arrêter, sur les

transformations, seulement soupçonnées, que dut subir l'idée du complot, pour arriver aux documents inattaquables qui la montrent aboutissant à un assassinat de grand chemin.

Le comte d'Artois, entré le 12 à Paris, avait pris les rênes du gouvernement, tantôt cédant à Talleyrand, tantôt s'abandonnant à Vitrolles, les deux véritables maîtres de la France à cette époque. Les commissaires des puissances alliées, envoyés à Fontainebleau pour présider au départ de l'Empereur, avaient annoncé qu'ils se croyaient sûrs de vaincre ses dernières répugnances du 18 au 20 avril. A partir du 18, on pouvait apprendre d'un moment à l'autre que Napoléon s'était séparé de son armée, et qu'il s'acheminait, sans autre garde que la parole des souverains alliés et la présence de leurs commissaires, sur la route de Toulon.

A la date du 16 et du 17 avril, l'histoire enregistre la signature de cinq pièces de la plus haute importance, émanant des autorités en qui se concentrait alors toute la puissance de fait qui disposait de la France. Voici ces cinq pièces. Nous reproduisons chacune d'elles dans son texte complet (1) :

(1) Les cinq textes que nous donnons sont ceux qui ont été publiés, sans soulever de protestation, dans tous les écrits relatifs à cette affaire, ceux qui figurent dans le rapport adressé au tribunal de première instance de la Seine, en mai 1815, par MM. Thouret et Brière de Valigny, substituts du procureur impérial. Le seul des cinq ordres qu'ait publié M. de Vaulabelle, dans son *Histoire des deux Restaurations* (l'ordre du ministère de la police), est identique à celui que nous donnons ci-dessus, et il y a lieu de croire qu'il avait nos cinq textes sous les yeux, puisqu'il dit qu'ils étaient tous à peu près conçus dans les mêmes termes, et qu'il suffit d'en citer un seul. Nous devons ajouter toutefois que dans un rapport adressé

« Il est ordonné à toutes les autorités chargées de « la police générale de France, aux commissaires

sur cette affaire, pendant la première restauration, par M. Besson, chef de la huitième division du ministère de la guerre, au ministre de la guerre le maréchal Soult, rapport approuvé dans ses conclusions par le maréchal, à la date du 3 mars 1815, les trois ordres donnés à Maubreuil, par la guerre, la police et les postes, sont rapportés dans des termes notablement différents. Voici cette seconde version :

« Paris, le 16 avril 1814.

« Le Ministre de la guerre autorise M. de Maubreuil à se présenter près des autorités militaires, et à requérir la force armée pour l'exécution *des mesures qu'il est chargé de prendre pour le service de Sa Majesté Louis XVIII.*

« *Le Ministre de la guerre,*
« *Signé :* Le général DUPONT. »

« Paris, le 17 avril 1814

« Nous, Commissaire provisoire près le département de la police générale, invitons les autorités administratives, chargées de la police, à donner à M. de Maubreuil tous les secours qui lui sont nécessaires et qu'il réclamera *pour remplir la mission secrète qui lui est confiée.*

« *Le Commissaire provisoire, chargé du portefeuille de la police générale,*
« *Signé :* ANGLÈS. »

« Le Directeur général des postes ordonne aux maîtres de poste de la route de Paris à tout autre lieu, de fournir à M. de Maubreuil, *chargé d'une mission importante*, le nombre de chevaux et postillons dont il aura besoin, en payant suivant l'ordonnance, et de veiller à ce que son service se fasse avec célérité.

« Fait à Paris, le 17 avril 1814.

« *Le Conseiller d'État, Directeur général des postes,*
« *Signé* . BOURIENNE. »

Et plus bas :

« Le Directeur général ordonne aux maîtres de poste de prendre toutes les mesures pour que le voyage de M. de Maubreuil n'éprouve pas le plus léger retard. »

Il nous a été impossible de constater à qui devait remonter la responsabilité des altérations qu'ont subies les textes originaux dans l'une ou l'autre des deux versions. C'est un mystère de plus à ajouter à tous ceux qui planent sur cette histoire. D'ailleurs, le rapport de M. Besson prouve que le gouvernement des Bourbons ne niait nullement l'existence n l'esprit des ordres donnés à Maubreuil.

« généraux, spéciaux et autres, d'obéir aux ordres « que M. de Maubreuil leur donnera, de faire et « d'exécuter à l'instant même tout ce qu'il leur « prescrira; M. de Maubreuil étant chargé d'une « mission secrète de la plus haute importance.

« *Le Commissaire provisoire du département de* « *la police générale,*

« *Signé :* ANGLÈS.

(*Cachet.*)

« Paris, le 17 avril 1814. »

« Il est ordonné à toutes les autorités militaires « d'obéir aux ordres qui leur seront donnés par « M. de Maubreuil, lequel est autorisé à les requérir « et à en disposer selon qu'il le jugera convenable, « étant chargé d'une mission secrète.

« Messieurs les commandants de corps veilleront « à ce que les troupes soient mises sur-le-champ à « sa disposition, pour l'exécution des ordres dont il « est chargé pour le service de Sa Majesté Louis XVIII.

« *Le Ministre de la guerre,*

« *Signé :* Général comte DUPONT.

(*Cachet.*)

« Paris, 16 avril 1814. »

« Le Directeur général des postes ordonne aux « maîtres de poste de fournir à l'instant à M. de « Maubreuil, chargé d'une haute mission, la quantité « de chevaux qui lui sera nécessaire, et de veiller à « ce qu'il n'éprouve aucun retard pour l'exécution

« des ordres dont il est chargé pour le service de
« Louis XVIII.

« *Le Directeur général des postes et relais*
« *de France,*

« *Signé :* Bourienne.

(*Cachet.*)

« Paris, le 17 avril 1814. »

« *P. S.* — Le Directeur général ordonne aux « inspecteurs et maîtres de poste de veiller avec le « plus grand soin à ce que le nombre de chevaux « demandé par M. de Maubreuil, lui soit fourni avant « et de préférence à qui que ce soit, et qu'il n'é- « prouve aucun retard.

« *Le Directeur général,*

« *Signé :* Bourienne.

(*Cachet.*)

« Paris, le 17 avril 1814. »

« M. le général de Maubreuil étant chargé d'une « haute mission d'une très-grande importance, pour « laquelle il est autorisé à requérir les troupes de « Sa Majesté Impériale Russe, M. le général en chef « de l'infanterie russe, baron de Saken, ordonne aux « commandants des troupes de les mettre à sa dispo- « sition, pour l'exécution de sa mission, dès qu'il les « demandera.

« *Le Général en chef de l'infanterie russe,*
« *gouverneur de Paris,*

« *Signé :* Baron Saken.

(*Cachet.*)

« Paris, le 17 avril 1814. »

« M. le général de Maubreuil étant autorisé de
« parcourir la France pour des affaires d'une très-
« grande importance et pour l'exécution d'une
« très-haute mission, et pouvant, dans son besoin,
« avoir occasion de requérir les troupes des hautes
« puissances; en conséquence de ce, et suivant
« l'ordre de M. le général en chef de l'infanterie
« russe, baron de Saken, il est ordonné à MM. les
« commandants des troupes alliées de les lui fournir
« sur ses demandes, pour l'exécution de sa haute
« mission.

« *Le Général d'état-major,*

« *Signé :* Baron DE BROKENHAUSEN.

(*Cachet.*)

« Paris, le 17 avril 1814. »

Tels furent les ordres remis à Maubreuil le 17 avril. On en établit des duplicatas dans lesquels le nom de Dasies était substitué au nom de Maubreuil, et Dasies les reçut pour qu'un accident arrivé au chef de l'entreprise n'en arrêtât pas l'exécution.

Nous ne pensons pas qu'il y ait, dans les temps modernes, un second exemple d'un pouvoir aussi illimité donné à un simple particulier dans toute l'étendue d'un État, et d'une mission élevée à une pareille hauteur d'importance et de mystère; car il n'est pas un mot, dans la teneur de ces ordres extraordinaires, qui puisse rien faire soupçonner sur la nature de leur objet, si ce n'est qu'il constituait un secret d'État des plus redoutables.

Maubreuil a soutenu toute sa vie, au milieu des anathèmes de tous les siens et des persécutions effroyables attirées sur lui par ses déclarations obstinées, que la mission, objet des cinq ordres fameux, était l'assassinat de l'Empereur sur la route du Midi. Le parti royaliste, au contraire, a prétendu qu'il s'agissait simplement de recouvrer une partie des diamants de la couronne, dont on supposait que la Reine Catherine pouvait être dépositaire pour le compte de la famille Bonaparte; mais il a soutenu cette thèse avec un embarras extrême, une répugnance visible à parler de cette affaire et seulement dans de rares occasions, alors que le silence devenait absolument impossible devant quelque recrudescence des interrogations accusatrices de l'opinion libérale. Quant au gouvernement même des Bourbons, il s'est renfermé dans un mutisme complet; aucun acte officiel n'est venu donner un sens au fait, dont personne d'ailleurs ne contestait le caractère authentique, d'une mission donnée à Maubreuil, le 17 avril 1814, par le comte d'Artois, lieutenant-général du roi Louis XVIII.

Pour donner une idée du silence gardé à cet égard par le gouvernement de la première restauration et de l'embarras où cette absence de mot d'ordre mettait ses propres agents, nous citons le passage suivant du rapport de M. Besson, que nous avons déjà mentionné, rapport classé naturellement parmi les documents *royalistes* :

« Des pièces semblables furent délivrées au sieur

« Dasies. Mais quel était le but de cette mission et « par qui fut-elle confiée aux sieurs Maubreuil et « Dasies ?

« Les pièces du procès, qui sont au nombre de « trois cent soixante-cinq, ne présentent rien de « certain sur ces deux points importants. Les juges « d'instruction n'ont recueilli à cet égard que les « déclarations de Dasies, Colleville et Maubreuil, et « deux brouillons de lettres de celui-ci à l'adresse du « Ministre de la guerre et du Commissaire provisoire « chargé du portefeuille de la police générale. »

Les Cabinets russes et prussiens ont imité cette réserve sur la part de responsabilité que leurs mandataires militaires avaient assumée sur eux dans l'affaire ; mais s'ils ont accordé au gouvernement français le bénéfice de leur silence, ils ne l'ont fait que par contrainte et avec une mauvaise humeur non dissimulée ; il est même à présumer que les signatures des deux commandants en chef des armées alliées ont été surprises par les ministres français ; seulement l'histoire n'a pu, jusqu'ici, saisir le nœud secondaire de cette partie de l'intrigue, ni deviner ce qui s'est passé dans le cabinet d'Alexandre et dans celui de Frédéric Guillaume, comme elle explique à peu près complétement tout ce qui s'est tramé dans le cabinet de M. de Talleyrand.

Nous commençons par déclarer que le témoignage de Maubreuil est, à nos yeux, sans grande valeur morale ; mais en présence des cinq documents authentiques que nous venons de rapporter, nous nous

bornons à demander si l'explication royaliste, celle de la recherche des diamants de la couronne, est admissible. Malheureusement pour ce parti, son explication, la seule, nous en convenons, qu'il pouvait mettre en avant toutes les fois qu'il lui était impossible de se taire, est matériellement ruinée par des faits du même ordre officiel et inattaquable que celui des cinq signatures. Voici ces faits :

Le *Moniteur* du 10 avril 1814, contient un arrêté du gouvernement provisoire qui débute en ces termes :

« Le Gouvernement provisoire, informé que,
« d'après les ordres du souverain dont la déchéance
« a été solennellement prononcée le 3 avril, des
« fonds considérables ont été enlevés de Paris dans
« les jours qui ont précédé l'occupation de cette ville
« par les troupes alliées..., arrête..., etc. »

Puis vient l'énumération de tous les fontionnaires publics qui sont tenus, sous leur responsabilité, d'arrêter le transport des fonds provenant de cet enlèvement, de les saisir et d'en opérer immédiatement le dépôt dans la caisse publique la plus voisine.

Dès la veille, c'est-à dire le 9 avril, un agent du gouvernement provisoire, M. Dudon, récemment tiré du donjon de Vincennes, où il était enfermé pour avoir déserté son poste à l'armée d'Espagne, était parti pour Orléans. Le 10, il entrait dans cette ville en même temps que l'Impératrice Marie-Louise, venant de Blois. Là, M. Dudon, armé du décret du

gouvernement provisoire, ouvertement, officiellement, sans la moindre opposition de la part des autorités orléanaises, qui venaient de recevoir l'Impératrice en souveraine, des quinze cents soldats de la garde impériale qui l'escortaient, de M. de Schouwaloff, aide de camp de l'empereur de Russie, qui l'accompagnait, M. Dudon, disons-nous, s'empara :

1° Des diamants de la couronne, qui lui furent remis intégralement, sur reçu détaillé, y compris le *Régent*, que l'Impératrice tira de son propre sac où elle le portait ;

2° De 15 millions, propriété personnelle de l'Empereur, provenant des économies de sa liste civile et du trésor accumulé dans les caves des Tuileries, trésor réduit à cette somme par l'affectation que Napoléon en avait faite aux dépenses de l'armée pendant la campagne de 1814 ;

3° De toute la vaisselle d'or, d'argent, de vermeil, de table, de toilette, etc., appartenant à Napoléon et à Marie-Louise. (Le soir, l'évêque d'Orléans prêta la sienne pour le service de l'Impératrice.)

Ainsi, dès le 10 avril, les diamants de la couronne, dans l'état où ils existent encore aujourd'hui, étaient rentrés dans les mains du gouvernement provisoire, et il avait suffi, pour opérer cette saisie, d'un simple agent pourvu d'un mandat avoué, public, spécial et procédant à l'exécution du décret de la veille ; et cet agent avait eu le pouvoir et la facilité, non-seulement de reprendre les diamants de la couronne, mais de dépouiller la fille de l'empereur d'Autriche de la fortune de son mari, de ses bijoux et de ses objets

précieux les plus intimes et les plus personnels. Commissaires russes, garde impériale, autorités impériales, tout le monde avait trouvé l'opération, sinon toute simple, du moins impossible à entraver par un acte d'opposition quelconque.

Et l'on ose dire que le 17 avril, cinq jours après l'entrée du comte d'Artois à Paris et la constitution du gouvernement des Bourbons, dont le gouvernement provisoire n'était qu'une délégation incertaine et contestée, l'application de ce même arrêté du 9, à la Reine de Westphalie, a pu nécessiter les ordres extraordinaires donnés à Maubreuil, c'est-à-dire les autorités civiles et militaires, les armées russes et prussiennes mises à la disposition d'un seul, pour une mission *secrète* et de la *plus haute importance !*

Le vol fait à l'Impératrice Marie-Louise, entourée encore de tout le prestige et de tout l'apparat de l'autorité souveraine, venait d'être accompli comme un simple acte d'administration ; le prétexte légal de l'arrêté du 9 avait suffi ; et voler la Reine Catherine, fugitive, isolée, munie d'un simple passeport, prenait les proportions d'une affaire d'État européenne ! la France, la Russie et la Prusse avaient besoin de la comploter dans l'ombre et de s'armer de toutes leurs ressources !

Si une contradiction aussi absurde ne suffisait pas pour ruiner l'explication des royalistes, nous ajouterions que s'il se fût agi d'une recherche quelconque d'argent, de diamants, de papiers à opérer, même d'une manière générale, sur la personne des membres

de la famille Bonaparte, l'empereur Alexandre, qui fit publiquement éclater son indignation et qui traita fort mal le gouvernement français au sujet de cette affaire, n'aurait pas manqué, dans sa réponse à la Reine, tout en lui promettant justice, d'excuser ses alliés et lui-même, en alléguant un malentendu, des ordres mal compris ou dépassés ; nullement, sa réponse ne respire que l'étonnement et l'indignation, comme s'il était stupéfait d'apprendre que sa cousine ait pu avoir quelque chose à démêler avec Maubreuil et avec sa mission, quelque idée d'ailleurs qu'il eût de cette mission.

Rapprochés des premières propositions de Roux Laborie, les ordres du 17 avril sont devenus, aux yeux de l'histoire, des arrêts d'assassinat dressés par le gouvernement des Bourbons contre l'Empereur Napoléon. Il ne peut plus y avoir d'incertitude que sur la part plus ou moins grande prise dans le complot par chacun des deux ou trois personnages qui gouvernaient, à ce moment, pour le comte d'Artois.

Maubreuil les a évidemment trompés. Que le cœur lui ait manqué au moment d'aller attendre l'Empereur sur la route de Lyon, ou qu'il n'ait pas réussi, malgré ses fanfaronnades de conspirateur, à recruter une bande d'assassins assez nombreuse et assez déterminée (car sa tête, dont l'exaltation touchait parfois à la folie, était peu capable de concevoir un plan mûrement réfléchi), il est certain que dès le 17 au soir, venant de recevoir les fameux ordres, il se jeta dans une entreprise tout à fait incompatible avec celle à laquelle il s'était engagé, ce qui prouve qu'il

était résolu à ne pas tenir ses promesses. Il a prétendu, dans ses différents procès et ses nombreux mémoires, que ce fut le hasard qui fit tomber la Reine Catherine au milieu d'une de ses bandes, celle de Fossard, alors qu'il faisait avec ses agents des semblants de manœuvres et qu'il dressait des embuscades fictives autour de Fontainebleau, pour entretenir les illusions de ses patrons royalistes et sauver ainsi la vie de l'Empereur.

Les instructions judiciaires démentent ces allégations, comme elles mettent à néant toute cette fantasmagorie de bandes et d'agents mis en mouvement du 17 au 21 avril et dont on n'a jamais trouvé trace. La vérité est que, le 17, Maubreuil ayant eu connaissance des préparatifs de départ de la Reine, s'embusqua avec Dasies, le seul complice sérieux qu'ait révélé l'instruction, devant la porte de l'hôtel Fesch, rue du Montblanc, qu'ils suivirent de poste en poste les voitures de Catherine jusqu'à Pithiviers; que là, ayant appris le changement d'itinéraire sur Montereau, ils prirent les devants et arrivèrent le 20 dans cette ville. Elle était occupée alors par des corps de la garde impériale qui attendaient les ordres de dislocation de l'armée. Un détachement de chasseurs et de mamelucks qui en faisait partie était commandé par un M. Tryon de Montalembert, connu de Maubreuil et même son allié. Sur la présentation de l'ordre du Ministre de la guerre, M. Tryon de Montalembert s'empressa de mettre à la disposition de Maubreuil un peloton de chasseurs et de mamelucks, et même, si l'on en croit Maubreuil, se prêta

à faire un choix d'hommes capables de tout entreprendre. C'est avec cette troupe, renforcée à quelques heures de là par une seconde, mise également en réquisition à Montereau, que Maubreuil et Dasies vinrent se poster au relai de Fossard et y arrêtèrent, comme nous l'avons raconté, la Reine Catherine, le 21 avril, à sept heures du matin.

Toute l'existence de Maubreuil s'est usée à soutenir, avec une énergie et une persistance dont nous ne cherchons pas à atténuer le caractère véritablement extraordinaire, la thèse suivante : Dès la première ouverture de Roux Laborie, Maubreuil a joué le jeu d'entrer dans ses vues, de prendre des engagements, mais avec l'intention bien arrêtée de ne pas les tenir. En suivant cette conduite, il aurait eu un double motif : premièrement, de sauver sa propre tête, qui eût été fort compromise s'il était resté possesseur du secret d'un pareil projet après avoir refusé de s'y associer; en second lieu, de sauver la tête de l'Empereur, qu'un autre, moins scrupuleux que lui, se serait, sur son refus, chargé de frapper. Suivant lui, les ordres du 17 avril avaient pour but l'assassinat de l'Empereur après son départ de Fontainebleau. Maubreuil les a acceptés pour qu'ils ne tombassent pas en d'autres mains ; il a feint de mettre du monde en mouvement autour de Fontainebleau et sur les différentes routes conduisant de cette ville dans le Midi. L'arrestation de la Reine Catherine, la saisie de ses diamants et de son argent, n'ont eu d'autre but que de donner le change au gouvernement français, par l'exécution d'un coup de main sur

un membre de la famille Bonaparte, la tentative sur son chef étant censée avoir échoué, enfin, d'apaiser les promoteurs de l'assassinat en leur donnant de l'or au lieu du sang attendu.

Tel est l'étrange système de justification ou d'accusation, comme on voudra, duquel, depuis un demi-siècle, Maubreuil n'a pas dévié un seul jour. On peut dire qu'il a vécu toute sa vie de cette idée, poursuivie avec une prodigieuse ténacité, et qu'il en vit encore, dans un sens tout matériel, puisque, si nous ne nous trompons, il n'a plus que les secours de Napoléon III pour soutenir les derniers jours de son inexplicable et tragique carrière.

Peu nous importe, d'ailleurs, de savoir quels ont été les secrets motifs de Maubreuil, lorsqu'il a épargné l'Empereur, et ce qui s'est réellement passé, au mois d'avril 1814, dans cette âme livrée aux plus mauvaises passions et surexcitée encore par les commotions violentes de cette époque funeste ; il nous suffit d'avoir montré que l'idée d'assassiner l'Empereur, conçue par Roux Laborie, secrétaire de Talleyrand pendant l'existence du gouvernement provisoire, a été reprise, par les ministres, conseillers ou agents du comte d'Artois, lieutenant-général du royaume, et poussée par eux jusqu'à la dernière limite qu'ils pouvaient atteindre ; la main, qu'ils avaient armée, ayant faibli au moment suprême.

Voilà la question de l'assassinat vidée. Il en reste une autre à éclaircir, celle du vol, qui ne manque pas non plus d'un certain intérêt, car il est instructif de rechercher si les *assassins politiques*, agissant au

nom du comte d'Artois, n'auraient pas été en même temps des filous et des receleurs du plus bas étage.

Les faits que nous allons exposer sont ici d'autant mieux à leur place, que tout le développement de l'affaire, postérieur à l'arrestation de Fossard, n'est qu'une conséquence des réclamations de la Reine appuyées des menaces de l'empereur Alexandre. Toutefois, avant de présenter ce résumé, il est nécessaire de rapporter un fait qui est de nature à l'éclairer d'un jour très-vif. Sans la connaissance de ce curieux précédent, le lecteur pourrait s'étonner et presque douter des rapports intimes existant entre les agents du comte d'Artois, Vitrolles et Vanteaux, et des voleurs de grand chemin comme Maubreuil et Dasies, et ne pas se bien rendre compte de la confusion que l'on établissait alors, comme la chose du monde la plus naturelle, entre les droits du Prince et ceux de l'État, entre sa caisse particulière et celle du fisc. Nous empruntons le récit à M. Thiers, qu'on ne peut soupçonner ni de manquer de ménagements, quand il met en scène la personne d'un Bourbon, ni d'être à la recherche des anecdotes scandaleuses. — Il s'agit de la suite de l'expédition de M. Dudon à Orléans, lorsqu'il eut saisi, entre les mains de Marie-Louise, le trésor particulier de Napoléon et sa vaisselle d'or et d'argent (*Histoire du Consulat et de l'Empire*, vol. XVIII, p. 59) :

« Les auteurs de cette expédition avaient voulu « conduire aux Tuileries les fourgons contenant les « 10 millions, comme une portion recouvrée du

« domaine public, dont ils désiraient faire hommage
« à M. le comte d'Artois. Et, effectivement, le dépôt
« avait été conduit intact à la porte du Prince.
« Lorsque le baron Louis, ministre des finances,
« connut le fait, il en fut irrité au plus haut point. . .
« . . . . . . . . . . . . . . . . . .
« Malgré son dévouement aux Bourbons, en apprenant qu'on avait transporté aux Tuileries les dix
« millions dont il avait un besoin indispensable, il
« fut courroucé de la privation et de l'irrégularité.
« Il assembla les principaux personnages composant
« le ministère et le conseil du Prince, leur dénonça
« le fait, et déclara que si les 10 millions n'étaient
« à l'instant renvoyés au Trésor, il donnerait sa démission motivée. On s'efforça de le calmer ; on lui
« conseilla d'aller chez le Prince, de lui faire connaître, avec modération et convenance, les règles
« établies, depuis 1789, dans la gestion de la fortune publique, et on lui promit qu'il aurait satisfaction.

« Le ministre, un peu apaisé, se rendit chez le
« comte d'Artois, le surprit sans lui déplaire par la
« vigueur de son langage, et le trouva facile à rendre
« un bien qu'il ne songeait nullement à s'approprier,
« et dont il aurait usé tout au plus en faveur de ses
« amis malheureux si on ne lui avait pas dit que
« c'était le bien de l'État, indispensable d'ailleurs à
« l'acquittement des services publics. Les 10 millions
« furent rendus, à 500,000 francs près, qui étaient
« nécessaires pour l'entretien de la maison du
« Prince. »

L'arrestation de Fossard et la remise aux Tuileries, entre les mains des gens du comte d'Artois, du produit de cet acte audacieux, ont été des opérations du même ordre que l'expédition d'Orléans et le transport du trésor impérial à *la porte* du Prince. Dans l'affaire Maubreuil (la question d'assassinat réservée), il y a eu moins de régularité, et le vol de bas étage, la filouterie y ont joué un rôle dont il n'y a pas trace dans l'affaire Dudon, mais au fond, l'une comme l'autre sont le produit de la réaction Bourbonnienne telle que la comprenaient les émigrés et les amis du Prince. Celle-ci explique celle-là, qu'elle a précédée de huit jours.

Donc, le 21 avril à midi, Maubreuil et Dasies quittèrent Fossard dans leur voiture de poste, accompagnant la patache sur laquelle étaient les onze caisses; le convoi marchait sous l'escorte de neuf mamelucks ou chasseurs de la garde et d'un maréchal-des-logis. On s'arrêta à Chailly pour y terminer la journée et y passer la nuit. Sept chasseurs de l'escorte furent congédiés. Pendant ce séjour à Chailly, les caisses furent déchargées de la patache et portées dans la chambre de l'hôtel où s'étaient installés Maubreuil et Dasies.

Le lendemain 22, les caisses furent replacées sur la patache, moins celle contenant les 84,000 francs et le nécessaire du Roi. Le maréchal-des-logis, avec deux cavaliers, reçut ordre de les escorter jusqu'à Paris, et de les porter chez de Vanteaux, rue Taitbout, 18. Le sous-officier fut en outre chargé de remettre à ce dernier la lettre suivante de Maubreuil :

« Je t'envoie, mon cher Alexandre, un magasin « de cassettes ; on m'a bien assuré que les deux « cassettes n° 2 et n° 3, qui manquaient à l'envoi « que tu as fait précédemment au château, y étaient. « Toutes ces caisses ont été prises sur la Reine de « Westphalie, non sans peine, je t'assure, et sans des « menaces qui n'ont pu altérer le zèle que je porte « aux intérêts de notre Roi, qui doit avant tout « retrouver ses bijoux et son argent. Je suis à la « poursuite d'autres objets plus considérables. On est « bien en peine de savoir ce qui se passe. Le Roi « Jérôme et son digne frère font le diable à Orléans. « Ils ont armé aux environs des paysans. Je les « joindrai et t'en conduirai un sous peu. »

Le 22, à midi, de Vanteaux reçut les caisses et la lettre.

Cependant le même jour, au lieu de les suivre, Maubreuil et Dasies se dirigèrent sur Versailles, emportant dans leur voiture la cassette de l'or et celle du nécessaire. Descendus à l'hôtel du Merle-Blanc, ils firent porter les deux coffres dans leur chambre. En transportant celle de l'or, le poids la fit défoncer; on en ficela les débris avec les quatre petits sacs qu'elle contenait. Un serrurier fut appelé, ouvrit le nécessaire (dont le Roi avait gardé la clef), Maubreuil ayant désiré en reconnaître le contenu. Il fut refermé par le même ouvrier.

Dans la soirée, Maubreuil et Dasies partent pour Paris et se séparent en y arrivant. Dasies se rend droit chez de Vanteaux; Maubreuil va le rejoindre,

après avoir déposé les deux coffres dans une chambre, rue Neuve-du-Luxembourg, 25, louée un mois auparavant, par le valet de chambre Barbier, sous son propre nom.

Dans la nuit du 22 au 23, entre minuit et une heure, Maubreuil, Dasies et de Vanteaux se trouvent enfin réunis chez de Vanteaux. Ce dernier avait les neuf caisses depuis douze heures; il s'était rendu aux Tuileries après les avoir reçues; on l'avait invité à les déposer entre les mains de M. de Vitrolles, secrétaire d'État, conseiller du comte d'Artois, et logeant aux Tuileries même. Mais ce dépôt n'avait pas été effectué le jour même, de Vanteaux prétendant que le temps lui avait manqué.

Le 23 au matin, la plainte de l'empereur Alexandre venait de parvenir aux Tuileries. Tout y était en grand émoi; dès ce moment, on y reconnaissait la nécessité de sacrifier quelqu'un à la colère de l'empereur de Russie, et de donner une tournure juridique à l'affaire; on parlait d'arrêter Maubreuil. Ce dernier, pressé par de Vanteaux, fait porter la cassette du Roi rue Taitbout, 18, et de là aux Tuileries, chez le baron de Vitrolles, qui la reçoit. Mais ce n'est que dans la nuit qui suit cette journée du 23, à une heure du matin, que Maubreuil porte aux Tuileries les quatre sacs d'or et les débris de la cassette qui les contenait. Il y arrive accompagné de Dasies, de Vanteaux, des nommés Gaudin et Geslin. Introduits chez le baron de Vitrolles, ils le trouvent couché; alors, en présence de tous ces témoins, Maubreuil pose les quatre sacs sur la table de nuit du baron. M. de

Vitrolles lui dit que c'est bien, et de revenir le lendemain.

Le surlendemain 25, seulement, Maubreuil et Dasies sont rappelés aux Tuileries, et là, en présence de Vanteaux et d'autres témoins, il est procédé, *pour la première fois*, à l'apposition des scellés sur les onze caisses. Maubreuil et Dasies sont arrêtés, et les caisses portées à la préfecture de police. Plus tard, les scellés furent levés, et on procéda au récollement des objets contenus dans les coffres, au moyen des inventaires remis par Madame de la Rochette et par le Baron de Marinville, au nom du Roi Jérôme et de la Reine Catherine. Cette opération permit de constater que les diamants, bijoux et objets précieux portés sur les états, avaient disparu presque en totalité; que les quatre double-fonds secrets du nécessaire du Roi étaient restés intacts; enfin, que les quatre sacs qui devaient contenir 84,000 francs, ne renfermaient que 2,000 francs en pièces de un franc et de cinquante centimes.

Tels sont les faits judiciairement constatés et reconnus par les documents royalistes. Leur exactitude n'est donc pas en cause.

Ainsi, du 21 au 25 avril, les coffres ont passé, de mains en mains, entre celles de Maubreuil, de Dasies, de Vanteaux et de Vitrolles, jusqu'au moment où ils ont été régulièrement mis sous les scellés.

L'or et les diamants ayant disparu, il faut qu'ils soient restés accrochés à quelques-unes des étapes de cette longue pérégrination de la fortune de Jérôme et de Catherine, commencée à Fossard et terminée à

la préfecture de police. De Vanteaux et de Vitrolles, tout autant que Maubreuil et Dasies, les ont eus et gardés en leur possession jusqu'à l'apposition des scellés. Il est inutile d'ajouter que chacune des deux parties adverses accuse l'autre de les avoir volés.

En ne tenant compte que de ces deux affirmations contradictoires et de la *moralité légale* des personnages en cause, nous convenons qu'il y aurait *présomption* en faveur de Vitrolles et de Vanteaux, c'est-à-dire qu'il paraîtrait vraisemblable que le vol de l'or et des diamants est le fait de Maubreuil et de Dasies. Mais il s'est passé, à la suite de l'arrestation de ces deux hommes, des faits d'une nature fort étrange et qui obscurcissent considérablement ce dilemme assez simple dans sa formule : *Les diamants et l'or ont été volés ou par Maubreuil et Dasies, ou par les agents du comte d'Artois.* Il serait bien possible que la vérité fût à la fois dans l'un et l'autre de ces deux termes, ou plutôt qu'il fallût la chercher dans un tissu de combinaisons mystérieuses, d'intrigues enchevêtrées, d'impudents mensonges, imbróglio inexpliqué, mais compromettant au plus haut degré pour tous les noms qui s'y trouvent mêlés.

Arrêtés le 25 avril, Maubreuil et Dasies sont mis au secret. La magistrature que, malgré les passions du temps, nous voulons bien croire avoir agi de bonne foi en cette circonstance, c'est-à-dire à l'aveugle, poursuivit l'instruction de l'affaire, dont la marche était d'ailleurs scrupuleusement surveillée et pressée par l'empereur Alexandre. Barbier, valet de chambre de Maubreuil, Fraitur, son cocher, Muller,

domestique de Colleville, furent arrêtés. On fit des perquisitions à leurs domiciles, dans ceux de leurs familles et de leurs amis, et aux différents endroits où s'étaient arrêtés Maubreuil et Dasies du 21 au 25 avril, notamment dans la chambre de la rue Neuve-du-Luxembourg, n° 25. Les débris de bijoux et les bijoux de peu de valeur qu'on y saisit prouvèrent que si Maubreuil n'avait pas tout pris, il ne s'était nullement fait scrupule de s'approprier une partie du trésor. Au-delà, l'instruction ne trouvait qu'obscurité, et s'arrêtait embarrassée devant la justification accusatrice de Maubreuil, qui, du fond de son cachot et avec une indomptable énergie, traitait les hommes les plus puissants du jour d'assassins et de voleurs.

Cependant, cette première captivité de Maubreuil et les délais plus ou moins légaux apportés au jugement public du procès, n'avaient arrêté ni les réclamations de la Reine Catherine, alors en exil, ni les instances impérieuses de l'empereur de Russie. Convaincu évidemment que toute l'affaire ne reposait pas sur la tête de Maubreuil, Alexandre ne se contentait nullement de son arrestation et des promesses d'une réparation juridique; il exigeait du gouvernement français que l'on rendît les diamants, et cela avec une insistance peu flatteuse pour ceux qu'il pressait ainsi, car il était difficile de leur dire plus clairement qu'on ne leur réclamait que ce qu'il était en leur pouvoir de restituer, c'est-à-dire que ce qu'ils détenaient eux-mêmes.

Cette pression de l'empereur de Russie était

devenue tout à fait impossible à éluder, quand, au mois d'août 1814, la Chancellerie russe fut officiellement informée par le gouvernement français que les diamants de la Reine Catherine venaient d'être retrouvés. Un nommé Huet, employé à la préfecture de police, pêchant à la ligne dans la Seine, sur le quai de la Conférence, avait, disait-on, retiré de l'eau, accrochés à son hameçon, trois peignes avec leurs garnitures de diamants, d'opales et de perles. *Quinze jours* après cette découverte, une perquisition fut censée faite dans cette partie du lit de la Seine par les soins de la police. Il en résulta la découverte d'une certaine quantité d'objets précieux, reconnus pour avoir fait partie des écrins de la Reine de Westphalie. L'ensemble des objets ainsi retrouvés représentait, en valeur, un peu moins de la moitié de ce qui avait été enlevé à Fossard. Le tout fut déposé au Palais de Justice, comme pièces de conviction.

C'est là, c'est dans ce dénouement inattendu donné officiellement à l'affaire des diamants, c'est dans cette satisfaction trouvée à point nommé pour apaiser Alexandre, que gît évidemment le nœud de la question du vol; mais nous convenons qu'il n'a pas encore été dénoué et qu'il ne le sera vraisemblablement jamais.

Il paraît certain que Huet avait eu des rapports, dans la prison, avec les domestiques de Maubreuil. Ce serait donc d'après leurs indications qu'il aurait mis la main sur le trésor; ou bien, si l'affaire de la découverte est une pure invention, une comédie

montée par la police pour avoir un prétexte honnête de représenter le corps du délit, il faut admettre qu'elle a exploité cette circonstance des rapports de Huet avec Barbier et Fraitur, pour donner à tout le procès une tournure défavorable à Maubreuil. En effet, à la faveur de cet enchaînement de circonstances singulières, un lien de vraisemblance s'établirait entre les suppositions suivantes : Maubreuil se débarrasse des diamants en les jetant dans la Seine de ses propres mains ou par celles de ses domestiques; ces derniers en font l'aveu à Huet dans la prison; Huet repêche les diamants pour son compte ou pour le compte de la police. Dans le cas le plus favorable aux versions royalistes, il faudrait encore reconnaître que l'histoire des hameçons est une pure fable, puisqu'elle suppose que le hasard seul, et non pas un indice révélateur, a conduit Huet à la découverte du trésor.

Mais ce qu'il y a d'extraordinaire, c'est que l'instruction la plus obstinée, le régime du secret, la pression judiciaire et policière la plus rigoureuse, n'ont pu tirer de Barbier ni de Fraitur un aveu quelconque de leur participation à l'abandon des diamants dans la Seine, aveu qui déchargeait presque complétement tous les gens du château, et qu'on leur eût payé d'un bien autre prix que la liberté. En outre, l'attitude de Huet, incarcéré après la découverte, n'a pas cessé d'être des plus énigmatiques, et l'on n'est jamais parvenu à établir, pour la pleine et entière justification de Vanteaux et consorts, un historique vraisemblable, conduisant les diamants de Fossard

au Palais de Justice par les stations des Tuileries et de la Seine, et après un voyage de quatre mois.

L'opinion libérale, en 1814 et en 1815, n'a pas manqué de s'emparer de toutes ces obscurités, de toutes ces contradictions pour attaquer, avec les armes de la haine et de l'ironie, le système de défense des royalistes. Ce fut principalement sur l'affaire de la pêche que s'accumulèrent les incrédulités, les railleries, les dénégations. Le mot de *pêche miraculeuse* fut le premier des mille quolibets qui coururent Paris à cette époque, au sujet de l'ingénieuse invention dont on faisait successivement honneur à tous les hommes du nouveau gouvernement. Tout, disait-on, dans cette fable, jusqu'à la qualité du pêcheur, trahissait la main de la police, et d'une police nouvelle, encore peu sûre d'elle-même, cherchant avec maladresse à renouer les traditions de l'ancien régime, interrompues par vingt ans de révolution.

En dehors des circonstances même de la découverte, la supposition que Maubreuil aurait jeté ou fait jeter les diamants dans la Seine (supposition officiellement admise par le gouvernement des Bourbons et nécessaire à sa justification), était déclarée inadmissible. Maubreuil, arrêté le 25 avril aux Tuileries même, où il avait été appelé pour assister à l'apposition des scellés, n'avait pu soupçonner, quelques jours ou quelques heures avant ce moment, qu'il fût dans cette situation désespérée où un voleur doit faire l'abandon volontaire du fruit de son vol pour en effacer la trace.

En rappelant la nature exceptionnelle de l'affaire,

les intérêts mis en jeu, la qualité des personnages, on soutenait que si Maubreuil, du 21 au 25 avril, s'était vu un seul instant dans la nécessité absolue de renoncer à cette fortune, pour laquelle il avait risqué le plus audacieux attentat, il lui eût été bien plus avantageux de la remettre simplement entre les mains de Vitrolles, de Vanteaux ou de tout autre, que d'aller la jeter dans la Seine.

Par le fait, il est difficile d'admettre qu'en restituant les diamants aux hommes qui les redemandaient avec tant d'instance, soit pour se les partager, soit pour les mettre à la disposition d'Alexandre, Maubreuil ne se fût pas ménagé de bien meilleures conditions qu'en se privant lui-même à la fois, par un acte insensé, et de la fortune et du moyen de se concilier ses redoutables adversaires, et de faire d'eux des amis ou des complices.

Toutes ces particularités étranges, qui font de cette affaire une des plus obscures de l'histoire des procès célèbres, sont exposées dans une note rédigée par Me Caulet, défenseur de Maubreuil, au mois de mars 1815 (avant la rentrée de l'Empereur), et remise au ministre de la guerre, le maréchal Soult, par MM. de La Rochejaquelein. Nous la donnons en entier, parce qu'elle présente cet intérêt particulier propre aux documents contemporains de l'affaire même qu'ils concernent, et ensuite, parce qu'écrite par une plume visiblement royaliste, il n'est pas possible d'y voir une arme forgée par l'opinion libérale.

NOTE REMISE PAR Me C... A MM. DE LA ROCHEJAQUELEIN, POUR LE MINISTRE DE LA GUERRE

(Postérieure de quelques jours au 3 mars 1815)

« A l'instant où l'affaire de M. de Maubreuil vous « est renvoyée, il convient de vous représenter que « les bruits qui, dans le monde, ont pu frapper votre « oreille au détriment de cet accusé, ont été produits « par une succession d'événements dont nulle pré- « voyance humaine ne pouvait le garantir. La plainte, « que l'on disait *appuyée de très-haut*, était portée « par une ci-devant Reine; les personnes arrêtées, « sorties de bonnes familles, étaient en butte à cer- « tains ressentiments, parce que, les premières, elles « avaient applaudi publiquement au retour du sou- « verain qui vient de vous donner de sa confiance la « marque la plus éclatante. L'importance des valeurs « réclamées, que l'on affectait d'exagérer; la rigueur « inouïe d'un secret de quatre-vingt-dix jours, pen- « dant lesquels les menaces et les promesses ont été « prodiguées pour arracher de la main de M. de Mau- « breuil des diamants qui n'y étaient pas; les décla- « mations ouvertes et les sourdes manœuvres de plu- « sieurs agents de la ci-devant Reine, passés maîtres « depuis longtemps dans l'art de pétrir et d'em- « poisonner l'opinion; l'intérêt croisé qu'avaient des « personnages éminents et des hommes en péril peut- « être dans l'affaire, de réunir sur un seul proscrit « tout le poids de la prévention, et de le déshonorer « pour discréditer d'avance ses déclarations; la di-

« rection donnée à l'instruction entre les mains de la « police; la manière dont ses agents ont procédé; « l'habileté avec laquelle, pour lui ôter ses témoins « nécessaires, on lui a accolé pour *complices* ses « compagnons de voyage et tous ses domestiques; « les articles malveillants insérés de temps à autre « dans les journaux pour nommer M. de Maubreuil « et indisposer contre lui les esprits; et, par dessus « tout cela, le morne silence gardé par M. de Mau- « breuil et ses co-accusés depuis le commencement « de l'affaire, comme s'ils étaient réduits à l'im- « puissance de se défendre et comme s'ils étaient « écrasés par l'énormité d'un crime que l'on présen- « tait comme une spoliation faite par des gentils- « hommes, *de leur propre mouvement*, sur une « grande route et à main armée; que fallait-il de « plus, Monseigneur, pour armer la prévention contre « M. de Maubreuil, pour désoler sa noble famille et « pour glacer le courage même de ses défenseurs?

« Mais avec quelle dignité le ministre de la guerre, « constitué juge de fait, déposera-t-il les sentiments « qu'il a pu, comme maréchal, se former dans le « monde, quand il saura que MM. de Maubreuil et « Dasies étaient porteurs d'ordres écrits;

« Que la mission qui leur a été confiée était minis- « térielle, *secrète* et *indéterminée;*

« Qu'il n'appartenait qu'à eux *seuls* d'en révéler « la *nature* et l'*étendue;*

« Qu'ils étaient les maîtres de fournir à l'esprit de « parti un grand aliment;

« Qu'attaqués de toutes parts, ils allaient imprimer

« des mémoires avidement désirés et secouer, au « milieu des passions agitées, le brandon de la dis- « corde, quand, trop dociles peut-être à la voix de « leurs conseils, ils ont fait, au repos public et à la « tranquillité de l'illustre famille rétablie sur son « trône, le sacrifice de l'avantage qu'ils auraient « infailliblement tiré de la divulgation de leurs moyens « et de l'éclat de leur défense ;

« Quand Son Excellence saura :

« Que les caisses contenant les diamants ont été « déposées, dans les mains qui les ont reçues pour « le gouvernement, sans aucune vérification à l'ins- « tant de ce dépôt ; que c'est plusieurs jours après « ce dépôt qu'elles ont été ouvertes devant M. de « Maubreuil, et qu'il a été inquiété et arrêté !

« Qu'il s'agissait alors de faire droit à la réclama- « tion d'un grand souverain en faveur de sa cousine, « et de lui donner politiquement, et en dissimulant « les ordres du gouvernement provisoire, une prompte « satisfaction aux dépens des porteurs et exécuteurs « de ces ordres ;

« Que le soin de *couvrir* le gouvernement ou les « auteurs de ces ordres *confidentiels* et *illimités* a « été si bien recommandé aux personnes chez les- « quelles les caisses contenant les diamants ont été « remises et ouvertes, que sous prétexte de lire les « ordres donnés à M. Dasies, on s'en était emparé, « et qu'il fallut qu'il déployât tout son caractère pour « se les faire rendre ;

« Qu'il y avait longtemps que M. de Maubreuil « était au secret et sans communication avec qui que

« ce soit, quand des diamants ont été trouvés dans « la Seine ;

« Que suivant le procès-verbal qui a été dressé, « c'est un sieur *Huet*, depuis longtemps *attaché à la* « *police*, qui, pêchant à la ligne, a enlevé un premier « peigne, le lendemain, deux autres peignes, que « cependant il est aussitôt allé passer quinze jours « dans son pays, de sorte que ce ne fut qu'après « cette absence qu'il vint, dans la compagnie d'un « commissaire de police, retirer de l'eau le paquet « duquel ces trois peignes avaient, dit-on, fait partie ;

« Que c'est au Roi même, et sous la signature « d'une femme inconnue, que la nouvelle de la pêche « des peignes a été portée ;

« Qu'encore, que l'on prétendît connaître le joail- « lier qui s'est permis d'acheter de Huet, ou de « quelqu'un de sa sorte, la riche monture du premier « peigne pêché, aucune recherche n'a eu lieu contre « ce joaillier; aucune inquiétude ne lui a été donnée ;

« Quand Son Excellence saura :

« Que pour attribuer à M. de Maubreuil d'abord « le dépôt, et ensuite la pêche des diamants dans la « Seine, il n'est pas de moyens dont on ait essayé « l'effet sur lui-même, sur ses compagnons d'in- « fortune, sur les domestiques emprisonnés, et sur « *Huet*, auteur de la découverte, sans que l'on « soit parvenu, jusqu'à ce jour, à fixer entre ces « personnes et l'événement le plus léger point de « contact ;

« Que cependant M. de Maubreuil n'a cessé, par « ses lettres et par les démarches de ses parents et

« amis, d'exciter l'autorité à déployer toutes ses
« ressources pour surprendre ou enlever au pêcheur
« des diamants le secret de la comédie, du rôle qu'il
« y a joué et des véritables fils qui l'ont fait mouvoir;

« Qu'il est échappé plusieurs fois à ce pêcheur
« qu'il avait un bâillon dans la bouche, mais que, las
« de sa captivité et des suites de ce qu'on lui avait
« fait faire, il finirait par parler et tout dire.

« Quand Son Excellence saura enfin :

« Que pendant que M. de Maubreuil, dans les fers
« depuis huit mois, ignore ce qu'a produit pour ou
« contre lui l'instruction, il n'ignore pas combien de
« mouvements se donnent, pour le faire succomber
« et pour se mettre derrière lui à *couvert*, des hommes
« qui sont libres, remuants et éminemment intéressés
« *à ce que les regards demeurent fixés sur les objets*
« *de leur machiavélique diffamation.*

« Avec ces premiers aperçus, Monseigneur, vous
« reviendrez en grande partie d'une opinion qui
« s'est répandue, parce que, n'ayant rien fait dans le
« temps pour la prévenir et ne faisant rien encore
« pour la combattre, son établissement dans le public
« a coûté peu de peine à ses auteurs.

« La vérité, qui doit être tout pour un ministre de
« votre caractère et de votre fermeté, c'est que les
« prévenus se sont tus par des motifs qu'à la vue
« de leurs ordres écrits vous saurez pénétrer, et qu'il
« serait cruel pour eux, mortifiant et douloureux
« pour leurs conseils, que la résignation et le silence,
« qui ont été exigés d'eux, leur devinssent fatals en
« dernier résultat. »

Terminons l'histoire de l'affaire Maubreuil pendant la première restauration.

Maubreuil et Dasies étaient au secret depuis le 25 avril. Le 10 octobre, on les transféra d'une prison dans une autre. Au moment où la voiture qui les transportait passait sous l'arcade Saint-Jean, des amis inconnus se jetèrent à la tête des chevaux et ouvrirent les portières après avoir bousculé les gendarmes. Dasies seul s'évada; Maubreuil refusa de le faire, déclarant qu'il voulait être jugé. A partir de ce moment, Dasies disparaît et l'on n'en entend plus parler, et Maubreuil reste seul à répondre, devant l'histoire et devant la justice, des faits qui s'attachent à son nom.

Le 3 décembre 1814, le tribunal correctionnel de la Seine, devant lequel l'affaire avait été portée, déclara qu'il n'appartenait qu'à l'autorité supérieure militaire d'en connaître. A la suite du rapport de M. Le Gravereuil, directeur des affaires criminelles et des grâces, dont la conclusion était que l'affaire devait être *terminée administrativement par le ministre de la guerre*, le chancelier de France, M. Dambray, a inscrit la décision suivante :

« Approuvé le présent rapport. Il ne m'appartient « pas de prononcer moi-même sur une affaire qui « reste dans les attributions de Son Excellence le « ministre de la guerre, *puisque c'est en exécutant « les ordres qu'il avait donnés que le délit dénoncé « aurait été commis*. C'est donc au ministre de la « guerre à prendre, dans sa sagesse, le parti qui lui

« paraîtra convenable. J'arrête qu'il sera fait un
« inventaire des pièces qui m'ont été adressées, et
« qu'elles seront envoyées à M. le maréchal duc de
« Dalmatie, avec invitation de m'en accuser la
« réception.

« *Le Chancelier de France,*
« *Signé :* DAMBRAY.

« 12 décembre 1814. »

Au mois de mars suivant, rien n'était fait ; l'affaire, remise au ministre de la guerre, n'avait pas fait un pas. Maubreuil était seulement passé de la prison civile dans celle de l'Abbaye. Conformément aux conclusions du rapport précité, le ministre paraissait dans l'intention de laisser l'affaire dans la *voie administrative*, et non de la faire entrer dans une *voie judiciaire* par la convocation d'un conseil de guerre. Seulement, cette voie administrative conduisait à une impasse, et le résultat le plus clair était une violation des plus flagrantes du principe de la liberté personnelle.

Enfin, le 19 mars 1815, la veille du jour où l'Empereur devait rentrer à Paris, le jour même où Louis XVIII en sortait, les portes de l'Abbaye s'ouvrirent pour Maubreuil, sur un ordre du Roi. Le billet suivant prouve l'initiative personnelle que le Roi avait prise dans cette décision et l'importance qu'on y attachait au château :

MINUTE D'UNE LETTRE DICTÉE PAR M. DE NISAR, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT AU MINISTÈRE DE LA GUERRE, LE 19 MARS 1815, A DIX HEURES DU SOIR.

« *A M. le comte de Blacas, ministre de la maison* « *du Roi.*

« Monsieur le comte, M. le maréchal duc de Raguse « m'a envoyé ce matin son aide de camp pour me « dire que l'intention du Roi était que M. de Mau- « breuil fût mis en liberté.

« Je crois devoir faire observer à Votre Excellence « que cette mesure serait incomplète si les pièces de « la procédure n'étaient détruites. Je vous prie, en « conséquence, de prendre les ordres du Roi à ce « sujet et de me les transmettre. »

Nous nous abstenons de tout commentaire et nous laissons au lecteur le soin de faire lui-même cadrer, avec l'ensemble de ses impressions sur cette mystérieuse histoire, les deux faits de l'évasion de l'arcade Saint-Jean et de la mise en liberté de Maubreuil, quelques heures avant l'arrivée de Napoléon.

Voici, comme résumé, le jugement porté par M. de Vaulabelle, dans son *Histoire des deux Restaurations* :

« Cette affaire couvre de trop de honte les diffé- « rents individus qui y ont trempé, pour que tous « ne se soient pas efforcés d'égarer l'opinion. Elle se « résume, quoi qu'on en ait pu dire, en un vol de

« grande route enté sur une positive mission d'as-
« sassinat. »

Nous n'avons plus qu'à ajouter que les diamants, soi-disant trouvés dans la Seine et déposés au Palais de Justice, furent vainement réclamés par le Roi Jérôme et la Reine Catherine pendant la première Restauration. Ils ne leur furent restitués qu'à l'époque des Cent jours, sur un ordre de l'Empereur.

La suite des aventures de Maubreuil est moins importante à connaître, et se rattache moins directement à notre sujet. Nous en donnons toutefois un résumé, pour ne pas laisser incomplète une biographie dont l'un des épisodes a dû être relaté par nous avec quelques détails.

Huit jours après sa mise en liberté par ordre des Bourbons, Maubreuil est arrêté par ordre de l'Empereur et mis au secret.

Ici se place une série de faits de la nature la plus extraordinaire :

Le 18 avril 1815, vingt-deux jours après son incarcération au dépôt de la Préfecture, Maubreuil s'évade au moyen d'une lime et d'une corde qu'un marquis de Brosse lui a fait passer. Maubreuil a toujours soutenu que M. de Brosse était un envoyé du comte d'Artois, alors en Belgique, et que Louis de La Rochejaquelein était intervenu dans son évasion pour la favoriser. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'une fois hors de prison, Maubreuil, à travers mille périls, gagna la Belgique, et que nous le retrouvons à Gand, engagé dans des scènes de violence avec les membres

du gouvernement de Louis XVIII, pour défendre, suivant lui, sa liberté et sa vie contre un complot destiné à le faire disparaître. Le gouvernement des Pays-Bas dut intervenir. Maubreuil, on ne sait pourquoi, fut livré, le 7 mai 1815, aux autorités militaires prussiennes qui occupaient Liége. Le 22 mai, un ordre du roi des Pays-Bas le fit mettre en liberté sur les frôntières d'Allemagne.

Rentré en Vendée aussitôt après la seconde Restauration, Maubreuil est de nouveau décrété d'accusation, mais n'est arrêté qu'en juin 1816. Le 22 avril 1817, le tribunal de police correctionnelle de Paris, après des séances d'une violence et d'un scandale inouïs, se déclara incompétent. Une série inextricable de débats judiciaires commence alors, entremêlés d'arrêts de la Cour de cassation, de plaintes en calomnie de Maubreuil contre un nommé Semallé, agent royaliste. L'affaire est enfin jugée par la Cour de Douai, le 6 mai 1818, et Maubreuil condamné, comme dépositaire infidèle, à cinq ans d'emprisonnement; mais, cinq mois avant l'arrêt, le 1er janvier 1818, Maubreuil avait encore trouvé le moyen de s'évader de la prison de Douai.

En 1821, Maubreuil rentra en France et se présenta chez le préfet de police; arrêté, puis relâché et reconduit en Belgique, quelques mois après il revint en France, et adressa aux Chambres une pétition dévoilant toute l'affaire du complot d'assassinat et du vol des diamants. Il fut immédiatement incarcéré, puis relâché de nouveau, sans qu'il soit possible de suivre le fil des ténébreuses intrigues qui ouvrirent

et fermèrent tant de fois, pour cet homme, la porte de la prison.

Enfin, c'est le 20 janvier 1827 que le nom de Maubreuil retentit pour la dernière fois avec un éclat scandaleux et sinistre. Cet anniversaire de la mort de Louis XVI était l'occasion d'une cérémonie expiatoire, célébrée dans l'église de Saint-Denis. Les princes du sang, les grands officiers de la couronne et tous les grands dignitaires de l'État y assistaient. Au moment où l'assemblée quittait l'église, Maubreuil, fendant la foule, s'approcha du Prince de Talleyrand et lui appliqua un soufflet. Le Prince tomba, presque sans connaissance, sous la violence du coup. Maubreuil, arrêté, fut condamné à cinq ans de prison, réduits à deux par suite d'un appel. Les avocats Germain et Pinet reprirent, à cette occasion, toute l'affaire de la tentative d'assassinat, et, avec une véhémence sans égale, jetèrent à un auditoire frémissant les noms de Roux Laborie, de Dupont, de d'Anglès, de Bourienne, signataires des ordres d'exécution. « Serait-il vrai, dit Germain, que le seul « crime de Maubreuil ait été de n'avoir pas reparu « couvert du sang qu'on lui avait demandé ? »

L'audace de ces accusations publiques, qui n'allaient à rien moins qu'à déshonorer le gouvernement des Bourbons, a lieu d'étonner en pleine Restauration. Elle s'explique par la puissance d'inviolabilité que le mouvement irrésistible de l'opinion publique prêtait dès lors aux interprètes des passions populaires, et fait pressentir l'explosion de 1830.

A partir de cette époque, le silence se fit autour

de cet homme d'une célébrité néfaste. Sans ces lignes qui apprennent à nos lecteurs qu'il vit encore, peu d'entre eux auraient l'idée de reconnaître le comte de Maubreuil dans un grand vieillard qu'on voit errer quelquefois autour des hôtels de quelques familles vendéennes dont il se dit le parent, aux portes des ministères, à celles même des palais impériaux. Son aspect est pauvre sans être dégradé, et ses traits, ravagés et un peu hagards, portent plutôt l'empreinte des plus terribles passions que celle de l'extrême vieillesse et de la misère. Il parle, à ceux que la curiosité retient un moment auprès de lui, un langage déclamatoire et violent, le même dont se servaient les hommes des générations passées pour exprimer des haines inconnues à la nôtre ou dépassant la mesure de son énergie.

Le 30 avril 1814, la Reine Catherine arriva à Berne, où Jérôme l'attendait. A son passage à Neuchâtel, elle avait été rejointe par M. de Linden, conseiller privé du roi de Wurtemberg. Ce personnage venait faire, par ordre de son maître, une nouvelle tentative auprès de Catherine, pour la décider à rebrousser chemin, à se rendre en Wurtemberg et à se séparer de son époux.

Voici les deux lettres que la Reine Catherine écrivit de Berne, l'une à l'empereur de Russie, l'autre au roi de Wurtemberg, en réponse à cette dernière démarche.

Lettre à l'empereur de Russie, du 30 avril :

« Votre Majesté me permettra bien, j'espère, de

« lui exprimer encore, au départ du comte de « Pölting, son aide de camp, combien je suis re- « connaissante et touchée de l'amitié et des procédés « aimables et affectueux dont Elle n'a cessé de me « donner des preuves dans cette circonstance-ci. « Elle ne saurait assez se convaincre des sentiments « de gratitude qui m'animent.

« D'après la tournure que les événements prennent, « le Roi mon époux ni moi ne croyons pas le séjour « de la Suisse assez sûr ni son gouvernement assez « fort pour nous garantir de toutes les entreprises « que nos ennemis pourraient tenter. La Russie eût « été sans doute le séjour que le Roi et moi aurions « choisi de préférence, et Votre Majesté avait bien « voulu me donner l'assurance qu'Elle nous y aurait « accueillis; mais mon état de grossesse ne me « permettant pas d'entreprendre pour le moment un « aussi long voyage, le Roi mon époux et moi nous « nous voyons obligés de demander l'agrément de « Sa Majesté l'empereur d'Autriche pour nous établir « aux environs de Graetz, en Styrie. Lorsque je serai « relevée de couches, nous nous empresserons de « profiter de l'aimable invitation de Votre Majesté et « de nous retirer dans ses États.

« Votre Majesté aura peine à croire que, malgré « la manière franche avec laquelle je me suis expliquée « avec mon père, M. de Linden, son conseiller privé, « vient d'arriver pour me proposer de nouveau de « me séparer du Roi mon époux.

« Je n'ai fait ce mariage que malgré moi; par un « coup du sort bien rare, je me trouve la femme la

« plus heureuse qui puisse exister. Mon père est-il « donc jaloux de mon bonheur intérieur, le seul qui « me reste? Je ne demande rien à mon père; quand « je suis avec mon époux, je puis me passer de « tout; dans la prospérité, le roi mon père aurait-il « jamais songé à me faire une pareille proposition? « Votre Majesté voit que j'épanche mon âme dans la « sienne; je n'ai plus qu'Elle qui me tienne lieu de « famille, car l'on paraît avoir décidé de détruire « mon bonheur, mais on n'y parviendra pas! J'ose « encore supplier Votre Majesté d'écrire à mon père « pour qu'il cesse ses persécutions; il est le maître « de ne rien faire pour moi, mais il ne doit point « chercher à me déshonorer ainsi que mon enfant. « Je le répète à Votre Majesté, j'ai été forcée par « mon père d'épouser mon mari, et le Roi a été « forcé de m'épouser; cependant nous nous trouvons « heureux.

« Le comte de Fürstenstein se rend à Paris pour « presser la restitution des objets qui m'ont été volés. « Je dois vous avouer franchement, Sire, que c'est « la seule fortune que le Roi et moi possédions, et, « comme sous aucun prétexte nous ne voudrions « accepter d'argent des Bourbons, où en serions-nous « réduits si la valeur de ces objets, qui passe plus de « trois millions, était perdue pour nous? Si Votre « Majesté connaissait particulièrement le Roi mon « époux, il ne lui serait pas difficile de juger que la « jalousie de ses moyens et de ses talents est la seule « cause de la haine qu'on lui porte.

« Votre Majesté voit combien je suis accoutumée à

« ses bontés en osant ainsi l'entretenir de mes inté-
« rêts personnels; mais je vous le répète, Sire, vous
« seul, dans ce moment-ci, me tenez lieu de toute
« ma famille, et je ne trouve qu'en vous un protec-
« teur et un refuge.

« Veuillez, Sire, agréer l'assurance de mon bien
« tendre et respectueux attachement. »

Lettre au roi de Wurtemberg, du 1er mai :

« Mon très-cher père, M. de Linden m'a remis, à
« mon passage à Neuchâtel, votre lettre du 16 avril,
« et de plus, il m'a transmis verbalement vos inten-
« tions. Je ne vous cacherai pas que c'est avec un
« chagrin bien sensible, mon très-cher père, que j'ai
« vu, dans une conversation d'une heure et demie
« que j'ai eue avec lui, que vous persistez dans
« votre désir de me séparer de mon mari, chose que
« je ne puis concevoir et qui ne peut pas plus entrer
« dans ma tête que dans mon cœur. Forcée par la
« politique d'épouser le Roi mon époux, le sort a
« voulu que je me trouvasse la femme la plus heu-
« reuse qui puisse exister; je porte à mon mari tous
« les sentiments réunis : amour, tendresse, estime!
« Comment le meilleur des pères voudrait-il détruire
« mon bonheur intérieur ! le seul qui me reste, j'ose
« vous le dire, mon cher père. Vous et toute ma
« famille méconnaissez le Roi mon époux; un temps
« viendra, j'espère, où vous serez convaincu que
« vous l'avez méconnu, et je puis vous assurer que
« vous retrouverez toujours, en lui comme en

« moi, les enfants les plus respectueux et les plus « tendres.

« L'événement affreux auquel j'ai été exposée, n'a « heureusement point influé sur ma santé ; mais je « ne vous cacherai pas que les secousses fréquentes « que j'ai dû éprouver, à plusieurs reprises, à la « proposition qui m'a été faite de me séparer de mon « époux, m'ont non-seulement mise au désespoir, « mais auraient pu compromettre l'existence de l'en- « fant que je porte dans mon sein ; M. de Linden en « a été le témoin, et je ne doute pas qu'il ne vous « en assure.

« Je me jette à vos genoux, ô le meilleur des « pères, et vous conjure de vous désister de cette « idée, car ma résolution et mes principes sont in- « variables à ce sujet, et je n'aspire qu'à la tranquil- « lité et au repos ; et il me serait cruel de devoir « encore entrer dans des contestations vis-à-vis d'un « père que je chéris et que je respecte plus que « ma vie. »

Jérôme et Catherine restèrent un mois en Suisse, et firent pendant ce temps des instances auprès du gouvernement autrichien pour obtenir l'autorisation de fixer leur séjour à Graetz, en Styrie, les passions réactionnaires étant alors déchaînées en Suisse avec une extrême violence. Cette autorisation leur fut accordée. Le 16 juin, les deux époux s'établirent au château d'Ekensberg, à une lieue et demie de Graetz.

Nous laissons ici parler la Reine Catherine elle-

même, dont le journal nous conduit jusqu'à la fin de septembre 1814.

JOURNAL DE LA REINE.

28 *Juillet* 1814. — M. de Malsburg est revenu aujourd'hui de Vienne. Pas d'espoir d'indemnité; il ne faut pas se dissimuler que les souverains veulent que la famille ne possède rien et qu'elle tombe dans l'oubli. Maubreuil avait dû assassiner l'Empereur avant de commettre le vol de mes diamants; il s'y est refusé. Proposition de M. Beugnot, ministre de la police, à Maubreuil, de 300,000 francs, pour qu'il rende mes diamants, et l'assurance de son évasion en Angleterre; refus de celui-ci, en disant : « Que « l'on me remette un ordre signé de la main du roi « Louis XVIII, comme quoi je dois rendre les dia- « mants, et je les remettrai de suite. Je suis sûr de « mon fait; je resterai encore deux ou trois mois en « prison, puis on me fera sortir et ma fortune sera « faite. » Preuve évidente que ce sont les Bourbons qui ont fait commettre ce vol.

M. de ..... a fait donner 200,000 francs à un nommé Poirisac, qui était autrefois commissaire de police à Lyon, pour assassiner le Roi de Rome, qui est à Vienne, et le Vice-Roi; la chose a échoué. Propos de mon père à Metternich : « J'espère, dit-il, « en parlant de mon mari et de moi, qu'on ne leur

« paiera pas les 500,000 francs, et qu'ils mour-
« ront de faim; ils seront alors bien obligés de
« venir mendier leur pain chez moi, et alors nous
« verrons. »

2 *Août.* — Plus nous réfléchissons à notre situation actuelle, et plus elle nous paraît triste et pénible; si nous restons jusqu'après mes couches ici, à Ekensberg, il est à craindre que nous ne soyons obligés de passer l'hiver à Graëtz; d'un autre côté, si nous nous déplaçons pour aller à Bologne et que la Grande-Duchesse (1) ne soit pas décidée à aller s'établir avec nous, n'importe où, à Rome ou autre part, ce déplacement nous aura coûté très-cher et nous n'aurons pas atteint notre but; ce sont des conditions trop essentielles pour prendre légèrement un parti; mon opinion, d'abord, est que l'empereur d'Autriche et le prince de Metternich ne voudront pas nous donner de passeport pour l'Italie dans ce moment-ci, car ils ne peuvent se dissimuler que l'Italie est bien mécontente des nouveaux changements qui s'y sont opérés, et qu'elle désire former un État indépendant; elle est prête à faire une révolution, et l'Autriche doit craindre l'influence que notre famille a réellement en Italie. Notre position est véritablement affligeante. Il ne peut être question, pour le moment, de s'établir à Rome; il y a trop de réaction et ce ne serait pas prudent de vouloir y aller.

(1) Eliza, sœur de l'Empereur, Grande-Duchesse de Lucques et Piombino.

3 *Août.* — Éliza a reçu ses passeports pour Bologne; c'est le directeur de la police de Graëtz qui les lui a expédiés.

4 *Août.* — Le Roi a pris tout à coup la résolution d'accompagner la Grande-Duchesse jusqu'à Trieste; on ne lui a fait aucune difficulté pour lui donner des passeports. Il sera six à huit jours absent. Si les passeports que nous avons demandés au prince de Metternich arrivent dans cet intervalle, je me mettrai de suite en route pour Bologne; sinon, je me verrai obligée de faire ici mes couches, ce qui ne laissera pas de me faire beaucoup de peine. Je suis bien affligée du départ d'Éliza; sa société était pour moi une grande consolation; son esprit, aussi juste que vaste, nous offrait de grandes ressources, et il est si rare, de nos temps, de trouver quelqu'un qui raisonne avec calme et sang-froid sur les événements qui se passent, qu'on ne saurait trop apprécier une pareille personne. Ils sont partis d'ici à trois heures du soir; je les ai accompagnés jusqu'à deux lieues d'Ekensberg, et je les ai quittés le cœur bien gros, car je ne me sépare jamais de mon bon Jérôme sans en ressentir une bien vive peine; cependant j'ai été bien aise que ce voyage lui procure quelques distractions, il en a besoin; notre triste position doit lui paraître encore plus cruelle qu'à moi; l'homme en général, et surtout un jeune homme de trente ans, qui a été roi, ne peut s'accoutumer facilement à vivre comme un simple particulier et à en prendre les goûts, les habitudes.

Éliza a passé cinq semaines avec nous; elle est arrivée à Ekensberg le 28 juin.

5 *Août.* — Ma journée s'est passée tristement; nos passeports ne sont pas arrivés, je crains bien que nous ne les recevions pas. J'ai déjeuné à dix heures; en rentrant chez moi, j'ai écrit, j'ai travaillé, j'ai lu; à cinq heures, j'ai dîné, j'avais invité M. de Malsbourg et M. de Gayl; après le dîner, je me suis promenée en voiture jusqu'à huit heures et demie; puis je me suis amusée à peindre; à dix heures, je me suis couchée.

6 *Août.* — Ma journée d'aujourd'hui s'est passée comme celle d'hier.

7 *Août.* — Nous avons eu un orage épouvantable cette nuit; je me suis réveillée en sursaut, rêvant que la foudre était tombée sur le château d'Ekensberg; je me suis vue entourée de flammes; ce rêve a fait une telle impression sur mon imagination, que j'ai eu toutes les peines du monde à me persuader du contraire. A mon réveil, j'ai reçu une estafette du Roi, qui me mande que n'étant arrivé à ..... que vingt-quatre heures après son départ, ce qui fait trente-six lieues, il ne pourra arriver que dimanche, le 7, dans la matinée, à Trieste, et qu'il désire beaucoup pousser son voyage jusqu'à Venise; que par conséquent il ne pourra être de retour que samedi ou dimanche prochain à Ekensberg; il me mande de plus que, de vivre ensemble avec moi et sa chère

Éliza, devient de jour en jour un besoin de plus pour son cœur.

Je me suis entretenue, pendant longtemps aujourd'hui, avec M. de Gayl, sur la grande révolution qui se trame en France; en voici les détails : Le prince d'Eckmühl doit faire donner l'ordre qui sera expédié des bureaux du ministère de la guerre, dont on a gagné le secrétaire-général, à la garnison de Vincennes, à un jour fixe, de se rendre à telle heure aux Tuileries; le gouverneur est gagné, le faubourg Saint-Antoine aussi, par un nommé ....., qui y a distribué 200,000 francs. On enverra, pendant quelques heures seulement, des troupes sur toutes les routes de Paris, pour empêcher qu'aucun voyageur n'y entre pendant ce temps. A un signal convenu, les troupes entreront aux Tuileries, s'empareront de tous les Bourbons et proclameront le roi de Rome Empereur, l'Impératrice Marie-Louise, régente, et un Conseil de régence composé du Vice-Roi, qui doit être président, de M. de Talleyrand, du duc d'Otrante (Fouché), de Carnot, Lafitte, du duc d'Eckmühl, du maréchal Ney. Cette révolution doit s'opérer sans aucune effusion de sang. On se couchera avec le gouvernement des Bourbons et on se réveillera sous celui des Napoléons ; dès que la chose sera terminée, on enverra des courriers à tous les membres de la famille pour qu'ils rentrent au plus vite en France. Il y a à Vincennes une garnison de deux mille hommes, cent canons, trois mille fusils et deux mille piques, armes qui seront toutes distribuées dans le faubourg Saint-Antoine. Le ..... a connaissance du complot;

il paraît même que c'est lui qui fournit les fonds nécessaires. Isabey, peintre, et Corvisart, premier médecin, ont été envoyés tous deux à Aix, en Savoie, pour soumettre ce plan à l'Impératrice; l'un des deux doit, à son retour, passer à Munich pour en conférer avec le Vice-Roi. Maintenant la grande question est de savoir si l'Impératrice y donnera les mains; aura-t-elle assez de fermeté, de caractère, de courage pour le faire sans en parler à sa famille? L'Autriche voudra-t elle y participer? Ne tâchera-t-elle pas d'éloigner ou même d'exclure la famille, tout en reconnaissant le petit-fils? J'en ai peur, car le Cabinet de Vienne craint l'influence de notre famille. Pour les autres, rien n'est à redouter; l'empereur de Russie a dit à plusieurs reprises : « Les Bourbons « ne se soutiendront pas en France; mais une fois « que je n'y serai plus, les Français feront ce qu'ils « voudront, je ne m'en mêlerai plus. » Le roi de Prusse doit avoir dit la même chose; ainsi il n'y a plus qu'à savoir la conduite que tiendra l'Autriche, cabinet faible, soupçonneux, que le ministre actuel gouverne entièrement; c'est un homme sans moyens ni talents, mais dont l'influence est inouïe; ayant peur de l'ombre même de l'Empereur Napoléon, et redoutant par la même raison toute la famille, excepté la reine de Naples, qu'il soutient contre l'Angleterre, la France, l'Espagne et le roi de Sicile. J'expliquerai un jour toute l'affaire de Naples. La révolution qu'on médite aujourd'hui en France doit éclater dans moins d'un mois.

8 *Août.* — J'ai appris que le comte de Bissing, gouverneur civil de Graëtz, était revenu de Vienne. J'ai envoyé de suite M. de Gayl pour s'informer de nos passeports; mais le prince de Metternich ne lui en avait pas même parlé. Dans l'après-dîner j'ai reçu une lettre de M. Alding pour M. de Luchesini; il lui mande qu'il a été à Baden trouver lui-même le prince de Metternich, pour lui demander les passeports pour la Grande-Duchesse, et que celui-ci lui avait répondu que, depuis le 29 juillet, il les avait expédiés. Si cela était vrai, les passeports auraient dû arriver dix fois pour une; il me paraît plus probable que le prince de Metternich, embarrassé des demandes réitérées de la Grande-Duchesse, a mieux aimé ne pas répondre du tout.

9 *Août.* — Le comte de Bissing sort de chez moi; il vient de m'apporter une lettre du prince de Metternich à mon mari; je l'ai ouverte et lue (comme j'en avais reçu l'autorisation du Roi avant son départ); son contenu est que l'empereur désire, par des considérations très-importantes et qui, sous plusieurs rapports, se lient aux propres intérêts du Roi ainsi qu'à ceux de sa famille, que mon mari remette encore l'exécution de ce projet de voyage; que l'empereur, dit-il, ne se croit pas en droit de l'engager à se rendre directement à Rome sans que le Saint-Père en soit prévenu, et qu'il entrevoit des inconvénients de plusieurs genres à notre établissement à Bologne pendant l'occupation provisoire des légations, mais que l'empereur ne demande pas mieux que de faire

tout ce qui pourrait nous être agréable. Il nous proposerait donc de nous fixer momentanément à Trieste, en attendant que nous puissions nous rendre en Italie, si je me trouvais mal du climat de Graëtz et si l'époque de mes couches se trouvait tellement rapprochée que je ne crusse pas pouvoir attendre la réponse de Sa Sainteté à une lettre que l'empereur venait de lui adresser. J'ai de suite envoyé M. de Gayl avec cette lettre au Roi; mais j'espère que je ne me déplacerai pas, et que je ferai mes couches ici. Le Congrès devant s'ouvrir définitivement du 10 au 15 septembre, les choses peuvent prendre jusque-là une autre face, et peut-être notre sort sera-t-il amélioré, quoique j'en aie peu l'espoir.

10 *Août.* — Je me promenais dans le jardin, ce matin, quand M. de Malsbourg est arrivé; j'avoue qu'en le voyant j'ai eu une frayeur épouvantable, et je me suis doutée qu'il m'apportait la nouvelle que le Roi était parti pour Bologne, ce que les lettres dont Malsbourg était porteur m'ont confirmé. Le Roi voulait que je me misse de suite en route, ne pouvant concevoir que l'on me refuse des passeports, mais comme le comte de Bissing m'a refusé formellement de m'en donner pour dépasser Trieste, disant que les ordres de son gouvernement étaient précis, je ne me suis pas même exposée à les demander, mais j'ai conjuré le Roi de revenir le plus promptement possible. Le faible doit plier quand c'est la force qui domine et qu'on ne peut rien lui opposer. La crainte de l'Autriche est de voir que notre famille est aimée,

chérie en Italie; elle craint que les moyens, l'esprit du Roi ne lui rallient un parti et qu'on ne se déclare pour lui. Voilà pourquoi elle veut le tenir éloigné de l'Italie jusqu'après le Congrès, qui décidera irrévocablement du sort de cette nation. Le cabinet de Vienne est si ombrageux, si méfiant, qu'il n'a vu dans l'arrivée de la Grande-Duchesse à Graëtz qu'un motif de méfiance de plus, croyant qu'elle n'était venue que dans l'intention d'engager mon mari à se rendre en Italie pour y opérer une révolution. Depuis ce moment, on nous met encore plus d'entraves et de gêne dans les moindres choses. Si le Roi avait 10 à 12 millions, j'aurais été la première à lui conseiller de tenter une révolution en Italie; mais quand on ne peut soutenir par de l'argent ou par des armées de pareilles entreprises, il faut se tenir tranquille et ne point donner de soupçon. Le Roi n'a cependant jamais eu cette idée, mais ennuyé de Graëtz, qui est bien l'endroit le plus insipide que je connaisse, se croyant prisonnier, à cause des entraves dont l'entoure le gouvernement, jusqu'à ne pas vouloir permettre qu'il envoie un courrier où il veut, désirant enfin se réunir à sa famille dans un beau pays et un bon climat, le Roi a pris le parti d'aller droit à Bologne. Le seul espoir que je nourris encore, est que d'après mes lettres et mes représentations il retournera de suite ici, et que peut-être le directeur de la police à Trieste n'aura pas osé lui délivrer de passeports sans une permission du gouvernement. Le comte de Malsbourg est retourné de suite auprès du Roi.

Le comte de Malsbourg vient de revenir de chez le comte de Bissing. Il est quatre heures de l'après-dînée. Il lui a refusé positivement des passeports, même jusqu'à Trieste, pour lui comme pour un courrier ou n'importe quel individu de ma maison, disant que les ordres de sa cour ne le permettaient pas; il a même été jusqu'à dire au comte de Malsbourg que si M. de Gayl n'avait pas été chargé par moi des dépêches du prince de Metternich au Roi, il ne lui aurait point délivré de passeports. Le comte de Malsbourg lui ayant fait l'observation que cependant il avait ordre de me délivrer de suite les passeports pour Trieste, si je les voulais, il a répondu : « Oui, si la Reine veut s'en aller d'ici avec toute sa « maison et aller s'établir pour le moment à Trieste; « alors je suis autorisé à lui en délivrer; mais je ne « pourrais lui en donner si elle voulait simplement y « aller pour faire une course. » Il a tancé d'importance le directeur de l'administration de la police, d'avoir donné un passeport au Roi jusqu'à Trieste, sans y avoir été autorisé par le cabinet de Vienne. Je me suis donc vue obligée d'écrire au Roi par estafette pour l'informer de tout cela; mais le comte de Bissing a poussé la rigueur si loin, que j'ai été obligée de la faire adresser à un négociant à Trieste, pour que celui-ci la fît parvenir au Roi, n'importe où il serait. Toutes ces mesures, à ce que dit le comte de Bissing, ne sont que momentanées, et après le Congrès nous serons libres d'aller où nous voudrons. Ce moment n'en est pas moins pénible pour nous, et je ne vois pas qu'en changeant de

domicile et allant nous établir à Trieste, cela puisse faire cesser l'inquiétude qui agite le cabinet de Vienne.

11 *Août.* — Ce soir, à dix heures, un valet de chambre de la Grande-Duchesse est arrivé avec la nouvelle qu'elle a senti, le 9, à cinq heures du matin, à quatre lieues de Palma-Nova, les premières douleurs de l'enfantement. Qu'on se figure l'embarras de mon mari. Enfin, comme par enchantement, un château se présente; le Roi prend son parti, il s'y fait annoncer, on l'y reçoit très-bien et le voilà installé. Arrive une sage-femme; elle a l'air d'être très-habile; quel bonheur! elle a assuré qu'Éliza accoucherait dans douze heures. — Quoique ce soit une position très-désagréable pour la Grande-Duchesse, cependant j'avoue que je suis bien aise qu'un obstacle se soit présenté qui empêche le Roi de continuer sa route pour Bologne.

12 *Août.* — Le comte de Wickenberg est de retour; le gouverneur m'a accordé d'aller à Trieste, après bien des prières et des sollicitations, mais il a exigé qu'on lui en fît la demande par écrit; il dit qu'elle lui est nécessaire pour justifier à Vienne d'avoir délivré les passeports.

13 *Août.* — Éliza est accouchée heureusement, le 10, d'un garçon; elle et le petit se portent bien. C'est le valet de chambre Bruit qui m'en a apporté

la nouvelle. M. de Gayl n'était pas encore arrivé auprès du Roi.

14 *Août.* — J'ai fait aujourd'hui mon testament ; il est toujours bon de prendre ses précautions, surtout quand, comme moi, on approche du moment critique de ses premières couches. Je n'y pense pas sans quelque frayeur. Il n'y a que l'idée de me séparer du Roi qui me tourmente ; il est si dur de quitter ce qu'on chérit !

15 *Août.* — Qu'une année peut apporter de changements ! Ce jour, autrefois si fêté presque dans le monde entier, se passe presque dans l'oubli. Que de réflexions cela ne fait-il pas faire? Que les vicissitudes humaines sont donc grandes ! ! !

16 *Août.* — Le comte de Malsbourg est revenu. Le Roi désire que je me rende à Trieste ; comme ses souhaits sont les miens, je me décide à partir demain à dix heures. Je conçois que le Roi n'ait pas voulu revenir ici, le gouverneur nous en a trop fait. On prétend qu'un Vénitien a découvert au cabinet de Vienne un complot qui se tramait contre lui ; il ne s'agissait de rien moins que de renouveler les Vêpres siciliennes. Le gouvernement y envoie beaucoup de troupes, mais il commence à sentir qu'il ne pourra s'y soutenir ; il craint que les Italiens ne choisissent un Napoléon.

17 *Août.* — J'ai reçu, hier au soir, une lettre pour

le Roi, de M. Filleul, qui lui mande qu'on a retrouvé pour une valeur de douze à quinze cent mille francs de nos diamants. Ce sont des plongeurs qui les ont découverts; on les avait cachés dans la Seine, vis-à-vis les Invalides. La lettre est datée de Paris, du 3 août 1814. Je suis partie ce matin, à onze heures, d'Ekensberg ; arrivée à une heure et demie du matin à Marbourg, où j'ai couché. Le pays m'a paru beau ; le peuple fait horreur, à peine est-il habillé, et ils ont l'air de bêtes; leurs maisons sont bâties en bois et les toits en chaume. La plus affreuse misère se présente là sous l'aspect le plus hideux, et l'on ne peut qu'être étonné de voir un pays aussi cultivé, aussi abondant, habité par des malheureux. Mais le gouvernement autrichien met sa gloire à l'abrutir de plus en plus par un servage rigoureux. C'est cependant là un gouvernement qu'on appelle paternel !

18 *Août.* — Partie à dix heures du matin de Marbourg; les chemins sont bien mauvais, les chevaux détestables et de tristes postillons; plus on leur dit d'aller vite plus ils vont lentement ; rarement ils montent sur leurs chevaux, ils marchent presque toujours à côté d'eux. Nous avons dîné à huit heures du soir.

19 *Août.* — J'ai voyagé la nuit. Depuis Frault, l'on voyage presque toujours entre deux gorges de montagnes. La manière de conserver les grains et les fourrages est des plus singulières : ils les mettent entre des lattes de bois et par dessus il y a un petit

toit de deux ou trois pieds de largeur; le langage des habitants est un amalgame de styrien, d'illyrien et de sclavon; il est impossible de se faire comprendre. Je suis arrivée à Palmina à minuit; j'ai pris un bain et me suis couchée de suite.

20 *Août.* — Je suis arrivée entre quatre et cinq heures à Trieste; le Roi est venu à ma rencontre, j'ai eu un bien grand plaisir à le revoir. On est tout étonné de découvrir tout d'un coup au haut de la montagne, au moment où l'on s'y attend le moins, la mer avec le port et la ville de Trieste. L'aspect est beau et imposant. Notre maison est située sur le port; elle est assez grande, mais mal distribuée.

21 *Août.* — La Grande-Duchesse vient d'arriver, après dix jours de couches; elle a amené avec elle un fameux accoucheur de Pise, M. Vacca. Il faut sa force d'âme et l'amitié qu'elle nous porte pour lui avoir fait faire ce voyage. Elle est encore faible; sa fille aînée est avec elle.

22 *Août.* — Je ne me sens pas tout à fait bien; je suppose que j'accoucherai bientôt. Je vais au spectacle; la ville est triste.

17 *Septembre.* — Voilà encore une bien grande lacune dans mon journal; mais ayant souffert les douleurs de l'enfantement dans la nuit du 22 au 23 août, je n'ai pu le continuer. J'ai souffert pendant trente-six heures et n'ai pu accoucher qu'avec les

fers; ce que j'ai souffert ne s'exprime pas. C'est M. Vacca qui m'a délivrée avec toute l'habileté d'un grand talent. C'est le 24 août, à midi, que je suis accouchée d'un fils bien portant et bien joli; si on avait retardé d'un quart d'heure l'opération, mon enfant en aurait été la victime. Ce n'est que le sixième jour que je me suis bien portée, mais tout d'un coup mon lait a disparu; depuis ce moment jusqu'au douzième jour, j'ai souffert l'impossible et j'ai été dans le plus grand danger. Les remèdes ont été efficaces, car aujourd'hui, le vingt-quatrième de mes couches, je me porte à merveille. J'ai adopté l'enfant que j'ai nourri; c'est une petite fille, jolie comme un cœur, qui était aux enfants trouvés. On ne connaît ni son père ni sa mère, ce sera moi qui lui en tiendrai lieu; elle s'appelle Christiana.

Les soins, l'affection, la tendresse que Jérôme m'a témoignés dans cette circonstance, ne sortiront jamais de ma mémoire; une garde-malade des plus attentives, des plus soigneuses, n'aurait pas pu m'en donner de pareils. Le moment où j'ai été délivrée, il en était si joyeux, si content, que dans les premiers instants il ne s'occupait que de moi et nullement de l'enfant; il avait l'air de revivre après une longue agonie. Il n'était pas présent à l'opération, et il n'aurait pu soutenir la vue de cet appareil, mais deux secondes après ma délivrance il est venu; il croyait que j'y succomberais, quoique j'aie montré, à ce que tous les assistants ont dit, beaucoup de force et de courage. Moi-même, je croyais mourir en couches, j'y étais toute préparée; il n'y aurait eu

que l'idée de me séparer de mon cher Jérôme qui aurait pu troubler mes derniers moments. Je n'oublierai jamais aussi les soins amicaux qu'Éliza m'a donnés; elle est venue nous rejoindre ici, à Trieste, après dix jours de couches, c'est une abnégation de soi-même bien rare de nos temps. Elle avait emmené avec elle Madame de ....., qui depuis cinq mois soignait l'éducation de sa fille Napoléon; c'est une femme charmante, et je désire pour la Grande-Duchesse qu'elle la conserve.

La comtesse de Boccholz est partie hier, 16, pour rejoindre sa famille. La pauvre femme était bien affligée, elle ne m'avait pas quittée depuis six ans; c'est une personne respectable et qui s'est parfaitement bien conduite dans ces derniers événements. Ma première femme de chambre n'a pu se résoudre à me suivre en Italie. J'ai été peinée de me séparer d'elles deux.

18 *Septembre.* — Nous avons fait une course sur mer. J'ai oublié de marquer que le comte de Fürstenstein est revenu de Paris le 15; il nous a apporté les mêmes nouvelles que nous savions déjà. Il est toujours question de renvoyer les Bourbons et de proclamer le Roi de Rome; l'on ne doute pas que cette révolution ne réussisse. Fouché a même dit au comte de Fürstenstein que lord Castelraig, ministre des affaires étrangères en Angleterre, l'avait assuré que l'Angleterre ne s'en mêlerait point. Le duc de Berry avait été envoyé à Londres pour demander au Prince-Régent l'éloignement de toute

la famille Bonaparte du continent, et pour qu'elle fût reléguée en Amérique; le Prince-Régent a répondu qu'il existait des traités et qu'il les tiendrait religieusement; le duc de Berry est donc retourné à Paris très-peu satisfait de sa négociation. On dit cependant qu'au Congrès, il sera question d'éloigner l'Empereur Napoléon de l'île d'Elbe, où on le trouve trop rapproché des côtes de l'Italie.

19 *Septembre.* — J'ai écrit aujourd'hui à mon père et à l'empereur de Russie, pour tâcher de les intéresser tous deux à notre sort. J'ai rappelé au dernier les promesses qu'il m'avait faites lors de mon dernier séjour à Paris. Comme ils doivent se rendre tous deux au Congrès, j'ai cru de mon devoir de faire une dernière tentative; le titre sacré de mère m'en imposait la loi.

20 *Septembre.* — Mon fils devient de jour en jour plus beau; il fait toute notre consolation.

21 *Septembre.* — Toute la journée je m'occupe de mon fils.

# CORRESPONDANCE

RELATIVE AU LIVRE XX.

---

« Mon très-cher père, il me serait difficile de vous dépeindre le plaisir que j'ai ressenti en recevant aujourd'hui votre lettre du 27 décembre, par l'entremise du prince de Neufchâtel; celle dont vous me parlez, du 27 novembre, que vous m'avez écrite de Francfort, ne m'est pas parvenue. J'en veux d'autant plus à l'empereur d'Autriche, que je sais qu'il est trop bon pour ne pas sentir la douleur qu'une fille doit éprouver d'être privée de toute nouvelle de sa famille; j'ai été dans cette triste position depuis le mois d'octobre, ignorant absolument le sort de tous les miens.

La Reine Catherine au Roi de Wurtemberg. Stain, près Paris, 14 janvier 1814.

« Je me sers de la voie du prince de Neufchâtel pour vous tracer ce peu de lignes, j'espère qu'elles vous parviendront; cela me tient d'autant plus à

cœur que j'ai une bien heureuse nouvelle à vous annoncer et à laquelle certainement vous voudrez bien prendre quelque part, c'est le bonheur inattendu que j'ai d'être grosse de deux mois; le Roi et moi ne pouvions qu'attendre le moment de vous en faire part, et j'attendais avec une vive impatience une occasion favorable pour pouvoir vous en parler; enfin elle se présente, et je m'empresse de vous la communiquer, mon tendre père, et en même temps de vous prier de bien vouloir l'annoncer à la Reine et à la bonne Emmy; toutes deux, je pense, l'apprendront avec quelque plaisir. C'est aussi la seule chose consolante que je puisse vous mander, mon cher père, sur notre position actuelle; elle est toujours la même que celle que je vous ai dépeinte dans mes lettres précédentes, si ce n'est que nous avons été obligés de quitter Compiègne à cause du froid excessif qui nuisait essentiellement à ma santé dans l'état où je me trouve; ce château, très-grand, très-vaste, n'étant chauffé que par des cheminées, ne pouvait être habitable par un froid de dix à douze degrés, sans parler des frais énormes que ce séjour nous occasionnait dans un moment où le Roi ne retire rien de chez lui. Il a donc choisi le séjour de Stains, où nous sommes établis depuis trois jours, avec quelques personnes de notre cour.

« Nous faisons, le Roi et moi, des vœux bien sincères pour le rétablissement de la paix; elle est d'autant plus à désirer que l'Empereur est très-raisonnable, et que si les ennemis croient la France épuisée, ils se trompent beaucoup; il ne faut qu'un

mot pour qu'un million d'hommes soient sous les armes, et si ce mot ne se dit pas, il est à présumer que c'est parce qu'on ne veut pas mettre l'Europe en feu, dans la ferme persuasion que les alliés veulent véritablement la paix, comme tout le monde la veut et la désire de ce côté-ci.

« J'espère, mon cher père, que dans toutes les circonstances, et surtout dans un moment comme celui-ci, vous voudrez bien me conserver vos bontés, si précieuses à mon bonheur dans tous les instants de ma vie, mais si nécessaires, si indispensables dans la triste situation où nous nous trouvons.

« Veuillez bien témoigner à la Reine et à la bonne Emmy tous mes regrets de ne pouvoir leur écrire aujourd'hui à toutes deux, mais mon état me rend très-souffrante et m'oblige à quelques ménagements. Dès que je me trouverai mieux je leur écrirai, et ce sera un vrai bonheur que de pouvoir m'entretenir avec elles d'une espérance qui fait tout mon bonheur.

« Croyez, mon tendre père, que les vœux que j'ai formés pour vous au renouvellement de l'année ne sauraient être égalés que par le très-profond respect avec lequel, etc. »

La Reine Catherine au Roi de Wurtemberg. Paris, 12 février 1814.

« Mon très-cher père, j'ignore si vous avez reçu ma lettre du 14 janvier, par l'entremise du prince de Neufchâtel, par laquelle je vous mandais que j'avais reçu votre lettre du 27 décembre qui m'informait que vous aviez bien voulu m'écrire plusieurs fois par l'entremise de l'empereur d'Autriche. Je

n'ai reçu aucune de ces lettres, ce qui me fait craindre que celle dont je parle n'ait été perdue, et me contrarierait beaucoup, parce que je m'empressais de vous apprendre que la Providence a exaucé un de mes vœux les plus ardents et l'espoir que j'ai de me voir mère. Je me trouve à trois mois révolus de grossesse, et je me porte aussi bien que mon état et les circonstances peuvent le permettre. Dans la crainte, donc, que cette première nouvelle ne vous soit pas parvenue, je veux hasarder celle-ci, bien persuadée que vous partagerez ma satisfaction.

« En effet, mon cher père, ce bienfait de la Providence m'est comme un garant qu'Elle m'accordera également le plus cher de mes vœux, qui est de voir le Roi jouir enfin d'un sort heureux et tranquille; il ne me resterait alors rien à désirer. En attendant, nous vivons ici d'une manière fort retirée. Puissé-je, mon cher père, avoir toujours la certitude que votre santé est également bonne, et que vous agréez avec bonté le très-profond respect avec lequel, etc., etc. »

La Reine Catherine à l'Empereur de Russie. Blois, 8 avril 1814.

« Mon très-cher cousin, l'arrivée de M. de Schuwalow, qui doit accompagner Sa Majesté l'Impératrice à Fontainebleau, et qui déclare n'avoir aucune instruction qui nous regarde personnellement, m'engage à m'adresser encore une fois à Votre Majesté pour la prier de nous faire expédier des passeports et un officier pour nous escorter jusqu'à Stuttgard, où le Roi et moi désirons nous rendre et attendre les événements.

« Je ne répéterai point à Votre Majesté que je me confie entièrement à Elle. Je fais ici la même demande près de Votre Majesté pour Madame ma belle-mère, qui désire aller à Rome, ainsi que pour le Roi Joseph, le Roi Louis et leur suite. »

Le Roi Jérôme à la Reine Catherine. Orléans, 10 avril 1814.

« Je me trouve bien seul, chère Catherine; j'espère que ce ne sera pas pour longtemps!

« Je fais partir demain matin, pour arriver le 13, ton fourgon attelé de huit chevaux blancs et le piqueur Laroche, en tout, onze chevaux. Si tu vois que nous aurons des indemnités, garde les chevaux, sans cela fais-les vendre ainsi que tout ce que tu jugeras à propos.

« Je te donne entier pouvoir pour les ordres que tu jugeras à propos de donner dans ma maison.

« J'attends avec bien de l'impatience l'officier et le passeport russes, afin de pouvoir me rendre à Bâle où j'attendrai de tes nouvelles.

« Puisque ton attachement pour moi t'a fait entreprendre ce voyage, ne précipite rien, l'essentiel est que je sois hors de France. Dis à ton frère que je compte sur son amitié pour soutenir nos intérêts; je sais qu'il peut beaucoup, je le lui demande avec confiance, puisque je le ferais avec plaisir pour lui.

« J'espère que tu seras arrivée à minuit à Paris, et que demain soir je recevrai de tes nouvelles.

« *P. S.* — Le général ....., qui ne part que demain, te remettra 60,000 francs que je t'envoie, afin que tu ne sois pas embarrassée. »

Le Roi Jérôme à la Reine Catherine. Pontarlier, 24 avril 1814.

« Ma chère femme, je suis dans des inquiétudes mortelles et dans le désespoir par la nouvelle que me donne un courrier français que tu as été arrêtée et pillée près de Montereau ; je ne puis rien concevoir à cela, puisque tu dois être accompagnée par un aide de camp de l'empereur de Russie.

« Mais enfin, ma chère femme, pourvu que ta santé ne soit pas altérée, je me consolerai aisément de la perte de tout ; mais je jure que l'auteur d'un aussi horrible attentat ne portera pas loin sa lâche conduite.

« Je t'attendrai à Neuchâtel, où je serai demain.

« Je couche ce soir à Pontarlier ; je t'envoie Tricot, renvoie-le-moi de suite, tu sentiras les anxiétés dans lesquelles je me trouve.

« Je te presse sur mon cœur et ne t'ai jamais tant aimée. Que n'ai-je été avec toi ? »

Le Roi Jérôme à la Reine Catherine. Berne, 29 avril 1814.

« Hier, à neuf heures du soir, je me suis couché triste et désolé de n'avoir pas un seul petit mot de ma bonne femme, me figurant tout ce qui est de plus affreux pour moi, qu'elle était malade et peut-être très-dangereusement. Ne pouvant reposer depuis cette nouvelle, tout à fait désolé et malheureux, je me décidais à partir seul pour Paris, lorsque Schaller est entré ; mon premier mot, ma seule et unique question, la seule qui pût occuper mon cœur, fut : « — La Reine se porte-t-elle bien ? — Oui, Sire. » Dieu soit béni, le reste m'est égal ! l'empereur de Russie fera rendre justice d'un pareil attentat ! Je ne pouvais rien entendre ; ma bonne Catherine n'était pas malade, c'était ma seule, mon unique idée. J'en

rends grâce à Dieu, et je promets bien que tu ne me quitteras plus.

« Je suppose que tu seras ce soir à Pontarlier, et demain soir ou après-demain ici ; tu dois compter que, de Neuchâtel, il te faut au moins huit grandes heures avec un relai.

« Schaller te remettra cette lettre, il fera préparer en même temps des chevaux sur la route ; renvoie-le-moi de suite afin que je puisse aller à ta rencontre.

« Je te presse sur mon cœur et t'aime de toute mon âme. »

La Reine Catherine à l'Impératrice Marie-Louise. Ekensberg, près Graëtz, 17 juin 1814.

« Ma chère sœur, je ne veux pas laisser partir le comte de Pölting sans le charger d'une lettre pour vous. J'ose me flatter que vous voudrez bien me conserver votre amitié ; c'est dans le malheur qu'on a le plus besoin de son secours, et qu'il faut se nourrir de souvenirs. Les témoignages non-équivoques que vous avez bien voulu me donner de votre amitié me font espérer que vous me la continuerez. — Croyez, ma chère sœur, que cette pensée est bien faite pour adoucir l'amertume de notre pénible situation. Vous n'ignorez pas sans doute les chagrins que j'ai éprouvés ; ils ont été plus affreux, plus accablants pour moi, venant de ma famille. J'avais cru trouver chez elle un refuge dans ces tristes événements, mais, le croira-t-on ? c'est elle la première qui m'a repoussée dans ces moments malheureux, et elle semble me faire un crime du bonheur dont je jouis auprès de mon époux. Vous jugerez facilement, d'après tout ceci, ce que je dois souffrir,

Je connais trop vos sentiments, ma chère sœur, pour ne pas être persuadée que vous approuverez ma conduite. Nous n'en apprécions que mieux, le Roi et moi, la manière aimable dont Sa Majesté l'empereur d'Autriche nous a donné un asile. Oserais-je vous prier, ma chère sœur, si vous en trouvez l'occasion, de vouloir bien lui en témoigner toute notre reconnaissance.

« Vous avez su dans le temps, ma chère sœur, le vol affreux, commis envers ma personne, de tous mes diamants et de ceux du Roi mon époux. Jusqu'à présent, malgré les bons offices de Leurs Majestés l'empereur d'Autriche et l'empereur de Russie, nous n'avons encore pu rien recouvrer; cependant une perte de trois millions est d'une grande conséquence dans la position où nous nous trouvons; mais l'on nous fait espérer que peut-être nous ne les perdrons pas tous!.. Vous voyez, ma chère sœur, combien je compte encore sur votre amitié pour entrer dans de tels détails. On perd difficilement l'habitude de s'épancher dans le sein de ceux qui vous sont chers.

« Parlez-moi de votre santé, ma chère sœur, et de tout ce qui peut vous intéresser; embrassez pour moi votre charmant petit Prince, dont sur toute la route j'ai entendu faire des éloges qui m'ont fait grand plaisir, car je lui porte, ainsi qu'à sa mère, un sentiment bien tendre et bien réel. Vous apprendrez peut-être avec plaisir que, malgré tous mes chagrins et les fatigues du voyage, ma grossesse continue toujours heureusement. C'est depuis hier que nous sommes arrivés ici. On nous a loué pour six mois le

château d'Ekensberg, situé à une demi-lieue de Graëtz. Il est bien beau, mais si vaste que nous nous y perdons avec notre très-petite suite; aussi le Roi va-t-il s'occuper de chercher une habitation plus commode et surtout moins grande.

« Je craindrais d'abuser plus longtemps, ma chère sœur, des moments précieux que vous devez consacrer à votre famille, qui doit être bien heureuse de vous posséder et de vous alléger, dans ces moments affreux, le poids de vos maux. Agréez donc, ma chère sœur, l'assurance de mes sentiments affectueux, etc. »

« Mon très-cher père, arrivée ici le 16 au soir, je m'empresse de vous en informer et de vous assurer en même temps que, quoique notre voyage ait été long et pénible, ma santé n'en a nullement souffert, et que ma grossesse continue toujours heureusement. J'espère, mon cher père, que vous voudrez bien me donner de vos nouvelles et m'assurer que votre santé est bonne. Vous savez bien, mon cher père, que rien ne peut me rendre plus heureuse que la pensée de n'être pas entièrement effacée de votre souvenir et de ne pas vous être tout à fait indifférente. Le respect et l'amour filial que je n'ai cessé de vous témoigner dans toutes les circonstances de ma vie, me font espérer que vous ne me retirerez pas vos bontés, car j'en appelle à votre justice et à votre cœur paternel, et je suis persuadée que, quoique j'aie différé d'opinion dans ces derniers temps, à cause des circonstances impérieuses où je me suis trouvée, vous

La Reine Catherine au Roi de Wurtemberg. Ekensberg, 19 juin 1814.

ne pouvez cependant pas me retirer votre tendresse, votre bienveillance, qui sont également nécessaires à mon bonheur.

« Il me tarde extrêmement d'être mère ; ce doux nom me dédommagera de toutes les peines et des privations auxquelles le sort m'a condamnée; les premiers mots que mon enfant apprendra à bégayer seront ceux de grand-papa, et je lui apprendrai à vous chérir et à vous respecter autant que je le fais moi-même. Je me flatte que ces sentiments lui porteront bonheur et lui prépareront un avenir heureux.

« Il me serait difficile de vous parler de Graëtz, habitant une campagne qui en est à une lieue, et n'y ayant pas encore été. Nous nous proposons de vivre ici aussi retirés et aussi simplement que possible et que notre situation actuelle le comporte; aussi le château d'Ekensberg, où nous sommes dans ce moment-ci, nous paraît-il beaucoup trop magnifique et nous comptons chercher une habitation plus petite pour nous y établir; mais, dans les premiers instants, il nous a été impossible de trouver un endroit moins somptueux.

« Voulez-vous bien, mon cher père, me mettre aux pieds de la Reine.

« L'écriture me fatigue un peu dans mon état, c'est pourquoi je réclame son indulgence de ne pas lui écrire aujourd'hui; je le ferai dans quelques jours. »

La Reine Catherine à l'Empereur Napoléon

« Sire, depuis les événements qui se sont passés en France, je n'ai osé écrire à Votre Majesté dans la

crainte de lui paraître indiscrète, peut-être même de lui devenir à charge; mais à l'époque très-prochaine où je vais devenir mère, et qui est par conséquent la plus intéressante de ma vie, je croirais manquer à un devoir sacré et cher à mon cœur en ne priant pas Votre Majesté d'être le parrain de mon enfant. Croyez, Sire, qu'en m'accordant cette faveur, vous rendrez le père et la mère infiniment heureux. Les circonstances ne peuvent rien sur nos sentiments, et nous nous glorifierons toujours de vous regarder, Sire, comme le chef de notre famille, et moi, en mon particulier, je n'oublierai jamais que Votre Majesté n'a cessé de nous donner des preuves de son amitié, et qu'Elle a fondé mon bonheur en m'unissant au Roi. Je me trouve heureuse d'avoir pu, dans les derniers temps, prouver publiquement l'attachement et le dévouement que je me glorifie et que je m'honore de porter à toute sa famille et surtout à son auguste personne. Veuillez, Sire, nous conserver un souvenir et votre intérêt, et croyez que je saisirai toujours avec empressement les occasions de vous faire agréer mon respectueux attachement. » (à l'Ile d'Elbe). Ekensberg, 23 juin 1814.

« Monsieur le comte, j'ai prévenu l'Empereur de la demande que vous avez bien voulu me faire parvenir de passeports pour l'Italie, et de votre projet de vous rendre à Rome après avoir passé quelque temps à Bologne. Le prince de Metternich au comte de Hartz (Roi Jérôme). Baden, 3 août 1814.

« L'Empereur m'ordonne, Monsieur le comte, de vous prévenir que des considérations très-importantes et qui, sous plusieurs rapports, se lient à vos

propres intérêts ainsi qu'à ceux de votre famille, portent Sa Majesté à désirer que vous remettiez encore l'exécution de ce projet de voyage. L'Empereur ne se croit pas en droit de vous engager à vous rendre directement à Rome sans que le Saint-Père en soit prévenu, et il entrevoit des inconvénients de plusieurs genres à votre établissement à Bologne pendant l'occupation provisoire des légations.

« Sa Majesté Impériale ne désirant pas moins faire tout ce qui pourrait vous être agréable, ainsi qu'à Madame la comtesse de Hartz, vous propose, Monsieur le comte, de vous fixer momentanément à Trieste, en attendant que vous puissiez vous rendre en Italie, si Madame la comtesse devait nourrir quelque préjugé contre le climat de Graëtz, et si l'époque de ses couches se trouvait tellement rapprochée qu'elle crût ne pas pouvoir attendre la réponse de Sa Sainteté, sur une lettre que l'Empereur vient de lui adresser. »

Le Roi Jérôme à la Reine Catherine. Passariano, près Palma-Nova, 9 août 1814.

« Ma chère Catherine, nous sommes partis hier soir de Trieste, et ce matin à cinq heures, étant à quatre lieues de Palma-Nova, Éliza a senti les premières douleurs ; juge de notre embarras et de mon étrange position. Enfin, comme par enchantement, un château se présente ; je prends mon parti, nous nous faisons annoncer, on nous reçoit très-bien et nous voilà installés ; une sage-femme se présente, elle a l'air d'être très-habile, quel excès de bonheur ! Elle assure qu'Éliza n'accouchera que dans douze ou vingt-quatre heures, et dès lors je prends le parti

de t'envoyer un courrier, avec prière de ne pas te mettre en route si tu sens les moindres douleurs; mais, dans tous les cas, de te faire accompagner par ton accoucheur. Tu vois que ce que je disais souvent en plaisantant, qu'elle accoucherait sur la grande route, se vérifie; mais enfin tout est pour le mieux, et lorsque tu seras auprès de moi je me consolerai de tout et serai bien heureux, car je t'aime. »

Le Roi Jérôme à la Reine Catherine. Passariano, 10 août 1814.

« Ma chère femme, je m'empresse de t'annoncer qu'Éliza vient d'accoucher heureusement d'un petit prince charmant. Elle et le petit vont bien. Ses couches ont été très-heureuses; elle a trouvé ici une sage-femme qui peut le disputer à la plus fameuse de Paris; je la garde pour toi.

« Mille baisers; je t'attends le 14.

« *P. S.* — Expédie cette lettre par estafette à Metternich; je t'attends avec impatience.

« Donne dix louis à Tricot pour la bonne nouvelle.»

La Reine Catherine au Roi de Wurtemberg. Trieste, 10 septembre 1814.

« Mon très-cher père, le premier usage que je fais de mes forces est de vous donner moi-même de mes nouvelles. Le Roi vous a informé de mon heureuse délivrance, quoiqu'elle ait été très-douloureuse, mais je dois à l'habileté de l'accoucheur Vacca, le plus fameux de l'Italie, d'avoir sauvé mon enfant qui était en péril, le travail ayant duré trente-six heures. Les soins que le Roi m'a donnés, ainsi que ceux de Madame la Grande-Duchesse, qui était venue ici après dix jours de couches, n'ont pas peu contribué

à me procurer quelque soulagement dans ces pénibles moments.

« Vous serez peut-être étonné, mon cher père, de n'avoir pas reçu plus tôt de mes nouvelles, mais depuis le sixième jusqu'au douzième jour j'ai été très-souffrante, et même j'ai été un moment en danger; il avait été occasionné par une suppression qui m'a donné des crampes, qui, si elles eussent continué (surtout le lait s'étant répandu par tout le corps), auraient pu devenir alarmantes; mais enfin tout est passé et je me trouve heureuse de pouvoir vous assurer que je suis en pleine convalescence.

« Le Roi n'a pas voulu vous parler de cet accident, survenu si inopinément, afin de ne point vous donner d'inquiétudes.

« Mon fils se porte à merveille; on dit qu'il me ressemble, cette idée me flatte, car il me retracera les traits chéris d'un père, et j'ose espérer que cette ressemblance lui portera bonheur et lui acquèrera votre tendresse et vos bontés; ce pauvre petit être a double droit à les réclamer : né dans le malheur et sous les auspices les plus tristes, il a besoin plus qu'un autre de l'affection de ses parents. J'ose donc avec confiance le recommander à votre cœur paternel.

« Veuillez, je vous prie, me mettre aux pieds de la Reine, mes forces sont encore trop insuffisantes pour que je puisse moi-même lui écrire; elles m'obligent même à terminer ces lignes, en vous priant de recevoir l'hommage de mon respect. »

« Je suis de nouveau obligée d'importuner Votre Majesté en réclamant aujourd'hui sa haute protection pour nous faire rendre justice. Votre Majesté a pris dans le temps trop d'intérêt au vol considérable de nos diamants et bijoux, pour que je ne sois pas convaincue qu'Elle voudra bien s'intéresser de nouveau à nous les faire rendre ; Elle n'ignore pas la pêche qu'on a faite. L'on reconnaît mes droits à cette propriété, les coupables sont convaincus de leur crime, et malgré cela l'on s'obstine à ne pas vouloir nous les rendre. J'avais envoyé le baron de Gayl à Paris pour les recevoir ; non-seulement on les lui a refusés, mais, nonobstant le traité du 11 avril qui garantit toutes nos propriétés particulières, l'on vient de mettre le séquestre sur notre vermeil, argenterie et meubles que la même personne avait été également chargée de nous expédier. J'ose donc prier Votre Majesté de vouloir bien donner les ordres à son ambassadeur à Paris, de réclamer mes diamants et bijoux et de faire lever le séquestre sur nos effets. Le baron de Gayl, qui est porteur de cette lettre, muni des ordres de Votre Majesté, pourrait se rendre directement à Paris. La Reine Catherine à l'Empereur de Russie. Trieste, 24 octobre 1814.

« Je prie Votre Majesté d'agréer, avec son amitié ordinaire, l'assurance du respectueux attachement avec lequel je suis, etc. »

« Mon très-cher père, agréez, je vous prie, mes félicitations pour le 6 novembre ; ce jour, toujours précieux à mon cœur, me fait espérer que vous les recevrez avec bonté ; veuillez croire aussi, mon cher La Reine Catherine au Roi de Wurtemberg. Trieste, 2 novembre 1814.

père, que personne ne forme des vœux plus sincères, plus constants pour votre bonheur, que moi. Je serais bien heureuse si je pouvais vous en convaincre et vous prouver l'attachement sans borne que je vous porte et qu'aucun événement ne peut altérer.

« J'ai bien des remerciements à vous faire d'avoir bien voulu vous intéresser à ce qu'on nous expédiât des passeports pour l'Italie; j'aurais cru que votre intercession nous les aurait fait obtenir, mais notre malheureuse destinée, qui s'acharne à nous poursuivre, n'a pas permis qu'une des choses que nous désirions le plus (celle de faire un établissement stable), nous fût accordée. Nous ne concevons pas comment la cour d'Autriche peut craindre notre présence en Italie, et nommément dans les provinces qu'elle occupe, ayant choisi de préférence ces États à tout autre pays pour y chercher un asile. La conduite sage, modérée et dénuée de toute intrigue, que nous menons depuis quatre mois que nous sommes dans cet Empire, serait suffisante, je pense, pour ôter tout soupçon à notre égard et toutes interprétations fâcheuses. Au reste, nous nous conformerons à votre avis et nous attendrons, quoi qu'il nous en coûte, patiemment ici la fin du Congrès qui, à ce que nous espérons, se terminera promptement.

« J'espère que M. de Gayl aura eu l'honneur de vous remettre ma lettre du 24, et que vous voudrez bien faire les démarches nécessaires pour nous faire rendre justice. J'ose appuyer sur cette prière, toute notre fortune y étant intéressée.

« Nous avons fait aujourd'hui vacciner notre fils,

qui continue à jouir de la meilleure santé; son intelligence commence à se développer, ce qui nous le rend doublement intéressant. J'ose croire qu'il supportera bien l'opération de la vaccine. »

La Reine Catherine au Roi de Wurtemberg. Trieste, 7 décembre 1814.

« Mon très-cher père, j'ai reçu votre lettre du 28; elle ne peut que me navrer le cœur. L'attachement et le dévoûment que je porte au Roi mon époux dureront autant que ma vie. Le meilleur, le plus tendre des pères voudrait-il détruire mon bonheur intérieur, le seul qui me reste, et un excellent père peut-il désunir dans ses affections sa fille et son propre fils d'avec l'époux et le père. J'ai eu bien soin de cacher votre lettre au Roi, elle l'aurait douloureusement affecté, comptant sur le retour de votre tendresse, et n'ayant rien fait qui pût vous être désagréable, du moins avec connaissance de cause.

« Croyez, mon cher père, que le meilleur des hommes ne vous est pas connu, et qu'un jour vous lui rendrez la justice que tout être qui le connaît est forcé de lui rendre. Quant à ce que vous me dites qu'il désire toujours trancher du grand, je dois vous dire, mon cher père, qu'on vous a indignement trompé.

« Depuis que nous avons quitté la France, nous avons vécu comme de simples, de très-simples particuliers, ne voyant personne que les individus de notre maison, et sortant à peine tous les quatre ou cinq jours.

« Nos gens sont sans livrée et nos équipages sans armes; voilà l'exacte vérité. Je puis vous assurer

également, mon cher père, qu'excepté quand je reçois vos lettres en présence du Roi ou qu'elles sont agréables pour lui, j'ai bien soin de les lui cacher; et quant à mes réponses, vous me connaissez assez, mon cher père, pour être persuadé qu'à mon âge, et avec mon caractère, je ne me sers de personne. »

La Reine Catherine au Roi de Wurtemberg. Trieste, 14 décembre 1814.

« Mon très-cher père, je me suis empressée de communiquer au Roi mon époux votre lettre du 6, à laquelle était jointe la note du comte de Zeppelin; ce n'est pas sans étonnement et sans indignation que mon époux et moi avons reconnu les subterfuges dont se sert le gouvernement français pour retenir nos effets. Le Roi mon époux me charge de vous donner l'assurance positive, comme je le fais moi-même, que nous n'avons pas la moindre dette particulière à Paris.

« Le comte de Fürstenstein, qui est dans ce moment à Vienne, a été envoyé de Berne à Paris exprès pour acquitter toutes celles qui nous étaient personnelles, et le secrétaire du Roi, qui en est arrivé récemment, nous a apporté toutes les quittances signées des créanciers.

« Il est vrai que le Roi de Westphalie doit à l'Empereur Napoléon 700,000 francs, mais l'Empereur Napoléon doit au Roi de Westphalie *dix-sept cent mille francs* qu'il a fait prendre dans les caisses d'Osnabrück, lors de la réunion de cette partie de ce royaume à l'Empire français. Il y aurait donc une injustice révoltante à vouloir que le Roi mon époux,

perdant ses États, paie les dettes qu'il a contractées comme souverain !

« D'ailleurs, mon cher père, ce qui doit vous prouver la mauvaise foi et l'acharnement que l'on met à notre égard, c'est que l'on ne nous nomme point ces prétendus créanciers, et que la France qui, en vertu du traité du 11 avril, nous doit un revenu annuel de 500,000 francs (faisant un capital de 10 millions), est bien sûre de pouvoir se payer par elle-même, lors même que l'on pousserait l'injustice au point que le Roi mon époux acquittât les 700,000 francs dont il est redevable à l'Empereur Napoléon, sans vouloir lui payer les 1,700,000 francs qui lui sont dûs par son frère.

« Le comte de Wintzingerode pourra au reste vous donner tous les renseignements possibles sur cette affaire, ayant été chargé par le Roi, dans tous les temps, de faire des réclamations à ce sujet, et l'Empereur Napoléon ayant reconnu la dette. De plus, M. de Gayl était muni de ces papiers, et je m'étonne qu'il ne vous les ait pas communiqués. Enfin, mon cher père, qu'est-ce que mes diamants et les 80,000 francs en or qui étaient dans ma voiture ont de commun avec cette créance entre le Roi et l'Empereur ? Car, je vous le répète, il ne peut exister d'autres réclamations à notre charge. Mais ce qui, plus que tout autre chose, prouve que ce gouvernement français est perfide, c'est la permission formelle et par écrit qu'il avait donnée de la sortie des cent deux caisses, et le jour où elles devaient partir, après avoir reçu le paiement des droits, il les a fait

séquestrer; ce n'est donc qu'une ruse de sa part, quand il avance que ce sont les créanciers qui les ont saisies, car l'on n'a refusé ni on ne refuse de payer quiconque aurait de justes réclamations à faire.

« Le Roi et moi nous avons envoyé une note bien détaillée, que nous avons signée tous les deux, et dans laquelle il vous sera facile, mon cher père, de vous convaincre de la fausseté des arguments dont on se sert contre nous pour nous dépouiller de nos effets. Nous vous prions d'en faire l'usage que vous jugerez convenable.

« Ayant parlé au Roi de la pensée où vous étiez que la France n'eût pas reconnu le traité du 11 avril, il m'a fait voir la note ci-jointe, dont je vous envoie la copie, en vous priant seulement de ne pas dire que vous la tenez de moi.

« Avant de terminer ces lignes, je vous prie de recevoir mes remercîments de l'intérêt que vous voulez bien prendre à nos affaires à Paris.

« Le Roi et moi nous y sommes très-sensibles, et nous vous prions tous deux de vouloir bien nous le continuer. »

FIN DU SIXIÈME VOLUME.

# TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE SIXIÈME VOLUME

## LIVRE XVIII

DU 16 JUILLET AU 31 DÉCEMBRE 1812



## LIVRE XIX

ANNÉE 1813

## LIVRE XX

### ANNÉE 1814

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.